

REVUE ANNUELLE 2021



Ecole Souleymane Bal

PARTENARIAT

UNION EUROPEENNE - MAURITANIE



JUIN 2022



Télécharger sur uemauritanie.org/ressources

SOMMAIRE

APERÇU DU PARTENARIAT UE – RIM POUR L'ANNÉE 2021 -----	3
LES CHIFFRES CLÉS DE L'ANNÉE 2021 -----	14
LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2021 -----	18
LES CHIFFRES CLÉS DÉTAILLÉS DE L'ANNÉE 2021 -----	167
LES PRINCIPAUX DOCUMENTS PRODUITS EN 2021 -----	219

Photo de Couverture :

La réhabilitation de l'École Thierno Souleymane Bal est une composante du Programme de Gouvernance Urbaine et Développement Durable de la Région de Nouakchott (GUDDRN), financé par l'Union européenne. Cette initiative mise en œuvre par la Région de Nouakchott, vise à soutenir les autorités locales en tant qu'acteurs de développement durable et dans la promotion des conditions de vie des populations.

Cette publication est réalisée avec le soutien technique et financier de l'Union européenne. Son contenu ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne ni celles du gouvernement mauritanien.

APERÇU DU PARTENARIAT UE – RIM POUR L'ANNÉE 2021

1. Le Partenariat entre l'Union européenne et la République Islamique de Mauritanie date de plus d'une cinquantaine d'années. Comme en 2020, il a couvert en 2021 des **secteurs très larges** : gouvernance, état de droit, emploi et formation professionnelle, jeunesse, santé, nutrition, sécurité alimentaire, pêche, prévention des conflits, migration, environnement, développement urbain, sécurité du territoire, etc. Il a permis de contribuer de manière significative à la réalisation des objectifs de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) et du Programme Prioritaire Élargi du Président (PROPEP).

2. En 2021, les **financements de l'Union européenne** en faveur du développement de la République Islamique de Mauritanie, d'un montant total arrondi de **409.000.000 euros¹** (16.360.000.000 MRU), proviennent de différents instruments financiers, notamment le Fonds Européen de Développement (FED), le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union européenne (FFUE), les Accords de pêche, l'Aide Humanitaire et la Protection civile (ECHO), l'Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (IEDDH), l'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique (AMCC+), la Facilité d'Investissement pour l'Afrique (AFIF) et la Banque Européenne de Développement (BEI).

Ces financements européens (409 Millions d'euros – 16,360 Milliards de MRU) sont répartis comme suit :

EUR En Millions	175.2	91.7	61.6	17.1	12.5	6	42	2.9
MRU En Millions	7 008	3 668	2 464	684	500	240	1 682	116
Instruments	FED	FFUE	Budget UE (Accords Pêche)	ICD	ECHO	AMCC+	AFIF+BEI (Pont de Rosso)	Autres

¹ Taux de conversion EUR - MRU à 40

3. En 2021, les **62 actions financées par l'UE en faveur de la RIM** et pour la mise en œuvre de l'agenda 2030 sont réparties selon les **cinq axes du nouveau consensus européen pour le développement** « Notre monde, notre dignité, notre avenir ».

Leurs montants arrondis respectifs sont les suivants :

Axes	Nombre d'actions	Montants En Millions EUR	Montants En Millions MRU
Prospérité - Croissance et emplois inclusifs et durables	20	232.1	9 284
Humanité - Développement humain et dignité	18	62.9	2 516
Paix - Sociétés pacifiques et inclusives, démocratie, institutions efficaces et responsables, Etat de droit et droit de l'homme pour tous	16	87.7	3 508
Planète - Protection de l'environnement, gestion des ressources naturelles et lutte contre le changement climatique	7	12.3	492
Partenariat - l'Union européenne en tant qu'acteur de la mise en œuvre du programme à l'horizon 2030	1	14	560
Total	62	409.0	16 360

4. En 2021, les **62 actions financées par l'UE réparties selon les trois leviers de la SCAPP** avec leurs montants arrondis respectifs sont les suivantes :

Leviers	Nombre d'actions	Montants En Millions EUR	Montants En Millions MRU
Levier 1 - Croissance forte et inclusive	17	230.3	9 212
Levier 2 – Capital humain	22	66.2	2 648
Levier 3 – Gouvernance dans toutes ses dimensions	23	112.5	4 500
Total	62	409.0	16 360

5. Les 62 actions financées par l'UE en 2021 concernent les 10 chantiers suivants de la SCAPP :

Chantiers	Nombre d'actions	Montants En Millions EUR	Montants En Millions MRU
1. Chantier stratégique de promotion d'une croissance plus diversifiée des secteurs porteurs	13	151.3	6 052
3. Chantier stratégique de renforcement des infrastructures de soutien à la croissance	2	77	3 080
4. Chantier stratégique de relèvement de l'accès et de la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle	2	1.1	44
5. Chantier stratégique d'amélioration des conditions d'accès aux services de santé	5	45.6	1 824
6. Chantier stratégique de l'emploi pour tous et de promotion de la jeunesse, de la culture et du sport	1	3.2	128
7. Chantier stratégique d'une meilleure résilience des couches les plus vulnérables	17	18.9	756
8. Chantier stratégique de la Gouvernance Politique, la cohésion sociale, la paix et la sécurité	16	77.6	3 104
9. Chantier stratégique de la consolidation de l'Etat de droit, des droits humains et de la justice	1	12.6	504
12. Chantier stratégique de la transformation de l'administration publique	1	14	560
15. Chantier stratégique d'une meilleure gouvernance environnementale, de gestion rationnelle des ressources naturelles et de réduction des risques de désastres	4	7.7	308
Total	62	409.0	16 360

6. Les actions financées en 2021 par l'UE contribuent à l'atteinte des 10 Objectifs de Développement Durables (ODD) suivants :

OBJECTIFS  DE DÉVELOPPEMENT DURABLE			Nombre d'actions	Montants en Millions	Montants en Millions
2	FAIM «ZÉRO»		6	28	1 120
3	BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE		14	57	2 280
4	ÉDUCATION DE QUALITÉ		2	4.8	192
8	TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE		15	143.7	5 748
11	VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES		5	6	240
13	LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		1	5.9	236
14	VIE AQUATIQUE		1	61.6	2 464
15	VIE TERRESTRE		1	0.3	12
16	PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES		16	87.7	3 508
17	PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS		1	14	560
			62	409	16 360

7. En 2021, au niveau de l'appui à la définition de **nouvelles réformes, de politiques ou de stratégies sectorielles**, le Partenariat UE-RIM a appuyé particulièrement le gouvernement mauritanien dans les secteurs de la **migration** et de la **santé**.

- ▶ Dans le cadre du projet « L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie » sur financement du FFUE, la stratégie nationale de gouvernance de la migration datant de 2010 et son plan d'action ont été mis à jour.
- ▶ Le PASS sur financement du 11ème FED a appuyé le ministère de la santé à plusieurs niveaux :
 - Elaboration de la **politique hospitalière, de l'arrêté des normes hospitalières publiques et de la carte hospitalière**,
 - Evaluation du PNDS 2012 - 2020 et **formulation du PNDS 2021- 2030** et ses annexes,
 - Elaboration des **Comptes Nationaux de la Santé de 2017 et 2018**,
 - Elaboration de la **Politique Pharmaceutique Nationale et de son plan directeur 2021-2025**,
 - Elaboration de la **Stratégie nationale d'approvisionnement des médicaments**.

Leur validation officielle en Conseil des ministres est attendue en 2022.

8. En 2021, plusieurs appuis ont été apportés aux ministères techniques pour la mise en œuvre de leurs **politiques ou stratégies sectorielles**. Ils concernent les secteurs suivants :

Emploi et formation technique et professionnelle

- ▶ La stratégie des **guichets emploi Techghil** a été développée et déployée sur toute l'étendue du territoire par le MEFP pour accueillir, former et orienter les demandeurs d'emplois dans l'optique de **réduire le taux de chômage notamment des jeunes**,
- ▶ Le MEFP a été accompagné pour la finalisation des textes (décrets et arrêtés) relatifs à **l'apprentissage et l'alternance pour l'introduction de la modalité Chantier école** ; le décret ministériel, intégrant la modalité Chantier-Ecole, a été **adopté en Conseil des ministres le 17 août 2021**.

Pêche

Dans le cadre de la stratégie d'aménagement et de développement durable et intégré des pêches maritimes 2020-2024 :

- ▶ Un **système numérique d'enregistrement et de contrôle** comprenant des modules pour enregistrer les permis, les licences, les quotas de pêche et les caractéristiques des bateaux a été mis en place,
- ▶ Un plan d'action a été établi pour la mise aux **normes en hygiène et qualité du marché au poisson** de Nouakchott,
- ▶ **Le plan d'aménagement des pêcheries de petits pélagiques en Mauritanie 2022-2027** a été formulé.

Education

- ▶ Un diagnostic approfondi de la chaîne du livre et du manuel scolaire en Mauritanie a été réalisé.

Santé

Plusieurs documents ont été produits :

- ▶ Le **manuel de procédures et des outils de gestion de stock** des formations sanitaires,
- ▶ Le **plan de carrière des ressources humaines** du ministère de la santé,
- ▶ Le **plan de formation initiale et continue 2021-2025**,
- ▶ Le **manuel de procédure administratif et financier** pour les centres de santé et les postes de santé.
- ▶ **Finances publiques**

Des appuis ont été apportés pour :

- ▶ La réalisation d'une **nouvelle nomenclature budgétaire et comptable** des dépenses et des recettes,
- ▶ La réalisation du **TOFE, CBMT, DPBMT, CDMTg et CDMT** de différents ministères,
- ▶ Le déploiement du système d'information comptable sur l'application ARKAM et la déconcentration du système de gestion de la paie sur l'application RATEB.

Migration

- ▶ Les procédures opérationnelles standard sur le **débarquement et l'assistance aux migrants et réfugiés** à Nouadhibou ont été révisées.

Développement rural

- ▶ Une **cartographie des utilisateurs de la gomme arabique** a été produite,
- ▶ Un **dispositif banque de données - SIG pour les infrastructures rurales** a été élaboré,
- ▶ Un **référentiel technico-économique** a été mis au point pour **améliorer la qualité technique des infrastructures** réalisées et de leur adaptation au contexte socio-économique et environnemental,
- ▶ Le **cadre légal des infrastructures rurales productives** en lien avec la Loi d'orientation agropastorale a été finalisé,
- ▶ Un **guide de gestion et de maintenance des infrastructures rurales** a été élaboré.

9. En 2021, **1 652 fonctionnaires ont bénéficié de formations** dans les thématiques suivantes :

Les thèmes de certaines formations ont été détaillés ci après :

Agriculture/élevage

- ▶ Le cadre légal et le guide de mise en œuvre des infrastructures rurales, les outils de sécurisation socio-foncière, l'occupation des sols, le relevé de terrain géographique, les techniques d'élaboration de bulletins hydrologiques en période de campagne et d'annuaires en fin de campagne, la mise en place du bureau du lait au sein du ministère de l'élevage et le suivi-évaluation, Google Earth, la cartographie, la topographie, la délimitation de bassins versants, l'occupation du sol.

Justice

- ▶ Le management des juridictions, l'application des principes de la justice pour mineurs et des mesures alternatives, l'application des mesures alternatives à la détention.

Culture, jeunesse et sports

- ▶ Les capacités d'action des directions régionales.

Emploi

- ▶ Le conseil et l'orientation des demandeurs d'emploi.

Environnement

- ▶ Les itinéraires techniques de cultures maraichères/céréalières adaptées aux changements climatiques, le management institutionnel.

Finances/budget de l'Etat

- ▶ La comptabilité générale, l'inspection générale-audit-contrôle interne, la gestion des risques, l'évaluation TADAT, le budget-nomenclature-budgétisation, la masse salariale, la comptabilité patrimoniale.

Pêche

- ▶ La nouvelle application du système de suivi de la pêche artisanale et côtière, le système du contrôle sanitaire.

Santé

- ▶ La qualité des soins, la gestion des médicaments, la supervision intégrée, les soins obstétricaux et néonataux d'urgence, les soins infirmiers, la planification sanitaire et la gestion de district de santé, la prise en charge intégrée de la maladie de l'enfant, la détermination des seuils de surcharge dans une structure sanitaire, la gestion de l'accouchement et le suivi du post-partum, l'hygiène.

Sécurité du territoire

- ▶ L'intervention, la planification et conduite des opérations, la gestion de l'information, la gestion de la sécurité en contexte coercitif urbain, la stabilisation en milieu désertique, la santé opérationnelle.

Sécurité alimentaire

- ▶ Le dispositif national de prévention et de réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles.

Education en situation d'urgence

- ▶ La place de l'éducation dans la réponse humanitaire, les principes de la préparation et la gestion des crises et catastrophes pour l'éducation, le plan de préparation et de réponses aux situations d'urgence dans l'éducation.

10. En 2021, **l'UE a mobilisé environ 12,5 Millions d'euros (500 Millions de MRU) d'aide humanitaire** pour la Mauritanie. Ces fonds contribuent à répondre aux besoins alimentaires, sanitaires, nutritionnels et de protection **des populations les plus vulnérables** :

- ▶ Ils soutiennent la **prévention de la malnutrition chez les enfants**. L'aide alimentaire est généralement distribuée pendant la période de soudure, quand les réserves alimentaires sont épuisées. La priorité est donnée **aux familles les plus pauvres avec des enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes et allaitantes**.
- ▶ Les fonds permettent aussi le dépistage de la malnutrition, ainsi que **l'approvisionnement en médicaments et aliments thérapeutiques** utilisés dans le traitement de la malnutrition sévère, potentiellement mortelle chez l'enfant.
- ▶ De plus, les fonds portent secours aux **réfugiés maliens** dans le camp M'Bera avec une aide alimentaire et l'organisation d'une **éducation pour les enfants déscolarisés**.
- ▶ Enfin, **une partie des fonds est allouée au service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS)** pour permettre aux **travailleurs humanitaires d'aller dans l'est du pays en 2h30 au lieu de 3 jours** de route.

11. En 2021, dans le cadre de la mise en œuvre des actions financées par l'UE, plus de **1 200 personnes ont été formées dans plusieurs secteurs professionnels dans l'optique de l'employabilité** (dont 560 femmes et 640 hommes). Ces secteurs concernent :

- ▶ Certaines filières suivies dans les centres de formation professionnelle (**teinture, coiffure, pâtisserie, couture, menuiserie, électricité, plomberie, mécanique auto**),
- ▶ Les bâtiments et travaux publics (**réhabilitation de pistes rurales, procédé de la brique de terre compressée, etc.**),
- ▶ Les métiers de la pêche.

Ces formations ont été mises en œuvre principalement par 4 actions, à savoir PROMOPECHE, PECOBAT, FORMAEMPLOI et SAFIRE.

12. En 2021, au total plus de **5 000 personnes ont acquis de nouvelles compétences individuelles** dans des domaines très divers, comme :

L'agriculture, l'élevage, le maraichage

- ▶ Gestion d'une organisation paysanne, genre en milieu rural, gestion de coopérative, itinéraires techniques, espace test agricole, production maraichère et avicole, maraichage, transformation et conservation des produits laitiers et végétaux, culture fourragère.

L'environnement

- ▶ Education à l'environnement, changement climatique, agroforesterie.

La pêche

- ▶ Hygiène et qualité dans la vente de poisson, sécurité et efficacité de la manutention par les dockers.

L'entrepreneuriat

- ▶ Gestion d'entreprise, gestion d'activités génératrices de revenus, gestion de groupements d'intérêt économiques, développement organisationnel, gestion financière et administrative de groupements féminins, gestion et le marketing des femmes.

Des métiers/activités économiques

- ▶ Savonnerie, énergie renouvelable, dattes, pierre taillée, pépinière, nattes à base de typha, aviculture, gomme arabique, peaux et cuirs.

Le journalisme

- ▶ Esclavage et discriminations des minorités.

Les communes – services techniques – OSC

- ▶ Politique de jeunesse, budget participatif, montage de projet, techniques de plaidoyer, contrôle citoyen de l'action publique, requêtes de financement,
- ▶ La gestion des risques et des catastrophes en milieu scolaire.

Plus spécifiquement, certaines formations sont adressées **aux jeunes** comme les techniques de gestion de cycle de projet et l'accompagnement des jeunes dans la formulation et la rédaction de leurs projets et actions au niveau local, l'informatique et bureautique, l'animation socio-sportive.

Plus de **3 000 femmes** ont été formées, et ce dans plusieurs domaines : gestion d'une organisation paysanne, genre, gestion de coopérative et itinéraires techniques, espace test agricole, maraichage, jardins hydroponiques, production et commercialisation de nattes à base de typha, budget participatif et budget sensible au genre d'une commune, contrôle citoyen de l'action publique, requêtes de financement au niveau de communes, gestion de projet et informatique.

13. En 2021, environ **2900 emplois directs ont été créés** par sept actions financées par l'UE.

- ▶ Plus de **500 emplois** sont l'**aboutissement de cursus de formation professionnelle** dans plusieurs filières (par exemple : **agriculture, pâtisserie, construction, textile et habillement, transport, logistique, artisanat, commerce**).
- ▶ Dans les secteurs - aviculture, filière peaux et cuirs et gomme arabique - **365 emplois ont été créés dont 308 concernent des femmes**.
- ▶ Dans le cadre de l'Accord de Partenariat de Pêche UE-RIM, **plus de 700 emplois ont été créés pour des marins et des dockers dans la pêche industrielle**.
- ▶ Au niveau de Promopêche GIZ, **1256 emplois ont été créés dans la pêche artisanale pélagique**.

14. En 2021, au niveau des **infrastructures**, le partenariat UE-RIM a permis à travers quatre actions :

- ▶ De démarrer la réhabilitation/construction 5 postes de santé (Projet de renforcement de capacités des autorités sanitaires et d'accompagnement à la résilience des communautés, dans la prise en charge de la malnutrition aiguë des enfants de 0-59 mois dans la région du Gorgol),
- ▶ **10 réseaux adduction eau potable** (Projet sécurité et développement - 10^{ème} FED),
- ▶ **1 centre d'instruction méharistes** pour la Garde Nationale à Achemim (Projet sécurité et développement - 10^{ème} FED),
- ▶ **1 centre de Coordination Police, Douane et Gendarmerie entre la Mauritanie, le Mali et le Sénégal (CCPDG)** (Initiative conjointe UE-OIM pour le renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants en Mauritanie-FFUE).

15. En 2021, au niveau de **l'environnement**, les actions ont principalement concerné :

RIMDIR

- ▶ **L'installation de pare feu manuel sur 1431 kms.**

SAFIRE

- ▶ **La construction d'ouvrages aménagés**, l'aménagement et/ou la réhabilitation d'ouvrages, l'appui en équipement hydro-agricoles et l'appui à la valorisation des produits non ligneux.

AMCC2

- ▶ La mise en place de **1,08 ha d'expérimentation et de démonstration des pratiques et techniques agro écologiques**, l'aménagement de conservation des sols et de lutte contre l'érosion hydrique au niveau de la mare de Wompou (60 ha) et à Kalinioro (50 ha) dans le Guidimakha, l'installation de 5 dépôts de gaz butane au sein de 5 villages à proximité des forêts classées, la fabrication de 204 foyers améliorés.

Projet d'appui à la contribution effective de la société civile à la bonne gouvernance et au développement de la pêche artisanale en Mauritanie

- ▶ L'appui à la consolidation participative et effective des communautés des pêcheurs au suivi/contrôle pour les informations sur les espèces, les prix et les quantités accessibles à l'ensemble des opérateurs.

Accord de Partenariat de Pêche

- ▶ L'étude préliminaire pour la demande d'inscription du Parc National du Diawling au patrimoine mondial de l'UNESCO.

PROMOPECHE AECID

- ▶ La participation de **4477 élèves de 30 écoles de Nouadhibou à des activités d'éducation à l'environnement** et la dotation d'un chargeur solaire au PNBA.

PACAO

- ▶ **Le reboisement de gomme arabique** au Guidimakha et en Assaba.

Le Nord en Réseau – Coordination d'OSC de niveau 1 pour le développement local

- ▶ La cohésion sociale et la participation de la société civile dans les régions du Tiris Zemmour et de l'Adrar, la lutte contre la déperdition des filles à l'école avec des actions de reboisement dans les écoles à Atar, l'organisation d'action de reboisement dans le centre-ville d'Atar, la mise en place de pépinière modèle dans les écoles et les lycées à Atar, Bir Moughreine et Zouerate.

16. Les **équipements** fournis en 2021 ont concernés 2 domaines : **la sécurité et la santé** :

- ▶ Le Projet sécurité et développement 10^{ème} FED a financé 3 aéronefs légers pour des missions d'observation et de logistique, 250 chameaux avec accessoires au Groupement nomade de la Garde Nationale et la fourniture de matériels pédagogiques pour l'Académie Mauritanienne de Paix et de Sécurité,
- ▶ Le PASS 11^{ème} FED a financé des équipements de laboratoire et des équipements biomédicaux, du matériel informatique et du mobilier.

17. Les actions en 2021 **d'appui à la production en milieu rural et urbain** ont été réalisées par :

PACAO

- ▶ Construction d'un **centre de tannage** à Nouakchott, construction de **2 points de vente** de volailles modernes à Nouakchott, **reboisement des espaces dégradés en gomme arabique**.

AMCC2

- ▶ Sécurisation de **80 km de pistes à bétail** sur quatre axes dans le sud du pays, installation de **2 aires de repos pastorales de 18 ha**, **réhabilitation et équipement de 3 puits**, mise en place de **5 banques d'aliments bétail**, achat et stockage de **284 tonnes d'aliments bétail**, **financement de 117 AGR rurales** (fruits de Balanites, ruches, doum, maraichage, semences, petit matériel).

RIMRAP

- ▶ Fourniture d'**aliment de bétail** pour plus de **1500 éleveurs**, de **produits vétérinaires** pour plus de **700 ménages**, soutien à 12 coopératives maraichères avec l'introduction de la culture de Maralfalfa).

RIMDIR

- ▶ Conseil agricole avec la **formation de 1160 facilitateurs et producteurs** dont 400 femmes de cultures de décrue et de **543 facilitateurs pastoraux et acteurs de la filière lait** à travers l'approche champ école paysan, construction/réhabilitation de **8 barrages**, **construction de cordons pierreux**, **de digues/diguettes**, **de demi-lunes**, **mise en place de seuils filtrants en gabions et d'épandage**.

SAFIRE

- ▶ Financement de 12 AGR rurales pour diversifier les revenus des agropasteurs, appui à 3 mini laiteries, aménagement de sites dégradés pour la restauration des sols, réhabilitation de barrages, mise en place de digues et diguettes).

Secteur Pêche

- ▶ Dans le cadre de PROMOPECHE, au niveau du centre de transformation de Mhajjrat :
- ▶ Réhabilitation d'un local, pour la valorisation des produits halieutiques (2 réservoirs d'eau de 6000 litres chacun)
- ▶ **06 claies de séchage de poisson**,
- ▶ **Plastification de 19 pirogues**,
- ▶ **Equipement de 67 pirogues** avec des glacières amovibles, ainsi que 04 pirogues avec ses filets,
- ▶ Reconstruction d'une **piste routière en terre de 16 km au PK93** pour faciliter l'accès au PDA,
- ▶ SAFIRE a mis en place un dispositif de conseil agro-pastoral de proximité dans le Brakna bénéficiant à 32 groupements avec près de 4300 membres, dont 98% de femmes, et 3 conventions locales pour la gestion concertée des ressources naturelles dans le Brakna.

18. Les **organisations de la société civile mauritanienne** ont été à la fois actrices et bénéficiaires d'actions financées en 2021 par l'Union européenne.

- ▶ Plusieurs OSC ont bénéficié d'activités de renforcement de leurs capacités (**formalisation, réseautage, renforcement des capacités et subvention en cascade, rédaction d'appels à proposition**),
- ▶ Plusieurs OSC ont également reçu des **subventions**, notamment par le Projet SEMAH pour la prévention de conflits (**4 ONG d'envergure nationale, 160 associations ou consortia de jeunes et 25 associations ou consortia de jeunes et organisations de la société civile d'envergure locale**) ; et, par le projet d'Appui à la Culture, à l'Artisanat et à la Cohésion Sociale dans le pôle d'activités de Boghé pour le financement en cascade d'actions pour la construction/ réhabilitation de points d'eau, la sécurisation de périmètres maraichers, la fourniture de matériel horticole et des semences dans le Brakna,
- ▶ Dans le cadre de PACAO, des **OSC ont reçu des subventions** sous forme de caution auprès d'IMF pour des **coopératives d'artisans et tanneuses artisanales et pour des coopératives de producteurs de poulets de chair**,
- ▶ Le projet Cohésion Sociale dans le pôle d'activités de Boghé a appuyé la création d'**AGR pour la valorisation de l'artisanat**,
- ▶ Dans le domaine de la migration, le projet de l'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie a appuyé les OSC avec un **programme de formation, une donation d'équipement et des subventions au bénéfice de 10 OSC**,
- ▶ Enfin, dans le secteur de la santé, certaines OSC ont reçu du **matériel de sonorisation pour l'organisation de séances de sensibilisation/dépistage du Covid-19, de l'hypertension et pour la prévention des maladies endémiques** et d'autres ont été appuyées pour la mise en place de comités de gestion au sein de structures sanitaires,
- ▶ Au niveau des autorités locales, les appuis apportés en 2021 ont essentiellement portés sur **les mécanismes de concertation locale, les échanges entre acteurs urbains et ruraux, la mise en place de conventions de gestion des ressources naturelles et les mécanismes de recherche de financements**.

19. En 2021, des actions de communication (Campagne « Alach ca ? ») **contre les violences basées sur le genre** ont été mises en oeuvre par MdM Espagne afin de permettre la sensibilisation des adolescents sur ces pratiques,

- ▶ Pose de 60 banderoles géantes dans plusieurs quartiers de Nouakchott, 32 dans le Guidimakha et 30 à Kiffa, et Affichage de 14 affiches 4*3 géantes dans plusieurs carrefours de Nouakchott,
- ▶ **Sensibilisation dans 52 structures de santé de 9 Moughataas de Nouakchott et 71 dans 3 Moughataas du Guidimakha,**
- ▶ Réalisation d'une **fresque à Nouakchott sur les VBG** par trois artistes mauritaniens,
- ▶ Réalisation d'une vidéo sur le thème : « Et vous, que souhaitez-vous pour les femmes et les filles de demain ? » pour la période des seize jours d'activisme (du 28 novembre au 10 décembre).

20. En 2021, dans un contexte de « **cohabitation avec la COVID-19** », plusieurs actions ont été menées dans le domaine de la **sensibilisation**, particulièrement dans le cadre de SAFIRE, de Promopêche - GIZ et par ACF et MdM dans le cadre de la mise en oeuvre des projets financés par l'UE.

- ▶ Organisation d'**ateliers de street art** pour la Journée Internationale des droits des femmes du **8 Mars**,
- ▶ **Des dons en matériel** ont également été effectués au travers de PROMOPECHE-AECID, d'ACF et de la GIZ (masques et gels hydro alcooliques). Le financement de l'UE à ALIMA a permis à cette dernière d'appuyer la **vaccination des populations les plus vulnérables contre la COVID-19** dans le Brakna et dans le Hodh El Chargui en collaboration avec le Ministère de la santé,
- ▶ L'AMCC2 a appuyé financièrement une **quinzaine d'ateliers de couture pour la fabrication de masques** dans 3 régions (Trarza, Brakna, Gorgol),
- ▶ Dans le cadre du PASS, l'UE a produit et diffusé sur plusieurs réseaux sociaux la **chanson Veydak Lakdar** (« ton destin est entre tes mains » pour rappeler les gestes et mesures barrières contre la COVID-19 (**250.000 vues**),
- ▶ MdM a mis en oeuvre la **seconde campagne de communication Alach ca ?** sur le thème « en période de COVID les VBG continuent ».

NB : La Mauritanie a enregistré son premier cas de **coronavirus en mars 2020**. En 2020, **l'UE a apporté des aides financières conséquentes pour appuyer le Plan de Riposte COVID-19 du gouvernement** (cf. Revue du Partenariat 2020).

21. L'Accord de Cotonou, signé entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et l'Union européenne en 2000 est arrivé à échéance en date du 30 novembre 2021. En 2018, ont été entamées les négociations pour l'après Cotonou qui ont abouti au paraphe le 15 avril 2021 **d'un nouvel accord de partenariat entre l'UE et l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique** (OEACP), anciennement groupe des Etats ACP.

Ce nouvel accord, d'une durée de 20 ans, se compose d'un socle commun à tous les pays, qui définit les valeurs et les priorités, ainsi que de trois protocoles régionaux (Afrique, Caraïbes, Pacifique), adaptés aux besoins et à la dynamique de chaque région.

Six domaines prioritaires essentiels ont été définis, à savoir

- (i) **Les droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance au sein de sociétés axées sur les personnes et fondées sur les droits,**
- (ii) **La paix et la sécurité,**
- (iii) **Le développement humain et social,**
- (iv) **La viabilité environnementale et le changement climatique,**
- (v) **La croissance et le développement économiques durables et inclusifs,**
- (vi) **La migration et la mobilité.**

22. Dans ce cadre, l'Union européenne, sur le budget de l'UE, a mis en place un nouvel instrument, **l'Instrument de Voisinage, de Coopération au Développement et de Coopération Internationale** (IVCDCI). Pour la période 2021-2027, l'UE a prévu un montant de 79,46 Milliards d'euros (3200 Milliards de MRU).

Ce montant comprend :

- (i) Un pilier géographique doté d'un budget de **60,39 Milliards d'euros pour le dialogue et la coopération avec les pays tiers,**
- (ii) Un pilier thématique de **6,36 Milliards d'euros pour le soutien aux droits de l'homme et à la démocratie, à la société civile, à la stabilité et à la paix,**
- (iii) Un pilier de réaction rapide de **3,18 Milliards d'euros pour prévenir des conflits et réagir à des situations de crise ou d'instabilité.**

23. Dans le cadre de l'IVCDCI, l'UE et ses Etats membre ont proposé au gouvernement mauritanien un document-cadre conjoint, le **Programme Indicatif Pluriannuel** (PIP) pour les années 2021-2024. D'un montant prévisionnel de 125 Millions d'euros (5 Milliards de MRU), le PIP, signé en décembre 2021, est structuré autour des trois priorités suivantes :

- (i) Le renforcement du **développement humain (éducation et santé),**
- (ii) La transition vers une **économie verte et bleue (systèmes alimentaires durables, énergie propre, chaînes de valeurs des produits halieutiques),**
- (iii) La gouvernance (**modernisation de l'administration publique et gestion des finances publiques, stabilité-sécurité, migration**) ainsi que des mesures d'appui en faveur de la société civile et d'une facilité de coopération pour notamment l'expertise, le dialogue, la communication et l'évaluation de la coopération.

LES CHIFFRES CLÉS DE L'ANNÉE 2021

409 Millions d'€
Soit
16,360 Milliards de MRU

Financements de l'Union européenne en faveur du développement de la République Islamique de Mauritanie proviennent de différents instruments financiers, notamment le Fonds Européen de Développement (**FED**), le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union européenne (**FFUE**), les **Accords de pêche**, l'Aide Humanitaire et la Protection civile (**ECHO**), l'Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (**IEDDH**), l'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique (**AMCC+**), la Facilité d'Investissement pour l'Afrique (**AFIF**) et la Banque Européenne de Développement (**BEI**).

62 Actions financées par l'UE sur l'ensemble du territoire

Nombre d'actions par Axes du nouveau consensus européen pour le développement

Axes	Nombre d'actions
Prosperité - Croissance et emplois inclusifs et durables	20
Humanité - Développement humain et dignité	18
Paix - Sociétés pacifiques et inclusives, démocratie, institutions efficaces et responsables, Etat de droit et droit de l'homme pour tous	16
Planète - Protection de l'environnement, gestion des ressources naturelles et lutte contre le changement climatique	7
Partenariat - l'Union européenne en tant qu'acteur de la mise en œuvre du programme à l'horizon 2030	1
Total	62

Par ODD poursuivis

2 FAIM «ZÉRO» 6 Actions	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 14 Actions	4 ÉDUCATION DE QUALITÉ 02 Actions	8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE 15 Actions	11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES 5 Actions
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 1 Action	14 VIE AQUATIQUE 1 Action	15 VIE TERRESTRE 01 Action	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES 16 Actions	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 01 Action

Par Leviers de la SCAPP

Levier 1 - Croissance forte et inclusive
 17 Actions - 230.3 Millions € soit 9.212 Milliards MRU

Levier 2 - Capital humain
 22 Actions - 66.2 Millions € soit 2.648 Milliards MRU

Levier 3 - Gouvernance dans toutes ses dimensions
 23 Actions - 112.5Millions € soit 4.500 Milliards MRU

Environ **2900 Emplois** directs créés



Résultat compilé de Sept actions financées par l'UE.

- ▶ Plus de **500 emplois** sont l'aboutissement de cursus de formation professionnelle dans plusieurs filières (par exemple : agriculture, pâtisserie, construction, textile et habillement, transport, logistique, artisanat, commerce).
- ▶ Dans les secteurs - aviculture, filière peaux et cuirs et gomme arabique - **365 emplois** ont été créés **dont 308 concernent des femmes.**
- ▶ Dans le cadre de l'Accord de Partenariat de Pêche UE-RIM, **plus de 700 emplois** ont été créés pour des marins et des dockers dans la pêche industrielle.
- ▶ Au niveau de Promopêche GIZ, **1256 emplois** ont été créés dans la pêche artisanale pélagique.

17

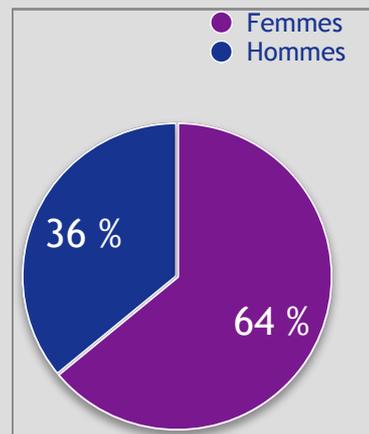
Infrastructures et Équipements



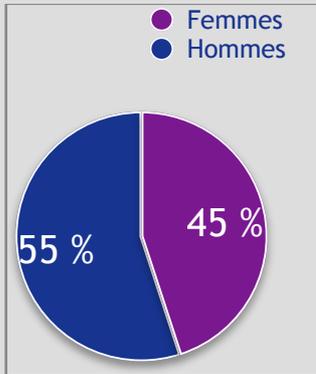
En 2021, pour un montant total de 47 195 226 Millions d'€ le partenariat UE-RIM a permis à travers quatre actions :

- ▶ De démarrer la réhabilitation/construction de **5 postes de santé** (Projet de renforcement de capacités des autorités sanitaires et d'accompagnement à la résilience des communautés, dans la prise en charge de la malnutrition aiguë des enfants de 0-59 mois dans la région du Gorgol),
- ▶ **10 réseaux d'adduction en eau potable** (Projet sécurité et développement - 10ème FED),
- ▶ **1 centre d'instruction méhariste** pour la Garde Nationale à Achemim (Projet sécurité et développement - 10ème FED)
- ▶ **1 centre de Coordination Police, Douane et Gendarmerie entre la Mauritanie, le Mali et le Sénégal (CCPDG)** (Initiative conjointe UE-OIM pour le renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants en Mauritanie-FFUE).

4805 personnes ayant renforcé leurs compétences individuelles



1241 Personnes formées pour un emploi



Actions	Intitulé des formations professionnelles	Total	F	H
SAFIRE	12 filières : teinture, coiffure, pâtisserie, menuiserie, diagnostic-auto...	480	305	175
SAFIRE	8 filières : mécanique, soudure, coiffure, couture, électricité, maraichage, plomberie et pâtisserie	289	193	96
Formaemploi	BTP et énergies renouvelables	97	26	71
PECOBAT - FFUE	Construction et réhabilitation de pistes rurales	50	18	32
PECOBAT - FFUE	Maçonnerie de briques BTC	49	0	49
PROMOPECHE BIT - FFUE	Formation initiale et perfectionnement technique sur les métiers du BTP	92	0	92
PROMOPECHE BIT - FFUE	Métiers de la pêche	184	20	164
4 actions		1241	562	679

1652 fonctionnaires formés sur plusieurs thématiques

Agriculture/élevage	175
Archivage	15
Comptabilité patrimoniale	55
Culture, Jeunesse, Sports	35
Cour des comptes	5
Emploi	30
Environnement	12
Finances/Budget Etat	87
Fiscalité	90
Fonction publique	30
Informatique	39
Total	573

Inspection générale d'Etat	25
Justice	248
Langue anglaise	20
Langue espagnole	16
Langue française	43
Sauvetage en mer	144
Pêche	43
Santé	278
Sécurité du territoire	100
Sécurité alimentaire	115
Education en situation d'urgence	47
Total	1079

- Le Projet sécurité et développement 10ème FED a financé 03 aéronefs légers pour des missions d'observation et de logistique, 250 Dromadaires avec accessoires au Groupement nomade de la Garde Nationale et la fourniture de matériels pédagogiques pour l'Académie Mauritanienne de Paix et de Sécurité.



Partenariat

الشراكة



CAMPAGNE SANTE ET GENRE

Vernissage de lancement de campagne

Jeune fille de l'OSC SOS Pairs éducateurs, interprétant des femmes fortes qui se battent contre les VBG, lors du vernissage de l'exposition « Alach'ça VBG » qui marquait le lancement de la campagne

Lieu : Musée National de Nouakchott

© Bechir Malum

LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2021 SELON LES AXES DU NOUVEAU CONSENSUS EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'axe « Humanité - Développement humain et dignité »

Instruments de financement	Intitulés des actions	Montants en EUR	Montants en MRU
ECHO	Renforcement de capacités des autorités sanitaires et d'accompagnement à la résilience des communautés, dans la PEC de la MA des enfants de 0-59 mois dans la région du Gorgol	1 175 000	47 000 000
ECHO	Protection et Education des enfants et jeunes du camp de M'berra (réfugiés maliens) et de la communauté hôte du département de Bassiknou via une approche intégrée visant à renforcer leur résilience et participer à la consolidation de la paix	1 200 000	48 000 000
ECHO	Supporting the Government in building a national prevention and response scheme to food security and nutritional crisis in Mauritania, as part of a national Adaptive Social Protection (ASP) system (phase 2)	1 100 000	44 000 000
ECHO	Providing critical food security support to the most affected populations in Mauritania	3 570 000	142 800 000
ECHO	Appui aux ménages très pauvres (TP) en risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle pendant la période de soudure 2021 dans la Moughataa de Magtaa-Lahajar (Wilaya du Brakna)	600 000	24 000 000
ECHO	Améliorer l'accès des populations vulnérables dans la Wilaya du Brakna, en Mauritanie à des soins médico-nutritionnels de qualité	1 600 000	64 000 000
ECHO	Renforcer la sécurité nutritionnelle des populations vulnérables du Hodh el Chargui, Guidimakha et du Gorgol à travers une approche multisectorielle intégrée favorisant le nexus humanitaire - développement	1 786 342	71 453 680
ECHO	Appui à la mise en œuvre des campagnes de vaccination COVID-19 ciblant les personnes les plus vulnérables en Guinée, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigeria et en République Centrafricaine	600 000	24 000 000
ECHO	Provision of Humanitarian air services in West and Central Africa in 2021	400 000	16 000 000
ECHO	UNICEF Sahel Nutrition Emergency Response and Preparedness 2021	300 000	12 000 000
ECHO	ICRC assistance, prevention and protection activities in the Sahel region : economic security (EcoSec), health (secondary care), protection of the civilian population (PCP) and prevention (IHL dissemination and implementation) Burkina Faso, Mali, Mauritania, Niger, and Chad	200 000	8 000 000
FED 11	Programme d'appui au secteur de la santé - PASS	20 000 000	800 000 000
Parlement Européen	Programme d'Appui au Secteur de la Santé ECMU	1 195 000	47 800 000

ICD	Renforcement de l'enseignement dans la région du Sahel	2 200 000	88 000 000
Global Allocation	Campagne de Communication genre et santé en appui au PNDS	75 000	3 000 000
FED 11	Programme d'appui au secteur de la santé - PASS2 (y compris MDM)	24 000 000	960 000 000
ICD	Améliorer l'enseignement dans les pays du G5 Sahel	2 530 258	101 210 320
IEDDH	Promouvoir un environnement protecteur des droits humains des enfants et des femmes victimes de violences particulièrement de violences sexuelles dans les wilayas de Dakhlet Nouadhibou et du Hodh El Gharbi	328 390	13 135 600
TOTAL		62 859 990	514 399 600

L'axe « Paix - Sociétés pacifiques et inclusives, démocratie, institutions efficaces et responsables, Etat de droit et droit de l'homme pour tous »

Instruments de financement	Intitulés des actions	Montants en EUR	Montants en MRU
FFUE	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie	25 000 000	1 000 000 000
ICD	Projet d'Appui à la Culture, à l'Artisanat et à la Cohésion Sociale dans le pôle d'activités de Boghé	671 208	26 848 320
FED 11	SEMAH - Projet de prévention des conflits et de promotion du dialogue interculturel	4 400 000	176 000 000
IEDDH	Projet de Promotion des Comités des Droits des Détenus (CDD)	297 610	11 904 400
FED 11	Programme d'appui à la réforme de la justice (PARJ)	12 600 000	504 000 000
FED 10	Projet d'appui à la sécurité et au développement	13 000 000	520 000 000
ICD	Renforcement du pouvoir citoyen d'organisations communautaires de base de 3 communes au Brakna, au Gorgol et au Hodh El Gharbi pour favoriser la cohésion sociale et l'éducation à la citoyenneté d'hommes, femmes, jeunes et enfants	800 000	32 000 000
FFUE	Programme d'appui au G5 pour la sécurité au Sahel – PAG5 –Phase II	9 798 500	391 940 000
FFUE	Initiative conjointe UE-OIM pour le renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants : Mauritanie	8 000 000	320 000 000
IEDDH	Stratégie tripartite pour éradiquer l'esclavage en Mauritanie	374 000	14 960 000
ICD	Appui à la coordination de OSC de niveau 1 pour le développement local, la cohésion sociale et la participation de la société civile dans les régions du Tiris Zemmour et de l'Adrar	500 850	20 034 000
FFUE	Résilience pour la cohésion sociale et culturelle en en République islamique de Mauritanie	6 000 000	240 000 000
IEDDH	Vulgarisation du mécanisme de plainte de la Commission Nationale des droits de l'Homme	50 000	2 000 000

ICD	Appui au renforcement de la société civile mauritanienne pour promouvoir les droits des enfants et des jeunes à travers des activités de cohésion sociale, culturelles et citoyennes	700 000	28 000 000
FFUE	Renforcement de la résilience des populations déplacées par l'instabilité au Nord du Mali et soutien à la coexistence pacifique entre communautés	4 893 000	195 720 000
IEDDH	Accompagner les initiatives de la société civile centrée sur la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles	600 000	24 000 000
TOTAL		87 685 168	3 507 406 720

L'axe « Prospérité - Croissance et emplois inclusifs et durables »

Instruments de financement	Intitulés des actions	Montants en EUR	Montants en MRU
AFIF, BEI	Construction du Pont de Rosso	42 000 000	1 680 000 000
FED 11	Renforcement des Investissements Productifs et Energétiques en Mauritanie pour le Développement Durable des zones rurales – RIMDIR	35 000 000	1 400 000 000
FED 11	Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale - RIMRAP	25 000 000	1 000 000 000
FED 10	Programme Régional d'Extension de l'Horizon des Opportunités de Valorisation de la Chaîne de valeur Lait par l'Accès aux Services Energétiques durables - PROGES-Lait	5 209 735	208 389 400
FED 11	Développement des filières agro-sylvo-pastorale aux niveaux u familial et communautaire – RIMFIL	18 000 000	720 000 000
ICD	Réseaux et partenariats pour l'agropastoralisme au Guidimakha, au Gorgol et au Brakna	500 000	20 000 000
ICD	Projet de Renforcement des Coopératives du Guidimakha pour le Développement Durable en Mauritanie (PRO COOP)	630 000	25 200 000
FFUE	Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie -SAFIRE	10 000 000	400 000 000
FFUE	Promopêche - Création d'emploi décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale – Composante GIZ	2 000 000	80 000 000
FFUE	Promopêche - Création d'emploi décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale – Composante BIT	14 000 000	560 000 000
FFUE	Promopêche - Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de Mauritanie -AECID	7 700 000	308 000 000

FFUE	PECOBAT : Amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME dans le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisant dans les chantiers écoles construction	3 200 000	128 000 000
FED 10	Programme d'appui à la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest- Volet Mauritanie - PACAO	4 000 000	160 000 000
FFUE	Archipelago – Formation professionnelle et innovation pour renforcer l'employabilité et l'entrepreneuriat en Mauritanie (BTP, énergies et femmes) - Formaemploi-Mauritanie	577 000	23 080 000
ICD	Projet d'Appui à la consolidation des acquis de la contribution Effective de la société civile à la bonne gouvernance et au développement de la pêche artisanale en Mauritanie	372 713	14 908 520
FFUE	ARCHIPELAGO – Formation, Accompagnement et Insertion dans le domaine portuaire (FAIDOP)	499 320	19 972 800
ICD	Trampoline : Vers le développement de la jeunesse au niveau personnel, professionnel et sociale,	600 000	24 000 000
ICD	Renforcement des Capacités Entrepreneuriales des Femmes à Kaédi, Boghé et Riyadh (ReCEF)	600 000	24 000 000
ICD	PRO-COOP Guidimakha – Projet de Renforcement des Coopératives de Guidimakha pour le développement durable	630 000	25 200 000
Budget UE	Accord de Partenariat de Pêche UE-RIM	61 625 000	2 465 000 000
TOTAL		232 143 768	9 285 750 720

L'axe « Planète – Protection de l'environnement, gestion des ressources naturelles et lutte contre le changement climatique »

Instruments de financement	Intitulés des actions	Montants en EUR	Montants en MRU
AMCC	Programme Alliance Mondiale Contre le Changement Climatique Mauritanie Phase 2	5 900 000	236 000 000
ICD	Projet d'initiative locale concertée pour le développement durable des oasis des communes d'Atar et de Tawaz (PICODEV)	342 293	13 691 720
ICD	Appui à la région de Nouakchott pour un Développement Durable Résilient et Equitable (ARENDRE)	3 586 657	143 466 280
ICD	FLEURIR _ Favoriser L'Écosystème URbain, environnemental, économique et social Intégré de Rosso	987 594	39 503 760
ICD	Maîtrise d'Ouvrage Renforcée des Services Environnementaux (MORSE)	490 000	19 600 000
ICD	Gouvernance Urbaine et Développement Durable de la Région de Nouakchott(GUDDRN)	495 000	19 800 000
ICD	Mise en place d'un dispositif de gestion des déchets solides de la ville de Kiffa et alentours	467 037	18 681 480
TOTAL		12 268 581	490 743 240

L'axe « Partenariat – l'Union européenne en tant qu'acteur de la mise en œuvre du programme à l'horizon 2030 »

Instruments de financement	Intitulés des actions	Montants en EUR	Montants en MRU
FED 11	Programme d'Appui à la mise en œuvre du 11ème FED - PAMO FED 11	14 000 000	560 000 000
TOTAL		14 000 000	560 000 000



PREVENTION DE CONFLITS
Inauguration Maison des jeunes de Kiffa

LES FICHES ACTIONS 2021



Humanité - Développement humain et dignité

1. PASS & PASS ECMU - Programme d'Appui au Secteur de la Santé et Extension de la couverture maladie universelle en Mauritanie -----	25
2. Campagne de Communication genre et santé en appui au PNDS -----	29
3. PASS 2 - Programme d'Appui au Secteur de la Santé-----	32
4. Renforcement de capacités des autorités sanitaires et d'accompagnement à la résilience des communautés, dans la prise en charge de la malnutrition aigüe des enfants de 0-59 mois dans la région du Gorgol -----	35
5. Protection et Education des enfants et jeunes du Camp M'Berra (réfugiés maliens) et de la communauté hôte du département de Bassiknou via une approche intégrée visant à renforcer leur résilience et participer à la consolidation de la paix-----	38
6. Soutenir le Commissariat à la sécurité alimentaire dans la construction d'un solide mécanisme d'alerte précoce, de préparation et de planification des réponses aux chocs affectant la sécurité alimentaire et la nutrition en Mauritanie, dans le cadre d'un système national de protection sociale adaptative -----	41
7. Fournir un soutien critique en matière de sécurité alimentaire aux populations les plus touchées en Mauritanie -----	44
8. Appui aux ménages très pauvres (TP) en risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle pendant la période de soudure 2021 dans la Moughataas de Maghta-Lahjar (Wilaya du Brakna) -----	47
9. Améliorer l'accès des populations vulnérables dans la Wilaya du Brakna, en Mauritanie à des soins médico - nutritionnels de qualité -----	50
10. Renforcer la sécurité nutritionnelle des populations vulnérables du Hodh El Chargui, Guidimakha et du Gorgol à travers une approche multisectorielle intégrée favorisant le nexus humanitaire - développement --	53
11. Appui à la mise en œuvre des campagnes de vaccination COVID-19 ciblant les personnes les plus vulnérables en Guinée, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigeria et en République Centrafricaine -----	56
12. Provision of Humanitarian air services in West and Central Africa in 2021 -----	58
13. Réponse et préparation aux urgences nutritionnelles au Sahel 2021 -----	60
14. Améliorer l'Enseignement dans les pays du G5 Sahel -----	63



1. PASS & PASS – ECMU

Programme d'Appui au Secteur de la Santé et Extension de la couverture maladie universelle en Mauritanie

Instrument de financement :	11 ^{ème} FED
Pilier du consensus européen	Humanité
ODD	3
SCAPP Pilier et Chantier	2 - 5
Montant contribution UE en €	20 000 000
Montant total en €	25 010 000 (contributions AFD et Etat incluses)
Date début – Date fin	22/08/2017- 21/04/2022
Instrument de financement :	Parlement Européen
Pilier du consensus européen	Humanité
ODD	3
SCAPP Pilier et Chantier	2 - 5
Montant contribution UE en €	1 195 000
Date début – Date fin	01/07/2020 – 30/06/2022
Objectif global	Contribuer à la réduction de la pauvreté en Mauritanie en donnant aux individus les moyens de vivre une vie saine et en promouvant le bien-être de tous à tout âge et Contribuer à atteindre la couverture sanitaire universelle en Mauritanie
Mise en œuvre par	Enabel (Agence Belge de développement), Ministère de la santé
Ministères partenaires	Santé
Wilayas d'intervention	National, avec un intérêt particulier aux wilayas de Nouakchott-Ouest, Nouakchott Nord et du Brakna
Contacts :	Dr. Veronica Trasancos Buitrago - Intervention manager du Projet AI-PASS et PASS-ECMU veronica.trasancos@enabel.be Agathe Simonin, Experte Santé Publique et Assurance Maladie PASS-ECMU, agathe.simonin@enabel.be Amadou Tidjane Diallo – Chargé de Programme UC PASS – dialloat@uc-pass.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le Programme d'Appui au Secteur de la Santé (PASS) en Mauritanie financé par l'Union européenne sur le 11ème FED a pour objectif spécifique d'améliorer et de rendre plus équitable l'accès aux soins de santé de qualité en ligne avec les objectifs du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) et de la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS).

Le PASS est structuré autour de 5 résultats : (R1) Les capacités du Ministère de la Santé (MS) pour piloter et gérer le secteur santé d'une manière efficace, transparente, décentralisée et adéquatement régulée, y compris le secteur privé qui doit être renforcé (Gouvernance); (R2) L'accès équitable à des services de santé de qualité au niveau communautaire, primaire et secondaire. Cet accès doit être augmenté pour la population (L'offre de soins) ; (R3) L'accès à des médicaments et consommables essentiels de qualité est amélioré à tous les niveaux selon les normes nationales (Médicaments et consommables); (R4) Une meilleure gestion des ressources humaines en santé contribue à un personnel de santé plus motivé, de qualité, disponible d'une façon plus équitable et pérenne (RHS); (R5) Le MS dispose d'un modèle de financement pour une couverture sanitaire universelle (CSU) plus complet et opérationnel

Le PASS est mis en œuvre d'une part par Enabel pour l'appui institutionnel et l'appui à des initiatives innovantes à Dar Naim (milieu urbain) et à Bababé (milieu rural) et d'autre part par le Ministère de la santé à travers une subvention qui permet de financer des actions précises pour la mise en œuvre du Programme National de Développement Sanitaire (PNDS).

Le PASS est complété par un financement du Parlement européen avec l'action PASS-ECMU, « Extension de la couverture maladie universelle en Mauritanie », qui intervient dans la Moughataa de Sebkha à Nouakchott.

2. Activités principales d'appui au Ministère de la santé menées en 2021

- ▶ Appui à l'élaboration du processus de planification et suivi évaluation et appui à l'élaboration du Plan d'Action Annuel et à sa budgétisation 2021
- ▶ Evaluation du PNDS 2012 - 2020
- ▶ Formulation du PNDS 2021 - 2030 et ses Annexes
- ▶ Appui au processus de mise en place d'un Fonds Commun Santé
- ▶ Approche Santé Urbaine : étude de rentabilité FOSA/ CS APSDN (Formation sanitaire / Centre de santé Association pour la Promotion de la Santé à Dar Naïm
- ▶ Appui à l'élaboration d'une Carte Sanitaire et son opérationnalisation
- ▶ Elaboration de la Carte Hospitalière et normes hospitalières
- ▶ Elaboration de la politique hospitalière
- ▶ Appui au processus de supervision intégrée
- ▶ Mise en œuvre et suivi de la recherche-action dans les deux Moughataas d'apprentissage
- ▶ Amélioration de l'environnement sanitaire des structures de soins primaires (hygiène et déchets)
- ▶ Renforcement des capacités de suivi/évaluation et supervision des DRAS (Direction régionale de l'action sanitaire) et des Moughataas
- ▶ Mise en place et encadrement des équipes cadre de la Moughataa
- ▶ Elaboration et mise en place des directives afin d'améliorer l'offre de soins dans le cadre de la santé reproductive
- ▶ Appui opérationnel à la formation continue et pratique des agents de santé des districts sanitaires
- ▶ Renforcement des capacités des ECM et des prestataires à travers des formations (SONU, Soins Infirmiers, Gestion de la Qualité, Gestion des médicaments, formation en français, hygiène, etc.) et du coaching
- ▶ Mise en place d'un système (digitalisé) de gestion (Sebkha)
- ▶ Appui au centre de santé (CDS) et postes de santé (PS) de Sebkha dans la mise en place et activation de leur Comité de Santé (COSAN)
- ▶ Réalisation des travaux de réhabilitations, dotation en équipements et matériels médicaux (marché international), dotation en bureautique, matériel d'hygiène
- ▶ Appui à la révision, validation et vulgarisation de la politique pharmaceutique nationale et de son plan directeur 2021-25
- ▶ Appui à l'élaboration et la validation d'une stratégie nationale des approvisionnements
- ▶ Appui à l'élaboration et la validation du manuel de procédures et des outils de gestion de stock des Formations Sanitaires (PS et CS)
- ▶ Organisation de formations et encadrement au niveau des structures pilotes dans les deux Moughataas d'apprentissage
- ▶ Renforcement des capacités des responsables de l'ECM (à encadrer et superviser) et des gestionnaires des pharmacies (dans l'élaboration et la mise en place des protocoles et outils)
- ▶ Renforcement des capacités de la Direction Pharmaceutique et de Laboratoire (DPL) en Enregistrement
- ▶ Renforcement des capacités du Laboratoire National de Contrôle Qualité des Médicaments (LNCQM) en pratique UV, HPLC et dissolutes en

- vue de sa pré qualification par l'OMS (Organisation mondiale de la santé)
- ▶ Appui technique au processus d'accréditation des écoles de santé (Auto-évaluation des écoles de santé)
 - ▶ Appui à la réalisation des supervisions spécifiques des gestionnaires des ressources humaines des DRAS, des centres hospitaliers et des écoles de santé
 - ▶ Mise en œuvre du plan de formation continue pour le niveau central
 - ▶ Appui opérationnel à la formation continue et pratique des agents de santé des districts sanitaires en RIM
 - ▶ Appui pour l'élaboration d'un plan de formation initial et continu 2021-2025
 - ▶ Appui à l'élaboration de la stratégie nationale de financement de la santé orientée vers la couverture universelle en santé
 - ▶ Elaboration des Comptes Nationaux de la Santé
 - ▶ Appui à la mise en place d'une Assurance Maladie Volontaire pour le secteur informel en Mauritanie (CNASS)
 - ▶ Mise en place d'un système de gestion informatique
 - ▶ Achèvement de l'étude des réhabilitations de 10 centres de santé à Nouakchott
 - ▶ Lancement de l'appel d'offres pour la réhabilitation ou construction de 5 centres de santé à Nouakchott
 - ▶ Appui à la mise en œuvre du plan d'action de la Direction de l'hygiène publique (DHP)
 - ▶ Production du guide pratique de gestion des déchets médicaux
 - ▶ Réalisation d'une étude sur le système d'archivage du ministère
 - ▶ Réalisation d'une étude technique pour la réhabilitation/extension sur les DRAS
 - Equipement des DRAS

Actions liées à la COVID-19

- ▶ Participation active dans les piliers du plan de Riposte COVID-19
- ▶ Appui à la DISSE pour la surveillance épidémiologique dans le contexte de la pandémie COVID-19
- ▶ Appui à la sensibilisation pour la lutte contre la COVID-19 et la vaccination COVID-19, avec des campagnes de sensibilisation, réseau communautaire, etc.
- ▶ Apport de matériel et équipements pour renforcer l'offre de soins dans les structures de santé des Moughataas d'apprentissage
- ▶ Achats de matériel de protection et d'hygiène, pour les structures de santé, CS et PS
- ▶ Appui à la mise en place d'un système de triage et circuit de patients dans les Moughataas d'apprentissage

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Gouvernance

- ▶ Etude avec analyse économétrique sur le coût des actes médicaux réalisée en 2020
- ▶ Manuel de procédures pour les postes et centres de santé élaboré
- ▶ Carte sanitaire nationale élaborée et son opérationnalisation appuyée
- ▶ Documents nationaux sur les Normes quant aux prestations, aux ressources humaines, aux infrastructures et aux équipements élaborés, en attente d'adoption
- ▶ Réforme hospitalière appuyée avec l'élaboration de la politique hospitalière, l'arrêté des normes hospitalières publiques et de la carte hospitalière, en attente d'adoption.
- ▶ PNDS 2012 - 2020 évalué et PNDS 2021 – 2030 et ses annexes formulées
- ▶ Etude sur le système d'archivage des documents du ministère de la santé réalisée
- ▶ Mise en œuvre du plan d'action de la Direction de l'hygiène publique (DHP) appuyée
- ▶

- ▶ Guide pratique de gestion des déchets médicaux produit en 3000 exemplaires
- ▶ Appui logistique à la CPC apporté (véhicules et équipements)

Financement par la demande

- ▶ Comptes Nationaux de la Santé de 2017 et 2018 élaborés
- ▶ Diagnostic sur le financement de la santé en Mauritanie effectué
- ▶ Stratégie nationale de financement de la santé orientée vers la couverture universelle élaborée
- ▶ Décret de l'Assurance Maladie Volontaire pour le secteur informel CNASS formulé, en attente d'adoption
- ▶ Etude de mécanismes d'exemptions de paiement (étude sur la gratuité des soins) réalisé

Amélioration de la qualité de l'offre de soins dans les zones d'intervention

- ▶ Recherche Action menée avec l'Institut de médecine tropicale d'Anvers pour l'amélioration de

- la qualité des services de santé, renforcement des capacités, suivi/évaluation et supervision des DRAS et des Moughataas
- ▶ 18 incinérateurs de type Montfort et matériel de gestion des déchets installés dans 3 centres sanitaires
- ▶ Directives élaborées et mises en place afin d'améliorer l'offre de soins dans le cadre de la santé reproductive
- ▶ Formations continues et pratiques dispensées
- ▶ Equipements médicaux et de laboratoire fournis à 70 structures sanitaires ainsi que de matériel roulant (5 véhicules et 2 ambulances).
- ▶ Capacités des équipes cadres de Moughataa et des agents de santé des districts sanitaires renforcées
- ▶ Etude des réhabilitations de 10 centres de santé à Nouakchott réalisée
- ▶ Appel d'offres pour la réhabilitation ou construction de 5 centres de santé lancé
- ▶ Etude technique pour la réhabilitation/extension sur les DRAS réalisée

Médicaments

- ▶ Politique Pharmaceutique Nationale et de son plan directeur 2021-25 élaborée, en attente d'adoption
- ▶ Stratégie nationale d'approvisionnement des médicaments élaborée, en attente d'adoption
- ▶ Manuel de procédures et des outils de gestion de stock des Formations Sanitaires (PS et CS) élaborés
- ▶ Capacités renforcées dans le secteur pharmaceutique au niveau central et périphérique (Direction Pharmaceutique et de Laboratoire, Laboratoire National de Contrôle Qualité des Médicaments, Moughataa

Ressources humaines

- ▶ Processus d'accréditation des Écoles de santé appuyé
- ▶ Plan de formation initiale et continue 2021-2025 élaboré
- ▶ Plan de formation continue du personnel pour le niveau central et des agents de santé des districts sanitaires mis en œuvre

4. Perspectives pour l'année 2022

L'AI-PASS 1 ainsi que le PASS ECMU, prendront fin cette année 2022, le 21 avril 2022 et le 30 juin 2022 respectivement. Les deux laisseront la place au AI-PASS 2, qui concentrera les 2 interventions en une, et dans lequel la priorité sera la mise en place officielle de l'assurance maladie volontaire à destination essentielle du secteur informel (CNASS).

La subvention au Ministère de la Santé sur le PASS 1 continue ses activités en 2022 et sera complétée par la subvention du PASS 2 pour permettre la mise en œuvre des activités qui étaient programmées ou qui complètent les activités mises en œuvre et pour

lesquelles il n'y a pas de ressources financières sur la subvention du PASS1.

En particulier,

- ▶ Construction et réhabilitation de 5 centres de santé à Nouakchott
- ▶ Equipement des pharmacies
- ▶ Equipement des centres de santé
- ▶ Achat de médicaments pour les centres de santé
- ▶ Appui à la mise en place de la CNASS
- ▶ Subvention à la CNASS pour la contribution complémentaire à celle des adhérents



2. Campagne de Communication genre et santé en appui au PNDS

Instrument de financement	Global Allocation to support communication & visibility activities on the impact and results of EU development cooperation in ACP countries
Pilier du consensus européen	Humanité
ODD	2
SCAPP Pilier et Chantier	2 - 5
Montant contribution UE en €	75 000
Montant total en €	75 000
Date début – Date fin	28/10/2020 – 27/06/2021
Objectif global	Développer la sensibilisation de la population mauritanienne sur les thématiques de Genre liées à la santé (VBG -SSR)
Mise en œuvre par	Médicos del Mundo España
Ministères partenaires	Santé, Affaires Sociales-Enfance-Famille, Culture-Jeunesse-Sports
Wilayas d'intervention	Nouakchott, Guidimakha – Assaba – Hodh El Gharbi
Contact	Ibrahima Dia- Chef de Projet Communication – communication.mauritania@medicosdelmundo.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

La Mauritanie est un pays du groupe des Pays les Moins Avancés (PMA), avec un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,527 plaçant le pays à 157ème place (sur 189) en 2020 et dans la catégorie des pays à très faible développement humain.

50,6% des mauritaniens vivent encore en dessous du seuil de pauvreté. Le pays occupe la 151ème position sur un total de 162 pays dont l'indice d'inégalité de genre est disponible. Les Violences Basées sur le Genre (VBG) sont par ailleurs courantes : en 2015, 66,6% des femmes de 15-49 ans déclarent avoir subi une forme de Mutilations Génitales Féminines (MGF) et 36% approuvent cette pratique. 35,2% des filles sont mariées avant 18 ans.

Selon la Banque mondiale en 2019, seules 69,3% des femmes ont bénéficié d'une assistance médicale par un personnel qualifié au moment de l'accouchement. En 2021, l'enquête EDS indique que 57,9% des femmes mauritaniennes de 15-24 ans ont subi une mutilation génitale et 70,6% des femmes se situant dans l'intervalle d'âge 40-49 ans. Le poids des stéréotypes et des traditions demeure important.

Les violences sexuelles (harcèlement, viols, agressions sexuelles) sont fréquentes et l'appropriation du dispositif de signalement est à améliorer. Face à cette situation comme dans les deux précédentes phases, cette campagne vise à sensibiliser davantage les populations sur les violences basées sur le genre et la santé de reproduction et de permettre une meilleure connaissance des deux Unités spécialisées de prise en charge (USPEC) de Nouakchott, de Sélibabi, de Kiffa et celle en cours d'ouverture à Kaédi.

2. Activités principales d'appui au Ministère de la santé menées en 2021

- ▶ Pose de 60 banderoles géantes dans tous les quartiers de Nouakchott
- ▶ Un communiqué de presse sur le web et envoyé au réseau de médias
- ▶ Une bannière animée sur le site du Cridem.org plus de 850 000 vues - Suivie de 14 affiches 4*3 géantes à Nouakchott entre le 6 mars et le 15 avril 2021
- ▶ Sensibilisation de 52 structures de santé dans 9 Moughataas (1er mars – 16 avril)
- ▶ Dans le Guidimakha : 71 structures de santé sensibilisées dans 3 Moughataas (19 avril – 28 juin)
- ▶ Organisation d'une activité Street Art pour la Journée Internationale des droits des femmes 8 Mars 2021 (El Mina) ; Réalisation d'une fresque sur les VBG par trois artistes (7 et 8 mars)
- ▶ Sensibilisation de 19 adolescent.es aux VBG
- ▶ Mobilisation d'une centaine de personnes : OSC, partenaires, militant.es, artistes
- ▶ Interviews et réalisation d'une vidéo sur le thème : « Et vous, que souhaitez- vous pour les femmes et les filles de demain ? »
- ▶ Réalisation et affichage de 32 banderoles géantes dans le Guidimakha
- ▶ Affichage de 30 banderoles géantes à Kiffa (Assaba)
- ▶ Sensibilisations d'OSC et de jeunes

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de la campagne

- ▶ 12 événements culturels réalisés (2019-2020), dont 4 concerts, rassemblant plus de 12 500 personnes
- ▶ 2 expositions photos «Alach'ÇA?» au Musée National, sur le thème des Violences Basées sur le Genre (601 visiteurs) et sur le thème de la Santé Sexuelle et Reproductive (240 visiteurs)
- ▶ 6 expositions photo de 15 jours et plus, organisées dans des lieux de Nouakchott fréquentés par les jeunes
- ▶ 5 canaux de communication médias utilisés : affichage, radio, télévision, presse web, réseaux sociaux, dont 45 passages du spot radio, 10 passages télévision, 96735 vues des publications Facebook durant les 4 mois de campagne
- ▶ 4 formations aux VBG et à la SSR (Santé Sexuelle et Reproductive) organisées pour 78 journalistes, artistes et prestataires
- ▶ 7 ateliers de sensibilisations organisés pour 185 élèves Nouakchottois
- ▶ 38 Organisations de la Société Civile (OSC) et associations de jeunes impliquées dans la campagne (2 à Nouakchott, 17 à Sélibabi, 10 à Kiffa, 9 à Aioun)
- ▶ Plus de 9 000 dépliants de sensibilisation et de 6 000 goodies (tee-shirts, casquettes, stylos, porte-clefs) à l'effigie de la campagne, diffusés
- ▶ Pour le 25 Novembre 2020 et les 16 jours d'activisme contre les Violences basées sur le Genre : 79 941 vues des publications Facebook Alach' ÇA ? – plus de 400 000 vues web de la bannière animée créée pour l'occasion
- ▶ 79 structures de santé sensibilisées
- ▶ Réalisation de deux livres audio « toutou est-elle têtue » en français et en arabe
- ▶ 82 731 vues des publications Facebook recensées (Minimum 1 250 000 vues de la bannière animée sur cridem.org)

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Financement d'une troisième campagne Alach Ca qui débutera au mois de Novembre 2021 dans le cadre d'un contrat de services qui sera signé avec l'UE dans le cadre du Programme d'appui au secteur de la santé 2 (PASS 2)

5. Documents produits en 2021

- ▶ Capsule Vidéo sur les Victimes de violence sexuelle (VVS)
- ▶ Capsule vidéo pour le 08 Mars 2021
- ▶ Banderole animée sur le site www.cridem.org pendant 32 jours à partir du 6 février 2021
- ▶ Un livre audio « Toutou est-elle têtue » en Français et Arabe
- ▶ Des vidéos du livre « Toutou est-elle têtue » en Français et Arabe
- ▶ 1 460 affiches dans les structures de santé de Nouakchott et de Sélibabi
- ▶ Vidéo publiées sur la page facebook Alach Ca ?
- ▶ <https://fb.watch/cbOm1gto6N/>
- ▶ <https://fb.watch/cbOpvxBPh3/>
- ▶ https://fb.watch/cbOrfU_Hjo/
- ▶ <https://fb.watch/cbOtDnITMo/>



3. PASS 2

Programme d'Appui au Secteur de la Santé

Instrument de financement	11 ^{ème} FED
Pilier du consensus européen	Humanité
ODD	3
SCAPP Pilier et Chantier	2 - 5
Montant contribution UE en €	24 000 000
Montant total en €	24 000 000
Date début – Date fin	01/12/2021- 31/07/2024
Objectif global	Contribuer à la réduction de la pauvreté en Mauritanie en donnant aux individus les moyens de vivre une vie saine et en promouvant le bien-être de tous à tout âge
Mise en œuvre par	Ministère de la santé, Enabel
Ministères partenaires	Santé
Wilayas d'intervention	National, avec un intérêt particulier aux wilayas de Nouakchott-Ouest, Nouakchott Nord et du Brakna
Contact	Dr. Veronica Trasancos Buitrago - Intervention manager du Projet AI-PASS et PASS-ECMU, veronica.trasancos@enabel.be Ibrahima Dia- Chef de Projet Communication – communication.mauritania@medicosdelmundo.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le 15 novembre 2019, la Commission européenne a approuvé la Convention de Financement (CF) du Programme d'Appui au Secteur de la Santé 2 par laquelle elle accordait au Gouvernement mauritanien, dans le cadre du 11^{ème} Fonds européen de développement, une contribution de 24 M€.

L'objectif global de cette action (dans la continuité de la précédente Convention de Financement - PASS 1 – cf. fiche action « Programme d'Appui au Secteur de la Santé (PASS) et Extension de la couverture maladie universelle en Mauritanie (PASS-ECMU) ») est de « contribuer à donner aux individus en Mauritanie les moyens de vivre une vie saine et en promouvant le bien-être de tous à tout âge. (ODD 3). Son objectif spécifique est d'améliorer et rendre plus équitable l'accès aux soins de santé de qualité en ligne avec les objectifs du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) et de la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS) et vise à la mise en place de manière progressive la couverture sanitaire universelle (CSU).

Aussi le PASS 2 porte principalement sur: (i) la mise en place des réformes prévues par le plan national de développement sanitaire (PNDS 2020-2025), relatives à la gouvernance du secteur, aux ressources humaines, à la déconcentration, etc.; (ii) la programmation du secteur et le renforcement du système de santé (iii) la mise en place d'un système d'achats de services sanitaires à travers la création d'un fonds pour la couverture sanitaire universelle.

Le PASS 2 s'articule autour des cinq mêmes composantes en continuité avec le PASS 1 : i) gouvernance du secteur; ii) amélioration de l'offre de soins; iii) médicaments et consommables; iv) formation et gestion ressources humaines; v) protection sociale et demande en santé.

En avril 2020, le Ministre de l'Economie et de l'Industrie, Ordonnateur national du FED, a sollicité l'Union européenne en Mauritanie pour accroître son aide pour faire face aux chocs sanitaires et sociaux « économiques causés par la COVID-19. Une des demandes a été « l'affectation de 50% du PASS 2 sous forme d'un appui budgétaire d'urgence par versement au Trésor Public au profit des dépenses liées à la pandémie du COVID-19. C'est ainsi qu'un avenant au PASS2 a été signé pour renforcer les moyens financiers de l'Etat afin de faire face à la pandémie de la COVID-19 d'un montant de 12 Millions d'euros décaissés en novembre 2020.

Au-delà de cet appui budgétaire, tout comme le PASS1 le programme PASS 2 est conçu pour être mis en œuvre à travers deux modalités :

1) un appui institutionnel via une convention de délégation avec l'agence belge de développement, ENABEL qui mettra en œuvre la composante d'appui institutionnel avec la participation de l'institut de médecine tropicale d'Anvers. Ce mode de mise en œuvre vise le renforcement des capacités, la formation et le transfert de compétences avec une stratégie de désengagement et la construction de partenariats sur la durée.

2) une subvention directe au ministère de la santé pour continuer l'appui à la mise en œuvre de la deuxième partie du PNDS (période 2016-2020). Les résultats et les actions financées dans le cadre de la subvention suivront la programmation opérationnelle du PNDS avec un alignement complet avec la politique nationale de la santé (PNS).

En outre, la Délégation de l'Union européenne a signé, le 24/11/2021, un contrat avec Médicos Del Mundo pour la mise en œuvre d'une campagne nationale de communication sur le genre et la santé en appui au PNDS et en cohabitation avec la COVID-19.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ L'appui budgétaire avait été décaissé en 2020
- ▶ Le volet d'appui institutionnel AI-PASS 2 a été signé en décembre 2021 avec Enabel
- ▶ Campagne Nationale de Communication (phase 3 de la campagne Alach Ca) sur le Genre et la Santé en Appui au PNDS et en Cohabitation avec la COVID 19
- ▶ Création de spot radio, et affiches et de banderoles pendant les seize jours d'activisme
- ▶ Une capsule vidéo sur la violence conjugale
- ▶ Capsule vidéo pour relancer le geste refuse – parle - Agis
- ▶ Concours sur le geste Refuse – Parle – Agis à l'occasion du festival de Ouadane
- ▶ Emission Radio sur les violences basées sur le genre
- ▶ Publication de GIF/ Teaser sur le mariage précoce, le harcèlement en ligne, les violences sexuelles, et les violences conjugales

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Campagne Nationale de Communication Alach Ca sur le Genre et la Santé en Appui au PNDS

- ▶ Emission radio sur les VBG et la santé de reproduction organisée
- ▶ Communiqué de presse à l'occasion du 08 Mars sur le site Cridem publié

Capsules vidéo et pose de banderoles géantes réalisées à l'occasion des seize jours d'activisme

- ▶ Pause effectuée de 7 photos géantes sur les murs de l'Union européenne, l'espace culturel Diadié Camara, dans les villes de Sélibabi et de Kiffa
- ▶ Journée de sensibilisation organisée avec les adolescentes sur les droits des femmes à l'occasion de la journée internationale de la femme le 08 Mars

4. Perspectives pour l'année 2022

Appui institutionnel PASS

- ▶ Appui à la mise en place des réformes prévues par le Plan national de développement sanitaire (PNDS 2021-2025), relatives à la gouvernance du secteur, aux ressources humaines, à la déconcentration, etc.;
- ▶ Appui à la programmation du secteur et le renforcement du système de santé
- ▶ Mise en œuvre des activités du contrat de subvention prévues en 2022, notamment l'équipement de centres et postes de santé de la zone d'intervention

- ▶ Appui à la mise en place d'un système d'achats de services sanitaires à travers la création d'une caisse nationale de solidarité santé dotée d'un fonds (ou d'un budget)

Ministère de la santé

- ▶ Rédaction et signature du contrat de subvention entre le Ministère de la santé et la DUE

Campagne Nationale de Communication sur le Genre et la Santé en Appui au PNDS et en cohabitation avec la COVID 19

- ▶ Réalisation du livre audio « Toutou est-elle têtue ? » dans les quatre langues officielles de la Mauritanie en format audio et MP4
- ▶ Organisation d'une caravane de sensibilisation dans les établissements d'enseignements du secondaire, en particulier à destination des adolescentes et les praticiens de l'éducation.
- ▶ Organisation de séances de sensibilisations dans les structures de santé afin de vulgariser davantage les USPEC déjà existantes et de faire la promotion de la nouvelle USPEC dans la ville de Kaédi. Ces actions ont pour objectif principal de permettre que les structures de santé soient le premier maillon d'identification des victimes de VBG mais aussi de sensibilisation sur la santé de la reproduction.
- ▶ Organisation de Thé-Débats dans les sièges des organisations communautaires issues de différents réseaux de collaboration afin de favoriser des échanges de proximité sur des sujets de genre et de santé de la reproduction par les populations elles-mêmes.
- ▶ Organisation d'activités de street-art pour la lutte contre les VBG

	4. Renforcement de capacités des autorités sanitaires et d'accompagnement à la résilience des communautés, dans la prise en charge de la malnutrition aiguë des enfants de 0–59 mois dans la région du Gorgol
Instrument de financement	ECHO
Pilier du consensus européen	Humanité
ODD	3
SCAPP Pilier et Chantier	2 - 7
Montant contribution UE en €	1 175 000
Montant total en €	1 211 328
Date début – Date fin	16/04/2021 – 15/04/2023
Objectif global	Renforcer le système de santé pour la réduction des vulnérabilités des populations fragilisées par les crises nutritionnelles
Mise en œuvre par	Croix-Rouge française (CRF)Net Croissant-Rouge mauritanien (CRM)
Ministères partenaires	Santé (Direction Régionale de la Santé)
Wilayas d'intervention	Gorgol
Contact	Alain Guy Sou - Chef de délégation - hod-mauritanie.frc@croix-rouge.fr

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

La malnutrition survient chaque année dans le Gorgol et la prévalence reste préoccupante. L'enquête SMART réalisée en août 2021 a montré que le taux de malnutrition aiguë globale (MAG) est de 16,7% et celui de la malnutrition aiguë sévère (MAS) de 2,3%, comparativement à respectivement 15,4% pour la MAG et 2,6% pour la MAS en 2019.

Aussi, d'après le cadre harmonisé de mars 2021 pour la région du Gorgol, 20% des ménages, soit 76 780 personnes, ont une consommation alimentaire minimale, et ne peuvent se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles sans tomber dans des stratégies d'adaptation négatives. Pour ces ménages les risques d'être affectés par la malnutrition sont augmentés.

La Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile (DG ECHO) appuie la Croix-Rouge française (CRF) et le Croissant-Rouge mauritanien (CRM) depuis 2007 dans la prise en charge de la malnutrition aiguë des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes dans la région du Gorgol au sud de la Mauritanie.

Le projet mis en œuvre depuis avril 2021 s'inscrit dans une logique d'autonomisation des acteurs de santé de la région sur la base d'une feuille de route commune de sortie progressive de l'appui sur trois ans. Pour ce faire, la CRF entend renforcer les capacités des différents acteurs de mise en œuvre – DRS (Direction régionale de la santé), Moughataas et CS/PS (Centres de Santé/Postes de Santé) - pour une reprise effective des activités de PECMAS (Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë Sévère) et PCIME (Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfance) à destination des enfants de moins de 5 ans. Au sein des 78 formations sanitaires réparties dans les 5 Moughataas du Gorgol et du Centre Hospitalier de Kaédi (CHK), les interventions de la CRF sont axées sur trois niveaux :

- ▶ Au niveau communautaire, à travers le renforcement de la résilience des populations pour la prévention et la PECMAS ;
- ▶ Au niveau technique, pour le renforcement de la qualité des soins et services de prise en charge ;
- ▶ Au niveau structurel, pour redynamiser la gouvernance du système de santé et améliorer la prise en charge des principaux problèmes de santé dans une perspective de retrait progressif.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Diagnostic communautaire dans 78 villages de la région du Gorgol
- ▶ Campagne de dépistage de masse de la malnutrition
- ▶ Campagne de dépistage de masse couplée à la vaccination, la supplémentation en Vitamine A et le déparasitage
- ▶ Mise en place des COGES (Comités de Gestion) au niveau des 15 postes de santé des 6 communes de plaidoyer
- ▶ Formation de 78 Infirmiers Chefs de Poste (ICP) sur la micro planification des structures sanitaires
- ▶ Formation de 58 tradipraticiens sur les techniques de dépistage et accompagnement de la stratégie PB-ménage
- ▶ Formation de 20 agents de santé sur la PCIMA
- ▶ Formation de 15 agents de santé sur la PCIME
- ▶ Formation de 48 volontaires communautaires sur l'ANJE (Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant)
- ▶ Formation Health Surge aux ICP des 78 structures de santé
- ▶ Formation de 16 membres des équipes cadres DRS et Moughataas sur la planification sanitaire
- ▶ Formation de 16 membres des équipes cadres DRS et Moughataas sur le management du district
- ▶ Formation de 16 membres des équipes cadres DRS et Moughataas sur la technique de supervision
- ▶ Supervision intégrée de la DRS vers les Moughataas et du Moughataa vers les CS/PS
- ▶ Evaluation des 6 piliers de l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) dans les 78 structures de la région de Gorgol
- ▶ Enquête LQAS (Lot Quality Assurance Sampling)
- ▶ Enquête satisfaction du bénéficiaire
- ▶ Réhabilitation des CRENAS (Centre de Réhabilitation Nutritionnelle en Ambulatoire)

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ 55 146 enfants de 6- 59 mois dépistés lors de la campagne de dépistage de masse
- ▶ 17 871 FEFA (Femmes Enceintes et Femmes Allaitantes) briefées sur la technique de dépistage par le bracelet MUAC et sensibilisées sur l'Allaitement Maternel Exclusif (AME) jusqu'à 6 mois
- ▶ 15 371 ménages visités par un volontaire pour une communication sur l'AME à l'ensemble des membres de la famille
- ▶ 10 202 bracelets MUAC distribués pour une utilisation par tous les membres des ménages, en l'occurrence les FEFA, les grand mères et les pères d'enfants
- ▶ 17 cas présumés de PFA notifiés, dont 4 positifs
- ▶ 4 165 hommes au sein des ménages briefés sur l'intérêt de l'AME, ainsi que sur le dépistage de la malnutrition à travers le bracelet MUAC
- ▶ 4 536 enfants de 0-5 ans suivis en consultation dans les postes de santé selon le protocole PCIME
- ▶ 3 385 enfants de moins de 5 ans admis pour le traitement de la MAS au niveau des CRENAS et CRENI (Centre de Récupération et d'Education Nutritionnelle Intensif)
- ▶ 62% des bénéficiaires de la zone d'intervention questionnés (mères ou accompagnantes d'enfants malnutris, hommes, personnes âgées et handicapés) ayant déclaré que l'aide humanitaire apportée par ECHO à travers la CRF est fournie de manière sûre, accessible, responsable et participative
- ▶ 79% des mères maîtrisant les informations clés du MUAC à l'issue de l'enquête LQAS
- ▶ 1 500 personnes touchées lors des séances de diagnostics communautaires
- ▶ 11 309 femmes sensibilisées sur les pratiques ANJE au niveau des structures sanitaires
- ▶ 93% des structures de santé ayant atteint les indicateurs de performance de la MAS (TG> 75%, TD< 10%, TA< 15%)
- ▶ 53% des postes de santé classés dans les catégories de performance A ou B selon la classification de l'OMS sur les 6 piliers, soit 41 postes de santé sur un total de 78 (en progression de 17 points vs 2020)

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Mise en place du mécanisme de redevabilité au niveau communautaire (gestion de plaintes et feed back)
- ▶ Etude de capitalisation afin de mesurer l'impact des projets mis en œuvre par la CRF/CRM depuis qu'elle est présente dans la région du Gorgol
- ▶ Atelier intercommunal pour un plaidoyer en faveur de la nutrition
- ▶ Atelier de capitalisation SURGE
- ▶ Réunion de coordination régionale des acteurs santé et nutrition impliquant les partenaires et les équipes cadres des Moughataas
- ▶ Formation des COGES des structures sanitaires
- ▶ Participation à l'élaboration des Plans de Développement Communaux (PDC) des communes pour intégration des actions nutrition

5. Documents produits en 2021

- ▶ Croix-Rouge française - Evaluation des 6 piliers de l'OMS – Mars 2021
- ▶ Croix-Rouge française - Enquête LQAS - Août 2021



5. Protection et Education des enfants et jeunes du Camp M'Berra (réfugiés maliens) et de la communauté hôte du département de Bassiknou via une approche intégrée visant à renforcer leur résilience et participer à la consolidation de la paix

Instrument de financement	ECHO
Pilier du consensus européen	Humanité
ODD	4
SCAPP Pilier et Chantier	2 - 7
Montant contribution UE en €	200 000
Montant total en €	2 129 893
Date début – Date fin	01/05/2021 - 31/07/2022
Objectif global	Renforcer les capacités de résilience des enfants et des jeunes réfugiés maliens et de la communauté hôte du Département de Bassiknou via une intervention conjointe éducation-protection
Mise en œuvre par	UNICEF Mauritanie (avec comme partenaires AED, ESD, Save the Children, Croix Rouge Française, LWF-Adicor)
Ministères partenaires	Education Nationale-Réforme du Système Educatif ; Action Sociale, Enfance,Famille - Affaires Islamiques-Enseignement Originel
Wilayas d'intervention	Hodh el Chargui
Contact	Magali Romedenne - Représentante Adjointe - Email : mromedonne@unicef.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Selon les données du HCR, la population malienne réfugiée en Mauritanie continue à augmenter. Au 31 décembre 2021, elle est de 69 149 habitants, dont 37 472 femmes, avec une proportion d'enfants de 59%. Les retombées de la crise de COVID-19, doublées d'un manque d'autonomisation de la communauté réfugiée, rendent encore plus délicat l'aboutissement des droits humains et le développement individuel des 69 000 individus du camp de M'Berra.

Une synthèse régionale des études et rapports nationaux sur les enfants et adolescents en dehors de l'école produite par l'UNICEF (2021) met en exergue différentes clés de compréhension sur la situation des enfants et adolescents non scolarisés en Mauritanie. En effet, cette étude met en exergue la proportion très importante d'enfants en dehors de l'école qui est de 42%. Par ailleurs, on observe que la présence prolongée des réfugiés dans l'une des plus pauvres zones de la Mauritanie exerce une pression supplémentaire sur les ressources déjà limitées des communautés hôtes et crée aussi une situation de précarité qui expose les enfants à toute forme de privation de leurs droits. L'extrême précarité et les difficultés d'accès aux services sociaux de bases se combinent avec une prévalence élevée de pratiques traditionnelles néfastes.

A cela s'ajoute l'épineuse question d'emplois pour la jeunesse des communautés hôtes (Bassiknou et Fassala) qui peut fragiliser la cohabitation pacifique avec les réfugiés Maliens. Pour des raisons culturelles, les parents laissent rarement leurs filles aller à l'école. Même si leur nombre est légèrement plus élevé que celui des garçons à l'école,

les filles restent exposées au mariage précoce et forcé, elles ne terminent pas souvent le cycle primaire et accèdent rarement à l'éducation secondaire.

Cette pratique traditionnelle à laquelle il faut rajouter les mutilations génitales féminines, particulièrement l'excision des filles, continue à être très largement observée. L'amélioration de la qualité de l'éducation au camp de réfugiés demeure un des plus grands défis pour la communauté éducative, notamment en termes de renforcement des capacités, de formation et de certification des enseignants qui constituent une priorité.

2. Activités principales menées en 2021

Protection

- ▶ Identification, prise en charge ou référencement des enfants les plus vulnérables ayant besoin de protection
- ▶ Appui aux enfants sans actes de naissance à obtenir leurs documents d'état civil en collaboration avec les Centres d'Accueil des Citoyens (CAC)
- ▶ Renforcement des Systèmes de Protection Communaux (SPC) mises en place dans huit communes de la région
- ▶ Développement de protocoles de prise en charge par les services sociaux de base au sein du camp et de la communauté hôte des cas de protection référés par les différents acteurs
- ▶ Formation du personnel éducatif du secteur formel et non formel et des membres des APE et de l'association des cheikhs de Mahadras sur l'identification des cas de protection dans les lieux d'apprentissage et le référencement.
- ▶ Formation des acteurs de protection sur les risques de protection qui augmentent dans les situations d'urgences et la nécessité de la continuation des services de protection, de l'identification, du référencement et de la prise en charge

Education

- ▶ Equipement en fournitures scolaires pour tous les enfants inscrits dans l'éducation formelle et non-formelle dans le camp de M'Berra et de la communauté hôte du Département de Bassiknou
- ▶ Démarrage des enquêtes de terrain pour la revue analytique des interventions Education au Camp M'Berra
- ▶ Sensibilisation et formation des Cheikhs de Mahadras (écoles coraniques) sur les nouveaux modules (hygiène, éducation civique, calcul, environnement) en vue de l'amélioration de l'environnement d'apprentissages des apprenants
- ▶ Formation des acteurs de l'éducation sur les normes INEE (Inter-Agency Network for Education in Emergencies, « Réseau inter institutions pour l'éducation dans les situations d'urgence »)
- ▶ Appui à la prise en charge des enseignants du secondaire
- ▶ Appui à la scolarisation des enfants du primaire, secondaire et à l'organisation des cours d'alphabétisation aux adolescents
- ▶ Organisation des examens de fin d'année scolaire (DEF et BAC) pour les enfants réfugiés maliens
- ▶ Equipement du centre de connectivité pour faciliter l'apprentissage à distance tant pour les apprenants que pour les enseignants.

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Protection

- ▶ 2 986 cas de protection pris en charge
- ▶ 1 954 enfants (1 012 filles) identifiés
- ▶ 1 827 enfants et adolescents à risque de violence, exploitation, discrimination, abus et et/ou négligence (922 filles) référés et pris en charge par les services de protection dans le camp et la communauté hôte
- ▶ 911 enfants (498 filles) ayant reçu leur acte d'état civil
- ▶ 76 enfants victimes de mariage précoce (75 filles) identifiés
- ▶ 196 enfants (144 filles) victimes violence ayant bénéficié d'un appui médical
- ▶ 527 enfants vulnérables (348 filles) et leurs familles ayant bénéficié d'un appui socioéconomique
- ▶ 623 personnes (333 femmes) formées (enseignants, assistants sociaux, acteurs de protection des structures communautaires) par les

partenaires sur l'identification des cas de protection dans le secteur de l'éducation et sur la question de la protection des enfants dans les contextes d'urgences

- ▶ 695 personnes (255 femmes) formées (leaders communautaires, religieux, traditionnels, enfants pairs, auxiliaires des centres de récupération nutritionnelle) sur les risques de protection (VEDAN, etc.) et prises en charge par les partenaires de mises en œuvre
- ▶ Adoption et dissémination des procédures de gestion des cas enfants élaborés par le GTPE en 2020 et développement des protocoles de prise en charge.

Education

- ▶ 14 087 enfants (dont 7 018 filles) au niveau du camp de M'Berra et des communautés hôtes ayant bénéficié d'une éducation formelle de qualité au cours de ce premier trimestre de l'année scolaire 2021-2022
- ▶ 5 189 enfants équipés en kits scolaires (composés de sacs, ardoises, cahiers grand format et petit format, chiffon et le matériel didactique)

- ▶ 545 jeunes de 14 à 18 ans non scolarisés (dont 300 filles) ayant pu bénéficier des cours d'alphabétisation au sein de 15 centres
- ▶ 177 Mahadras suivies, 100 (70 au camp et 30 dans la communauté hôte) ayant reçu leurs kits d'hygiène, du matériel, des nattes et des kits scolaires composés de panneaux solaires et batteries
- ▶ Dialogue en cours avec la partie malienne pour l'organisation des Examens de DEF et de BAC pour 141 candidats au DEF et 150 pour le BAC
- ▶ 16 plans de contingence d'écoles réalisés dont 8 au camp M'Berra et 8 dans la communauté hôte
- ▶ Une enquête CAP réalisée sur la réduction des risques de catastrophes et le renforcement des capacités des acteurs de l'éducation du camp de M'Berra et de la communauté hôte
- ▶ Modules de formation et guides élaborés pour la réduction de risques et catastrophes : (i) Inondations ; (ii) Incendies ; (iii) épidémies

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ L'action se poursuivra jusqu'à la fin de l'année scolaire (juillet 2022)
- ▶ Finalisation de la revue analytique (revue analytique et situation de référence) des actions éducation dans le camp de M'Berra et développement d'un plan d'action pluriannuel permettant l'amélioration de l'offre pédagogique incluant une étude détaillée sur le nombre d'enfants réfugiés scolarisés et non scolarisés et une cartographie du personnel enseignant
- ▶ Promotion d'un cadre d'apprentissage protecteur pour les enfants en dehors de l'école du camp de M'Berra et de Bassiknou en renforçant l'intersectorialité entre l'éducation et la protection
- ▶ Renforcement de l'inclusion des enfants en situation de handicap à travers des activités psychosocial
- ▶ Organisation des examens de fin d'année scolaire pour le DEF et le BAC avec mission des autorités maliennes en Mauritanie
- ▶ Introduction de la préparation aux risques de catastrophes (épidémies, inondations, incendies) au niveau des écoles (développement d'outils pour la formation du personnel de l'éducation formelle et non formelle et transferts de compétences pour être mieux préparé à faire face aux catastrophes, y compris en matière de premiers secours, exercices de simulations dans des écoles, identification de sites pour la reconstruction et équipement de deux écoles dans le camp de M'Berra et réhabilitation de deux écoles dans la communauté hôte de Bassiknou)

5. Documents produits en 2021

- ▶ Ministère de l'Education nationale et de la Réforme du système éducatif - Revue analytique et situation de référence des actions éducation dans le camp de M'Berra et développement d'un plan d'action pluriannuel permettant l'amélioration de l'offre pédagogique incluant une étude détaillée sur le nombre d'enfants réfugiés scolarisés et non-scolarises et une cartographie du personnel enseignant – Tome I – Tome II - Version provisoire - Novembre 2021

	6. Soutenir le Commissariat à la sécurité alimentaire dans la construction d'un solide mécanisme d'alerte précoce, de préparation et de planification des réponses aux chocs affectant la sécurité alimentaire et la nutrition en Mauritanie, dans le cadre d'un système national de protection sociale adaptative
Instrument de financement	ECHO
Pilier du consensus européen	Humanité
ODD	3
SCAPP Pilier et Chantier	2 - 7
Montant contribution UE en €	1 100 000
Montant total en €	2 220 493
Date début – Date fin	01/10/2017 - 30/09/2022
Objectif global	Contribuer à la mise en place d'un système national d'alerte précoce inclusif et cohérent en renforçant les capacités locales et nationales d'alerte précoce, de prévention, de planification et de réponse à la sécurité alimentaire et aux crises nutritionnelles
Mise en œuvre par	PAM
Ministères partenaires	Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA)
Wilayas d'intervention	Hodh el Chargui - Gorgol, Brakna, Guidimakha
Contact	Damien Vaquier - Chef du Programme - damien.vaquier@wfp.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Depuis juin 2018, la DG ECHO appuie la mise en place d'un système national d'alerte précoce, de prévention et de réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles. Durant cette deuxième phase, malgré le ralentissement du dialogue institutionnel pendant la crise du COVID, des progrès significatifs ont pu être réalisés en 2021.

Les principaux objectifs primordiaux de l'action ont été atteints, comme le montre la production d'un deuxième plan de réponse annuel en mai 2021 et un taux d'avancement de 59% par rapport aux plans pluriannuels d'appui aux capacités (avec un niveau de financement atteignant 52% du budget multi-donateurs). Une avancée a été réalisée en avril 2021 avec la signature par le Premier Ministre du décret portant la création officielle du " Dispositif national de prévention et de réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles ". Cette étape majeure est le résultat d'un processus inclusif mené par le groupe de travail technique interministériel. Le dispositif intégrera la prise de décision et la fourniture de réponses aux chocs, améliorant ainsi la cohérence et réduisant les délais d'exécution lors des urgences. Depuis, l'accent a été mis sur l'opérationnalisation des principaux outils de fonctionnement du programme, en particulier le manuel de réponse qui a été officiellement adopté en mai 2021.

Les progrès ont été plus modérés en ce qui concerne le système d'alerte précoce, où - outre le travail effectué sur le front technique - le principal fait marquant est l'effort mené par l'OSA pour rationaliser le système d'alerte précoce (SAP) par le biais de consultations nationales ("tables rondes") et la production d'une note décrivant le fonctionnement global prévu du SAP. Des progrès progressifs ont également continué à être réalisés en ce qui concerne les procédures harmonisées pour la fourniture de l'aide monétaire saisonnière, notamment par un ciblage plus efficace basé sur les registres. Suite à l'expansion géographique préalable des sites sentinelles communautaires (SSC) et du suivi pastoral, la priorité a été donnée à la systématisation et à l'accélération du flux de données et d'analyses (notamment par la mise en place d'un serveur central), à l'utilisation effective des informations produites localement par le Cadre Harmonisé, et à entreprendre une évaluation finale et une révision collective du modèle.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Réalisation d'une cartographie des besoins en capacités des procédures et des pratiques centrales d'alerte précoce, de préparation et de planification de la réponse, en mettant l'accent sur l'identification des défis et des lacunes à traiter dans le cadre d'un plan de soutien pluriannuel
- ▶ Production d'un plan pluriannuel de soutien des capacités avec et pour le CSA, avec pour objectif ultime de disposer d'un mécanisme de planification de l'alerte précoce, de la préparation et de la réponse pleinement opérationnel pour la sécurité alimentaire et la nutrition
- ▶ Révision des outils et des enquêtes existants en matière de surveillance de la sécurité alimentaire et d'alerte précoce, ainsi que les capacités techniques de l'OSA à produire et à analyser les informations
- ▶ Renforcement des capacités de l'OSA en matière de coordination de l'alerte précoce et de gestion de l'information
- ▶ Renforcement des capacités de planification stratégique et de mobilisation des ressources de l'OSA en matière d'alerte précoce
- ▶ Mise en place ou amélioration des outils, des processus et des compétences nécessaires au fonctionnement d'alerte précoce, de préparation et de planification de la réponse
- ▶ Renforcement des capacités du CSA et des autres ministères à planifier et à mobiliser des ressources pour doter en personnel et faire fonctionner efficacement le système de planification de l'alerte précoce, de la préparation et de la réponse
- ▶ Soutien au CSA et autres ministères pour faire avancer la révision du cadre juridique existant pour l'alerte précoce, la préparation et la planification de la réponse aux chocs affectant la sécurité alimentaire et la nutrition

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Décret établissant officiellement le dispositif national (Dispositif national de prévention et de réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles – DCAN) signé en avril 2021. Ceci permettant de les fonctions d'alerte précoce, de prise de décision, de planification et de livraison, ouvrant ainsi la voie à une réponse plus pertinente, rapide, cohérente et efficace en cas d'urgence
- ▶ Outils nécessaires au fonctionnement du système du DCAN mis en place (procédures opérationnelles harmonisées pour répondre aux chocs, premier Guide méthodologique de la réponse prenant en compte une description complète du cycle de réponse annuel, plans d'intervention annuels, etc.)
- ▶ Système d'alerte précoce amélioré (modèle de prévision de l'insécurité élaboré, modèle de prévision de l'insécurité alimentaire élaboré, l'échantillon du FSMS élargi, projections du Cadre Harmonisé ramenées au niveau de la Moughataa, publications externes de suivi du marché reprises
- ▶ Suite à des tables rondes sur les SAP avec les tous les acteurs concernés, note produite sur les SAP fournissant pour la première fois - une description générale des composantes et du fonctionnement attendu du système d'alerte précoce mauritanien
- ▶ Deux approches décentralisées de suivi de la sécurité alimentaire et d'alerte précoce testées, celle des sites sentinelles communautaires (SSC) dans 15 Moughataas dans 4 Wilayas sujettes aux chocs et celle du suivi pastoral dans les Wilayas de Hodh Chargui, Guidimakha et Gorgol
- ▶ 25 bulletins régionaux trimestriels sur la sécurité alimentaire produits et transmis à l'OSA

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Appui à l'opérationnalité du DCAN ((PNR et capitalisation de la réponse, manuel du DCAN élaboré, membres du DCAN formés)
- ▶ Mise en place du Fond National de Réponse aux Crises Alimentaires et Nutritionnelle (FNRCAN)
- ▶ Mise à jour de la SNPS
- ▶ Renforcement du partenariat avec les autres acteurs de la Protection Sociale
- ▶ Mise en place et fonctionnalité du dispositif de préparation, de suivi-évaluation des réponses prenant en compte l'alerte précoce à base communautaire
- ▶ Appui technique et financier au RS pour les mises à jour est fourni, incluant : - Appui à l'extension du Registre Social à Nouakchott. - Appui à la méthodologie de la mise à jour du RS intégrale/partielle

- ▶ Validation et test en zone pilote du modèle intégré de Filets Sociaux
- ▶ Renforcement du plaidoyer pour des FSS sensibles à la nutrition et genre

5. Documents produits en 2021

- ▶ Premier Ministère - Décret n°061-2021/P.M/ portant réaménagement du cadre national de concertation sur la sécurité alimentaire et instituant un Dispositif National de Prévention et de Réponse aux Crises Alimentaires et Nutritionnelles (DCAN)
- ▶ PAM - Rapport de l'atelier « Table ronde SAP » - Nouakchott - 23 au 25 mars 2021
- ▶ PAM - Bulletin de suivi des marchés - Janvier-mars 2021 / Avril-juin 2021
- ▶ PAM - Guide méthodologique sur le système d'alerte précoce sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en République Islamique de Mauritanie - Mai 2021
- ▶ PAM - Rapport de l'atelier de capitalisation du projet DIPECHO - Juin 2021
- ▶ PAM-CSA-ACF-OXFAM - Rapport d'évaluation finale du projet - Mai 2021
- ▶ ACFR-PAM-CSA-GNAP - Bulletin de surveillance pastorale de la Mauritanie – N°7 Décembre-Janvier 2021 / N°8 Février-Mars 2021 / N°9 Avril-Mai 2021



7. Fournir un soutien critique en matière de sécurité alimentaire aux populations les plus touchées en Mauritanie

Instrument de financement	ECHO
Pilier du consensus européen	Humanité
ODD	3
SCAPP Pilier et Chantier	2 - 7
Montant contribution UE en €	3 570 000
Montant total en €	16 086 329
Date début – Date fin	01/03/2021 - 30/04/2022
Objectif global	Contribuer à réduire l'insécurité alimentaire au sein des populations les plus vulnérables en Mauritanie
Mise en œuvre par	Programme Alimentaire Mondial (PAM)
Ministères partenaires	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
Wilayas d'intervention	Tagant – Assaba – Gorgol - Hodh el Charghi - Mberra Camp / Bassikounou - Brakna, Guidimakha - Tiris-Zemmour - Hodh el Gharbi
Contact	Damien Vaquier - Chef du Programme - damien.vaquier@wfp.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

En 2021, la Mauritanie a été confrontée à une nouvelle sécheresse majeure, l'une des pires de la dernière décennie, avec des niveaux de précipitations alarmants et des périodes de sécheresse prolongées affectant à la fois les cultures pluviales et les pâturages. Selon les données du service agro météorologique du ministère de l'Agriculture, au 30 septembre 2021, 78 % des stations météorologiques enregistraient des précipitations inférieures à la moyenne à long terme (1991-2020). Par conséquent, la production agricole, le développement des pâturages et la disponibilité de l'eau étaient tous très inférieurs à la moyenne. Cette situation a été gravement aggravée par la flambée des prix des denrées alimentaires sur les marchés locaux qui, bien que déjà supérieurs à la moyenne à la fin de 2020, ont continué à augmenter en 2021 (riz + 4 %, huile + 66 %, sucre + 45 % et blé 46 %). Alors que le plein impact de cette situation devrait se faire sentir en 2022, elle affecte déjà les populations réfugiées et mauritaniennes.

RÉFUGIÉS :

Le conflit armé au Mali s'est intensifié, de multiples incidents ont été signalés de part et d'autre de la frontière, dont plusieurs impliquant des ressortissants mauritaniens. La fluidité de la situation (second coup d'état, retrait des forces militaires étrangères, tensions ethniques, etc.) a entraîné une accélération de l'afflux de réfugiés. Fin 2021, un total de 67 803 réfugiés étaient enregistrés dans le camp de Mberra et 1 346 autres étaient enregistrés en dehors du camp dans le département de Bassikounou. L'augmentation de la population réfugiée met à mal l'assistance humanitaire justifiant la nécessité de finaliser le ciblage de l'assistance sur la base de la vulnérabilité et le déploiement du programme Tekavoul. La tension inflationniste enregistrée au niveau national se manifeste également dans le camp. Par rapport à la moyenne à long terme, les prix en 2021 ont augmenté de +22% pour les arachides, +29% pour le niébé, +21% pour le mil, +33% pour le riz local, +99% pour le riz importé, et +64% pour l'huile.

POPULATION LOCALE :

Après la fin de la réponse à la période de soudure de 2020, les programmes gouvernementaux et les partenaires de la sécurité alimentaire en Mauritanie ont organisé un exercice virtuel de capitalisation des leçons apprises (" atelier de capitalisation ") pour examiner le niveau de mise en œuvre du Plan national de réponse (PNR) de 2020 et améliorer les modalités de mise en œuvre des transferts monétaires sensibles aux chocs. Les parties prenantes ont discuté des défis rencontrés et formulé des recommandations pour améliorer le ciblage des ménages, la priorisation géographique, la fixation de la valeur des rations, les modalités d'assistance, le genre, la communication, la responsabilité, le suivi et l'évaluation.

En mars 2021, les améliorations proposées aux modalités harmonisées pour la priorisation géographique, le ciblage des ménages, la taille des rations, les outils de suivi et d'évaluation et la stratégie de communication ont été élaborées et approuvées par le secteur de la sécurité alimentaire. En mai 2021, le gouvernement mauritanien et ses partenaires en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, y compris les agences des Nations Unies et les ONG nationales et internationales, ont finalisé le PNR 2021. Le PNR et la priorisation géographique de la réponse à la période de soudure 2021 ont été informés par les résultats du Cadre Harmonisé de mars 2021, qui a identifié 481 380 personnes en insécurité alimentaire entre juin et août 2021. Sur ce nombre total, le PNR a priorisé 341 340 personnes en insécurité alimentaire ayant besoin d'aide dans 28 départements prioritaires.

2. Activités principales menées en 2021

RÉFUGIÉS

- ▶ Sensibilisation envers la communauté
- ▶ 6 Distributions bi-mensuelles de transferts monétaires pour les réfugiés des groupes de vulnérabilité 1 à 4 (plus de 60 000 personnes)
- ▶ Suivi et évaluation
- ▶ Coordination dans le camp avec les parties prenantes concernées

POPULATION LOCALE

- ▶ Ciblage géographique et détermination de la liste des bénéficiaires
- ▶ Vérification de la liste des ménages éligibles
- ▶ Fourniture d'une aide alimentaire générale/en espèces pour couvrir quatre mois de besoins alimentaires à plus de 70 000 personnes.
- ▶ Suivi des activités
- ▶ Système de gestion des plaintes
- ▶ Renforcement de la coordination et la collaboration

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Du 1er mars 2021 au 31 janvier 2022, un total de 64 288 réfugiés maliens (107 pour cent de l'objectif) ayant reçu des transferts en espèces du PAM. Malgré des déficits de financement considérables, le PAM a pu mettre en œuvre les activités de manière continue et opportune, en fournissant des rations réduites tout au long de la période considérée (la taille moyenne de la ration en espèces était de 68 pour cent de sa valeur prévue), ce qui lui a permis d'éviter toute interruption totale de l'aide. Les indicateurs de consommation alimentaire s'améliorant en 2021 par rapport à 2020. La proportion de réfugiés ayant un score de consommation alimentaire acceptable ayant augmenté de 5 points de pourcentage, atteignant 88 %, et la part des ménages consommant quotidiennement des aliments riches en fer, en protéines et en vitamine A (Score de consommation alimentaire - Nutrition) a augmenté
- ▶ Examen complet de la méthodologie de ciblage et de la catégorisation réalisé avec le soutien du Hub de ciblage conjoint PAM/HCR, en étroite collaboration avec le registre social national
- ▶ Assistance saisonnière fournie pendant une période de 4 mois (juillet à octobre dans les zones agropastorales et mai à juillet dans les zones pastorales) touchant 71 902 individus (8 574 HH) (dont 37 389 femmes) dans les régions de Tagant,

Guidimakha et Gorgol. Cela représente 103 pour cent de l'objectif initial, 15 pour cent des personnes en insécurité alimentaire, et 21 pour cent du nombre de cas dans les moughataas prioritaires selon les résultats du CH 2021

- ▶ Outils de ciblage et de distribution harmonisés entre les programmes de réponse améliorés en 2021 par l'ajustement de la ration à la taille exacte du ménage (avec une limite inférieure de 4 et supérieure de 10) et sa réduction pour ceux qui bénéficient déjà du programme "Tekavoul" (pour renforcer l'équité entre les bénéficiaires et mieux articuler les programmes de filets de sécurité réguliers et de chocs)
- ▶ Pour la première fois, un manuel d'intervention élaboré collectivement par toutes les parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales
- ▶ Des documents d'information concernant le ciblage et l'éligibilité produits et partagés avec les autorités locales, les comités de village et les bénéficiaires afin de les sensibiliser et d'améliorer leur compréhension de l'assistance en période de soudure
- ▶ Evaluations de la sécurité alimentaire ayant mis en évidence une amélioration par rapport au début des interventions. Le score de consommation alimentaire acceptable dans la région de Guidimakha passant de 62% (valeur de référence,

juin 2021) à 76% (valeur finale, novembre 2021), et de 75% (valeur de référence, avril 2021) à 82% dans la région de Tagant (valeur finale, juin 2021)

- ▶ En raison de la faiblesse des précipitations et de la forte augmentation des prix des aliments de base, les ménages ayant adoptés davantage de stratégies d'adaptation pour répondre de manière adéquate à leurs besoins alimentaires. Le pourcentage de ménages utilisant des stratégies de crise et d'urgence ayant augmenté de 14 points de pourcentage entre l'enquête de référence (35%) et l'enquête finale (49%) dans la région du Guidimakha, tandis que dans la région du Tagant, il a légèrement diminué de 31% (avril 2021) à 28% (juin 2021)

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Continuer à répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels des populations les plus affectées par l'insécurité alimentaire aigue en Mauritanie en fonction de l'analyse des gaps du Plan National de Réponse

5. Documents produits en 2021

- ▶ PAM - Bilan de la réponse de soudure 2021 - CTS Assistance alimentaire et CTS filets sociaux
- ▶ PAM - Bulletin de suivi des marchés Bassikounou - camp Mbera - Janvier-Mars 2021 / Avril-Juin 2021 / Juillet - Septembre 2021
- ▶ PAM - Bulletin de suivi des marchés - Janvier-Mars 2021 / Avril-Juin 2021 / Juillet - Septembre 2021 - Octobre 2021- Décembre 2021
- ▶ PAM - Fill the nutrient gap Mauritanie - Septembre 2021
- ▶ PAM - Brochure Lean Season 2021

	<p>8. Appui aux ménages très pauvres (TP) en risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle pendant la période de soudure 2021 dans la Moughataas de Maghta – Lahjar (Wilaya du Brakna)</p>
Instrument de financement	ECHO
Pilier du consensus européen	Humanité
ODD	3
SCAPP Pilier et Chantier	2 - 7
Montant contribution UE en €	600 000
Montant total en €	624 000
Date début – Date fin	01/04/2021 au 31/12/2021
Objectif global	Contribuer au renforcement de la résilience des ménages très pauvres à travers l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la morbidité des enfants de moins de 5 ans dans la Wilaya du Brakna (Maghta-Lahjar)
Mise en œuvre par	OXFAM, Action Dev, IMF « Djikké »
Ministères partenaires	Service du Registre Social (RS) et Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)
Wilayas d'intervention	Brakna
Contact	Zeinabou Coulibaly - Directrice des programmes OXFAM - zeinabou.coulibaly@oxfam.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le contexte mauritanien a été caractérisé par une insuffisance et une mauvaise répartition spatio-temporelle des précipitations au niveau de presque toutes les Wilayas du pays pendant la saison 2020/2021 avec une soudure pastorale et agricole précoce amorcée prématurément une fois de plus (démarrage en janvier et février au lieu d'avril et mai) dans les Wilayas du Sud de la Mauritanie (zone des grands pâturages).

Ainsi, la situation précaire en 2021 fait suite à un cycle récurrent d'épisodes (2017 et 2018, 2019 et 2020) rendant déficitaire la production agricole et la disponibilité des pâturages. Cette situation dégrade les maigres moyens d'existence des populations notamment rurales en réduisant leurs revenus et leur pouvoir d'achat, tout en les poussant à adopter des stratégies néfastes et à migrer vers les grands centres à la recherche d'une vie meilleure. Aussi, la situation nutritionnelle reste préoccupante et risque de s'aggraver pendant la longue période de soudure 2022. Les pourcentages de prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) qui est de 16% dépassent le seuil d'urgence de l'OMS. Les Wilayas du Brakna, Gorgol et Hodh El Gharbi (Zone d'intervention d'Oxfam) sont les plus vulnérables et les plus affectées par les chocs. En effet, elles sont considérées comme prioritaires selon la matrice

de priorisation des zones issues des résultats de l'analyse HEA d'octobre 2021 avec un Déficit global de Protection de Moyens d'Existence (DPME) de 100% et un Déficit de Survie (DS) de 19% qui affecte surtout les très pauvres (TP) avec plus de 70% de la population qui ont une consommation alimentaire quantitativement et qualitativement inadéquates (SCA pauvre). Cette situation a été davantage aggravée par une hausse des prix anormale des denrées de première nécessité (riz, huile et sucre) depuis le quatrième trimestre 2020.

Pour faire face à ces difficultés, le gouvernement mauritanien et ses partenaires techniques et financiers, ont mis en place une série des stratégies d'accompagnement au nombre desquelles, on peut citer, la réponse soudure aux ménages vulnérables de Maghta Lahjar. La présente action s'inscrit la mise en œuvre du plan national de réponse 2021.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Réalisation du ciblage géographique, du ciblage des ménages bénéficiaires des transferts monétaires, et des enfants et FEFA bénéficiaires des compléments alimentaires au sein des ménages bénéficiaires des transferts
- ▶ Distribution du cash inconditionnel et sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène à 1250 ménages très pauvres (TP) avec ou sans enfants de moins de 5 ans et/ou FEFA
- ▶ Sensibilisations des bénéficiaires et les leaders communautaires sur la thématique genre
- ▶ Distribution des compléments alimentaires (farine fortifiée) aux 265 enfants de 6-23 mois et aux 151 FEFA de la Moughataas ciblées
- ▶ Dépistage actif et référencement des enfants de 6-23 mois et des femmes enceintes et allaitantes (FEFA) malnutris (MAS et MAM)
- ▶ Suivi des référencements auprès des CRENAS
- ▶ Formations, sensibilisations et accompagnements des mamans relais
- ▶ Formation et sensibilisation des FEFA et les mamans des enfants sur l'utilisation correcte de la farine enrichie, pratique d'hygiène
- ▶ Mise en place du dispositif de suivi évaluation

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

En matière d'assistance par la distribution du cash monétaire

- ▶ 1 250 ménages très pauvres, soit 100% des ménages prévus servis en Cash au cours des quatre mois de la soudure 2021 (juin, juillet, août et septembre), pour un montant total de 10 817 000 MRU

En matière de distribution de complément nutritionnel aux enfants et FEFA des ménages TP

- ▶ 335 enfants de 6-23 mois, soit 100% des enfants retenus suite au ciblage et 126% par rapport au nombre prévus dans le projet servis en farine pour une quantité totale de 8 040 kg
- ▶ 191 femmes enceintes et allaitantes (FEFA), soit 100% des FEFA retenues suite au ciblage et 126% par rapport au nombre de FEFA prévu dans le projet servies en farine pour une quantité de 2 292 kg
- ▶ Tous les enfants bénéficiaires de la farine dépistés au cours des distributions

En matière de sensibilisation

- ▶ 100 leaders communautaires sensibilisés
- ▶ 191 FEFA et les mamans des 335 enfants bénéficiaires de la farine enrichie sensibilisés sur l'utilisation de la farine et les pratiques d'hygiène

En matière dépistage de la malnutrition

- ▶ 04 dépistages actifs et référencement des enfants de 6-23 mois et des femmes enceintes et allaitantes (FEFA) malnutris (MAS et MAM) réalisé

En matière de renforcement des capacités des relais communautaires

- ▶ 58 relais formés, sensibilisés et accompagnés durant le projet

En matière de Coordination et de gestion de qualité du programme

- ▶ 65 comités de plaintes mis en place et suivi
- ▶ Suivi mensuel des prix des marchés effectué

4. Perspectives pour l'année 2022

Le plan national de réponse se positionnera sur les zones les plus affectées par l'insécurité alimentaire d'après le CH de mars 2022. Néanmoins la réponse ne sera pas apportée par OXFAM qui se retire de la Mauritanie.

5. Documents produits en 2021

- ▶ OXFAM, Action Dev - Rapport de ciblage ECHO- AA 2021 - Mai 2021
- ▶ OXFAM, Action Dev - Rapport de distribution de Cash et de la farine - ECHO AA 2021, Maghta Lahjar (Brakna) - Septembre 2021
- ▶ OXFAM, Action Dev - Rapport de suivi/a, analyse de la sécurité alimentaire - Octobre 2021
- ▶ OXFAM, Action Dev - Rapport de dépistage et sensibilisation - Décembre 2021

	9. Améliorer l'accès des populations vulnérables dans la Wilaya du Brakna, en Mauritanie à des soins médico – nutritionnels de qualité
Instrument de financement	ECHO
Pilier du consensus européen	Humanité
ODD	3
SCAPP Pilier et Chantier	2 - 7
Montant contribution UE en €	1 600 000
Montant total en €	1 630 000
Date début – Date fin	01/05/2021 - 31/05/2022
Objectif global	Contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité des populations vulnérables dans la Wilaya du Brakna à travers une offre de soins médico-nutritionnels de qualité
Mise en œuvre par	ALIMA
Ministères partenaires	Santé, Affaires Sociales-Enfance-Famille
Wilayas d'intervention	Brakna
Contact	Dr Fadiala Keita – Chef de mission/ Coordinateur médical – cdm@mauritanie.alima.ngo

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Sur le plan alimentaire et nutritionnel, si la Mauritanie dépend des importations, la mauvaise campagne agricole a aussi un impact sur ceux qui ne peuvent pas se procurer des produits importés.. Au Brakna, selon les projections du cadre harmonisé, 75 304 personnes (22% de la population) étaient dans une situation d'insécurité alimentaire aigue (Phase 3-5) en 2022, contre 23 029 en 2021.

Les résultats de l'enquête SMART 2021 révèlent que la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) au Brakna est équivalente à celle mesurée au niveau national (MAG 11,6%, MAS 2%) Les moughataas de Boghé et Bababé sont les plus affectées avec une prévalence MAG de 15,7% et MAS de 2,8% largement au-dessus des seuils d'urgence de l'OMS. Malgré les bons résultats des différentes interventions menées par les partenaires en appui aux efforts du gouvernement dans la lutte contre la malnutrition aiguë depuis plusieurs années, des insuffisances perdurent. En plus des défis alimentaires et nutritionnels, le système de santé mauritanien est confronté à des défis structurels conjoncturels.

La pandémie du Covid-19 a contribué à son affaiblissement. La situation sanitaire est marquée par des risques permanents d'épidémies. Le profil épidémiologique national est dominé par les maladies transmissibles d'origine infectieuse et la population est exposée à des risques importants liés à la faible couverture vaccinale (schéma vaccinal complet faible : moins de 24%). Concernant la santé sexuelle et reproductive, en 2020, seulement 38% des femmes enceintes ont effectué 4 visites prénatales et le pourcentage de naissances dont l'accouchement s'est déroulé dans un établissement de santé varie de 58 % à 64 %. Pour la mortalité, le pays enregistre un taux de mortalité infantile de 41‰ et un taux de mortalité infanto-juvénile de 51‰. Les autorités sanitaires sont confrontées à d'importantes difficultés comme l'insuffisance des RH qualifiées, l'accessibilité géographique aux structures de santé, l'accès aux médicaments, vaccins et consommables de qualité ainsi que le coût de ces services, notamment pour les personnes les plus vulnérables.

La Wilaya du Brakna possède des zones inondables qui constituent un facteur de risque pour l'accessibilité aux services de santé pendant l'hivernage. Le profil épidémiologique de la Wilaya est dominé par des pathologies de type infectieux et nutritionnel, notamment les infections respiratoires aiguës, les diarrhées et le paludisme. La prévalence des maladies diarrhéiques est de 46,4% avec près de 50% des cas chez les enfants de < 5 ans.

En collaboration avec la DRAS, ALIMA a mené une évaluation en septembre 2021 au niveau de 13 centre de santé afin d'apprécier le niveau d'autonomisation des CS soutenus selon les 6 piliers de l'OMS. Elle a mis en évidence des insuffisances significatives en termes de gouvernance, gage de tout processus d'intégration et d'appropriation. Toutes les structures évaluées sont situées dans la catégorie « faiblement performant », c'est-à-dire que toutes ces structures nécessitent d'être accompagnées pour améliorer leur performance à court, moyen et long terme d'après les standards de l'OMS.

Le plan d'action mis en place porte ses fruits puisqu'une nouvelle évaluation faite en février 2022 indique que 7 des 13 structures évaluées viennent de basculer dans la catégorie « performant ». L'action s'inscrit également dans une stratégie de retrait progressif des financements humanitaires dans les trois prochaines années.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Pour le dépistage et la prise en charge des cas de MAS en ambulatoire : dépistage massif, et approche PB-mère (41 707 femmes formées)
- ▶ Appui à la prise en charge des cas de MAS en ambulatoire dans 20 CRENAS (Centres de Récupération Nutritionnelle Ambulatoire pour Sévères)
- ▶ Prise en charge des cas de MAS avec complications au niveau des CRENI (Centre de récupération nutritionnelle intensive) (CH Aleg, CH Boghé)
- ▶ Formation du personnel de santé des centres hospitaliers d'Aleg et de Boghé à la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère avec complications
- ▶ Appui à la prise en charge des enfants de <5 ans dans les services hospitaliers des deux centres hospitaliers de la région (CH d'Aleg et CH de Boghé), dont la prise en charge des complications pédiatriques
- ▶ Appui aux activités de vaccination de routine
- ▶ Renforcement des capacités des agents de santé communautaire et des relais communautaires dans l'identification et la référence des complications pédiatriques
- ▶ Formation du personnel soignant sur les MIPE en fonction des alertes notifiées
- ▶ Evaluation initiale des niveaux et capacités de reprise des activités par les centres de santé
- ▶ Formations et supervisions formatives de centres de santé et redynamisation des comités de gestion.
- ▶ Mise en place d'un outil d'évaluation des performances des centres de santé (Diagnostic centres de santé) : Selon les 6 piliers de l'OMS
- ▶ Mise en place un cadre de concertation en collaboration avec les autorités sanitaires

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Nutrition : CRENAS : 1572 (TG>95%), CRENI : 329, Personnes formées au PB-mère : 82372, Enfants dépistés : 45344
- ▶ Pédiatrie : 1312 admissions (TD<3%) dans les services de pédiatrie des deux CH d'Aleg et de Boghé
- ▶ PEV : 6502 enfants de <5 ans vaccinés contre la rougeole
- Appui au ministère**
 - ▶ 130 agents de santé formés sur la PCIMA (Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë)
 - ▶ 43 ASC et 559 relais communautaires formés sur différentes thématiques liées à la santé et la nutrition (PCIMA, détection des complications pédiatriques...)
 - ▶ 88 structures appuyées avec un appui différencié en fonction des besoins
 - ▶ 13 structures (CS) évaluées dont 7 sont classées performantes selon les 6 piliers de l'OMS.
 - ▶ 22 structures réhabilitées
 - ▶ 13 comités de gestion en cours de redynamisation pour remplir leurs fonctions

4. Perspectives pour l'année 2022

La poursuite de l'action est envisagée dans le cadre d'une stratégie pluriannuelle de retrait progressif. L'appui aux services de CRENI et de pédiatrie dans les hôpitaux d'Aleg et de Boghe ainsi que les CRENA est envisagé, mais aussi la prise en charge des cas de malnutrition aiguë sévère et des pathologies pédiatriques ainsi que les références des CS/PS, la poursuite de l'accompagnement vers l'autonomisation des structures, la redynamisation des COGES, et l'encadrement des comités communaux.

5. Documents produits en 2021

- ▶ Alima - Rapport d'évaluation de 13 centres de santé selon les 6 piliers de l'OMS - Octobre 2021
- ▶ Alima - Rapport intermédiaire couvrant les activités des 6 premiers mois (du 1er mai au 31 octobre 2021)



10. Renforcer la sécurité nutritionnelle des populations vulnérables du Hodh el Chargui, Guidimakha et du Gorgol à travers une approche multisectorielle intégrée favorisant le nexus humanitaire – développement

Instrument de financement	ECHO
Pilier du consensus européen	Humanité
ODD	3
SCAPP Pilier et Chantier	2 - 7
Montant contribution UE en €	1 786 342
Montant total en €	1 911 387
Date début – Date fin	01/04/2021 – 31/03/2022
Objectif global	Réduire la mortalité des enfants de moins de 5ans à travers une amélioration de l'alimentation des populations vulnérables, et un renforcement de la résilience et du nexus Humanitaire/Développement
Mise en œuvre par	Action Contre la Faim
Ministères partenaires	Santé, Commissariat à la Sécurité Alimentaire, Développement Rural
Wilayas d'intervention	Gorgol, Guidimakha, Hodh El Chargui
Contact	Jean Luc Lambert - Directeur Pays - jlambert@mr.acfspain.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Selon les résultats de l'enquête nutritionnelle anthropométrique SMART juillet 2021, la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) en Mauritanie est estimée à 11,1% et celle de la malnutrition aiguë sévère (MAS) est estimée à 1.9%.

La Wilaya du Guidimakha (GDK) est la plus touchée avec le taux de MAG de 22,3% et celui de MAS est de 4,1% alors qu'au Hodh Ech Chargui (HEC) on note une prévalence de la MAG de 11,4% et 1,5% pour la MAS. Selon le Cadre Harmonisé (CH) de Mars 2021, 21% de la population de Kaedi (Gorgol-GG) était en phase 3+ en période de soudure 2021.

D'après l'enquête FSMS, le GDK (2.7%) et le HEC (33.6%) font parties des 3 seules wilayas où le taux d'insécurité alimentaire est en hausse. Pour accompagner les communautés les plus vulnérables du Guidimakha et du Hodh el Chargui face à cette situation, Action Contre la faim propose une réponse multisectorielle et dont l'intervention vise à renforcer la prévention et la qualité de la prise en charge intégrée de la malnutrition au GDK et HEC et à atténuer les conséquences des crises alimentaires.

Cette situation sanitaire est aggravée avec l'apparition de la COVID-19 en Mauritanie, début 2020, et qui a déjà touché 58683 personnes à la date du 18.04.2022. Action Contre la Faim a depuis adapté sa stratégie afin de permettre la continuité de ses interventions : promotion du « PB Ménage » (périmètre Brachial), distribution des équipements de Protection Individuelle au personnel et aux bénéficiaires.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Accompagnement des communes en termes de renforcement des capacités dans la mobilisation financière et la recherche de fonds, l'intégration d'activités de nutrition/santé dans les PDC (Plan de développement communal) ou les PIP (Plan d'investissement prioritaire) à travers les ateliers intercommunaux
- ▶ Pour l'assistance alimentaire de soudure, distribution de 4 rations mensuelles via des transferts monétaires adaptés à la taille des ménages entre juin et septembre au profit de 1 377 ménages très pauvres des communes de Djewol et Ganki au Gorgol, couplé à l'approvisionnement en farines enrichies pour les personnes les plus vulnérables ayant des besoins nutritionnels supplémentaires au sein des ménages ciblés par l'assistance alimentaire. Les 4 distributions ont été accompagnées de séances de sensibilisations sur l'utilisation des compléments nutritionnels, leur préparation et d'autres bonnes pratiques de soins (ANJE- Alimentation du nourrisson et jeune enfant, PFE- Pratique familiale essentielle, hygiène...)
- ▶ Prise en charge d'enfants atteints de malnutrition aigüe sévère dans 193 CRENIS (Centre de récupération et d'éducation nutritionnelle intensif) dont 191 CRENAS (Centre de réhabilitation nutritionnelle en ambulatoire) (119 à NEMA ; 72 au Guidimakha) et 2 CRENI (1 à NEMA et 1 au Guidimakha)
- ▶ Accélération de la mise en œuvre de la stratégie progressive de sortie dans l'ensemble des structures de santé à travers la responsabilisation des autorités sanitaires / communauté et les collectivités locales au GDK
- ▶ Organisation des évaluations des capacités des structures sanitaires au niveau de la wilaya de HEC et de Guidimakha en utilisant l'outil de diagnostic basé sur les 8 piliers de renforcement des systèmes de santé de l'Organisation Mondiale de la Santé
- ▶ Appui aux deux DRS (Direction Régionale de la Santé) dans la coordination et la gestion des urgences sanitaires et nutritionnelles à travers l'appui des campagnes de vaccination Covid-19 ; des campagnes de dépistage de la malnutrition aigüe
- ▶ Suivi ainsi que continuation de la mise en place des Groupes d'apprentissage et de suivi des pratiques d'Alimentation du Nourrisson et Jeune Enfant (GASPA-ANJE)) dans les deux zones; durant ces groupes, organisation de séances de sensibilisation sur les pratiques ANJE ainsi que le suivi d'enfants de moins de 6 mois (suivi de l'allaitement maternel exclusif) et de ceux de 6-23 mois (suivi de l'alimentation de complément)
- ▶ Organisation des campagnes de dépistage actif des enfants de 6-59 mois (filles et garçons) et renforcement de l'approche P B Ménages (Périmètre Brachial)
- ▶ Appui au paquet minimum Wash dans les deux régions à travers l'approvisionnement en eau des structures de santé ; raccordement de 5 postes de santé au réseau d'eau au HEC et la distribution des kits Wash in Nut aux accompagnants d'enfants MAS pris en charge dans les CRENAS
- ▶

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Capacités des élus locaux du Guidimakha et du Hodh Ech Chargui renforcées
- ▶ 5 765 femmes, 5 337 hommes, 441 enfants de moins de 2 ans et 432 Femmes enceintes et allaitantes ayant reçu la couverture de leur besoins alimentaires en période de soudure à travers 4 distributions
- ▶ 441 enfants de moins de 2 ans (165 à Djewol et 276 à Ganki) ayant reçu 6kg/mois et 432 femmes enceintes et allaitantes (140 Djewol et 292 Ganki) ayant reçu 3kg de farines enrichies par mois pendant 4 mois
- ▶ 6878 enfants MAS traités dans les deux régions en 2021 (3539 Filles et 3339 GDK)
- ▶ Au niveau de 191 CRENAS, taux de guérison à 92%, taux d'abandon à 7%, taux de décès à 0%
- ▶ Au niveau de deux CRENI de Nema et Bassikounou, taux de traités avec succès de 92,8%, taux de décès 3,8%, taux d'abandon 1,4%, taux de non-répondant 2% (indicateurs de performance de prise en charge intégrée de la malnutrition aigue PCIMA au niveau de deux CRENI satisfaisants par rapport aux normes PCIMA du pays)
- ▶ Analyse des décès enregistrés dans le CRENI de Néma réalisée
- ▶ Pour les 2 régions : 2343 enfants (1 117 au HEC contre 1 226 au Guidimakha) référés vers les Formations Sanitaires (FOSA) à la suite du dépistage PB ménage
- ▶ Selon les 6 piliers de l'OMS, 2 évaluations des CRENAS organisées, discutées et partagées avec les autorités sanitaires de chaque région
- ▶ 33 627 personnes ayant bénéficié des 2 992 sessions de sensibilisation sur l'ANJE au niveau de deux régions dont 24 204 au HEC (21 308 FEFA et 2 896 hommes) et 9 423 au GDK (8 091 Femmes enceintes et allaitante -FEFA- et 1 332 hommes).

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Réalisation de diagnostics de performance des CRENAS en vue de rétrocéder les plus performants
- ▶ Finalisation de la stratégie de rétrocession des CRENAS au Guidimakha et démarrage de la stratégie au HEC
- ▶ Appui continu à la prise en charge de MAS avec complications dans les deux CRENI (Sélibabi et Nema)
- ▶ Prise en charge de 6 585 enfants de 6 à 59 mois
- ▶ Promotion de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant à travers les Groupes d'Apprentissage de Suivi des Pratiques ANJE (72 011 FEFA ciblées pour les sessions de sensibilisation)
- ▶ Formation de 15 826 membres de ménages sur l'utilisation de PB au niveau de deux régions
- ▶ Appui à l'organisation des campagnes de dépistage de la malnutrition chez les enfants de 6 à 59 mois
- ▶ Appui des supervisions conjointes et réunions de coordination au niveau des deux régions
- ▶ Fourniture d'une couverture de base des besoins alimentaires pour 7 500 personnes « très pauvres » dans la Moughataa de Néma au Hodh El Chargui en période de soudure

5. Documents produits en 2021

- ▶ ACF - Bases de données PECMAS (Processus continu)
- ▶ ACF - Rapport de Diagnostic de performance des CRENAS - Décembre 2021
- ▶ ACF - Rapports de dépistage - Juin 2021
- ▶ ACF - Rapports de ciblage des bénéficiaires - Novembre 2021
- ▶ ACF - Rapports de Distribution et Post Distribution Cash et farines - Novembre 2021
- ▶ ACF - Rapport intermédiaire - Novembre 2021
- ▶ ACF - Bulletins et rapports des prix de marché
- ▶ ACF - Rapports d'enquête Baseline et Endline
- ▶ ACF - Rapports ateliers intercommunaux - Novembre 2021



11. Appui à la mise en œuvre des campagnes de vaccination COVID-19 ciblant les personnes les plus vulnérables en Guinée, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigeria et en République Centrafricaine

Instrument de financement	ECHO
Pilier du consensus européen	Humanité
ODD	3
SCAPP Pilier et Chantier	2 - 7
Montant contribution UE en €	600 000
Montant total en €	600 000
Montant total de l'action régionale en €	3 800 000
Date début – Date fin	25/05/2021 - 24/11/2022
Objectif global	Contribuer à la réduction de la mortalité/morbidité liée au COVID-19
Mise en œuvre par	ALIMA
Ministères partenaires	Santé
Wilayas d'intervention	Brakna, Hodh El Chargui (Bassikounou)
Contact	Contact : Dr Fadiala Keita – Chef de mission/ Coordinateur médical – cdm@mauritanie.alima.ngo

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Depuis mars 2020, la Mauritanie connaît la pandémie de la COVID-19.

L'intervention d'ALIMA a commencé dès le début de la stratégie de vaccination en Mauritanie. Celle-ci a déterminé une population cible composée des personnes appartenant aux couches à risque élevé de morbidité et de létalité et classées selon la vulnérabilité et l'exposition au risque.

Cette population ciblée était estimée à 2.677.870 personnes représentant environ 63 % de la population du pays. Elle a été hiérarchisée en 3 phases : la 1ère phase de priorisation concernait 842.478 personnes, soit 20% de la population du pays. ALIMA a conçu son intervention pour appuyer l'implémentation de la phase 1 dans les zones du Brakna et de Bassikounou et s'est progressivement adapté à l'élargissement des cibles souhaité par le gouvernement.

La Mauritanie a élargi la cible de vaccination pour les personnes >18 ans (et par la suite >12 ans) à la suite de la réception de quantités importantes de vaccins. ALIMA continue à appuyer le ministère dans le cadre de cette stratégie élargie et continue à mettre un accent particulier sur sa cible préalablement définie.

Des gaps ont été identifiés notamment dans la formation des équipes de vaccination, le transport, la gestion de déchets, la gestion des effets secondaires, la gestion des données et les matériels de protection ainsi que le consommable de vaccination comme les seringues. ALIMA apporte un appui sur ces volets..

2. Activités principales menées en 2021

Les personnes ciblées identifiées et sensibilisées à l'importance de la vaccination

- ▶ Mise en place d'une stratégie de communication et sensibilisation communautaire
- ▶ Mise en place de comités communautaires menés via les différents acteurs identifiés au sein des communautés

La mise en œuvre de la vaccination COVID-19 renforcée dans les zones visées

- ▶ Définition de la stratégie de vaccination et organisation de la micro-planification
- ▶ Approvisionnement en intrants nécessaires à la vaccination avec le volet logistique lié à la mise en œuvre de la vaccination

- ▶ Formation des différents personnels impliqués dans la vaccination
- ▶ Collecte des données en lien avec la vaccination
- ▶ Appui au respect des mesures de PCI (Prévention et contrôle des infections) à travers la fourniture d'équipements de protection pour le personnel et les bénéficiaires et la prévention des AES (Accident d'Exposition au Sang)
- ▶ Mise en place d'un tri sécurisé et d'un système de collecte et de centralisation des déchets
- ▶ Renforcement de la pharmacovigilance pour les vaccins COVID-19 grâce à l'identification et traitement des réactions immédiates et rapportage aux autorités

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

VACCINATION COVID-19

- ▶ 136 371 personnes complètement vaccinées grâce à l'appui d'ALIMA dont 53797 personnes vulnérables (personnes âgées, avec comorbidité...)

APPUI AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ

- ▶ Dans le cadre de son intervention dans la Wilaya du Brakna et la Moughataa de Bassikounou, ALIMA appuie le ministère de la santé sur d'autres volets, à savoir la formation, l'appui logistique, la mise en place des mesures PCI, la gestion des déchets, la gestion des MAPI (Manifestations Post-vaccinales Indésirables) etc. Dans ce cadre les résultats suivants sont atteints :

- ▶ 400 agents de santé formés à des thématiques liées à la Covid-19
- ▶ 195 relais communautaires formés et mobilisés sur la sensibilisation et la mobilisation communautaire
- ▶ 108 structures (90 au Brakna et 18 à Bassikounou) appuyées en termes de la mise en œuvre des mesures PCI et des activités de pharmacovigilance
- ▶ 15 structures de santé appuyées en termes d'aménagement/ réhabilitation de zones à déchets
- ▶ 4 comités de gestion en cours de redynamisation pour remplir leurs fonctions au niveau du camp de M'bera à Bassikounou

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ S'assurer que le programme élargi de vaccination continue.



12. Provision of Humanitarian air services in West and Central Africa in 2021

Instrument de financement	ECHO
Pilier du consensus européen	Humanité
ODD	3
SCAPP Pilier et Chantier	2 - 7
Montant contribution pour la Mauritanie en €	400 000
Montant contribution UE en €	2 900 000
Montant total en €	35 365 330
Date début – Date fin	1/01/2021 – 31/12/2021
Objectif global	Appuyer la réponse humanitaire en permettant l'accès aux populations dans le besoin grâce au maintien du service de transport aérien humanitaire
Mise en œuvre par	Programme alimentaire mondial (PAM) / Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS)
Ministères partenaires	Affaires Etrangères-Coopération / Equipement-Transports
Wilayas d'intervention	Nouakchott, Gorgol, Assaba, Hodh el Gharbi, Hodh el Charghi
Contact	Martin Nseke, Responsable du Service Humanitaire Aérien - martin.nseke@wfp.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

UNHAS est l'épine dorsale des interventions humanitaires et de développement en Mauritanie, fournissant un accès crucial aux zones reculées qui seraient autrement difficiles à atteindre en raison des longues distances, des infrastructures limitées, de l'absence d'opérateurs commerciaux viables de transport aérien et des risques de sécurité, qui rendent le transport routier particulièrement difficile. Dans ce contexte, l'UNHAS soutient les intervenants humanitaires en leur permettant de déployer rapidement des fournitures et du personnel de secours à travers le pays. Un total de 37 organisations, dont des agences de l'ONU, des représentations de donateurs et diplomatiques, et des ONG internationales et nationales, sont enregistrées auprès de l'UNHAS et s'appuient sur le service UNHAS pour mettre en œuvre et suivre leurs efforts humanitaires dans le pays. En 2021, l'UNHAS a effectué 689,81 heures de vol (57,48 heures par mois en moyenne), transportant plus de 1 639 passagers et 4,74 de fret léger, tout en maintenant des liens étroits avec l'aviation civile et les autres autorités locales concernées.

UNHAS devait initialement exploiter des lignes vers cinq destinations régulières à partir du hub principal de Nouakchott : Aioun, Bassikounou, Kaédi, Nema et Kiffa. Cependant, en raison d'une autorisation restreinte du gouvernement, seules les lignes de Kiffa, Nema et Bassikounou étaient opérationnelles en 2021. Le PAM a soumis une demande au nom de la communauté humanitaire au ministère des Affaires étrangères en décembre 2020 concernant la possibilité d'étendre les services de vol de l'UNHAS à Kaédi, Aioun et Selibaby. Le PAM coordonne actuellement avec l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC) et la Société des aéroports de Mauritanie (SAM) pour préparer les départs vers l'aéroport de Selibaby une fois l'autorisation gouvernementale reçue. En attendant,

les vols vers les aéroports de Kaédi et d'Aioun ne devraient pas commencer dans un avenir proche en raison de l'absence de normes techniques et de sécurité.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Maintien d'un service de transport aérien sûr et fiable pour la communauté humanitaire et de développement afin de fournir une assistance aux populations dans le besoin (transport de 1 639 passagers de 37 organisations)
- ▶ Maintien d'une forte coopération avec l'ANAC (Aviation Civile Nationale), la SAM (Société des Aéroport de Mauritanie), et l'AFROPORT (Mauritania Airline Handling Service) pour la sécurité et la sûreté des opérations en renforçant le système de sécurité en place
- ▶ Dans la perspective d'une ouverture de services, réalisation de missions d'évaluation dans les aéroports de de Kaédi, d'Aioun et de Sélibaby et tenue de plusieurs réunions avec l'ANAC et la SAM
- ▶ Organisation de 4 réunions de groupes d'utilisateurs (en février et novembre à Bassikounou, en mars et novembre à Nouakchott)
- ▶ Organisation du comité de pilotage en mai 2021 (en raison de COVID-19, celui prévu en novembre 2021 repoussé en 2022)
- ▶ Réalisation d'une enquête de satisfaction des passagers en décembre 2021 pour mesurer la satisfaction des usagers et le niveau d'accès aux vols de UNHAS
- ▶ Réalisation d'une enquête de satisfaction sur la fourniture d'accès en décembre 2021

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Services de l'UNHAS ayant bien fonctionné malgré les contraintes techniques, opérationnelles et environnementales qui ont prévalu en 2021

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Diminution progressive de la contribution ECHO au service de transport aérien humanitaire

5. Documents produits en 2021

- ▶ UNHAS - Guidelines sur Comment faire une réservation en ligne
- ▶ UNHAS Brochure UNHAS Mauritanie
- ▶ UNHAS SAOP Aviation Security
- ▶ UNHAS Rapports des réunions du Comité de pilotage et du groupe d'utilisateur



13. Réponse et préparation aux urgences nutritionnelles au Sahel 2021

Instrument de financement	ECHO
Pilier du consensus européen	Humanité
ODD	2
SCAPP Pilier et Chantier	2 - 7
Montant contribution UE en €	300 000
Montant total en €	456 555,86
Date début – Date fin	01/03/2021 – 28/02/2022
Objectif global	Fournir des services vitaux pour la détection précoce et le traitement de la malnutrition aiguë sévère (MAS) aux enfants de moins de 5 ans souffrant de MAS, tout en renforçant les capacités nationales et communautaires pour les rendre plus résilientes aux chocs récurrents
Mise en œuvre par	UNICEF
Ministères partenaires	Santé
	AMAMI, SOS EXCLUS, AGEFAD, AED
Wilayas d'intervention	National avec un focus dans 4 districts sanitaires du Hodh Chargui et du Tagant
Contact	Magali Romedenne - Représentante Adjointe - @unicef.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

A l'instar des pays du Sahel, la Mauritanie présente historiquement une situation nutritionnelle préoccupante, qui est sous-tendue par une insécurité alimentaire généralisée, des pratiques familiales inadéquates, une incidence élevée des maladies infantiles, et un système de santé faible. Selon les résultats de l'enquête SMART 2021, la situation nutritionnelle stagne au niveau national avec une prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) toujours préoccupante de 11,1 % et de la malnutrition aiguë sévère (MAS) de 1,9 %. Aussi 39% (22) des districts sanitaires sont en situation critique avec des taux de MAG supérieur à 15% et/ou de MAS supérieur ou égale à 2 %). En ce qui concerne l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE), malgré une amélioration de l'allaitement maternel exclusif, des défis persistent pour l'alimentation complémentaire adéquate, seuls 21,7% des enfants bénéficient d'un régime alimentaire minimal acceptable. L'anémie quant à elle est de 77% chez les enfants de moins de 5 ans et de 56% chez les femmes en âge de procréer (EDS 2020).

L'action en Mauritanie s'inscrit dans une initiative régionale couvrant les pays du Sahel et les pays côtiers (Benin; Burkina Faso; Chad ; Cote D'Ivoire; Ghana; Guinea ; Liberia; Mali; Mauritania ; Niger; Sierra Leone; Togo). Comme en témoigne la signature en juin 2021 d'un accord entre l'Unicef et l'agence mauritanienne Taazour, les autorités mauritaniennes prennent de plus en plus de responsabilités pour faire face à la malnutrition aiguë. Conformément à l'accord, le budget de l'État a couvert 50 % des aliments thérapeutiques nécessaires au traitement des enfants affectés en 2021, avec une intention de couvrir progressivement tous les besoins dans les prochaines années. La prise en charge de la malnutrition est de plus en plus intégrée dans les structures de santé même si plusieurs défis persistent.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Détection précoce et référence de la malnutrition aiguë lors de campagnes intégrées de dépistage actif et mise en œuvre de l'approche "PB mère" consistant à faire dépister régulièrement les enfants par les mères/gardiens d'enfant ;
- ▶ Traitement de la malnutrition aiguë sévère
- ▶ Renforcement de capacités des prestataires de santé et communautaire sur la prise en charge de la malnutrition et sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant
- ▶ Appui au renforcement de la gestion de la chaîne d'approvisionnement (achat et distribution d'intrants nutritionnels et de médicaments essentiel, identification de mécanismes de financement plus durables et étude pour évaluer l'intégration des intrants nutritionnel dans la chaîne national d'approvisionnement)
- ▶ Appui au système d'information sanitaire (mise à disposition des outils de gestion de la PCIMAS et de collecte et transmission et analyse des données de la PCIMAS), mise en œuvre de l'enquête nutritionnelle selon la méthodologie SMART et au suivi des activités
- ▶ Renforcement de la coordination du secteur et du plaidoyer pour une meilleure intégration de la nutrition au système nationale et un financement durable de la PCIMAS
- ▶ Support aux coûts opérationnel de 4 ONGs locales dans le Hodh Chargui et le Tagant
- ▶ Renforcement des capacités de préparation et de réponse aux urgences des partenaires nationaux

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Les fonds d'ECHO ont soutenu dans un contexte COVID le déploiement d'une assistance technique et financière essentielle, afin de renforcer la capacité du ministère de la Santé et assurer la continuité du programme de Prise en Charge de la malnutrition aiguë sévère à l'échelle nationale, en mettant l'accent sur les 4 District sanitaires, de Hodh El Garbi et du Tagant ou des partenariats sont noués avec les ONGs nationale, AMAMI en Kobeni, SOS Exclus à Aioun, AED à Moudjeiria, and AGEFAD à Tidjikja. Les résultats suivants ont été obtenus :
- ▶ 41 159 des enfants 6-69 mois (7% des 6-59 mois du pays) ont bénéficié du dépistage actif intégré aux campagnes de de supplémentation en vitamine A, organisées par le ministère de la santé. Aussi 12899 mères/gardiens d'enfants, encadrés et équipés avec du matériel anthropométrique (Périmètre Brachial) pour le suivi de l'état nutritionnel de leur propre enfant, la détection précoce et la référence de la malnutrition aiguë
- ▶ 4759 enfants atteints de SAM traités (dont 2617 filles) soit 18 % des 26552 cas de MAS traités en 2021 en Mauritanie ;
- ▶ 20000 bouteilles d'amoxicilline, 120 cartons de F75 et 10 cartons de ReSoMal fournis
- ▶ 65 postes de santé, 43 Unités de santé de base et 103 cliniques mobiles sont appuyés
- ▶ Tous les indicateurs clés de performance du programme PCIMAS conformes aux normes Sphères, avec un taux de guérison de 89,7 %, un taux de décès de 0,4 %, un taux d'abandon de 8,4 % et 1,4 % de non-répondants
- ▶ 34 acteurs communautaires formés sur l'ANJE, 4290 femmes enceintes et allaitantes des enfants de moins de 2 ans ayant bénéficié d'activités de promotion de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) à travers les GASPA (groupe de soutien) et des dialogues communautaires trimestriels menés au niveau de 65 aires de s
- ▶ Santé pour renforcer l'engagement de la communauté et adresser les goulots au niveau communautaire
- ▶ Selon l'enquête SMART 2021, menée avec la contribution des fonds ECHO (7 %) la prévalence de la malnutrition aiguë stagne par rapport à 2019, avec une prévalence de GAM de 11,1 % et une prévalence SAM de 1,9 %. Les résultats de 2021 montrent que 22 Moughata sur les 57 sont dans une situation critique (GAM supérieure à 15% et/ou SAM supérieure à 2%). Cette enquête a aussi montré une amélioration de la pratique de l'allaitement maternel, par contre l'alimentation complémentaire adéquate (le régime minimal acceptable) chez les 6-23 mois a peu progressé et reste faible a 21,7%
- ▶ Surveillance et du système de collecte, de remontée et d'analyse des données mensuelles de la PCIMAS renforcés, en mettant à la disposition du ministère un outils électronique, et en reproduisant et distribuant les outils de gestion de la PCIMAS pour toutes les formations sanitaires
- ▶ Appui à la supervision des centres de santé par le ministère de la santé effectif
- ▶ Coordination sectorielle appuyée avec la tenue de réunion de coordination mensuelle regroupant tous les acteurs ainsi que la planification humanitaire 2022 avec l'appui au ministère de la santé pour l'estimation des besoins (sur la base de l'enquête SMART a été estimée 136 254 enfants dont 32 740 enfants avec SAM attendus pour 2022 et 80% ciblés) et la contribution à l'opérationnalisation de la partie nutrition du dispositif de prévention et de réponse au urgences liées a la sécurité alimentaire et la nutrition (DECAN) sous le leadership de la partie gouvernementale
- ▶ Grâce au plaidoyer et à l'appui technique de l'UNICEF, le gouvernement appuyé avec la mobilisation de 899,528 USD de fonds domestiques et l'achat de 18157 cartons de RTUF, du lait thérapeutique et médicaments essentiels

- ▶ Appui effectué auprès du gouvernement pour l'adoption de l'initiative Matched Fund et le montage d'un dossier qui a permis de mobiliser 18157 cartons additionnels de RUTF des autres bailleurs
- ▶ Appui réalisé auprès du ministère de la santé pour réaliser une évaluation rapide de la chaîne d'approvisionnement nationale afin de déterminer les goulots d'étranglement et les capacités du gouvernement pour une future intégration des

RUTF. Cette évaluation a recommandé malgré de nombreux défis de la chaîne d'approvisionnement nationale (stockage, procédures, outils et capacités appropriés, transport...), notamment aux niveaux intermédiaire et tertiaire, de faire un plan d'intégration progressive de la chaîne d'approvisionnement en RUTF dans la chaîne d'approvisionnement nationale en médicaments essentiels d'ici 2023, au niveau central.

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Poursuite de l'appui technique au ministère de la santé et aux ONGs pour la mise en œuvre du programme PCIMAS de qualité et sauver des vies
- ▶ Renforcement de la mise en œuvre des innovations pour la détection précoce de la malnutrition et approcher le service des communautés, et mise en œuvre des approches intersectorielles à visé préventive
- ▶ Révision du protocole de prise en charge de la malnutrition aiguë en Mauritanie qui date de 2011
- ▶ Renforcement de la coordination et du plaidoyer pour s'assurer de l'engagement du gouvernement pour l'achat des intrants nutritionnel (75% des besoins doit être couvert par des fonds domestiques du programme de protection sociale) et de la meilleure intégration de la PCIMAS dans le système national.
- ▶ Renforcement de la chaîne d'approvisionnement des intrants nutritionnels et du système d'information sanitaire
- ▶ Compilation de la documentation des approches innovantes
- ▶ Renforcement de la capacité de préparation et réponse aux urgences

5. Documents produits en 2021

- ▶ Ministère de la santé - Rapport de l'enquête SMART 2021 - Novembre 2021
- ▶ Abdoulaye Gaye - Etude des chaînes d'approvisionnement et des médicaments essentiels - Rapport du consultant sur l'évaluation de la chaîne d'approvisionnement - Avril 2021



14. Améliorer l'Enseignement dans les pays du G5 Sahel

Instrument de financement	Instrument de coopération pour le développement - Ligne thématique développement humain
Pilier du consensus européen	Humanité
ODD	4
SCAPP Pilier et Chantier	2 - 4
Montant contribution UE en €	2 530 258
Montant total en €	2 530 258
Date début – Date fin	15/09/2020 - 15/09/2024
Objectif global	Renforcer les qualifications, la politique et la gestion des enseignants afin d'améliorer les résultats d'apprentissage des enfants
Mise en œuvre par	UNESCO
Ministères partenaires	Education Nationale - Réforme du système éducatif
Wilayas d'intervention	National (et régional)
Contact	Elhadj Rabani – Responsable national du projet – e.rabani@unesco.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le projet s'inscrit ainsi dans la poursuite de la cible 4.C du cadre d'action Education 2030 qui ambitionne « d'ici à 2030, d'accroître considérablement le nombre d'enseignants qualifiés, notamment au moyen de la coopération internationale, pour la formation d'enseignants dans les pays en développement, surtout dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement ».

L'intervention du projet en Mauritanie se fait suivant deux composantes à savoir : i) l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des enseignants et ii) le renforcement de la formation initiale et continue des enseignants.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Etude sur la cartographie des activités des enseignants qui a fait ressortir la nécessité d'élaborer une politique enseignante.
- ▶ Etude sur la formation initiale et continue conduite par la Chaire UNESCO de développement curriculaire de l'UQAM qui a également permis de mettre en exergue l'enjeu de la qualité du système éducatif qui se pose aujourd'hui avec acuité pour les institutions de formation, notamment l'ENS (Ecole normale supérieure) de Nouakchott et les ENI (Ecole normale d'instituteurs).

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Lancement officiel du projet réalisé
- ▶ Cartographie des interventions d'appui sur la thématique enseignante en Mauritanie réalisée
- ▶ Cartographie de la formation initiale et continue en Mauritanie réalisés

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Elaboration d'un cadre d'orientation curriculaire pour les pays du G5/Sahel
- ▶ Amélioration des normes et standards pour les enseignants de Mauritanie
- ▶ Elaboration d'une politique enseignante assortie d'un plan d'action opérationnel basé sur un modèle de simulation financière
- ▶ Amélioration du dispositif de déploiement du personnel enseignant
- ▶ Renforcement des capacités des formateurs d'enseignants en matière de conception de matériel de formation à distance pour l'enseignement des mathématiques, de la lecture ainsi que l'approche genre et la prévention de l'extrémisme violent à travers l'éducation

5. Documents produits en 2021

- ▶ UNESCO - Rapport d'étude sur la cartographie des actions en cours sur la gouvernance et la gestion des enseignants et la définition des activités de soutien au projet en Mauritanie - Juillet 2021
- ▶ UNESCO - État des lieux des institutions et programmes de formation initiale du personnel enseignant du primaire et du premier cycle du secondaire et des principales initiatives de formation continue dans les pays du G5 Sahel - Septembre 2021



Paix - Sociétés pacifiques et inclusives, démocratie, institutions efficaces et responsables, Etat de droit et droit de l'homme pour tous

15. Projet d'Appui à la Sécurité et au Développement	66
16. SEMAH - Prévention des Conflits et Promotion du Dialogue Interculturel en Mauritanie	68
17. PARJ - Programme d'appui à la réforme de la justice.....	70
18. L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie	75
19. Initiative conjointe UE-OIM pour le renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants en Mauritanie	81
20. Renforcement de la résilience des populations déplacées par l'instabilité au Nord du Mali et soutien à la coexistence pacifique entre communautés	85
21. Projet d'Appui à la Culture, à l'Artisanat et à la Cohésion Sociale dans le pôle d'activités de Boghé	87
22. Promotion des Comités des Droits des Détenus	89
23. Stratégie tripartite pour éradiquer l'esclavage en Mauritanie.....	91
24. Une société civile mauritanienne renforcée pour promouvoir les droits des enfants et des jeunes à travers des activités de cohésion sociale, culturelles et citoyennes	93
25. PAGS - Phase II : Programme d'appui au G5 Sahel pour la sécurité au Sahel.....	95
26. Le Nord en Réseau : Coordination d'OSC de niveau 1 pour le développement local, la cohésion sociale et la participation de la société civile dans les régions du Tiris Zemmour et de l'Adrar	98



15. Projet d'Appui à la Sécurité et au Développement

Instrument de financement	10 ^{ème} Fonds européen de développement
Pilier du consensus européen	Paix
ODD	16
SCAPP Pilier et Chantier	3 - 8
Montant contribution UE en €	13 000 000
Montant total en €	13 000 000
Date début – Date fin	15/12/2014-15/06/2023
Objectif global	Contribuer au développement de la Mauritanie en appuyant les autorités dans leur stratégie de lutte contre le terrorisme et la grande criminalité
Mise en œuvre par	CIVIPOL – THEMIIS - Alterdine
Ministères partenaires	Défense nationale, Intérieur-Décentralisation
Wilayas d'intervention	Nouakchott, Hodh El Chargui, Tagant et Trarza
Contact	<p>Consortium Civipol/Themiiis - Jade CHEMAMA - Responsable de Projets CIVIPOL - chemama.j@civipol.fr</p> <p>Themiiis - Laure Steiner - Responsable du projet - laure.steiner@themiiis-institute.com</p> <p>Consortium Alterdine/Habidem - Alix Deconinck - Legal and Finance - alix.deconinck@alterdyne.co.uk</p>

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

S'inscrivant dans un contexte de mise en œuvre de la Stratégie Sahel de l'Union Européenne, le projet d'appui à la sécurité et au développement en Mauritanie interagit avec les enjeux sous régionaux, et spécifiquement ceux liés à pertinence du nexus entre sécurité et développement, tel qu'il est porté par le G5 Sahel. L'analyse des causes profondes du terrorisme au Sahel a en effet montré que les groupes armés terroristes profitent d'un défaut de gouvernance pour mettre en place des initiatives de remplacement de structures administratives, économiques et religieuses.

L'objectif global du projet est ainsi de contribuer au développement en mettant en place, de façon innovante et souple, une proposition de solutions aux différentes menaces terroristes. Résolument orienté vers la lutte contre le terrorisme, l'originalité de son approche tient en ce qu'il ne se limite pas qu'au renforcement capacitaire des forces armées et de sécurité en tant que réponse coercitive à la menace. Il entreprend aussi, au travers d'activités de développement planifiées et conduites par les forces armées et de sécurité, de renforcer la présence de l'Etat, à lutter contre les tentatives de subversion menées par les groupes armés dans les zones les plus enclavées, spécifiquement dans les Wilayas du Tagant et du Hodh El Chargui, à la frontière malienne.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Réception provisoire des équipements de transmission et de communication du contrat SUNERIS pour les bénéficiaires suivants : la Gendarmerie, la Garde nationale et la Direction Générale de la Sécurité Nationale (DGSN)
- ▶ Organisation des formations pour la DGSN et la Direction Générale de la Sécurité Extérieure et de la Documentation (DGSED)
- ▶ Construction et finalisation des réseaux d'adduction d'eau potable dans le Tagant et le Hodh El Charghi
- ▶ Construction du centre d'instruction méhariste à Achemim au bénéfice de la Garde Nationale
- ▶ Fourniture d'équipements aéronautiques (ULM) équipés à l'Armée de l'Air et organisation de la formation
- ▶ Fourniture d'équipements pédagogiques pour l'Ecole de formation à Rosso de la Garde nationale et pour l'Ecole de formation à Rosso des Forces armées
- ▶ Exécution et fin des travaux au niveau de l'école de formation de la Garde nationale à Rosso

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Démarche adoptée « nexus sécurité et développement » opérationnalisée. A la différence des actions de développement conventionnelles, il est maintenant établi, pour les Maîtres d'œuvre (Armée, Gendarmerie, Garde), que les activités de développement constituent des objectifs intermédiaires visant un résultat sécuritaire, ou plus précisément de lutte contre le terrorisme
- ▶ Un hôpital mobile de campagne (HMC) et une ambulance fournis au bénéfice des forces armées et de la population
- ▶ Une Ecole de formation de la Gendarmerie à Rosso fonctionnelle et ayant reçu ses premiers étudiants
- ▶ Des ouvrages appartenant à l'Ecole de formation des services de santé de l'EMGA à Nouakchott réalisés permettant de former plus aisément un grand nombre d'étudiants
- ▶ Des forages réussis et réceptionnés dans le Tagant et le Dhar Oualata et dans la zone sédimentaire en ZRS – Zone à régime spécial (régions du Tagant et d'Hodh El Chargui)
- ▶ 250 dromadaires équipés livrés à la Garde nationale et plus particulièrement au bénéfice du Groupement nomade, lui permettant de reconstituer ses moyens de transport à travers la ZRS
- ▶ Des études diverses réalisées notamment sur la problématique de l'éducation et développement dans les régions des Dhar située en ZRS
- ▶ Formations dispensées pour la DGSN et la DGSED
- ▶ Réseaux d'adduction d'eau potable dans le Tagant et le Hodh El Charghi réceptionnés partiellement et provisoirement
- ▶ Centre d'instruction méhariste à Achemim au bénéfice de la Garde Nationale construit
- ▶ Fourniture d'équipements aéronautiques (ULM) équipés à l'Armée de l'Air et organisation de la formation
- ▶ Fourniture de compléments d'équipements pour les différentes forces de sécurité (Gendarmerie : équipements pédagogiques pour l'Ecole de formation à Rosso, Garde nationale : équipements pédagogiques pour l'Ecole de formation à Rosso, Forces armées)

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Finalisation et réception provisoire des travaux au niveau de l'école de formation de la Garde nationale à Rosso
- ▶ Finalisation et réception provisoire des travaux du centre inter-forces à Ouad Naga comprenant un centre de tirs adapté (CTA)
- ▶ Réception provisoire des équipements de transmission et de communication du contrat SUNERIS pour les pour la Gendarmerie, la Garde nationale et la DGSN
- ▶ Réception provisoire totale des réseaux d'adduction d'eau potable dans le Tagant et le Hodh El Charghi

5. Documents produits en 2021

- ▶ Vidéo - Documentaire sur les Méharistes : les gardiens du désert face à la menace djihadiste (<https://amp-dw-com.cdn.ampproject.org/c/s/amp.dw.com/fr/m%C3%A9haristes-les-gardiens-du-d%C3%A9sert-face-%C3%A0-la-menace-djihadiste/av-60223514>)



16. SEMAH

Prévention des conflits et promotion du dialogue interculturel en Mauritanie

Instrument de financement	11 ^{ème} FED
Pilier du consensus européen	Paix
ODD	16
SCAPP Pilier et Chantier	3 - 8
Montant contribution UE en €	4 400 000
Montant total en €	4 400 000
Date début – Date fin	29/10/2019 - 29/10/2024
Objectif global	Contribuer à prévenir l'extrémisme violent, désamorcer les conflits communautaires et promouvoir l'interculturalité en Mauritanie, conformément aux stratégies de l'Etat mauritanien en la matière notamment du Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports et des Relations avec le Parlement
Mise en œuvre par	Unité de gestion du Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports
Ministères partenaires	Culture-Jeunesse-Sports, Affaires Islamiques et Enseignement Originel
Wilayas d'intervention	les 15 wilayas du pays
Contact	Mohamed Salem Boukhreiss Coordinateur régisseur - boukhreiss67@gmail.com

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

La déclaration de Nouakchott des ministres en charge de la jeunesse du G5 SAHEL résume le contexte sous-régional en ce qui concerne le secteur de la jeunesse dans l'espace sahélier, qui est caractérisé notamment par : (i) le poids démographique de la jeunesse au sein des États du G5 SAHEL et (ii) les défis auxquels la jeunesse est confrontée, à savoir l'insécurité, le chômage et l'abandon, l'exode et la migration.

Dans ce contexte, la population de la Mauritanie se caractérise par sa jeunesse, car plus de 30% de ses habitants ont moins de 10 ans, les moins de 15 ans représentent 44,2%, la tranche 15-59 ans représente 50,2% et l'âge moyen se situe à 22 ans pour l'ensemble du pays. L'indice de fécondité atteint 4,6 enfants par femme et plus de 35% des filles se marient avant l'âge de 18 ans (Source ANSADE).

En dépit de ses potentialités économiques relativement importantes et au regard de sa population, la Mauritanie est un pays pauvre qui subit les effets conjugués d'un environnement particulièrement conflictuel. Les formes et les sources de conflits s'y élargissent rapidement et s'articulent principalement sur les écarts entre les groupes sociaux, les ethnies et les régions. Les espaces de dialogue et d'expression des identités se réduisent, pour des raisons multiples. Le pays connaît un affaiblissement des structures sociales traditionnelles devenues incapables de s'adapter à la modernité et obéissent aux injonctions d'un État aux ressources limitées qui répond difficilement aux exigences d'une réelle gestion acceptable de sa propre diversité culturelle.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Organisation de l'atelier de lancement du projet
- ▶ Audit organisationnel des Directions Régionales de la Culture, de la Jeunesse et des sports (DRCJS)
- ▶ Renforcement de capacités des DRJS
- ▶ Atelier de renforcement de capacités des communes
- ▶ Actualisation et vulgarisation auprès des jeunes de l'outil du Système d'Alerte Précoce (SAP)
- ▶ Sélection des animateurs points focaux (APF) et renforcement de leurs capacités sur l'outil SAP
- ▶ Organisation de caravanes de citoyenneté et de la participation des jeunes
- ▶ Renforcement des capacités des jeunes leaders et des acteurs de la société civile locale en rédaction et gestion de cycle de projets
- ▶ Financement d'organisations nationales à travers des attributions directes et d'organisations de base à travers des subventions de faible montant
- ▶ Appui aux festivals de brassage culturel inter jeune
- ▶ Production de supports de communication et de visibilité globale du projet (4 produits audiovisuels et informatiques diffusés dans les médias sociaux)

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Un atelier de lancement du projet réalisé
- ▶ Un audit organisationnel des DRCJS réalisé
- ▶ Les 15 DRCJS dotées en consommables, bureau et informatique, et formés sur la conception et la mise en œuvre des plans d'action annuels
- ▶ Les Conseils de Concertation des Jeunes (CCJ) affiliés à 6 communes pilotes formés et soutenus
- ▶ L'outil du Système d'Alerte Précoce (SAP) vulgarisé chez les jeunes qui l'utilisent individuellement à partir de leurs smartphones
- ▶ 30 animateurs points focaux (15 filles et 15 garçons) recrutés et actifs dans leurs zones
- ▶ Les APF formés sur leur mission et intègrent l'outil SAP dans leur reporting
- ▶ Une caravane de citoyenneté et de la participation des jeunes organisée dans 3 wilayas et plus de 5000 jeunes mieux sensibilisés sur la citoyenneté et leur rôle dans la société
- ▶ Plus de 150 jeunes leaders d'association et OSC formés et capables de monter des projets et de rédiger des requêtes de subventions modèle UE
- ▶ 160 associations ou consortia éligibles aux subventions (AMI) ou aux attributions directes pour la réalisation d'activités de jeunesse et de prévention de conflits et de dialogue interculturel
- ▶ 20 jeunes leaders d'association formés et inscrits sur la plateforme numérique de déclaration des organisations de la société civile et eux-mêmes actifs dans l'inscription des autres associations informelles de leur zone.
- ▶ 3 festivals de brassage culturel inter jeune appuyés pour mettre en avant et véhiculer des messages de cohésion, d'unité, de volontariat et pour exécuter des actions citoyennes pérennes portées par les groupes vulnérables comme les jeunes à risque et les femmes rurales pauvres
- ▶ Toutes les activités médiatisées, diffusées dans les médias audiovisuels nationaux et locaux
- ▶ Des supports de communication et de visibilité produits et faisant l'objet d'interactions entre les jeunes sur les réseaux sociaux

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Réception et remise des équipements des espaces de jeunesse aux 15 DRCJS
- ▶ Construction de l'Espace jeunes de la ville d'Aioun El-Atrouss
- ▶ Construction de l'assiette multifonctionnelle de Kiffa
- ▶ Lancement et finalisation de l'Appel à Manifestation d'Intérêt 2 (AMI2) dans 6 wilayas
- ▶ Lancement et finalisation du processus de sélection des bénéficiaires des attributions directes dans 09 wilayas
- ▶ Organisation d'un Forum de Jeunes contre l'extrémisme violent
- ▶ Mise en valeur et vulgarisation du Guide de Pratiques des Valeurs de Tolérance dans la Culture Islamique produit par le Réseau Mauritanien pour la Paix
- ▶ Organisation d'une table ronde des blogueurs mauritaniens afin d'orienter leurs publications vers les thématiques du projet
- ▶ Structuration, accompagnement et appui au plan d'action du réseau des jeunes journalistes

5. Documents produits en 2021

- ▶ Bureau BECP - Etude d'audit organisationnel des DRCJS - Août 2021



17. PARJ Programme d'appui à la réforme de la justice

Instrument de financement	11 ^{ème} FED
Pilier du consensus européen	Paix
ODD	16
SCAPP Pilier et Chantier	3 - 8
Montant contribution UE en €	12 600 000
Montant total en €	12 600 000
Date début – Date fin	30/06/2018 - 30/06/2025
Objectif global	Amélioration de l'état de droit via la promotion de la bonne gouvernance et la protection des droits humains en Mauritanie
Mise en œuvre par	UNICEF, Expertise France, Bureau d'études AT AESA, UNOPS
Ministères partenaires	Justice, Action Sociale-Enfance-Famille, Habitat-Urbanisme-Aménagement du Territoire
Wilayas d'intervention	Nouakchott - Trarza - Dakhlet - Nouadhibou - Assaba - Brakhna
Contact	Alimata Deme - Spécialiste Protection UNICEF - ademe@unicef.org Virginie Pagnon - Coordinatrice Projet Expertise France - virginie.pagnon@expertisefrance.fr François Boko - Chef de Mission AT / Régisseur - f.boko@at-aesa-parj.org Dhouha Ali Hamroun - Cheffe de projet UNOPS - dhouhaa@unops.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

L'architecture judiciaire de la Mauritanie tire sa source de l'ordonnance n° 012/2007 du 8 février 2017 qui a consacré la mise en place d'un système judiciaire organisé autour de 15 tribunaux de Wilayas, répartis sur 4 Cours d'Appel. Au sommet de cette architecture judiciaire se trouve la Cours Suprême. Composée de 4 Chambres, elle est gardienne du droit qu'elle contribue à consolider grâce à la jurisprudence qu'elle émet.

Dans le cadre de la modernisation du système judiciaire, la RIM s'est dotée d'une vision stratégique manifestée par : (i) l'adoption en 2016 de la SCAPP en son axe spécifique 3, (ii) la politique sectorielle justice (PSJ) adoptée en conseil des ministres en octobre 2019 et (iii) les 6 engagements présidentiels accompagnés très récemment de la déclaration de politique générale du gouvernement.

Cette vision stratégique envisage des réformes ambitieuses et structurantes pour lesquelles la convention de financement du programme d'appui à la réforme de la justice (PARJ) 11ème FED, accompagne les autorités mauritaniennes. Aussi, la convention de financement, tenant compte du contexte sectoriel, a prévu 6 volets destinés à mieux prendre en compte les besoins qu'inscrivent les autorités mauritaniennes dans la dynamique de modernisation de la justice.

Politique sectorielle du Ministère de la Justice

La faiblesse des directions en charge du pilotage de la PSJ contribue souvent à réduire la réforme de la justice à la simple et pourtant nécessaire expression et satisfaction des besoins en infrastructures judiciaires et pénitentiaires. Compte tenu de ce constat, le PARJ a inscrit son action dans le renforcement structurel, technique et logistique des directions impliquées dans la mise en œuvre de la PSJ. L'objectif poursuivi est : (i) favoriser une cohérence d'action entre la Cour Suprême gardienne du droit et l'IGAJP (Inspection Générale de l'Administration Judiciaire et Pénitentiaire) en charge du contrôle et de l'accompagnement pédagogique des juridictions (ii) améliorer la performance des juridictions et (iii) raffermir et consolider le processus de l'indépendance de la justice.

Justice pour mineurs en Mauritanie

La justice pour mineurs a connu plusieurs avancées allant dans le sens des recommandations du Comité des Droits de l'Enfant (CDE) notamment celles relatives à l'accès à la justice avec la création des cours criminelles pour mineurs dans toutes les régions, l'adoption par le Ministère de la Justice (MJ) d'un arrêté portant sur la création de comités régionaux de justice pour mineurs qui assureront la décentralisation du suivi de la gestion des cas des mineurs en contact avec la loi, l'ouverture d'une brigade des mineurs à Nouadhibou et le transfert de la gestion du centre fermé pour mineurs de Nouakchott (CFMN) de la Direction des Affaires Pénales et de l'Administration Pénitentiaire (DAPAP) à la Direction générale des Centres d'Accueil et de Réinsertion Sociale des Enfants en Conflit avec la loi (CARSEC).

Ecole Nationale d'Administration du Journalisme et de la Magistrature (ENAJM)

L'ENAJM continue le processus de professionnalisation de la formation initiale des magistrats et des personnels de greffe en vue d'une refonte des curricula tant sur le contenu pédagogique que le stage suite à la compilation des préconisations faites par les experts mobilisés par Expertise France depuis 2020 et d'un renforcement de ces compétences en matière d'ingénierie de formation.

Renforcement de la politique de formation continue

Fort de rassembler maintenant 256 magistrats et 299 personnels de greffe, la DRH du ministère a entrepris de construire une véritable politique de formation continue efficace au regard des besoins en formation propres à ces professions et aux affectations.

Direction des affaires pénales et de l'administration pénitentiaire (DAPAP) et amélioration des conditions de détention

La DAPAP a proposé de revoir ses missions et son fonctionnement afin de renforcer son rôle. La Mauritanie compte actuellement une population carcérale de 2772 détenus répartis sur 18 établissements pénitentiaires (fermeture de Birmougrein à terme et ouverture de Nbeika) dont plus de 1100 détenus sur Dar Naim. Les établissements pénitentiaires souffrent de surpopulation asymétrique suite, entre autres, à l'absence d'une politique d'orientation et d'affectation des détenus, d'établissements plus ou moins appropriés et d'une mauvaise implantation géographique de certains établissements. On constate toujours l'absence d'un corps pénitentiaire spécialisé. La DAPAP a proposé un projet de loi cadre pénitentiaire afin de répondre au mieux aux standards internationaux en matière de droits de l'homme et d'humanisation des conditions de détention;

Rationalisation de la chaîne pénale de la RIM avec comme juridictions pilotes celles des 3 Wilayas de Nouakchott

De grands dysfonctionnements de la chaîne pénale caractérisés par (i) l'incapacité structurelle du Parquet à jouer son rôle de filtre à l'entrée du circuit judiciaire, (ii) l'usage abusif et systématique du mandat de dépôt, (iii) la faible utilisation de la conciliation pénale et de la garantie de représentation durant les phases de poursuite et d'instruction, participent à l'engorgement de la chaîne pénale, à sa saturation et à la surpopulation carcérale.

Restructuration des professions judiciaires, développement de l'Assistance judiciaire (AJ) au pénal et subventions aux OSC pour faciliter l'accès à la justice

Les contraintes budgétaires et financières auxquelles fait face le secteur de la justice en RIM ne favorisent pas un égal accès au service public de la justice. Aussi et pour améliorer l'accessibilité à la justice, le PARJ entend accompagner la restructuration des professions judiciaires, le renforcement et l'amélioration de l'assistance judiciaire, en particulier au pénal, ainsi que les initiatives portées par les OSC en matière d'humanisation des conditions de détention et d'accès à la justice. Une attention particulière sera accordée dans cette restructuration à la promotion du genre dans lesdites professions.

Renforcement des infrastructures judiciaires et pénitentiaires

Le renforcement de la fonctionnalité, qualité, adaptabilité, durabilité, accessibilité et protection aux pandémies des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ciblées fait partie des résultats attendus pour atteindre l'objectif général du PARJ.

2. Activités principales menées en 2021

Justice pour mineurs en Mauritanie

- ▶ Recrutement d'un consultant en appui à la Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfant qui a conduit à l'évaluation technique des capacités et à proposer un programme de formation du personnel
- ▶ Organisation d'un atelier de réflexion de 3 jours sur les mesures alternatives à la détention des mineurs réunissant les acteurs de la chaîne pénale des mineurs et les organisations de la société civile travaillant avec les enfants en contact avec la loi
- ▶ Organisations de 5 ateliers de formation sur le cadre juridique international et national relatif au traitement des mineurs en contact avec la loi
- ▶ Appui au centre fermé pour mineurs de Nouakchott et au CARSEC pour l'accompagnement des enfants placés et détenus (Assistance judiciaire, accompagnement psychosocial, formation aux métiers et réinsertion sociale)

Formation continue au niveau du Ministère de la justice et l'ENAJM

–Administration pénitentiaire

- ▶ Professionnalisation de la formation initiale des magistrats et personnels de greffe dispensée à l'ENAJM : appui à l'expérimentation et l'évaluation du programme de formation initiale pour les personnels de greffe et les magistrats ; appui à l'organisation des stages dans le cadre de la formation initiale des personnels de greffe ; élaboration d'outils et matrices : guides du formateur, du maître de stage, du stagiaire, fiche d'évaluation
- ▶ Appui à la conception d'une politique de formation continue à la DRH : recueil des besoins en formation continue, élaboration et adoption de plans/catalogues de formation continue pour les magistrats et les personnels de greffe ; d'un référentiel métier et de tableaux de bord GRH ; élaboration et animation d'un module de formation « management des juridictions mauritaniennes » ; démarrage d'une formation en français à Nouakchott et Nouadhibou

- ▶ Appui à la restructuration de la DAPAP et à l'amélioration des conditions de détention : réflexion sur un nouvel organigramme et nouveau fonctionnement de la Direction; expertise sur le projet de loi cadre pénitentiaire ; participation à l'élaboration d'un plan type d'une unité de détention et à un schéma directeur des implantations des établissements pénitentiaires ; réalisation d'une étude de faisabilité de la rénovation des prisons de Dar Naim et la Centrale ; contribution à l'élaboration d'une politique d'orientation et d'affectation des détenus et d'une politique de préparation à la sortie

Rationalisation de la chaîne pénale et soutien à la mise en œuvre de la politique sectorielle

- ▶ Audit approfondi du fonctionnement de la chaîne pénale permettant d'identifier les activités susceptibles d'améliorer le fonctionnement de la chaîne pénale au niveau de chaque maillon à savoir (i) la police judiciaire, (ii) le parquet, (iii) les cabinets d'instruction, (iv) les sièges correctionnels et criminels, sans oublier (v) le traitement des recours en matière correctionnelle et criminelle dont le renforcement (parquet général, chambre d'accusation et chambres correctionnelle et criminelle). L'objectif poursuivi est de contribuer à assurer la fluidité de la chaîne pénale, d'améliorer ses performances et de réduire les risques d'atteinte à son intégrité
- ▶ Planification des activités de soutien au processus de mise en place du dispositif du traitement en temps réel des infractions
- ▶ Planification des activités relatives à la redynamisation des services de l'inspection judiciaire
- ▶ Planification des activités de soutien au processus de dématérialisation des procédures de la Cour Suprême
- ▶ Planification des activités relatives à la consolidation du cadre légal d'exercice de la justice

Restructuration des professions judiciaires, développement de l'assistance judiciaire au pénal et l'accès à la justice

- ▶ Réalisation d'un diagnostic sommaire des trois professions judiciaires notamment la profession d'avocat, de notaires et d'huissiers avec formulation de l'action nécessaire à leur restructuration

R é h a b i l i t a t i o n / c o n s t r u c t i o n d'infrastructures judiciaires

- ▶ Recrutement des groupements d'études
- ▶ Démarrage des Avants projets sommaires (APS) sur les 12 infrastructures ciblées (Construction de 2 tribunaux de Wilaya à Nouakchott Nord et Nouakchott Sud, 2 tribunaux de Moughataa à Boutillimit et Nouakchott Elmina, 1 cour d'appel à Aleg et Rénovation de 7 tribunaux de Moughataa à Nouakchott)

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Justice pour mineurs en Mauritanie

- ▶ Pour le renforcement des capacités institutionnelles de la Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfant (DPJE), évaluations de compétences du personnel et des assistants sociaux réalisées ; et, programme et support de formations élaborés
- ▶ Atelier de réflexion des acteurs de la justice pour mineurs organisé sur les mesures alternatives à la détention des enfants en conflit avec la loi et élaboration d'un plan de mise en œuvre des mesures alternatives
- ▶ Acteurs de la justice pour mineurs formés sur le cadre juridique international et national relatif aux droits des enfants en conflit avec la loi et les enfants détenus
- ▶ Programme d'éducation et d'accompagnement à la réinsertion sociale des enfants placés au CARSEC et ceux détenus au centre ferme pour mineurs de Nouakchott mise en œuvre
- ▶ Réunions des tables régionales de protection de Rosso et de Nouadhibou organisées

Formation continue au niveau du Ministère de la justice et l'ENAJM — Administration pénitentiaire

- ▶ Appui à la restructuration de la DAPAP et à l'amélioration des conditions de détention, réflexion sur un nouvel organigramme amorcée
- ▶ Formation initiale : curricula des personnels de greffe et des magistrats évalués, stages organisés, outils et guides pédagogiques et méthodologiques adoptés

4. Perspectives pour l'année 2022

Justice pour mineurs en Mauritanie

- ▶ Appui au processus de décentralisation de l'action de la DPJE dans les régions ciblées (Trarza, Nouadhibou)
- ▶ Renforcement de la coordination et le partenariat entre les acteurs de la justice pour mineur
- ▶ Elaboration et mise en œuvre des plans de communication/sensibilisation sur les droits des enfants et sur la justice pour mineurs

- ▶ Formation continue : plans de formation continue pour les magistrats et les personnels de greffe ; réalisation d'un référentiel métier adoptés, module type de formation « management des juridictions » intégré, compétences en langue française améliorée ;
- ▶ Volet pénitentiaire : plan type d'une unité de détention d'une capacité de 200 détenus modulable en fonction de la capacité totale souhaitée adopté, étude technique de faisabilité de la rénovation des prisons de Dar Naim et la Centrale réalisée, grille d'analyse du plan présenté pour l'établissement 1200 places au Sud de Nouakchott proposée, recommandations en vue d'une stratégie d'orientation, affectation et insertion des détenus formulées

Politique sectorielle, chaine pénale, professions judiciaires et accès à la justice

- ▶ Programme de travail, planification et agenda des activités à mettre en œuvre élaboré pour 2022 et 2023 dans le cadre de la composante 2 du PARJ ; appui à la politique sectorielle, à la chaine pénale, à la restructuration des professions judiciaires, au développement de l'AJ au pénal et à l'accès à la justice via des subventions aux OSC

UNOPS

- ▶ Pour la construction ou la réhabilitation des 12 infrastructures ciblées, les bureaux d'études ont été recrutés et les études démarrées

- ▶ Formation appropriée des policiers des brigades spéciales pour mineurs et autres forces de l'ordre
- ▶ Renforcement de l'action des assistants sociaux et de la collaboration avec les autres acteurs de la justice pour mineurs
- ▶ Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un cadre de déjudiciarisation (diversion) des enfants en conflit avec la loi
- ▶ Renforcement du recours aux alternatives à la détention et aux options de justice réparatrice pour les enfants en conflit avec la loi

- ▶ Renforcement de la capacité du MASEF pour coordonner les systèmes de protection de l'enfance mis en place dans les régions cibles

Formation continue au niveau du Ministère de la justice et l'ENAJM — Administration pénitentiaire

- ▶ Refonte du guide des stages et des curricula dans le cadre de la formation initiale des magistrats et personnels de greffe
- ▶ Renforcement des compétences du département magistrature de l'ENAJM en matière d'ingénierie de formation et pédagogique
- ▶ Formation linguistique en français
- ▶ Deux sessions de formation informatique pour les magistrats et personnels de greffe
- ▶ Opérationnalisation de la base de données GRH et formation-action de la DRH
- ▶ Formation pénitentiaire
- ▶ Visite d'études en France sur le volet pénitentiaire

Soutien à la mise en œuvre de la politique sectorielle, au développement de la chaîne pénale et des professions judiciaires

- ▶ Elaboration du cahier des charges du marché de service relatif à la révision du code pénal, du code de procédure pénale et du code d'organisation judiciaire et des professions judiciaires

- ▶ Diagnostic du processus de dématérialisation des procédures judiciaires de la Cour Suprême
- ▶ Elaboration des modules et plans de formation continue au profit (i) des acteurs de la chaîne pénales (i) des avocats, (iii) des notaires, (iv) des huissiers et organisation des ateliers de renforcement des capacités
- ▶ Audit du système d'information de l'IGAJP, élaboration d'un plan de formation continue sur la méthodologie d'inspection et organisation de 3 ateliers de formation au profit des inspecteurs et des inspectés
- ▶ Formulation d'une stratégie d'assistance judiciaire au pénal au profit des prévenus indigents
- ▶ Organisation des campagnes de promotion de l'accès à la justice dans les 4 Cours d'appel
- ▶ Equipement informatique et bureautique et automobiles pour renforcer les capacités de la Cour suprême, de l'IGAJP et de la chaîne pénale de la CA (Cour d'Appel) de Nouakchott

R é h a b i l i t a t i o n / c o n s t r u c t i o n d'infrastructures judiciaires

- ▶ Achèvement et approbation des études
- ▶ Lancement des appels d'offres pour l'exécution des travaux

5. Documents produits en 2021

UNICEF

- ▶ UNICEF - Module de formation pour les travailleurs sociaux
- ▶ UNICEF - Grille de contrôle des centres accueillant des enfants en conflit avec la loi
- ▶ UNICEF - Cadre de mise en œuvre des mesures alternatives à la détention des mineurs
- ▶ UNICEF - Guide de traitement du mineur en conflit avec la loi
- ▶ UNICEF - Guide sur la détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant et sur la détermination de l'âge de l'enfant

EXPERTISE FRANCE

Formation initiale

- ▶ Anne-Marie Morice et Xavier Martinen - Rapport évaluation des curricula des magistrats - Janvier 2021
- ▶ Pascal Cernik - Rapport organisation des stages et prototypes des fiches d'évaluation interne et externe et du plan de stage - Mars 2021
- ▶ Pascal Cernik et Chafika Gardam - Rapport matrices des guides du formateur, du maître de stage, du stagiaire - Juillet 2021

Formation continue

- ▶ Claude Engelhard et Abderrahmane Dia - Rapport identification des priorités en formation continue pour les magistrats et élaboration d'un plan de formation continue - Avril 2021
- ▶ Gilles Richard et Abderrahmane Dia - Identification des priorités en formation continue pour les personnels de greffe et élaboration d'un plan de formation continue - Juin 2021
- ▶ Claude Engelhard et Lemrabet Abdellahi - Rapport et supports de formation management des juridictions - Juin 2021
- ▶ Claude Engelhard et Abou Mody Diallo - Rapport doter la DRH d'un référentiel métier, de fiches métiers et tableaux de bord GRH - Octobre 2021
- ▶ Claude Engelhard, Gilles Richard et Abderrahmane Dia - Rapport finalisation et adoption des plans de formation continue - Novembre 2021

Volet pénitentiaire

- ▶ Philippe Pottier et Véronique Sousset - Rapport appui à l'élaboration et mise en œuvre d'un nouveau cadre institutionnel de la DAPAP - Mai 2021
- ▶ Bruno Clément-Petremann - Rapport réflexion sur la mise en œuvre d'un dispositif d'affectation des détenus - Juin 2021
- ▶ Patrick Mounaud - Rapport appui à l'élaboration d'un cahier des charges de construction d'un Établissement pénitentiaire et à la définition d'une cartographie pénitentiaire - Juillet 2021
- ▶ Patrick Mounaud et Marie Gourlet- Etude technique de faisabilité de la rénovation des établissements pénitentiaires de Dar Naim et la Centrale - Décembre 2021
- ▶ Bruno Clément-Petremann et Philippe Pottier - Rapport appui à l'élaboration d'une stratégie en matière d'orientation et d'affectation des détenus ainsi que de préparation à la sortie - Décembre 2021

AESA

- ▶ Rapport MASELOG sur l'organisation du concours international de plaidoirie organisé par le Barreau de la RIM en collaboration avec l'Institut international pour la paix et les droits de l'homme de Caen avec l'appui du PARJ - Décembre 2021



18. L'UE pour le nexus sécurité – résilience – développement en Mauritanie

Instrument de financement	Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique
Pilier du consensus européen	Paix
ODD	16
SCAPP Pilier et Chantier	3 - 13
Montant contribution UE en €	25.000.000
Montant total en €	25.000.000
Date début – Date fin	29/03/2019 – 29/03/2023
Objectif global	Promouvoir une croissance inclusive, renforcer la gestion des finances publiques et améliorer la gouvernance sécuritaire, sur terre et sur mer, dans une logique de redevabilité
Mise en œuvre par	Ministère des Finances, Ministère des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs, Expertise France, FIIAPP (Fundación Internacional e Iberoamericana es una institución dedicada a la cooperación internacional en materia de administración y políticas públicas), OIM (Organisation internationale pour les migrations)
Ministères partenaires	Affaires économiques-Promotion des secteurs productifs, Finances, Intérieur-Décentralisation, Défense nationale, Pêches-Economie maritime, Santé, Justice, Affaires sociales-Enfance- Famille, Fonction publique-Travail-Modernisation de l'Etat, Affaires Etrangères-Coopération-Mauritaniens de l'Extérieur
Wilayas d'intervention	National
Contact	Kenza Bennani – Cheffe de projet Expertise France - kenza.bennani@expertisefrance.fr Mercedes Mosquera – Coordinatrice de projet FIIAPP - mercedes.mosquera@fiiapp.es Laura Sisniega Crespo – Chargée de protection OIM - lsisniega@iom.int

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Suite à la résurgence début 2018 des flux d'immigration irrégulière via la Mauritanie vers l'Europe, en particulier par voie maritime, les autorités mauritaniennes ont formulé une demande d'appui à l'UE pour y faire face tant pour la gestion et prévention de ces migrations par les forces de sécurité, par voie terrestre ou maritime, que pour la prise en charge des migrants recueillis.

Pour cela, la mise en œuvre de cette action est réalisée à travers un appui budgétaire de type général favorisant un dialogue permanent avec les autorités du pays sur la réforme des finances publiques et sur les politiques sécuritaires. Des appuis techniques complémentaires sont apportés par 3 organisations : (i) Expertise France pour la phase 2 du projet d'appui à la gestion des finances publiques (6 composantes : appui à la coordination, au pilotage et à la conduite des réformes du Ministère des Finances, appui à la réforme budgétaire, appui à la réforme comptable, appui à la comptabilité patrimoniale de l'Etat en vue de la mise en œuvre de la LOLF, renforcement du système de contrôle et soutien au système de mobilisation des ressources intérieures ; (ii) FIIAPP pour la mise en œuvre du volet d'appui dans le domaine de la stratégie de sécurité, en particulier la sécurité maritime, qui a pour but d'améliorer la gouvernance et prévention des conflits et réduire les déplacements forcés et la migration irrégulière; et (iii) OIM pour la protection des migrants en situation de vulnérabilité à travers les acteurs de la société civile et des droits humains et pour l'amélioration de la gouvernance de la migration basée sur les données et le respect des droits des migrants.

Pour permettre à l'Etat de mener des actions pour la lutte contre les effets socio-économiques de la pandémie de la COVID-19, en 2020 un avenant à la décision de cette action a été effectué pour permettre de verser le 2ème paiement de l'appui budgétaire en une seule tranche fixe.

2. Activités principales menées en 2021

Appui à la gestion des finances publiques (Expertise France)

- ▶ Co-organisation avec l'Inspection Générale des Finances, de la visite d'études de la délégation du Ministère des Finances du Niger portant sur la mise en œuvre des démarches d'audit et de contrôle interne au sein du Ministère des Finances
- ▶ Appui à la mise en place des budgets programmes, du cadre de performance et contribution à l'amélioration des prévisions budgétaires
- ▶ Appui au cadrage macro-budgétaire à travers l'élaboration du TOFE (Tableau des opérations financières de l'Etat) et CBMT (Cadre budgétaire à moyen terme), ainsi que l'appui à la rédaction du DPBMT (Document de programmation budgétaire à moyen terme) pour 2021 et 2022
- ▶ Appui à la préparation des CDMT (Cadre de dépenses à moyen terme) ministériels à travers la formation des Contrôleurs Financiers ministériels et la réalisation d'une maquette automatisée pour la préparation des CDMTs dans chaque ministère
- ▶ Elaboration de guides pratiques portant sur les programmes et cadres de performance, la déclinaison opérationnelle des programmes et l'élaboration des CDMT, ainsi que la démarche de rédaction du DPBMT
- ▶ Mise à disposition d'outils (maquette de programmation, maquette DRICE (Document de répartition initiale des crédits et des emplois), maquette d'enregistrement Crédit d'Engagement et Crédit de Paiement (CE-CP) et des projets de texte ou de notes conceptuelles
- ▶ Organisations de formations des cadres de la DGB (Direction générale du budget) sur la nomenclature des pièces justificatives, la gestion des CE-CP, les équivalents temps plein le glissement vieillesse temps (GVT) ;
- ▶ Réalisation d'un diagnostic de la Fonction Publique et établissement d'une feuille de route
- ▶ Lancement de la revue du référentiel des métiers de la Fonction Publique et de l'analyse fonctionnelle du SI (Système d'information) de la Fonction Publique
- ▶ Contribution à la définition de nombreux schémas comptables et création d'un module de formation en comptabilité générale et organisation de 190 heures de formation de formateurs en comptabilité générale ;
- ▶ Appui à l'implémentation du nouveau SI ARKAM en concevant l'ensemble des référentiels comptables nécessaires
- ▶ Présentation de la démarche de valorisation des comptes et appui à la définition des indicateurs de qualité comptable de la DGTCP (Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique)
- ▶ Appui à la réalisation de l'inventaire des biens du Ministère des Finances
- ▶ Formations des cadres de la DGDPE (Direction Générale des Domaines et du Patrimoine de l'Etat) à la réalisation de l'inventaire total des biens de l'Etat en prévision de l'inventaire total
- ▶ Appui à l'élaboration de la cartographie des risques de gestion de l'IGF (Inspection générale des finances) et à l'élaboration du guide d'évaluation des systèmes de contrôle interne, appui également au plan de renforcement des capacités 2021-2024 de la Cour des Comptes
- ▶ Elaboration du guide de la mission d'avis et réalisation de la formation des auditeurs
- ▶ Appui à la transformation digitale de la DGI (Direction Générale des Impôts) et à l'interfaçage

des systèmes d'information de la DGI et de la DGD (Direction Générale des Douanes)

- ▶ Elaboration du plan d'actions 2021/2025 de la DGI et contribution à la commission du rescrit fiscal
- ▶ Appui à la promotion du civisme fiscal en soutenant la campagne de communication de la DGI
- ▶ Formation des cadres de province de la DGI aux nouvelles règles fiscales
- ▶ Formation (méthodologique et informatique) pour la production de la cartographie des risques par l'UGR (unité de gestion des risques)
- ▶ Formation des cadres à l'évaluation TADAT (Tax administration diagnostic assessment tool)

Appui à la surveillance et à la sécurité maritime (FIIAPP)

Renforcement des capacités institutionnelles transversales pour le pilotage efficace de la sécurité et du lien sécurité – migration

- ▶ Création d'un bureau de coordination pour la systématisation des données relatives à la surveillance des frontières et à la gestion des flux migratoires

Renforcement des capacités opérationnelles dans le domaine de la sécurité maritime et la coordination entre les institutions impliquées

- ▶ Identification des besoins des activités de formation technique générale et de la provision des équipements en matière de surveillance, intervention et sécurité nautique, dans le domaine maritime et fluviale
- ▶ Création du Centre de Coordination des Alertes maritimes de Nouadhibou, avec la participation des institutions ayant des moyens de navigation (Garde Côte Mauritanienne (GCM), Gendarmerie Nationale (GN) et la Marine)
- ▶ Réalisation des formations en natation

Appui à la gestion de la migration et le traitement des migrants dans le respect des droits de l'homme et des conventions internationales applicables (OIM)

Assistance directe et la protection des migrants vulnérables en Mauritanie à travers la société civile et en coopération avec les acteurs institutionnels pertinents

- ▶ Appui technique octroyé à 10 organisations de la société civile (OSC) actives dans le domaine de la protection et l'assistance directe aux migrants à Nouakchott, Nouadhibou et Sélibaby. Participation des OSC à un programme de formation incluant des sessions présentiels et un mois de coaching et leur équipement adapté à leur besoins et activités ;
- ▶ Parmi ces 10 OSC, octroi à six d'entre elles d'une subvention durant trois mois pour la mise en œuvre pratique des connaissances acquises lors de la formation

- ▶ En partenariat avec la Croix-Rouge française (CRF), ouverture de deux centres d'écoute et d'accompagnement psychosocial au sein de deux OSC nationales à Nouakchott (Association Femmes Cheffes de Famille) et Nouadhibou (Organisation de Migrants de Nouadhibou)

- ▶ Mise en place et maintien du mécanisme de triage médical et assistance pour les migrants débarqués à Nouadhibou (activé depuis septembre 2020), en collaboration avec la Croix-Rouge Française (CRF) et le Croissant Rouge Mauritanien (CRM) et en soutien au MIDEDEC (Ministère de l'intérieur et de la décentralisation) et à la Direction Régionale de la Santé de Nouadhibou. A part, les premiers secours médicaux, l'assistance inclut des kits alimentaires d'urgence, le rétablissement des liens familiaux et l'assistance psychologique d'urgence

- ▶ Organisation d'un événement dans le cadre des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes : la visite au centre d'écoute par la influencer Asma Kane et film suivi de débat au centre culturel Dadier Camara

Gouvernance de la migration et le respect du droit des migrants par les acteurs institutionnels mauritaniens

- ▶ Soutien au gouvernement pour la gestion des flux migratoires au long de la Route Atlantique vers les Iles Canaries
- ▶ Soutien technique au MIDEDEC pour la dynamisation du Groupe de Travail Technique sur le Débarquement et la Prise en Charge des Migrants et des Réfugiés, présidé par la Direction Générale de l'Administration Territoriale du MIDEDEC, et co-géré par l'OIM et le HCR. Organisation de trois réunions du groupe y inclue une session dédiée aux alternatives à la détention. Dans le cadre de ces sessions, rédaction par le groupe des POS (Procédures opérationnelles standard) et d'un Code de Conduite
- ▶ Finalisation technique des POS et Code de conduite pour les opérations de Débarquement et la Prise en Charge des Migrants et des Réfugiés
- ▶ Soutien au MIDEDEC pour la finalisation de la mise à jour du plan d'action pour la Stratégie Nationale de Gestion des Migrations (SNGM)
- ▶ Conduites de 4 enquêtes DTM pour évaluer la présence et profil des migrants en collaboration avec l'ANSADE (Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique et Economique) à Nouakchott, Nouadhibou, Rosso et Chami
- ▶ Conduite de 2 enquêtes sur la mobilité des enfants, une d'elles en collaboration avec le Ministère des Affaires Islamiques et de l'Enseignement Originel (MAIEO) sur les enfants migrants dans les mahadras
- ▶ Renforcement des compétences de l'ANSADE sur le sujet de la migration grâce à un partenariat qui a débuté en 2020 et consolidé en 2021

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Appui à la gestion des finances publiques (Expertise France)

- ▶ Elaboration du nouveau schéma directeur de la réforme de la gestion des finances publiques et appui à la réalisation du plan de formation du Ministère des Finances effectués
- ▶ Travaux de production du TOFE et CBMT ainsi que d'un guide sur la préparation du DPBMT et du CDMT général appuyés
- ▶ Fonction Publique appuyée (diagnostic, feuille de route, formation à la réalisation des plans de formation)
- ▶ Instruction générale relative au plan comptable de l'Etat rédigée
- ▶ Implémentation du nouveau SI ARKAM en concevant l'ensemble des référentiels comptables nécessaires effectuée
- ▶ Développement de la déconcentration de la gestion de la paie de l'outil RATEB appuyé
- ▶ Inventaire du patrimoine du Ministère des Finances réalisé
- ▶ Cartographie des processus et des risques financiers et des risques comptables ainsi que les référentiels de contrôle interne correspondants élaborés
- ▶ Projets d'arrêtés d'application du RGGBCP rédigés et travaux de préparation du bilan d'ouverture appuyés

Appui à la surveillance et à la sécurité maritime (FIIAPP)

- ▶ Comité de Pilotage (COFIL) du projet mis en place et composé de la DGAT (Direction générale de l'administration du territoire), DPAF (Direction de la Police de l'Air et des Frontières), GN, GCM, Marine Marchande, DUE en Mauritanie et la FIIAPP
- ▶ Comité Technique mis en place et intégrant la DGAT, GN, GCM et l'ANRPTS (Agence Nationale du Registre des Populations et des Titres Sécurisés)
- ▶ Accords de partenariats établis, en particulier avec la Gendarmerie Nationale (GN) et la Garde Côté Mauritanienne (GCM) et un compromis de collaboration avec l'ANRPTS
- ▶ 2 groupes de travail créés avec les points focaux des différents bénéficiaires pour chacune des principales activités :
 1. Pour l'appui aux textes de l'AEM, coordonné par la Directrice adjointe de la DGAT et intégré aussi par GN, GCN, Marine Marchande et possiblement avec la Marine
 2. Pour travailler sur la systématisation des statistiques, dont les membres sont la Directrice des frontières et affaires foncières de la DGAT du MINDEC (en tant que coordinatrice), la GN, la POLICE et l'ANRPTS)
- ▶ Études de situation des postes frontaliers de contrôle de migration gérés par la Police (BAC de Rosso, Jedrell Moguen, Bogué, Gouraye et Gogui) et dans quatre postes chargés du contrôle migratoire gérés par la Gendarmerie Nationale (Sagné, El Melgé, Tanahe et Ferené)

réalisées et matériel informatiques nécessaires fournis par l'ANRPTS

- ▶ Études de situation des postes gérées par la Gendarmerie dans le fleuve Sénégal, avec la fonction de la surveillance fluviale réalisées
- ▶ Centre de Coordination des Alertes maritimes de Nouadhibou créé, avec la participation des institutions qui ayant les moyens de navigation (GCM, GN et la Marine)
- ▶ 25 formateurs en natation de la GCM et de la GN formés en natation
- ▶ 119 agents de GCM et GN (dont 21 des formateurs) formés en natation
- ▶ Plusieurs équipements livrés : matériel pour les activités formatives de natation, équipement informatique et mobilier de bureau pour divers centres, postes, équipements de surveillance, intervention et sécurité nautique, 1 embarcation maritime et 2 fluviales
- ▶ Plusieurs activités de communication et visibilité réalisées : entretien pour la radio publique espagnole sur le projet européen d'appui, en particulier, à la sécurité maritime en Mauritanie, communiqués de presse publiés dans les médias mauritaniens sur le projet, des posts sur les réseaux sociaux de la FIIAPP

Appui à la gestion de la migration et le traitement des migrants dans le respect des droits de l'homme et des conventions internationales applicables (OIM)

- ▶ 651 migrants rescapés ou interceptés à Nouadhibou ayant reçu une assistance de premiers secours médical et psychologique, ainsi qu'une assistance humanitaire d'urgence, à travers le mécanisme de triage et assistance mis en place en coopération avec la Croix Rouge Française-Croissant Rouge Mauritanien
- ▶ 21 migrants référés à l'Hôpital régional de Nouadhibou
- ▶ 189 bénéficiaires (107 hommes et 82 femmes) assistés dans le centre d'écoute de Nouakchott et 102 bénéficiaires (84 hommes et 18 femmes) au centre de Nouadhibou
- ▶ Plus de 1000 migrants assistés par les six OSC bénéficiant d'une subvention (assistance alimentaire, médicale, d'accès à la documentation, hébergement, scolarisation des enfants, accès à des activités génératrices de revenu)
- ▶ Compétences de 10 OSC nationales et de la CRM renforcées
- ▶ Des POS et un Code de conduite développés et approuvés au niveau technique pour gérer le débarquement et l'assistance aux migrants et réfugiés à Nouadhibou
- ▶ Le Plan d'action de la SNGM mis à jour et la SNGM en cours de mise à jour
- ▶ Deux enquêtes sur la présence des migrants à Nouadhibou et Nouakchott publiées et les données pour quatre autres enquêtes collectées

4. Perspectives pour l'année 2022

Appui à la gestion des finances publiques (Expertise France)

- ▶ Finalisation de la revue des référentiels métiers et de l'analyse fonctionnelle du SI de la Fonction publique
- ▶ Revue du décret portant sur la formation continue
- ▶ Finalisation de la nomenclature budgétaro-comptable des dépenses et des recettes
- ▶ Finalisation de l'instruction commune DGB-DGTCP portant référentiel de la nomenclature budgétaro-comptable des recettes et des dépenses
- ▶ Développement d'une application interactive pour l'élaboration des CDMT ministériels
- ▶ Appui à la réalisation des Budgets Programmes des départements ministériels
- ▶ Audit sécurité et feuille de route des SI de la DGI, DGB et DGTCP
- ▶ Réalisation d'un système d'information de l'audit et du contrôle interne
- ▶ Déploiement du SI Arkam
- ▶ Déploiement de la déconcentration progressive de la gestion de la paie RATEB
- ▶ Réalisation de l'inventaire complet des biens de l'Etat mauritanien et valorisation dans le bilan d'ouverture 2023
- ▶ Finalisation de l'interconnexion DGI/DGD
- ▶ Réalisation de l'évaluation TADAT
- ▶ Réhabilitation de la salle d'audience de la Cour des Comptes
- ▶ Démarrage du programme d'appui à la gouvernance financière et administrative en Mauritanie dans la continuité des activités du projet PAGEFIP (Nouvel instrument financier de l'UE - Instrument de voisinage, de coopération au développement, et de coopération internationale - NDICI)

Appui à la surveillance et à la sécurité maritime (FIIAPP)

- ▶ En fonction de la validation du texte stratégique de l'Action de l'État en Mer, appui sur la mise en place de documents dans le domaine de la sécurité maritime considérés prioritaires par les autorités
- ▶ Pour le volet statistique : achat d'équipements pour les postes frontaliers de la Gendarmerie Nationale (GN), avec la formation correspondante ; appui, aux unités centrales de la Police, de la GN et de la Direction des Frontières pour la collecte et l'analyse de statistiques dans le domaine migratoire
- ▶ Pour la coordination maritime et dans le cadre du centre de coordination : élaboration d'au moins une proposition de protocole d'échange d'informations et dotation d'équipements au centre

- ▶ À Nouadhibou, fourniture d'équipements de surveillance et d'intervention et de sécurité nautique (une embarcation) et organisation de la formation connexe (y compris des exercices de simulation)
- ▶ Fourniture de deux embarcations et des équipements de surveillance et d'intervention et de sécurité nautique pour le développement de la stratégie d'intervention fluviale et organisation de la formation connexe (y compris des exercices de simulation à Rosso)
- ▶ Mise en place de deux équipes d'intervention subaquatique pour la GCM, équipés, formés (y compris des exercices de simulation Nouadhibou) et opérationnels

Appui à la gestion de la migration et le traitement des migrants dans le respect des droits humains et des conventions internationales applicables (OIM)

Cette composante prendra fin en janvier 2022. Cependant, des actions seront reprises par d'autres projets financés par l'Union européenne, à savoir,

- ▶ Continuité du mécanisme de triage médical et assistance d'urgence à Nouadhibou
- ▶ Continuité des centres d'écoutes
- ▶ Validation finale des POS et Code de conduite et simulation pour tester à l'opérationnel
- ▶ Validation finale de la mise à jour de la SNGM et son plan d'action, et présentation
- ▶ Publication des rapports d'enquêtes effectuées avec l'ANSADE à Chami, Rosso, et pour la mobilité des enfants

5. Documents produits en 2021

Appui à la gestion des finances publiques (Expertise France)

- ▶ Expertise France - Guide d'élaboration des programmes et cadre de performance des programmes
- ▶ Expertise France - Feuille de route de la réforme de la fonction publique validée
- ▶ Expertise France - Contribution au rapport annuel du Ministère des Finances
- ▶ Expertise France - Malette et documents produits pour le séminaire relatif à la réforme de la fonction publique tenu en décembre 2021 (distribuée à 90 participants)
- ▶ Expertise France - Documents de communication (plaquettes) produits et imprimés pour les séminaires de la DGB sur la circulaire de mise en place du budget 2021 (70 copies réalisées d'un document de communication établi par le projet)
- ▶ Expertise France - Vidéo de communications se rapportant aux différentes formations réalisées
- ▶ Expertise France - Etude et analyse de la loi relative aux moyens de paiement électroniques en Mauritanie

Appui à la gestion de la migration et le traitement des migrants dans le respect des droits de l'homme et des conventions internationales applicables (OIM)

- ▶ Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique et Economique (ANSADE) - Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) - Enquête sur la migration à Nouadhibou - Rapport d'analyse (Mars - Avril 2021)
- ▶ Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique et Economique (ANSADE) - Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) - Enquête sur la migration à Nouakchott, Rapport d'analyse (Mars - Avril 2021)



19. Initiative conjointe UE–OIM pour le renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants en Mauritanie

Instrument de financement	Le fond fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées (FFUE) – Actions nationales
Pilier du consensus européen	Paix
ODD	16
SCAPP Pilier et Chantier	3-8
Montant contribution UE en €	8 000 000
Montant total en €	8 000 000
Date début – Date fin	03/06/2017 - 02/09/2021
Objectif global	Contribuer au renforcement de la gouvernance des migrations et à la réintégration durable des migrants
Mise en œuvre par	Organisation Internationale pour les migrations (OIM)
Ministères partenaires	Affaires Étrangères Coopération- Mauritaniens de l'Extérieur, Affaires sociales - Enfance - Famille, Intérieur - Décentralisation, Enseignement Fondamental - Réforme de l'éducation, Enseignement Supérieur - Recherche Scientifique - Technologies de l'Information et de la Communication, Emploi - Jeunesse- Sports, Santé
Wilayas d'intervention	Nouakchott, Dakhlet Nouadhibou, Guidimakha, Trarza, Gorgol, Hodh El-Chargui, Hodh El-Gharbi, Assaba, Brakna, Adrar
Contact	Shauna Cameron – Gestionnaire du Projet - shmartin@iom.int

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le projet « Contribuer au renforcement de la gouvernance et de la gestion des migrations et des frontières et faciliter la protection, le retour et la réintégration durable de migrants en Mauritanie » répond à deux priorités d'intervention du Plan d'Action de La Valette : (i) Domaine prioritaire 4: Prévenir la migration irrégulière, le trafic de migrants et la traite des êtres humains et lutter contre ces phénomènes. La priorité est d'assurer le renforcement des capacités ainsi que des investissements dans l'amélioration des systèmes de gestion des frontières au niveau régional et national et (ii) Domaine prioritaire 5: Renforcer la coopération afin de faciliter le retour et la réintégration durable des migrants irréguliers, que ce soit en provenance des États membres de l'UE et pays associés ou des pays africains de transit et de destination.

Et également aux priorités de la Stratégie Nationale de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée 2016-2030 (SCAPP) de la Mauritanie, y compris les objectifs de « Redynamiser la Commission Nationale de Gestion de la Migration (Prendre en compte les aspects positifs de la migration pour le développement du pays ; Assurer la protection des migrants et réfugiés conformément aux engagements internationaux ; Assurer un meilleur contrôle

des entrées et sorties dans le respect des accords bilatéraux et multilatéraux signés par le pays ; Et mettre en œuvre une nouvelle stratégie nationale de la migration 2016-2030) ».

2. Activités principales menées en 2021

Composante Gestion et Gouvernance des Migrations

- ▶ Fourniture d'une assistance directe (nourriture, médicale, hébergement) aux migrants vulnérables installés ou bloqués en Mauritanie (Nouakchott et Nouadhibou)
- ▶ Assistance à 12 mauritaniens de retour en Mauritanie en situation de vulnérabilité à leur arrivée à travers les projets de réintégration
- ▶ Réalisation d'une campagne de sensibilisation à Nouadhibou dans le cadre de la collaboration entre l'OIM et Taazour, grâce à laquelle 53 personnes ont été référencées vers Taazour afin de bénéficier de services d'assistance
- ▶ Mis en place d'un partenariat (sous FFUE pour la première fois) avec l'Agence nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes (ANAPEJ), en vue d'effectuer les activités de réintégration des Mauritaniens de retour

Composante gestion des frontières

- ▶ Formation d'agents de la police, de la douane et de la gendarmerie impliqués dans la gestion des frontières sur la traite, la fraude documentaire, les droits de l'homme et la gestion des frontières
- ▶ En avril 2021, validation du guide de procédure d'urgence en cas de crise aux frontières par le MIDEC
- ▶ Achèvement de la construction et de l'équipement du Centre de Coopération Police, Douanes, Gendarmerie (CCPDG) entre le Mali, la Mauritanie et le Sénégal basé à Sélibaby

Système de suivi des populations

- ▶ Signature d'un accord de partenariat avec l'Agence Nationale des Statistiques des Analyses Démographiques et Economiques (ANSADE) concernant la collecte de données sur la migration. Et, réalisation d'une première enquête pilote conjointe

- ▶ Réalisation de plus de 4000 enquêtes conduites avec l'ANSADE sur le profil des migrants à Nouakchott, Nouadhibou, Chami et Rosso ayant permis d'avoir des estimations sur le nombre de migrants présents dans ces zones mais également d'avoir leurs profils, besoins et conditions de vie
- ▶ Réalisation de 3 tours de collectes de données en 2021 sous ce fond sur les mouvements de la transhumance
- ▶ Organisation d'un atelier de formation avec le Groupement National des Associations Pastorales en Mauritanie (GNAP) sur la nouvelle méthodologie de collecte de données utilisée pour l'Outil de Suivi des Transhumants
- ▶ Dans le cadre de l'appui à la réponse COVID-19, réalisation de collectes de données réalisées aux points d'entrée du pays avec un focus sur les restrictions de mobilité et la situation sanitaire
- ▶ Réalisation d'analyses sur les connaissances de la COVID-19 parmi les éleveurs
- ▶ Collectes de données au niveau des points d'entrée pour obtenir des informations depuis le début du COVID-19 sur la situation opérationnelle mais également les besoins notés aux points d'entrée

Composante Diaspora

- ▶ Réalisation de 7 (sept) missions d'experts de la diaspora mauritanienne, impliqués dans différents domaines (social, gestion de projet), y compris des personnels de santé pour soutenir le plan de riposte de la COVID-19 du Ministère de la santé ;
- ▶ Refonte du site web www.diaspora.mr qui est une plateforme d'échange destinée aux membres de la diaspora mauritanienne afin de promouvoir leur implication dans le développement du pays
- ▶ Réalisation d'une vidéo de sensibilisation avec les médecins de la diaspora en mission en Mauritanie dans le cadre de la lutte contre la COVID-19

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Composante Gestion et la Gouvernance des Migrations

- ▶ Soutien au gouvernement à la réforme des lois relatives à la traite des êtres humains et au trafic illicite de migrants adoptées et publiées en 2020 (Lois 2020-017 et 2020-018)
- ▶ 509 migrants ayant bénéficié d'une aide au retour volontaires dans leurs pays d'origine y compris les cas plus vulnérables comme les enfants non-accompagnés, les cas médicaux, victimes de traite

- ▶ 811 migrants additionnels ayant reçu un appui à une aide au retour volontaire par la mission avec le financement du FFUE au niveau régional
- ▶ 40 mauritaniens de retours assistés pour la mise en place de leur projet de réintégration
- ▶ 1811 personnes en situation de vulnérabilité assistées ayant reçu des assistances ponctuelles médicales, en hébergement, en kits de premières nécessités et/ou en kits alimentaires
- ▶ 1878 personnes ayant reçu une assistance alimentaire, médicale ou à l'hébergement (1421 migrants ayant reçu une assistance alimentaire et

- ▶ kit de première nécessité, 429 migrants ayant bénéficiés d'une assistance médicale et 76 migrants ayant été assistés avec une mise à l'abri)
- ▶ Plus de 20 000 personnes touchées par les activités de sensibilisation y compris les activités Stop Sida ou Street Art
- ▶ Un accord de partage de données avec l'agence Taazour signé, ayant permis de référence 20 ménages (53 personnes)
- ▶ Accord cadre et partage de données signé dans le cadre du projet régional Archipelago mis en œuvre en Mauritanie par la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Mauritanie (CCIAM), pour l'inclusion de migrants étrangers régularisés et migrants de retour dans les opportunités de formation professionnelle et d'emploi. 10 mauritaniens de retour (5 hommes et 5 femmes) référés par l'OIM dans la première phase de formations techniques (plomberie sanitaire, énergie renouvelable, froid industriel, électricité bâtiment) débuté en décembre 2021
- ▶ Capacités renforcées des acteurs étatiques et non étatiques impliquées dans l'action (formations, NFIs et autres)

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

- ▶ Séances de sensibilisation réalisées sur la COVID-19 avec les forces de sécurité aux points d'entrée, les leaders communautaires et les migrants en Mauritanie
- ▶ 408 agents formés et sensibilisés sur la prévention de la propagation de la maladie dont 246 agents du GARS-G5 Sahel
- ▶ Renforcement de la capacité des points d'entrée réalisé pour répondre à la pandémie de COVID-19 en fournissant des EPP, des caméras thermiques, des écrans pour dissémination de messages de sensibilisation de COVID-19
- ▶ 13 postes frontières équipés de matériels de protection individuel, de thermo-flash, de station de lavage des mains, afin de mieux faire face à la crise sanitaire

Composante Gestion des frontières

- ▶ 790 agents de la police de la douane et de la gendarmerie formés sur la Covid -19, la traite, la fraude documentaire, les droits de l'homme et la gestion des frontières
- ▶ Capacités des autorités et communautés frontalières dédiée à la réaction et réponse en cas de crises renforcées à travers 2 simulations des crises aux frontières impliquant les communautés transfrontalières, les autorités, institutions nationales et la société
- ▶ Guide de procédure d'urgence en cas de crise aux frontières élaboré et validé par le MIDEK
- ▶ Ateliers de vulgarisation du guide de procédure d'urgence en cas de crise dans les régions organisés et appui à la mise en place des Commissions Régionales de Gestion de Frontières effectuée

- ▶ Manuel de Première ligne de contrôle aux frontières révisé et validé
- ▶ Centre de Coopération Police, Douanes, Gendarmerie (CCPDG) entre le Mali, la Mauritanie et le Sénégal basé à Sélibaby construite et équipé afin de renforcer la coopération régionale dans la gestion des frontières.
- ▶ 11 postes frontières construits, réhabilités et équipés
- ▶ 18 comités villageois créés et soutenus avec micro-projets et activités génératrices de revenu (AGR)
- ▶ 6 évaluations des risques sécuritaires dans les zones frontalières effectuées

Système de suivi des populations

- ▶ Accord de collaboration entre l'OIM et l'Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique (ANSADE) signé
- ▶ Plus de 30 rapports et dashboards publiés dans le cadre des études DTM
- ▶ 2 rapports présentant la dynamique migratoire au niveau de Nouadhibou, Nouakchott produits
- ▶ Plus de 4000 enquêtes conduites avec l'ANSADE sur le profil des migrants à Nouakchott, Nouadhibou, Chami et Rosso ayant permis d'avoir des estimations sur le nombre de migrants présents dans ces zones mais également d'avoir leurs profils, besoins et conditions de vie
- ▶ Estimations du profil des transhumants et de la taille du cheptel produites mais également dispositif d'alertes précoces sur les mouvements de transhumance visant à prévenir les conflits mis en place
- ▶ Deux (2) campagnes de sensibilisation sur la COVID-19 et sur les feux de brousse provoquant des mouvements interne et transfrontaliers pour les transhumants réalisées
- ▶ Une Procédure Opérationnelle Normalisée (PON) relative à la gestion des conflits et mouvements de la transhumance produite
- ▶ Cinq (5) dashboards produits sur la situation aux points d'entrées et relative à la COVID-19

Composante Diaspora

- ▶ 19 (dix-neuf) séances de formation organisées pour renforcer les capacités des ministères avec la mobilisation de 7 experts de la diaspora sur différentes thématiques, y compris sur le droit des associations, la gestion de projet, des modules de formation pour l'Université de Nouakchott, les violences basées sur le genre, la protection de l'enfance, et la prévention des conflits
- ▶ 21 missions d'experts de la diaspora mauritanienne menées dans le cadre du retour temporaire des membres de la diaspora
- ▶ 19 experts des membres de la diaspora mobilisés pour des missions temporaires d'appui aux institutions nationales dont 12 personnels de santé pour soutenir le plan de riposte de la COVID-19 du ministère de la Santé ;
- ▶ Site web www.diaspora.mr mise en ligne

4. Perspectives pour l'année 2022

Le projet a été clôturé le 2 septembre 2021. Néanmoins il y a des actions et des activités dans le cadre de la protection, la gestion des frontières et le système de suivi des populations qui continuent d'être menés grâce au financement fourni par l'UE au niveau régional.

5. Documents produits en 2021

- ▶ OIM - Mauritanie - Rapport d'analyse: Enquête sur la migration à Nouadhibou - Mars - Avril 2021 <https://migration.iom.int/reports/mauritanie-rapport-danalyse-enquete-sur-la-migration-nouadhibou-mars-avril-2021?close=true>
- ▶ OIM - Mauritanie - Rapport sur le suivi des mouvements transhumants - Alertes – Février 2021
- ▶ <https://migration.iom.int/reports/mauritanie-%E2%80%94-rapport-sur-les-suivi-des-mouvements-transhumants-%E2%80%94-alerte-1-f%C3%A9vrier-2021?close=true>
- ▶ OIM - Mauritanie - Rapport sur le suivi des mouvements transhumants - Alertes - Mai 2021
- ▶ <https://migration.iom.int/reports/mauritanie-%E2%80%94-rapport-sur-le-suivi-des-mouvements-transhumants-%E2%80%94-alerte-mai-2021?close=true>
- ▶ OIM - Mauritanie - Rapport sur le suivi des mouvements transhumants - Alertes - Juin 2021
- ▶ <https://migration.iom.int/reports/mauritanie-%E2%80%94-rapport-sur-les-suivi-des-mouvements-transhumants-alertes-6-juin-2021?close=true>
- ▶ OIM - Mauritanie - Rapport sur le suivi des mouvements transhumants - Alertes 2 - Juillet 2021
- ▶ <https://migration.iom.int/reports/mauritanie-rapport-sur-le-suivi-des-mouvements-transhumants-alertes-2-juillet-2021?close=true>
- ▶ OIM - Mauritanie — Rapport sur les suivi des mouvements transhumants #4 - Août 2021
- ▶ <https://migration.iom.int/reports/mauritanie-rapport-sur-les-suivi-des-mouvements-transhumants-4-aout-2021?close=true>
- ▶ OIM - Mauritanie - Rapport sur les suivi des mouvements transhumants #5 - Septembre 2021
- ▶ <https://migration.iom.int/reports/mauritanie-rapport-sur-les-suivi-des-mouvements-transhumants-5-septembre-2021?close=true>
- ▶ OIM - Mauritanie - Rapport sur les suivi des mouvements transhumants #6 - Octobre 2021
- ▶ <https://migration.iom.int/reports/mauritanie-rapport-sur-les-suivi-des-mouvements-transhumants-6-octobre-2021?close=true>
- ▶ OIM - Mauritanie — COVID-19 — Restrictions de mobilités - Mai 2021
- ▶ <https://migration.iom.int/reports/mauritanie-covid-19-restrictions-de-mobilites-mai-2021?close=true>
- ▶ OIM - Mauritanie - COVID-19: Connaissances parmi les éleveurs - Octobre - Novembre 2021
- ▶ <https://migration.iom.int/reports/mauritanie-covid-19-connaissances-parmi-les-eleveurs-octobre-novembre-2021?close=true>
- ▶ OIM - Mauritanie — Cartographie des directions de la transhumance (Novembre 2019 - Octobre 2020)
- ▶ <https://migration.iom.int/reports/mauritanie-%E2%80%94-cartographie-des-directions-de-la-transhumance-novembre-2019-octobre-2020-0?close=true>



20. Renforcement de la résilience des populations déplacées par l'instabilité au Nord du Mali et soutien à la coexistence pacifique entre communautés

Instrument de financement	Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)
Pilier du consensus européen	Paix
ODD	16
SCAPP Pilier et Chantier	3 - 8
Montant contribution UE en €	4 893 000
Montant total en €	5 243 000
Date début – Date fin	01/07/2017 – 30/06/2021
Objectif global	Contribuer à la réduction des facteurs d'instabilité et de vulnérabilité à travers la création d'opportunités socio-économiques pour les populations réfugiés et leurs communautés d'accueil tout en facilitant les retours volontaires des réfugiés dans la sécurité et la dignité
Mise en œuvre par	Agence des Nations Unies pour les réfugiés - UNHCR
Ministères partenaires	Intérieur-Décentralisation
Wilayas d'intervention	Hodh Chargui
Contact	Ziad Ayoubi – Représentant Adjoint UNHCR – ayoubi@unhcr.org Jessica Somé – Administratrice chargée des relations extérieures – somei@unhcr.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Malgré l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali de 2015, la situation sécuritaire dans le Nord du pays a continué à se détériorer, avec des incidents sécuritaires répétés dans la région du Centre du Mali (Mopti et Ségou). En 2021, le HCR a effectué l'enregistrement de 4 900 réfugiés maliens.

Cette instabilité et les difficultés rencontrées pour apporter les garanties minimales d'un retour sûr pour les réfugiés maliens dessinent la perspective d'un exil prolongé en Mauritanie. De ce fait, le HCR cherche à trouver des solutions locales et promeut l'autonomisation à travers l'amélioration des moyens d'existence des réfugiés et de la communauté d'accueil dans une région chroniquement vulnérable et sujette à des crises alimentaires récurrentes, ainsi que l'envisage le Pacte mondial sur les réfugiés.

Le HCR coordonne la réponse humanitaire, comme le requiert le modèle de coordination pour les réfugiés, et fournit, en collaboration avec les autres partenaires sur le terrain, les services essentiels, la protection et l'assistance à 69 149 individus, dont 54% de filles et de femmes et 46 % de garçons et d'hommes (chiffres au 31 décembre 2021).

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Finalisation des projets de développement structurants autour de l'économie verte, de l'entrepreneuriat et de la construction d'infrastructures, qui sont nécessaires à la coexistence pacifique :
- ▶ Conduite de séances de sensibilisation pour encourager la gestion pacifique des conflits auprès d'environ 4000 réfugiés et membres de la communauté hôte
- ▶ Organisation d'un atelier de formation et d'accompagnement des journalistes et créateurs de contenus visant à renforcer la connaissance de la thématique des personnes déplacées en Mauritanie : formation et accompagnement de créateurs.
 - Construction d'infrastructures (digue dans le village de Lemghaïss, piste conventionnelle d'accès et de désenclavement du camp de Mbera, centre de transformation agro-alimentaire à Fassala, maison des artisans à Bassikounou)
- Création et accompagnement de 80 AGR et 10 PME dans les 16 villages de la communauté hôte du projet ;
- Amélioration des capacités techniques des entreprises et micro entreprises : membres des organisations professionnelles locales (10 réfugiés, 10 Bassikounou et 10 Fassala) formés sur la boucherie et la viande séchée ; formation de 16 maîtres d'apprentissage pour la maison des artisans de Bassikounou en travail du cuir et maroquin. Mise en œuvre de 100 nouvelles activités génératrices de revenus (AGR) pour les réfugiés et la population locale

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Profilage socio-économique des ménages réfugiés du camp de Mbera réalisé
- ▶ Méthodologie CARI+ pour le ciblage de l'assistance alimentaire distribuée aux ménages réfugiés tenant compte de la sécurité alimentaire et des dimensions de protection des ménages appliquée. L'impact socio-économique de la pandémie de Covid-19 ainsi que de l'évolution des politiques nationales en matière de protection sociale ayant conduit à redéfinir la dernière phase de l'assistance ciblée en lien avec l'exercice d'inclusion des réfugiés dans le registre social
- ▶ Etude d'analyse des chaînes de valeur pour identifier les opportunités économiques dans la région pour les réfugiés et les communautés hôtes réalisée
- ▶ 993 AGRs appuyées en partenariat avec COOPI, SOS Désert et World Vision développées au camp et dans la communauté hôte
- ▶ Séances de sensibilisation relatives à la gestion pacifique des conflits entre les réfugiés et la communauté hôte organisées
- ▶ Autonomisation de 1.809 réfugiés dont 1.346 femmes à travers l'exploitation de périmètres maraîchers promue
- ▶ Bourses octroyées à 75 étudiants réfugiés pour la poursuite de leurs études universitaires à Nouakchott
- ▶ 256 jeunes du camp de Mbera formés au sein d'écoles-chantiers dans le secteur des BTP en partenariat avec le BIT
- ▶ Diagnostic de l'impact socio-économique de la présence des réfugiés sur les populations hôtes et des mesures de mitigations répondant aux besoins de celles-ci réalisé (développement d'activités liées à l'économie verte de l'entrepreneuriat ; construction d'infrastructures communautaires structurantes)
- ▶ Rapatriement volontaire de 2 742 personnes facilité

4. Perspectives pour l'année 2022

La cérémonie de clôture du projet s'est tenue le 18 juin 2021, en amont de sa finalisation le 30 juin 2021. Les résultats et leçons apprises ont été partagés avec les partenaires et parties prenantes afin de contribuer à la durabilité des activités.

5. Documents produits en 2021

- ▶ UNHCR - Factsheet - Renforcement de la résilience des populations déplacées par l'instabilité au Nord-Mali et soutien à la coexistence pacifique entre communautés - Juin 2021



21. Projet d'Appui à la Culture, à l'Artisanat et à la Cohésion Sociale dans le pôle d'activités de Boghé

Instrument de financement	Civil Society Organisations (CSOs) - Objective 1: Enhance CSOs' contributions to governance and development processes at country l
Pilier du consensus européen	Paix
ODD	17
SCAPP Pilier et Chantier	3 -
Montant contribution UE en €	671 207,97
Montant total en €	894 943,96
Date début – Date fin	01/12/2018 - 31/5/2022
Objectif global	Soutenir les actions des organisations de la société civile et des autorités locales, en tant qu'acteurs de gouvernance, concourant au développement et à l'amélioration des conditions de vie des populations
Mise en œuvre par	World Vision Deutschland e.V. et Tenmiya
Ministères partenaires	Développement Rural, Culture-Artisanat
Wilayas d'intervention	Brakna
Contact	Thorsten Bär - Coordinateur régional des programmes Afrique World Vision Deutschland e.V. thorsten.baer@wveu.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

World Vision en consortium avec l'ONG nationale « Tenmiya » à travers un financement de l'Union européenne dans le cadre de la mise en place du projet d'appui à la culture, à l'artisanat et à la cohésion sociale dans le pôle d'activités de Boghé, vise à appuyer 60 Organisations de la Société Civile (OSC) actives dans les domaines de la Culture, de l'Artisanat et de l'agriculture. Ces OSC sont réparties dans 13 communes de la région du Brakna.

Actuellement les 60 organisations ont déjà bénéficié de plusieurs formations. Parmi ces 60 les 50 ont été sélectionnées et ont toutes bénéficié de financement à hauteur de 250 000 MRU chacune.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Financements en cascade (sélection de façon collaborative des micro-projets et octroi des financements) au profit de 50 OSC parmi 60 avec lesquelles le projet est exécuté dans 13 communes du Brakna) avec :
 - Préparation et sélection des requêtes de financement par le comité d'attribution
 - Signature des contrats par toutes les parties prenantes et l'octroi des financements en cascade en deux tranches de 50% chacune
 - Formation des membres des bureaux des OSC sur les outils de gestion et de suivi
 - Atelier de formation des OSC sur reportage narratif et financier
 - Atelier de redynamisation du réseau des OSC
 - Atelier de redynamisation du CA (conseil d'administration) et CG (comité de gestion de maison de la société civile)
 - Journées de visites d'échanges et de partage d'expériences
 - Atelier de formation sur la CVA (Voix et Action Citoyenne)
 - Journée de lancement des financements en cascade
- ▶ Redynamisation de la Maison de la Société Civile sise à Boghé
- ▶ Organisation journées Portes Ouvertes de Maison de la Société Civile

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ « % des OSC qui disposent d'instance de prise de décisions (assemblée générale, bureau exécutif, réunions extraordinaires, ...) fonctionnelles » qui cible 48 des OSC en 2020 : De 40% (soit 24 OSC) en année de référence (Nov. 2017), ce taux est passé à 83,33% (50 OSC) en 2021
- ▶ « % des OSC financées (financement en cascade) qui ont mis en œuvre au moins un projet de développement et atteints les objectifs définis à un niveau acceptable » : De 0% en octobre 2017, ce taux est passé à 100% (50 OSC) en 2021 sur une cible de 88% soit 44 OSC
- ▶ « % des OSC appuyées qui disposent de leurs propres plans d'actions et les mettent en œuvre » : De 35% (24 OSC) en novembre 2017 (situation de référence), ce taux est passé à 83,33% (50 OSC)

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Suivi et soutien des OSC à la mise en œuvre des micro-projets
- ▶ Accompagnement des OSC dans les activités de communication et d'échanges
- ▶ Appui des OSC à la rédaction des rapports narratifs et financiers des micro-projets mis en œuvre dans le cadre des financements en cascade
- ▶ Redynamisation de la Maison de la Société Civile
- ▶ Elaboration et mise en œuvre du plan de clôture du projet
- ▶ Evaluation finale externe du projet

5. Documents produits en 2021

- ▶ World Vision Deutschland e.V. et Tenmiya - Rapport de l'Atelier de redynamisation et de renforcement du réseau des OSC – 10 au 12 octobre 2021
- ▶ World Vision Deutschland e.V. et Tenmiya - Rapport de l'Atelier de redynamisation et de renforcement des capacités du conseil d'administration du réseau et du comité de gestion de la société civile - 15 au 17 octobre 2021
- ▶ World Vision Deutschland e.V. et Tenmiya - Rapport de l'Atelier sur la CVA (action voix citoyenne) - 2 au 4 novembre 2021
- ▶ World Vision Deutschland e.V. et Tenmiya - Rapport des Journées portes ouvertes - 10 au 11 novembre 2021



22. Promotion des Comités des Droits des Détenus

Instrument de financement	Instrument européen pour la Démocratie et les droits de l'Homme
Pilier du consensus européen	Paix
ODD	16
SCAPP Pilier et Chantier	3 -9
Montant contribution UE en €	297 610
Montant total en €	396 814
Date début – Date fin	28/12/2019 – 27/06/2022
Objectif global	Contribuer à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, ainsi qu'au respect de tous les droits humains et des libertés fondamentales
Mise en œuvre par	Fondation Noura International et ONG AMAM
Ministères partenaires	Justice, Intérieur-Décentralisation, Affaires sociales-Enfance-Famille
Wilayas d'intervention	Nouakchott, Nouadhibou, Aleg, Kaédi, Sélibaby, Rosso et Bir Moghreïn
Contact	Alfred Mbemba - Directeur de la Fondation - mbembalfred@gmail.com

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

L'action consiste essentiellement à mettre en place et à promouvoir dans les établissements pénitentiaires de Nouakchott, Nouadhibou, Aleg, Kaédi, Sélibaby, Rosso et Bir Moghreïn, les plateformes efficaces de participation des détenus appelés « Comités des Droits des Détenus (CDD) » dont les membres sont élus de façon démocratique par leurs pairs en vue de : (i) Identifier et documenter les réels besoins des détenus par les détenus ; (ii) Aider et faciliter l'accès aux droits/à la justice et à l'accomplissement des devoirs des détenus ; (iii) Renforcer l'accès aux services sociaux de base au profit des détenus ; (iv) Apaiser la vie carcérale ; et (v) Préparer les détenus à la réinsertion sociale.

En 2021, les conflits récurrents de leadership entre l'administration des Centres d'accueil et de réinsertion sociale des enfants en Conflit avec la Loi (CARSEC) et la garde nationale ont eu un effet sur la mise en œuvre du projet notamment auprès des jeunes détenus du Centre Fermé pour Mineurs d'El Minah.

La vague de contamination au variant Omicron en 2021 a eu également un effet sur la modification à la logique d'intervention notamment, en obligeant la mise en œuvre du projet à s'adapter aux mesures de restrictions imposées dans les établissements pénitentiaires au programme. En outre, dans la même période, tous les détenus de la prison civile de Bir Moghreïn (Tiris Zemmour) ont été transférés à la nouvelle prison de N'beïka (Tagant) et la mise en œuvre du projet devrait également s'adapter à ce transfert.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Renforcement de capacités du personnel pénitentiaire
- ▶ Formation des détenus sur leurs droits et obligations (Prévention et gestion des conflits dans les établissements pénitentiaires au programme)
- ▶ Promotion et vulgarisation des activités de petites fermes (maraichage et poulaillers locaux) et mise en œuvre de l'activité de formation et production des produits de boulangerie/pâtisserie
- ▶ Mise en œuvre d'un programme de réponses à la Covid-19 et de santé mentale dans les prisons
- ▶ Activité de formation/production de boulangerie pâtisserie à la prison civile d'Aleg et à la nouvelle prison de Nbéïka (Tagant)
- ▶ Formation/production en cordonnerie à la nouvelle prison civile de Nbéïka
- ▶ Préparation, orientation, appui et suivi/évaluation à la réinsertion sociale

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ 160 fonctionnaires (agents et gardes pénitentiaires) ayant leurs capacités renforcées en rapport avec les standards des Nations Unies pour la protection et le traitement des détenus
- ▶ 330 détenus ayant bénéficié de 3 séances organisées en gestion et en prévention des conflits
- ▶ 138 dossiers judiciaires pris en charge par le pool des avocats
- ▶ 11 établissements pénitentiaires ayant reçu des réponses aux besoins d'accès aux services sociaux de base exprimés par leur CDD
- ▶ Hygiène, assainissement et traitement des déchets assurés quotidiennement au centre d'accueil des détenus Covid-19 positifs de l'Administration pénitentiaire
- ▶ 3 espaces maraichage et petites fermes aménagés et équipés dans les prisons de Kaédi, de Nouadhibou, à la prison des femmes de Nouakchott et aux CARSEC de Nouakchott
- ▶ 1 chambre conjugale aménagée et équipée à la prison civile de Nouadhibou
- ▶ 1 espace d'accueil des familles et visiteurs réaménagé et élargi à la prison civile de Nouadhibou
- ▶ Donation des équipements d'hygiène corporelle assurée dans les établissements pénitentiaires au programme
- ▶ 1 unité de Formation/production en cordonnerie installée à la nouvelle prison civile de Nbéïka
- ▶ 1 unité de formation/production de boulangerie pâtisserie installée à la prison civile d'Aleg et 1 autre à la prison civile de Nbéïka (Tagant)
- ▶ 19 ex détenus/familles des détenus ayant reçu un financement pour appui à la réinsertion sociale

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Activité de formation/production en Boulangerie/pâtisserie à la prison civile d'Aleg et à la nouvelle prison de Nbéïka (Tagant)
- ▶ Activité de préparation à la réinsertion sociale à la prison civile de Dar Naïm
- ▶ Réponses aux besoins exprimés par les Comités des Droits des Détenus
- ▶ Financement des Activités de réinsertion sociale au profit des ex-détenus/familles des détenus
- ▶ Evaluation finale du projet
- ▶ Audit externe du projet



23. Stratégie pour éradiquer l'esclavage en Mauritanie

Instrument de financement	Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme
Pilier du consensus européen	Paix
ODD	16
SCAPP Pilier et Chantier	3 - 8
Montant contribution UE en €	374 000
Montant total en €	498 677
Date début – Date fin	27/12/2019 – 30/06/2022
Objectif global	Contribuer, en collaboration avec les OSC mauritaniennes, à l'élimination des pratiques esclavagistes et des discriminations historiques et systémiques contre les personnes sortant de l'esclavage et leurs descendants
Mise en œuvre par	Minority Rights Group International (MRG), Anti-Slavery International (ASI), SOS-Esclaves (SOS) et l'Association des femmes chefs de famille (AFCF)
Wilayas d'intervention	Nouakchott - Nema - Bassiknou - Atar
Contact	Julie Barrière – Coordinatrice des programmes juridiques – julie.barriere@mrgmail.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le projet, « Stratégie pour Eradiquer l'Esclavage en Mauritanie » comme son nom l'indique, a pour but de soutenir les derniers esclaves Harratines par ascendance et anciens esclaves, victimes historiques et systémiques de cette pratique dans le pays. Il résulte de cette condition et de l'application partielle et arbitraire des lois, de multiples discriminations, renforçant la marginalisation des Harratines sur le plan administratif (état civil, santé, éducation), économique (accès à l'emploi), et social (reconnaissance par l'état de leur marginalisation).

Ce soutien s'effectue via trois actions pilier : (1) l'accès à la justice et la réparation pour les victimes, et la consolidation des connaissances juridiques des partenaires locaux ; (2) le renforcement de l'autonomie des acteurs clés de la lutte contre l'esclavage ; et enfin (3) l'assistance administrative et psychologique, et les formations professionnelles.

Depuis bien longtemps les données concernant l'esclavage étaient inexistantes et/ou peu fiables. C'est pourquoi, une base de données a été créée en Mauritanie pour faire la liste précise des personnes esclaves ou anciennement esclaves, afin de faire un suivi de leur situation administrative, professionnelle et judiciaire. Ce projet permet pour la première fois un enregistrement et un suivi rigoureux des cas d'esclavage.

Le Spécial Rapporteur pour l'Esclavage, Mr. Tomoya Obokata a confirmé son intérêt pour le cas des discriminations inter-sectionnelles et en priorité celui des minorités de l'esclavage

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Renforcement de capacité
- ▶ Formation des journalistes
- ▶ Activités d'informations et d'assistances psycho-sociales
- ▶ Formation professionnelle des anciens esclaves

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ 20 activistes formés sur les réseaux sociaux, dont la majorité des participants ont désormais un compte Facebook
- ▶ 19 personnes formées sur la base de données juridiques pour les para juristes (6 points focaux des localités de l'intérieur, 5 membres du personnel de Nouakchott, 7 membres du bureau exécutif de Nouakchott, et la représentante de ASI)
- ▶ Manuel simplifié d'utilisation de la base de données avec capture d'écran rédigé
- ▶ Pour les entretiens avec les victimes, membres des réseaux de soutien et points focaux formés, et leurs compétences recyclées chaque fois que l'occasion se présente
- ▶ Étude stratégique sur les litiges intitulée « Stratégies Juridiques pour Mettre Fin à l'Esclavage en Mauritanie : L'Impact du Plaidoyer de 2010 à 2020 » réalisée après l'organisation de plusieurs réunions communautaires
- ▶ Pour le plaidoyer régional/international, 266 recommandations reçues par la Mauritanie dont au moins 28 en lien avec l'esclavage ou avec la question de la discrimination à l'encontre des Haratines (voir rapport compilé par le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme faisant référence au rapport conjoint de MRG, AFCF, SOS et ASI (Para. 39, 40 et 41 sur l'esclavage ; Para. 48 sur le droit à l'éducation)
- ▶ Pour les activités d'informations et d'assistances psycho-sociales, (1) à Atar, 2 visites chaque mois à 15 victimes les plus vulnérables réalisées par le réseau à Atar mars 2020 à janvier 2021 (360 visites l'an pour l'ensemble et 24 visites pour chaque victime) ; à Bassikounou, 27 survivantes considérées comme les plus faibles ont reçu en moyenne de mars 2020 à janvier 2021, 2 visites par mois. (648 visites au total, 24 visites par victime par an); à Néma, 7 victimes identifiées au départ du projet ayant reçu 2 fois par mois les visites du réseau (168 visites pour l'ensemble, soit 24 par victime par an)

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Traduction, publication et diffusion de la Revue Stratégique Juridique sur les Litiges
- ▶ Organisation d'un séminaire sur les droits des minorités en université
- ▶ Formation juridique de renforcement des leaders juridique en région
- ▶ Formation pratique de la base de données pour les affaires juridique d'esclavage
- ▶ Renforcement des capacités des partenaires pour l'autonomisation financière
- ▶ Renforcement du plaidoyer national en partenariat avec les Nations-Unies
- ▶ Rédaction de rapport sur la mise en application de la Loi Anti-Esclavage de 2015

	<p>24. Une société civile mauritanienne renforcée pour promouvoir les droits des enfants et des jeunes à travers des activités de cohésion sociale, culturelles et citoyennes</p>
<p>Instrument de financement</p>	<p>Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)</p>
<p>Pilier du consensus européen</p>	<p>Paix</p>
<p>ODD</p>	<p>16</p>
<p>SCAPP Pilier et Chantier</p>	<p>3 - 8</p>
<p>Montant contribution UE en €</p>	<p>700 000</p>
<p>Montant total en €</p>	<p>933 333,33</p>
<p>Date début – Date fin</p>	<p>26/02/2020- 26/08/2022</p>
	<p>Renforcer la société civile mauritanienne afin de Promouvoir les droits des enfants et des jeunes à travers des activités de cohésion sociale interdisciplinaires, culturelles et citoyennes en Mauritanie.</p>
<p>Mise en œuvre par</p>	<p>Save the Children et son partenaire ONG ACTIONS</p>
<p>Ministères partenaires</p>	<p>Affaires Sociale - Enfance - Famille, Culture-Jeunesse-Sports</p>
<p>Wilayas d'intervention</p>	<p>Nouakchott - Dakhét Nouadhibou</p>
	<p>Aissata Ba Cheffe de projet - aissata.ba.mr@savethechildren.org</p>

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

La Mauritanie est un pays riche en tissu associatif et les jeunes jouent un rôle primordial. Ils interviennent dans différentes thématiques mais souffrent de beaucoup de problèmes tels que le manque de capacité technique et financière pour mener à bien leurs activités.

Le projet vient à point nommé dans ce contexte pour un renforcement des capacités techniques et financières des organisations de la société civile de niveau I (OSC1) intervenant dans le domaine de la culture, cohésion sociale et de la citoyenneté afin d'améliorer leurs compétences et leurs actions dans l'accompagnement des jeunes

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Redynamisation des réseaux (ou créations de réseaux si non existants) à Nouakchott et à Nouadhibou et accompagnement à l'élaboration des plans de dynamisation et d'action des réseaux. Organisation de 46 rencontres de réseaux
- ▶ Organisation de visites d'échanges des réseaux de Nouadhibou et de Nouakchott tous les 6 mois (2 à Nouadhibou et 1 à Nouakchott)
- ▶ Organisation de 10 journées pour la promotion de la cohésion sociale à travers des activités culturelles et sportives
- ▶ Organisation d'un cycle de formation sur la gestion organisationnelle, administrative et financière d'une organisation pour 68 personnes dont 22 femmes
- ▶ Organisation de cycles de formation thématique sur la participation de l'enfant, l'équité de genre, le coaching et le développement personnel des enfants et des jeunes.
- ▶
- ▶ Elaboration de 5 guides (Guide Droits et Protection des Enfants, Guide Développement Personnel de l'Enfant, Guide Participation des Enfants, Guide Equité Genre et un Guide de Cohésion Sociale).
- ▶ Organisation d'une formation des formateurs sur les guides pour 19 personnes (10 hommes, 7 femmes, 1 garçon et 1 fille)
- ▶ Formation des OSC1 bénéficiaires du projet sur les 5 guides pour 55 personnes dont 29 femmes
- ▶ Organisation d'un cycle de formation sur la gestion du cycle de projets pour 64 personnes dont 27 femmes
- ▶ Organisation d'un cycle de formation sur les techniques de communication (C4D) et le plaidoyer pour 54 participants dont 17 femmes
- ▶ Octroi de subvention en cascade au profit de 30 OSC1 bénéficiaires du projet dont 16 à Nouakchott et 14 à Nouadhibou à hauteur de 10 000 euros par OSC1 ou 20 000 euros par consortium

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Bonne relation avec partenaires étatiques dont le MASEF et Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports et des Relations avec le Parlement à travers les directions régionales
- ▶ Réseaux d'OSC créés, structurés, dynamiques et coordonnés
- ▶ Plusieurs personnes mobilisées pendant les journées de cohésion sociale
- ▶ Capacités des bénéficiaires et des partenaires du projet renforcées sur les quatre thématiques, à savoir : la protection des enfants, l'organisation et la gestion d'une organisation, sur la gestion du cycle de projet (montage, mise en œuvre et évaluation) et sur les techniques de communication C4D
- ▶ Subventions octroyées au profit de 30 OSC 1 bénéficiaires du projet dont 16 à Nouakchott et 14 à Nouadhibou à hauteur de 10 000 euros par OSC 1 ou 20 000 euros par consortium

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ L'implémentation des microprojets
- ▶ Evaluation du projet
- ▶ Clôture des microprojets
- ▶ Clôture du projet

5. Documents produits en 2021

- ▶ Save the Children Rapport des formations - Avril 2021
- ▶ Save the Children - Rapport sur l'élaboration des 5 guides relative à la protection de l'enfant, la participation de l'enfant, le développement personnel de l'enfant, l'équité genre et la cohésion sociale - Octobre 2021



25. PAGS – Phase II
Programme d'appui au G5 Sahel
pour la sécurité au Sahel

Instrument de financement	FFU - Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique
Pilier du consensus européen	Humanité
ODD	16
SCAPP Pilier et Chantier	3-8
Montant contribution UE en €	9 778 500
Montant total en €	9 778 500
Date début – Date fin	18/11/2019 - 17/11/2023
Objectif global	Contribuer au renforcement de la sécurité des cinq Etats membres du G5 Sahel et identifier les défis communs (sécurité et développement) auxquels ils doivent faire face et les moyens d'y répondre dans une optique de coopération régionale
Mise en œuvre par	Consortium d'opérateurs étatiques composé la GIZ (Allemagne), de la FIIAPP (Espagne) et mené par CIVIPOL (France)
Wilayas d'intervention	National
Contact	Sebastian Sperber - Chef du pôle Lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée sperber.s@civipol.fr Soledad Gonzalez de Gregorio - Responsable de projet - gonzalezdegregorio.s@civipol.fr Vincent Avoine - Coordonnateur de programme avoine.v@civipol.fr

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le contexte d'intervention du Programme a sensiblement évolué au cours des derniers mois. En premier lieu, un certain nombre d'Etats ont connu des bouleversements à leur tête : le Tchad, le Mali et le Burkina Faso. L'évolution des relations avec la France, notamment, modifie et rend plus complexe l'appui de l'Union européenne, bailleur du PAGS, vis-à-vis les besoins actuels.

Par ailleurs, le G5 Sahel, pour les raisons mentionnées ci-dessus, connaît certaines difficultés en ce qui concerne le fonctionnement des institutions : la Présidence en exercice qui devait être transférée en février 2022 au Mali est toujours tchadienne ; le lien entre la Présidence et son Secrétariat exécutif du G5 Sahel gagnerait à être amélioré, bien que réorganisé mais dont l'avenir du budget est incertain le Secrétariat a besoin d'un appui renforcé ; aucun CDS ne s'est tenu depuis mai 2021 et bon nombre de démembrements n'ont plus d'activité ou ne parviennent pas à se mettre en place.

Enfin, la coordination avec le Secrétariat de la Coalition Sahel et celui du P3S est aussi un défi inscrit dans le paysage actuel.

Pour ces différentes raisons, l'approche du bailleur dans son appui au G5 Sahel a choisi de mettre en place une évaluation à mi-parcours afin de tirer les leçons et adapter au mieux la suite de l'appui.

2. Activités principales menées en 2021

Appui au fonctionnement de la structure G5 Sahel

- ▶ Appui en expertise : mise à disposition du G5 Sahel de 4 experts principaux insérés dont 2 dans les locaux du SE G5S, 1 au sein de la Cellule en appui à la Présidence en exercice (tournante) et 1 au sein du Collège Sahélien de sécurité (CSS) à Bamako
- ▶ Personnels mis à disposition et rémunération (en mode « glissant ») de 10 postes au sein des structures du G5 Sahel en 2021
- ▶ Appui financier : financement de missions du personnel G5S, de séminaires, de conférences, des frais de fonctionnement des Cellules Présidence en exercice.
- ▶ Appui matériel : acquisition d'équipements de bureau au profit du SE et des Cellules « Présidence en exercice »
- ▶ Communication/Visibilité du G5 Sahel : plaquettes, agendas, appui à l'organisation de la Journée du G5 Sahel

Renforcement capacitaire

- ▶ Formations du CSS : coopération judiciaire et entraide pénale (janv-21, Bamako), respect des droits humains en situation de crise (avr-21, Bamako), techniques d'audition au cours de l'enquête judiciaire (oct-2021, Ouagadougou), procédures en matière d'infractions à la législation sur les armes à feu (déc-21, Balamo)
- ▶ Formations au service des personnels du SE G5 : langue anglaise des personnels SEG5
- ▶ Formations au profit des Comités nationaux de coordination : usage d'outils collaboratifs (avr-21) (NB : le CNC Mauritanien est le seul à ne pas avoir envoyé des personnels)
- ▶ Mobilisations d'expertises court terme au profit de tous les organes du G5 Sahel (566 jours d'expertise court terme (23 experts) en forme d'appui transversal aux différents organes du G5 Sahel :
 - Appuis à la mise en œuvre de la feuille de route de la Présidence
 - Etude sur la mise en place de la police de proximité
 - Etude de faisabilité d'une démarche d'inclusion financière au profit des Jeunes
 - Plan d'action de la Coordination régionale des CNJ (Jeunesse)

Appuis à la mise en œuvre des priorités du G5

- ▶ Etude sur la mise en place de Centres de coopération policière et douanière
- ▶ Réalisation et actualisation de la cartographie des frontières
- ▶ Mise en place d'un Guichet Unique de paiement des contributions des Etats membres
- ▶ Actualisation du site web du CSS
- ▶ Elaboration de TDR d'études de faisabilité concernant 7 projets du Fuseau Est
- ▶ Construction du dossier ARP et recherche de financements
- ▶ Contribution à la modification du règlement du CSS
- ▶ Identification des bonnes pratiques en matière de prévention de la radicalisation
- ▶ Etude sur la place des femmes dans les forces de sécurité du G5 Sahel
- ▶ Dispositif régissant les relations entre les démembrés G5S et les CNC

Activités transversales

- ▶ Appui à la mise en œuvre du Programme d'investissement prioritaire (PIP) ainsi que pour le Cadre d'actions prioritaires intégré du G5 Sahel (CAPI)
- ▶ Appui à l'élaboration du CAPI
- ▶ Appui à la communication stratégique de la Présidence en exercice, sur les réalisations du G5 Sahel

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Résultat 1 : les capacités du SE du G5 Sahel en matière de défense et de sécurité, et des structures de formation des cadres qui lui sont rattachés ont été renforcées

- ▶ 145 réunions organisées autour de l'assistant migration et frontières du DDS
- ▶ 100% de taux de contribution par les 5 Etats à l'alimentation de la cartographie des postes frontières
- ▶ 12 formations délivrées en matière de sécurité, de gestion des frontières, de CVE
- ▶ 8 formateurs issus des Etats du G5 Sahel mobilisés
- ▶ 49 726 EUR de matériels et équipements acquis au profit du Département de Défense et Sécurité
- ▶ 3 formations organisées sur l'analyse de l'information et le renseignement
- ▶ 12 personnels formés à l'analyse de l'information et au renseignement

Résultat 2 : le SE a été soutenu dans son action en matière de Développement et de Gouvernance et son fonctionnement interne a été renforcé

- ▶ 13 projets montés par l'expert et adressés aux bailleurs dans le cadre du PIP
- ▶ 7000 consultations comptabilisées du site du G5 SAHEL (par mois)
- ▶ 24 événements de visibilité du G5 Sahel organisés
- ▶ 1 réunions / séminaires organisés en lien avec les stratégies du G5 SAHEL (gestion des migrations, jeunes, femmes, Cellrad, communication)

- ▶ 18 236 EUR de matériels et équipements acquis au profit du SEG5 en général
- ▶ 1 session de sensibilisation à la radicalisation organisée dans le cadre du projet

Résultat 3 : les capacités de coopération et de coordination entre le SE et les CNC sont renforcées

- ▶ 8 activités organisées par les CNC et soutenues par le projet.
- ▶ 70 024,87 EUR de matériels et équipements acquis au profit des Présidences en exercice
- ▶ 40 personnels de CNC formés dans le cadre du projet
- ▶ 326 contributions transmises à la Présidence ou au CNC du pays qui assume la Présidence

Effets des objectifs de l'action

- ▶ 21 outils de planification, de suivi, d'apprentissage, de collecte et d'analyse des données mis en place, mis en œuvre et/ou renforcés
- ▶ 19 institutions et acteurs non étatiques ont bénéficié du renforcement des capacités et du soutien opérationnel en matière de sécurité, de gestion des frontières, de CVE, de prévention des conflits, de protection des populations civiles et des droits de l'homme
- ▶ 204 membres du personnel des institutions gouvernementales, des forces de sécurité internes et des acteurs non étatiques compétents ont été formés à la sécurité, à la gestion des frontières, à la CVE, à la prévention des conflits, à la protection des populations civiles et des droits de l'homme

4. Perspectives pour l'année 2022

Le pouvoir adjudicateur du PAGES, à savoir la DUE de Nouakchott, a annoncé en septembre 2021 qu'une évaluation à mi-parcours du PAGES serait engagée. L'exercice a été contractualisé en avril et prévu d'avoir lieu entre Mai et Septembre/Octobre avec des premières constats prévus en Juin. Un exercice de priorisation des appuis du PAGES a été proposé par la DUE au SEG5 afin de poursuivre des activités qui apparaîtraient urgentes et indispensables pendant ce temps de stand-by.

Les perspectives restent donc pour l'heure liées aux développements institutionnels du G5 et les conclusions de l'évaluation à mi-parcours.

5. Documents produits en 2021

- ▶ Equipe d'assistance technique PAGES et experts court-terme - Etude de faisabilité sur la mise en place des centres de coopération policière et douanière (CCPD) dans l'espace G5 Sahel
- ▶ Equipe d'assistance technique PAGES et experts court-terme - Elaboration d'un rapport identifiant la volonté politique et technique des pays membres de participer au projet et détermination des éventuels emplacements des CCPD dans l'espace du G5 Sahel ainsi que des difficultés et risques observés
- ▶ Equipe d'assistance technique PAGES et experts court-terme - Appui au projet d'Académie régionale de police (ARP) au Tchad. Contributions techniques apportées au comité de pilotage de l'ARP, en forme de livrables de l'expert, et prises en compte par différents CDS
- ▶ Equipe d'assistance technique PAGES et experts court-terme - Etude sur la mise en place d'un Guichet Unique pour les contributions des Etats membres du G5 Sahel
- ▶ Equipe d'assistance technique PAGES et experts court-terme - Etude sur la place des Femmes dans les forces de sécurité des Etats du G5 Sahel
- ▶ Equipe d'assistance technique PAGES et experts court-terme - Etude de faisabilité sur la mise en place d'un Fonds pour l'emploi des Jeunes du G5 Sahel
- ▶ Equipe d'assistance technique PAGES et experts court-terme - Etude de faisabilité sur la mise en place de la police de proximité afin de concourir au renforcement de la présence de l'Etat dans les zones sensibles du G5 Sahel



26. LE NORD EN RÉSEAU

Coordination d'OSC de niveau 1 pour le développement local, la cohésion sociale et la participation de la société civile dans les régions du Tiris Zemmour et de l'Adrar

Instrument de financement	Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)
Pilier du consensus européen	Paix
ODD	6
SCAPP Pilier et Chantier	3 - 8
Montant contribution UE en €	500.850
Montant total en €	667800
Date début – Date fin	29/02/2020 - 27/02/2023
Objectif global	Renforcer le rôle actif des OSC de niveau 1 dans les processus de développement local, d'amélioration des conditions de vie des populations, de bonne gouvernance du territoire et de cohésion sociale, en accompagnant la création d'un réseau d'associations dans le Nord de la Mauritanie
Mise en œuvre par	Movimento Africa 70 / ONG ADID (Association pour le Développement Intégré et Diversifié)
Ministères partenaires	Culture-Jeunesse- Sports
Wilayas d'intervention	Tiris Zemmour - Adrar
Contact	Aichetou Traoré - Représentante pays - Chef de Projet - africa70mauritanie@gmail.com

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Lancé en Juin 2020, le projet peut être considéré comme une réponse à plusieurs défis dont notamment celui de renforcement des compétences de la société civile, mais surtout apporte une réponse pertinente à l'observation de la feuille de route de l'union Européenne par rapport à la société civile Mauritanienne.

Il intervient sur plusieurs axes afin d'atteindre ces objectifs. Entre autres, la création d'un réseau des Osc de niveau 1 dans le nord de la Mauritanie, appelée « la plateforme du nord (maison de la société civile) entre la région de Tiris Zemmour et de l'Adrar est la réussite majeure du projet.

Les parcours de formations réalisés ont permis un réel renforcement des compétences de la société civile dans le nord du pays lui permettant de mettre en pratique les acquis, faisant un saut de qualité. La plateforme du nord (maison de la société civile) qui comptait un ciblage de 36 OSC s'est constituée avec 48 membres actifs.

Les financements aux tiers accordés durant la deuxième année d'activités ont enregistré un véritable changement socioéconomique des deux régions et surtout qu'ils ont été déterminants pour la capitalisation des compétences et connaissances transférées des formations faites pour accompagner les OSC bénéficiaires.

Et les événements organisés par la plateforme comme foires et initiatives de sensibilisation ont permis davantage à la société civile du nord de la Mauritanie de comprendre les potentialités de leur plateforme et sont aujourd'hui dans une phase de réorganisation des mécanismes de fonctionnement pour l'élection de nouveau bureau qui permettra la structure de fonctionner de manière plus systématique.

Par ailleurs l'expression aujourd'hui de tous les partenaires tend vers une assistance technique plus concentrée que de mettre la mise en place d'études qui certes utiles mais moins prioritaire pour un accompagnement plus efficace vers une tendance plus autonome.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Accompagnement à la réalisation, par les groupes cibles, d'événements comme : foires-marchés de produits typiques et innovateurs et rencontres culturelles et d'agrégation sociale. Sous cette activité, nous avons pu intégrer le festival d'Ouadane. Il s'agit d'un programme de valorisation du patrimoine culturel mauritanien, institué il y a 10 ans par le gouvernement, par l'organisation d'un festival à tour de rôle, chaque année dans l'une des 4 villes historiques (Chinguitti, Ouadane, Tichit, Oualata), considérées patrimoine mondial de l'UNESCO. La période du festival a coïncidé avec la même période qui était prévue pour l'organisation de foires et marchés de produits des membres de la plateforme au mois de décembre à Atar donc l'exposition de la plateforme dans le festival a été une activité fructueuse. Donc cet événement s'est déroulé du 10 au 14 décembre 2021 à Ouadane dans la région de l'Adrar
- ▶ Etude de marché et accompagnement technique finalisés avec évaluation d'opportunités de commercialisation des produits alimentaires et artisanaux typiques et innovateurs, au niveau local, national et international » et les activités
- ▶ Parcours de formation pour les coopératives agricoles, artisanales et les GIE de femmes, concernant les méthodes et les techniques de production et de commercialisation durables d'un point de vue environnemental
- ▶ Formation pour les groupes des jeunes, les associations de femmes et les associations d'handicapés sur les méthodes et les techniques de communication sociale
- ▶ Elaboration participative des contenus de la campagne de communication sociale, avec les groupes de jeunes, les associations de femmes et les associations d'handicapés »

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Plateforme du nord (maison de la société civile) constituée avec 48 OSC de niveau 1 membres
- ▶ Mécanisme de fonctionnement de la plateforme mis en place et en cours de révision avec statuts, règlement intérieur et élection de bureau
- ▶ Les deux comités de pilotage créés (1Tiris Zemmour et 1 Adrar) avec définition de comités de validation des financements aux tiers
- ▶ 30 OSC de femmes, de producteurs agricoles et artisanaux et alimentaires, 3 OSC de personnes handicapées, 14 OSC de jeunes) faisant partie de la plateforme participative
- ▶ 14 associations du Nord de la Mauritanie participant au réseau et n'ayant pas été identifiées par le projet comme groupe cible
- ▶ Chaque OSC de niveau ayant à disposition une étude diagnostique spécifique sur son fonctionnement et peut démarrer un processus de réflexion partagé à partir des considérations émergées et une analyse swot
- ▶ Toutes les associations mises en réseau avec d'autres associations, partageant de bonnes pratiques, discutant de nouveaux projets communs et le transfert de connaissance acquis
- ▶ Les groupements informels accompagnés dans un processus d'institutionnalisation et de reconnaissance par l'État et disposant soit de lettre (attribution ou de récépissé pour ceux qui avaient entamés la procédure de reconnaissance précédente)
- ▶ Toutes les OSC bénéficiaires formées concernant la gestion administrative et financière grâce à un parcours spécifique pour un renforcement de leurs compétences et capacités et dispose de comptabilité pour gestion plus transparente, de comptes bancaires, de local
- ▶ Le parcours de formation dans le domaine de l'agriculture conclu (à Zouerate et Atar)
- ▶ Le parcours de formation en communication sociale conclu (17 OSC formées avec attestation finale)
- ▶ Le parcours de formation dans le développement de l'artisanat conclu (14 OSC formées avec attestation finale)
- ▶ Le parcours de formation en aviculture conclu
- ▶ Le parcours de formation dans la transformation des aliments (13 OSC formées avec attestation finale)
- ▶ Le programme de Financement aux tiers a lancé et 47 OSC / 47 ant obtenu le 50% de financement;
- ▶ Une foire organisée et revue selon les prévisions permettant la plateforme des deux régions d'envoyer une délégation de 10 OSC élues intérieurement pour se faire représenter au « festival des cités » à Ouadane, avec exposition des produits des 30 OSC de production (plusieurs typologies de couscous, bijoux et objets de souvenir fait avec la pierre précieuse, tapis typiques confectionnés avec la laine de chameau, des voiles et des tissus teints à la main, poudre de

moringa, techtar (viande sèche), produits dérivés du palmier, plusieurs typologies de farines de

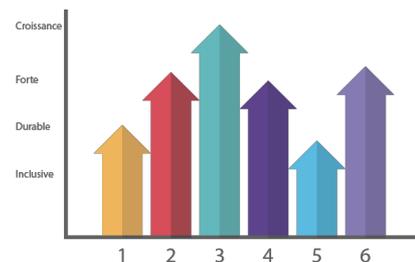
céréales moulues.

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Accompagnement à la réalisation, par les groupes cibles, d'événements comme : foires-marchés de produits typiques et innovateurs et rencontres culturelles et d'agrégation sociale. Pour la région de Tiris Zemmour, la foire interrégionale expo' de dialogue structuré des jeunes sous le thème « Nous sortir de l'isolement pour notre avenir » prévu du 10 au 14 juin 2022. Pour la région de l'Adrar, la foire interrégionale expo' de dialogue structuré des jeunes sous le thème « Nous sortir de l'isolement pour notre avenir » prévu du 10 au 14 décembre 2022
- ▶ Étude de marché et accompagnement technique finalisée avec évaluation d'opportunités de commercialisation des produits alimentaires et artisanaux typiques et innovateurs, au niveau local, national et international
- ▶ Réalisation de projets de développement visant l'amélioration de la production et la commercialisation des produits alimentaires et artisanaux typiques et innovateurs, au niveau local, national et international. Le programme de financement aux tiers a été lancé et en 2022 les microprojets financés vont conclure leurs activités
- ▶ Réalisation des projets conçus avec les groupes de jeunes, les associations de femmes et les associations d'handicapés pour la réalisation de la campagne de communication sociale. Le programme de Financement aux tiers a été lancé et les OSC sélectionnées dans le cadre de ce volet ont obtenu 50% du montant global de financements accordés- voir annexe a ce document ; En 2022 les microprojets financés vont conclure leurs activités et un nouveau appel à microprojet va être lancé dans ce volet pour le montant qui n'a pas été attribué en 2021

5. Documents produits en 2021

- ▶ Auteur - Protocole de coopération entre Movimento Africa 70 et ONG mauritanienne ADID - Mois 2021
- ▶ Auteur - Protocole de Coopération entre Movimento Africa 70, ONG ADID et la commune d'Atar - Mois 2021
- ▶ Auteur - Protocole de coopération entre Movimento Africa 70, ONG ADID et la commune de Zouerate - Mois 2021
- ▶ Auteur - Accord de partenariat entre Movimento Africa 70, ONG ADID et le Ministère de l'Emploi, de la jeunesse et des Sports - Mois 2021
- ▶ Auteur - Rapport de l'étude diagnostic spécifique pour chaque groupe cible, finalisée à détailler leurs problématiques d'organisation/gestion, de production et d'organisation et en annexe à ce rapport tous les rapports de diagnostic individuel pour chaque groupe cible bénéficiaire du projet - Mois 2021
- ▶ Auteur - Convention portant sur la création de la plateforme signée entre les 48 OSC membres et les sept maires des 7 communes différentes entre les deux régions avec les visas des deux walis des deux wilayas (Tiris Zemmour et Adrar) - Mois 2021



Prosperité - Croissance et emplois inclusifs et durables

27. Accord de Partenariat de Pêche UE-RIM-----	102
28. RIMRAP - Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale -----	105
29. RIMDIR - Renforcement des Investissements Productifs et Energétiques en Mauritanie pour le Développement Durable des zones rurales -----	107
30. RIMFIL - Promotion du développement de filières agricoles et pastorales durables-----	110
31. PACAO - Programme d'Appui à la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest- Volet Mauritanie -----	113
32. Promopêche GLZ - Création d'emploi décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale-----	116
33. Promopêche BIT - Création d'emploi décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale-----	119
34. Promopêche AECID - Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de Mauritanie-----	123
35. PECOBAT -Amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME dans le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisant dans les chantiers écoles construction -----	127
36. Formaemploi-Mauritanie - Formation professionnelle et innovation pour renforcer l'employabilité et l'entrepreneuriat en Mauritanie (BTP, énergies et femmes) -----	131
37. SAFIRE - Sécurité Alimentaire Formation Insertion Résilience et Emploi - Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie-----	133
38. ARCHIPELAGO FAIDOP - Mauritanie -----	136
39. Réseaux et partenariats pour l'agropastoralisme au Guidimakha, au Gorgol et au Brakna -----	138
40. PRO COOP - Projet de Renforcement des Coopératives du Guidimakha pour le Développement Durable en Mauritanie-----	140
41. Appui à la Contribution Effective de la société civile à la bonne gouvernance et au développement de la pêche artisanale en Mauritanie-----	142
42. Construction du Pont de Rosso -----	144

	27. Accord de Partenariat de Pêche UE – RIM
Instrument de financement	Budget de l'UE
Pilier du consensus européen	Prospérité
ODD	14
SCAPP Pilier et Chantier	3-8
Montant contribution UE en €	61 750 000
Montant total en €	79 825 000
Date début – Date fin	16/11/2015 – 15/11/2021
Objectif global	Améliorer la gouvernance des pêches et permettre l'accès des flottes européennes aux stocks halieutiques excédentaires non capturés par les flottes locales
Mise en œuvre par	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime
Wilayas d'intervention	National
Contact	Eric Lunel – Attaché pêche à la délégation de l'UE - eric.lunel@eeas.europa.eu

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

L'accord de partenariat de pêche UE – RIM est un accord international permettant, selon un cadre strict, à des bateaux européens de pêcher dans la zone de pêche de la Mauritanie. Il est mis en œuvre selon un protocole d'application de 4 ans (2015 – 2019), qui a été prolongé 2 fois d'un an (2020 – 2021).

Il s'agit d'un outil de gouvernance des océans, transparent, et mutuellement bénéfique qui renforce la gouvernance de la pêche pour une exploitation, un approvisionnement en produits de mer et un développement durable du secteur de la pêche.

Comme les autres accords du même genre, il ne vise que les stocks excédentaires que le pays partenaire n'est pas disposé ou n'est pas en mesure de pêcher. Il est encadré par des avis scientifiques solides, notamment émis par un comité scientifique conjoint. L'objectif est la conservation des ressources et la durabilité environnementale, en garantissant la mise en œuvre des lois et des principes de l'UE.

En contrepartie, l'UE paie une redevance pour le droit d'accès aux zones de pêche de la Mauritanie, ainsi qu'un appui financier sectoriel, destiné à la mise en œuvre d'une partie de la politique nationale du secteur (surveillance maritime et lutte contre la pêche illégale, infrastructures de développement du secteur, recherche scientifique, protection des zones marines et côtières). Les armateurs UE paient également à l'occasion de la prise des licences et en fonction des volumes capturés. Ils contribuent également en nature, en cédant 2 % des captures de petits pélagiques (destinés aux couches de la population les plus fragiles).

En 2019, l'évaluation ex-ante et ex-post a été conduite et publiée, et les négociations pour le renouvellement du protocole (et de son accord cadre) ont débuté en juillet. Ces négociations ont duré 2 ans et ont abouti à la conclusion d'un nouvel accord cadre d'une durée de 6 ans et d'un nouveau protocole de mise en œuvre d'une durée de 5 ans.

Coté mauritanien, la nouvelle stratégie sectorielle 2020 – 2024, validée en 2020, est actuellement en cours de révision.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Négociations pour le renouvellement du protocole et de l'accord cadre : plusieurs réunions techniques, 1 réunion techniques (octobre) + 2 tours de négociations (février, mars, mai, juillet).
- ▶ Dans le cadre de l'appui sectoriel aux politiques publiques, les actions de soutien à la surveillance et au contrôle des pêches, à la recherche scientifique, à la protection et à la conservation des ressources marines et côtières, aux infrastructures de développement ont été menées, conformément à la programmation conjointe.

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Etude d'évaluation ex-ante publiée (<https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/08e725d1-5a8f-11e9-9151-01aa75ed71a1>)
- ▶ Comités Scientifiques conjoints annuels tenus depuis 2016 (ci-joint le compte rendu du dernier comité en date, celui de février 2021 (https://ec.europa.eu/oceans-and-fisheries/publications/report-2021-meeting-joint-scientific-committee-eu-mauritania-fisheries-partnership-agreement_en))
- ▶ Depuis 2016, les navires européens ayant utilisé les proportions suivantes des quotas et tonnages négociés dans le cadre du protocole de pêche en cours :
- ▶ Au niveau du Parc National du Banc d'Arguin (PNBA), logements pour le personnel du parc achevés, divers travaux de génie civil réalisés, véhicules livrés (minibus pour le transport du personnel, quads...), bulldozer chargeur fourni, chantier naval traditionnel pour la construction de lanches rénové et élargi, construction d'un poste de santé à Iwik et renouvellement de la signalétique dans le parc lancés
- ▶ Au niveau du Parc National du Diawling (PND), programme d'éducation environnementale élaboré, population locale formée sur la pêche à la crevette dans le parc, SIG et base de données pour l'Observatoire du PND installés, Observatoire du parc équipé, véhicules et quads acquis, atelier d'entretien du parc automobile installé, couverture végétale dans les bassins réduite et maîtrisée (lutte manuelle contre l'envahissement par le typha), accompagnement de la démarche visant une inscription du PND sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO (étude préliminaire)

Commission mixte annuelle non tenue en 2021

Appui sectoriel aux politiques publiques :

- ▶ Travaux de construction du port de Tanit achevés
- ▶ Anciens locaux de l'Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et de Pêches (IMROP) remis en état, équipés de matériel scientifique récent, navire de recherche de l'IMROP réparé et équipé. Construction du nouveau siège régional à Nouakchott lancée, véhicules livrés, ateliers scientifiques et de campagne de suivi des ressources organisés
- ▶ Simulateurs de navigation pour l'école supérieure des officiers de l'Académie navale acquis
- ▶ Au niveau des Gardes côtes : patrouilleur «Awkar» réparé, infrastructure informatique THEMIS renouvelée et cadres formés à son usage
- ▶ Locaux du MPEM remis en état, notamment à Nouadhibou
- ▶ ONISPA : mise en œuvre du plan de mise à niveau proposé suite à l'audit de la DG SANTE (2019) appuyée, formations organisées, appui aux accréditations réalisé, équipements fournis

Catégories		2016	2017	2018	2019	2020	2021
cat 1	Crevettes	18,7%	26,8%	49,5%	18,4%	26,0%	25,9%
cat 2	Merlu frais	100,5%	103,2%	115,9%	101,8%	85,4%	86,0%
cat 2 bis	Merlu congelé	-	61,1%	146,9%	67,6%	63,0%	73,9%
cat 3	poissons démersaux	92,9%	88,3%	71,3%	99,9%	77,0%	49,5%
cat 4	Thonniers senneurs	44,5%	110,2%	101,7%	171,4%	47,0%	55,0%
cat 5	Thonniers canneurs et palangriers de surface	43,8%	66,8%	33,1%	67,1%	37,7%	23,4%
cat 6	Petits pélagiques	54,9%	33,3%	50,8%	36,9%	18,9%	13,6%
UTILISATION TOTALE des quantités négociées		53,8%	40,0%	55,9%	45,9%	23,6%	18,9%

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Tenue d'une réunion du comité scientifique conjoint et de deux commissions mixtes
- ▶ Elaboration par la Mauritanie d'un plan de gestion des petits pélagiques
- ▶ Validation du plan de gestion des petits pélagiques par le Comité scientifique conjoint et par la Commission mixte
- ▶ Surveillance et contrôle des pêches : acquisition d'une vedette de surveillance et de véhicules de services, de divers équipements de sauvetage et de surveillance
- ▶ PNBA : acquisitions de vedettes de surveillance
- ▶ PND : élaboration d'un tableau de bord pour la gestion du parc, cofinancement de l'approvisionnement en eau potable des villages situés dans le parc.

Appui sectoriel aux politiques publiques :

- ▶ Recherche scientifique : embarquements d'observateurs IMROP à bord de flottilles opérant en Mauritanie, organisation d'ateliers scientifiques, campagne d'évaluation des stocks de petits pélagiques, construction du siège régional de l'IMROP à Nouakchott et locaux sur principaux points de débarquement.

	<p>28. RIMRAP Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale</p>
Instrument de financement	11 ^{ème} Fonds européen de développement
Pilier du consensus européen	Prospérité
ODD	2
SCAPP Pilier et Chantier	1 - 1
Montant contribution UE en €	25 000 000
Montant total en €	27 000 000
Date début – Date fin	02/15/2015 - 02/06/2023
Objectif global	Renforcer la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle
Mise en œuvre par	Institut de recherche et d'applications des méthodes de développement - IRAM
Ministères partenaires	Elevage, Agriculture
Wilayas d'intervention	Hodh el chargui - Hodh el Gharbi - Assaba - Guidimakha
Contact	Soazic Dupuy Chef de projet - s.dupuy@iram-mr.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

L'action du projet s'inscrit dans le cadre de l'octroi par l'UE d'une subvention à l'IRAM Association et destinée à financer la mise en œuvre du projet « Réponses aux urgences dues au Covid-19 en milieu agricole et pastoral et poursuite des activités d'appui institutionnel post Covid-19 » (COPCO). Pour rappel, le contrat de subvention a été signé le 27 juillet 2020 par les deux parties et se situe dans la prolongation de la convention de financement du Programme RIMRAP signé entre le Gouvernement mauritanien et l'Union européenne.

Le COPCO fait donc partie intégrante du RIMRAP dont il constitue l'un des derniers projets avec la composante « Recherche et Formation » mise en œuvre par la GIZ. Il a pu voir le jour après la restitution d'une partie des fonds non dépensés de l'AECID que la DUE a voulu engager dans un double objectif de réponse aux urgences de la pandémie COVID-19 et dans la poursuite d'un appui institutionnel que l'Agence de coopération espagnole (AECID) n'avait pas pu terminer.

Ce projet est venu s'inscrire dans la réponse à la crise de la COVID-19 et a permis à la DUE d'accompagner les populations vulnérables, déjà touchées par la soudure et dont la situation s'était dégradée en raison de la pandémie. La limitation des mouvements avait limité la création de revenus complémentaires à l'agriculture ou l'élevage, tout en limitant ces derniers en raison d'un déficit en intrants et d'un bétail contraint à une sédentarisation contre nature et souvent génératrice de conflits territoriaux et environnementaux.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Mise en place de filets sociaux (distribution de cash) au profit des ménages plus vulnérables (3697 personnes ciblées) des 4 Wilayas d'intervention du projet
- ▶ Achat et distribution produits vétérinaires destinés à 705 ménages (dont 110 cheffes de ménages), permettant l'assistance vétérinaire à un total de 43 073 ruminants dont 18 448 grands ruminants (GR) et 24 625 petits ruminants (PR). L'apparition soudaine de la fièvre de la Vallée du Rift et la pasteurellose au cours de l'année 2021 a engendré d'énormes pertes d'espèces animales. Sur demande du Ministère du développement rural, la part budgétaire allouée aux produits vétérinaires a été largement soutenue pour une valeur de 2,1 Millions MRU (environ 50 000 euros)
- ▶ Achat et distribution de 165 tonnes d'aliment de bétail au profit de 1578 ménages, dont 299 cheffes de ménages
- ▶ Appui matériel et technique pour 12 coopératives maraichères en apport en semences maraichères et vivrières, en apport en petit matériel de culture, en sécurisation des espaces de culture (clôtures, accès), en sécurisation de l'approvisionnement en eau (surcreusement de puits, moyens d'exhaure, mise en place de citernes fixes ou mobiles...) et en conseil agricole
- ▶ Implantation et culture fourragère de la Marafalfa sur les 12 sites de production maraichère soutenus par le projet
- ▶ Formation/Accompagnement technique
- ▶ Capitalisation des expériences et visite d'échange

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ 10535 personnes vulnérables ayant bénéficié des transferts monétaires dans les zones d'intervention
- ▶ 1006 agriculteurs ayant bénéficié de matériels agricoles dans les zones d'intervention
- ▶ 16406 pasteurs ayant bénéficié d'aliment de bétail de kits de santé dans les zones d'intervention

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Vulgarisation de 3 modules de formation GIZ (Rimrap Recherche Formation) : feux de brousse / toxicité de plantes fourragères / prévention et gestion des conflits
- ▶ Appui Institutionnel autour du PPBSE (Planification, Programmation, Budgétisation, Suivi, Evaluation) suivant la nouvelle loi organique des finances autour de 6 thèmes : (i) gestion axée sur les résultats, (ii) Approche budget-programme, (iii) cadre de performance, Projet annuel de performance et Rapports annuels de performance, (iv) cadre de dépenses à moyen terme (CDMT), (v) maturation des projets d'investissement public, (vi) suivi et évaluation de projets et programmes
- ▶ Mise en œuvre du plan de formation à destination des différents acteurs (MA, ME, RIMRAP-COPCO et RIMDIR), notamment les formations SIG, Archivage, Informatique, Kobotoolbox
- ▶ Mise en place d'un Service pilote vétérinaire privé de proximité avec l'appui technique de Vétérinaire Sans Frontières
- ▶ Appui à la stratégie du ministère pour le développement des cultures fourragères avec notamment la définition d'un module de formation technique sur le Marafalfa. Vulgarisation et formation de cette technique au profit des Services techniques déconcentrés (STD) et des acteurs de la société civile dans au moins les 4 régions d'intervention du projet
- ▶ Appui au ministère pour la recherche de solutions structurantes pour l'aliment de bétail (par exemple, le cactus fourrager, le fourrage hydroponique etc.)

5. Documents produits en 2021

- ▶ IRAM - Franck Muller - Répartition des projets financés par l'Union Européenne par acteurs - Juin 2021
- ▶ IRAM - Franck Muller - Densité d'intervention en nombre d'acteurs - Juin 2021
- ▶ IRAM - Franck Muller - Répartition des projets par domaine - Juin 2021
- ▶ IRAM - Franck Muller - Densité d'intervention en nb d'actions - Juin 2021



29. RIMDIR

Renforcement des Investissements Productifs et Energétiques en Mauritanie pour le Développement Durable des zones rurales

Instrument de financement	11 ^{ème} FED
Pilier du consensus européen	Prospérité
ODD	8
SCAPP Pilier et Chantier	1 - 3
Montant contribution UE en €	35 000 000
Montant total en €	39 000 000 (UE+AFD)
Date début – Date fin	30/06/2018 - 30/06/2023
Objectif global	Renforcer de manière durable la résilience des systèmes naturels et les services éco systémiques au bénéfice des populations les plus vulnérables
Mise en œuvre par	Enabel (Agence belge de développement), AFD (Agence française de Développement), SOMELEC (Société Mauritanienne d'Electricité)
Ministères partenaires	Agriculture, Elevage, Pétrole-mines-énergie
Wilayas d'intervention	Assaba - Guidimakha - Hodh el Gharbi - Hodh el Chargui
Contact	Daniel Binar Intervention manager (volet IRP / Enabel) - daniel.binart@enabel.be

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le programme indicatif du 11^{ème} Fonds européen de développement (FED) en Mauritanie dédie 49% de son enveloppe globale à la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable (SANAD). L'objectif général de ce premier secteur de concentration est de renforcer la résilience des populations vulnérables face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'approche pour ce secteur est conçue comme un ensemble complémentaire d'interventions afin d'améliorer la gouvernance (première intervention, le RIMRAP 2016-2020 suivi du RIMRAP-COPCO en cours), et de renforcer les investissements productifs et permettre l'accès à l'énergie renouvelable (seconde intervention, le RIMDIR) préalables au travail sur les chaînes de valeur agricoles et pastorales (troisième intervention, le RIMFIL démarré début 2020).

Le RIMDIR est mis en œuvre par deux entités distinctes : d'une part, Enabel (Agence belge de développement), chargée du renforcement institutionnel et de l'amélioration de l'accès à l'eau, du désenclavement et de la sécurisation des ressources au travers d'actions relatives aux investissements productifs ; et, d'autre part, l'Agence Française de Développement qui a confié à la Société Mauritanienne d'Electricité (SOMELEC) le développement de services d'accès à l'énergie renouvelable au travers de la construction de mini-réseaux hybrides solaire/batterie en délégation de service public et de l'accompagnement des acteurs concernés.

2. Activités principales menées en 2021

Volet infrastructures rurales

- ▶ Identification participative de sites potentiels d'intervention en IRP pour une seconde phase de travaux
- ▶ Etudes de faisabilité technique et études d'impact environnemental et social relatives aux sites retenus pour la construction/réhabilitation d'IRP (Infrastructure Rurale Productive)
- ▶ Travaux de construction / réhabilitation de barrages sur 11 sites / Réception provisoire de 8 ouvrages
- ▶ Accompagnement des communautés à la gestion des IRP (ingénierie sociale)
- ▶ Appui au Ministère de l'Agriculture (MA) et au Ministère de l'Elevage (ME) pour la réalisation de l'inventaire des IRP dans les wilayas d'intervention
- ▶ Mise en place en cours d'un système base de données en lien avec l'inventaire des IRP
- ▶ Elaboration en cours d'un référentiel technico-économique des principales IRP et des guides de maintenance
- ▶ Coaching du service d'agro météorologie du MA
- ▶ Mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités des services techniques des MA et ME (en relation avec les IRP)
- ▶ Amélioration du cadre légal en lien avec la LOAP (Loi d'Orientation Agropastorale) avec la proposition de décrets d'application et ses outils et d'un guide des principes et modalités pour la mise en œuvre des investissements en IRP
- ▶ Proposition d'outils socio-fonciers d'ingénierie sociale

Volet énergie

- ▶ Contractualisation et signature de la convention de rétrocession tripartite
- ▶ Finalisation des formalités administratives
- ▶ Opérationnalisation de l'unité de gestion de projet à la SOMELEC (Maître de l'ouvrage public-MOP, recrutement, autonomie technique et financière)
- ▶ Revue et mise à jour de l'APD (étude de l'avant-projet définitif), arbitrage et partage avec les partenaires
- ▶ Préparation de l'étude préalable et de soutenabilité budgétaire
- ▶ Préparation de la procédure de pré qualification pour le recrutement du délégataire
- ▶ Etude du Mécanisme de paiement de la contribution d'équilibre
- ▶ Préparation des actions de communication
- ▶ Organisation du premier comité de pilotage (COPIL) du volet énergie du RIMDIR
- ▶ Préparation des réunions du comité de suivi (CSO) du RIMDIR et déploiement des actions de coordination avec Enabel

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Volet infrastructures rurales

- ▶ Identification participative des zones prioritaires (9) et des pôles de développement (17) pour l'accueil des activités dans les quatre wilayas d'intervention réalisées
- ▶ Diagnostics filières (lait, maraîchage et cultures de décrue) réalisés
- ▶ Identification participative de sites d'intervention (95) pour des travaux de construction ou réhabilitation d'infrastructures rurales productives (IRP) réalisée
- ▶ Etudes de faisabilité technique sur 11 sites réalisées
- ▶ Huit barrages réceptionnés et plusieurs ouvrages de type CES/DRS (conservation des eaux et sols) réalisés
- ▶ Accords sociaux signés et/ou comité de gestion mise en place de en lien avec les IRP (20 sites concernés)
- ▶ Etat des lieux des IRP en Mauritanie (étude) réalisé
- ▶ Inventaire des IRP dans les wilayas de l'Assaba, du Hodh el Gharbi et du Hodh el Chargui réalisé et accessible en ligne

- ▶ Renforcement des capacités (services publics, communautés rurales) effectué
- ▶ Outils socio-fonciers d'ingénierie sociale élaborés et mis en œuvre
- ▶ Deux décrets pour la LOAP proposés
- ▶ Guide des principes et modalités pour la mise en œuvre des investissements en IRP proposé

Volet énergie

- ▶ Zones et besoins en infrastructures dans les Wilayas du projet identifiés
- ▶ Demande de proposition de l'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage réalisée et transmis aux entreprises sur la short list
- ▶ Mise en place d'une unité de gestion de projet à la SOMELEC effectuée

4. Perspectives pour l'année 2022

Volet infrastructures rurales

- ▶ Réalisation des études de faisabilité sur les nouveaux sites identifiés, gestion des marchés et mise en œuvre des travaux
- ▶ Réception provisoire/définitive de travaux d'IRP (barrages, forages, puits, points critiques sur pistes rurales, parcs de vaccination)
- ▶ Réalisation des activités d'ingénierie sociale en lien avec chaque infrastructure/intervention concernée
- ▶ Accompagnement des MA et ME dans la gestion de la base de données en lien avec l'inventaire des IRP
- ▶ Validation et diffusion des référentiels technico-économiques des principales IRP et des manuels sur leur maintenance
- ▶ Production de modules filmés de vulgarisation du rôle des comités de gestion des IRP
- ▶ Renforcement des capacités des personnels des MA et ME (dont service agro-météo) et appui au pilotage des activités du sous-secteur par la DAR/MA (Direction de l'aménagement rural)
- ▶ Amélioration du cadre légal relatif aux IRP

- ▶ Validation finale des outils socio-fonciers d'ingénierie sociale
- ▶ Elaboration d'un schéma d'aménagement pastoral pilote dans le HEC

Volet énergie

- ▶ Etablissement de l'autonomie technique et financière de l'UGP SOMELEC pour l'exécution du projet
- ▶ Recrutement de l'assistant technique (AMO) pour l'appui à la maîtrise d'ouvrage pour SOMELEC
- ▶ Suivi technique et financier de l'AMO : finalisation des études et DAO pour le recrutement rapide du concessionnaire
- ▶ Validation de l'étude préalable et de soutenabilité budgétaire
- ▶ Lancement de la procédure de préqualification pour le recrutement du délégataire
- ▶ Lancement de la procédure d'appel d'offres PPP
- ▶ Préparation et exécution des actions de communication

5. Documents produits en 2021

- ▶ BURGEAP - Etude de faisabilité détaillée du projet d'électrification rurale au sud-est de la Mauritanie – RIMDIR Energie. Rapport #3 Complémentaire – version définitive - Avril 2021
- ▶ BURGEAP - RIMDIR - Mise en place de services énergétiques renouvelables. Convention de Délégation DUE-AFD n°407-103 du 17/06/2019. Rapport d'exécution 2 - Juin 2021
- ▶ AFD - Aide-mémoire relatif à la supervision des projets énergie en Mauritanie (Agence Française de Développement (AFD) - Juin 2021
- ▶ Ministère du pétrole, des mines et de l'énergie - Procès-Verbal de la réunion du 1er COPIL du projet RIMDIR - Septembre 2021
- ▶ Com4Dev - Film de présentation du RIMDIR-volet infrastructures rurales productives - Novembre 2021 - <https://youtu.be/gbyfJxeYvCg>

	<p>30. RIMFIL</p> <p>Promotion du développement de filières agricoles et pastorales durables</p>
Instrument de financement	11ème FED
Pilier du consensus européen	Prospérité
ODD	8
SCAPP Pilier et Chantier	1
Montant contribution UE en €	150 000
Montant total en €	17 150 000
Date début – Date fin	06/12/2019 - 05/08/2024
Objectif global	Promouvoir le développement de filières agricoles et pastorales durables au niveau familial et communautaire
Mise en œuvre par	Enabel (Agence belge de développement)
Ministères partenaires	Agriculture (MA) et Elevage (ME)
Wilayas d'intervention	Assaba, Guidimakha, Hodh el Gharbi, Hodh el Chargui
Contact	Daniel Binart Intervention manager – daniel.binart@enabel.be

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le programme indicatif du 11ème Fonds européen de développement (FED) en Mauritanie dédie 49% de son enveloppe globale à la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable (SANAD). L'objectif général de ce premier secteur de concentration est de renforcer la résilience des populations vulnérables face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'approche pour ce secteur est conçue comme un ensemble complémentaire d'interventions afin d'améliorer la gouvernance (première intervention, le RIMRAP 2016-2020 prolongée par RIMRAP-COPCO en cours de mise en oeuvre), et de renforcer les investissements productifs et permettre l'accès à l'énergie renouvelable (seconde intervention, le RIMDIR 2019-2023) préalables au travail sur les chaînes de valeur agricoles et pastorales (troisième intervention, le RIMFIL démarré en 2020).

Le RIMFIL - Promotion du développement de filières agricoles et pastorales durables - envisage de développer des chaînes de valeur agro-pastorales inclusives et durables, comme des leviers à la fois de croissance, mais aussi de résilience au changement climatique, de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Il s'agira, d'une part, de développer et de structurer l'offre (renforcement des capacités / conseil agro-pastoral, accès au marché, financement, structuration, ...) et, d'autre part, de développer la demande en renforçant des entreprises actives au sein des chaînes de valeur (accès au financement, gouvernance, organisation, ...). De manière transversale, un renforcement du cadre institutionnel et de l'environnement des affaires sera mené.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Formations de facilitateurs sur les cultures de décrue et sur le pastoralisme et mise en place de champs écoles agro-pastoraux (CEAP)
- ▶ Identification des partenaires pour la mise en œuvre des activités d'ingénierie sociale en lien avec l'accompagnement des acteurs locaux des filières et démarrage des activités dans certaines wilayas
- ▶ Identification d'un partenaire pour la mise en œuvre des activités relatives à la conduite d'une démarche d'appui au développement d'une filière maraîchère agro écologique viable
- ▶ Réalisation d'un premier diagnostic de l'état des lieux des Organisations Socio Professionnelles (OSP) en Mauritanie et plus particulièrement dans les wilayas d'intervention
- ▶ Assistance à la mise en place d'un plan de développement stratégique de la Société Mauritanienne des Produits Laitiers (SMPL)
- ▶ Identification participative des besoins en investissements productifs publics en lien avec le développement des filières agro-pastorales locales dans les quatre wilayas d'intervention
- ▶ Identification de deux partenaires IMF en vue de leur accompagnement quant à la mise en place de services de proximité et d'outils financiers adaptés
- ▶ Finalisation du plan de renforcement des capacités des services techniques des MA et ME (en relation avec les filières agro-pastorales)
- ▶ Accompagnement à la mise en place et au renforcement de capacités du Bureau du lait au sein du ME (coaching) chargé de piloter la mise en œuvre de la Stratégie Nationale Lait et de faciliter le dialogue interprofessionnel
- ▶ Coaching des ME et MA pour l'opérationnalisation du suivi sectoriel
- ▶ Appui au dispositif national d'enquête permanente agricole (EPA) sur le maraîchage
- ▶ Appui à la concertation sectorielle via la plateforme de dialogue sectoriel et l'accompagnement de l'animation de ses groupes de travail ainsi que du site rimrural.org

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Diagnostics filières (lait, maraîchage et cultures de décrue) réalisés
- ▶ Formation de 178 facilitateurs et 2.883 producteurs dont 697 femmes sur les pratiques adaptées de production de cultures de décrue sur barrages et sur la conduite pastorale
- ▶ Elaboration d'un cadre harmonisé pour le programme national lait
- ▶ Mise en place de groupes de travail thématiques au sein de la plateforme de dialogue sectoriel

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Facilitateurs formés sur les cultures de décrue, le maraîchage et le pastoralisme et champs écoles agro-pastoraux (CEAP) mise en place
- ▶ Jardins maraîchers intégrés mise en place
- ▶ Acteurs locaux des filières agro-pastorales accompagnés (renforcement des capacités, structuration, équipements et infrastructures, financement, liens d'affaires, accès au marché, ...)
- ▶ Organisation socioprofessionnelles faîtières (pastoralisme, agriculture) accompagnées/coachées
- ▶ Accès au crédit adapté pour les populations des quatre wilayas d'intervention par l'accompagnement de deux IMF facilité (renforcement capacités, adaptation des outils financiers, extension géo, ...)
- ▶ Besoins en infrastructures structurantes identifiées et études de faisabilité réalisées
- ▶ Coaching adapté au service des champions catalyseurs demandeurs (accent sur filière lait)
- ▶ Activités en relation avec l'amélioration de la sécurité sanitaire des aliments identifiées et mises en œuvre
- ▶ Bureau du lait de la DDFA/ME (Direction de Développement des Filières Animales) coaché
- ▶ Etudes sur la consommation et la valorisation du lait local menées
- ▶ Note de stratégie opérationnelle de conseil agro-pastoral élaborée
- ▶ Plan de renforcement des capacités du personnel des MA et ME (lien filières) mis en œuvre
- ▶ Opérationnalisation du système de suivi sectoriel coaché
- ▶ Activités relatives à la plateforme de dialogue sectoriel (animation des groupes thématiques, animation site internet, ...) animées

5. Documents produits en 2021

- ▶ Sidi Mohamed Hmeida / GRET - Capitalisation de la formation des facilitateurs en cultures de décrue de l'Assaba, du Guidimakha, du HEG et du HEC - Juin 2021
- ▶ AGRIDEV - Capitalisation approche champs écoles pastorales des bassins laitiers de Guerou (Assaba) et Timbedra (HEC) - Octobre 2021
- ▶ BRM Int. - Appui à l'élaboration d'une théorie du changement dans le cadre de l'appui institutionnel du RIMFIL - Mars 2021
- ▶ Sagès Consult - Etat des lieux des OSP agricoles & pastorales dans la zone d'intervention du RIMDIR/RIMFIL - Octobre 2021
- ▶ Ernst & Young - Assistance à la mise en place d'un plan de développement stratégique de la SMPL - Septembre 2021
- ▶ Com4Dev - Film de présentation du RIMFIL - Novembre 2021 - <https://youtu.be/Wtbf60-jXTo>



31. PACAO

Programme d'Appui à la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest- Volet Mauritanie

Instrument de financement	PIR 11 ^{ème} FED
Pilier du consensus européen	Prospérité
ODD	8
SCAPP Pilier et Chantier	1 - 1
Montant contribution UE en €	4 000 000
Montant total en €	4 000 000
Date début – Date fin	01/06/2019 - 30/06/2023
Objectif global	Contribuer à la transformation structurelle de l'économie par la production de biens et services compétitifs à plus haute valeur ajoutée pour assurer la croissance, la création d'emplois qualifiés et durables ainsi que l'augmentation des revenus à travers une approche filière
Mise en œuvre par	COOPI
Ministères partenaires	Commerce-Artisanat-Culture, Elevage, Environnement
Wilayas d'intervention	3 Wilayas de Nouakchott, Guidimakha, Assaba
Contact	Mahamadou-Habidou Zakou – Coordinateur de projet - pm.pacao.mauritanie@coopi.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le Programme Compétitivité Afrique de l'Ouest-Volet Mauritanie (PACAO) a pour objectif global de contribuer à la transformation structurelle de l'économie par la production de biens et services compétitifs à plus haute valeur ajoutée pour assurer la croissance, la création d'emplois qualifiés et durables ainsi que l'augmentation des revenus. Le Projet permettra d'améliorer la compétitivité des filières suivantes : Aviculture, Peaux et cuirs et Gomme arabique. Il est attendu d'une part une amélioration des chaînes de valeur de ces 3 filières et d'autre part une amélioration de la production, la transformation et la commercialisation locales dans la moindre mesure. La pérennisation de l'action du projet passe par une forte implication des autorités administratives et techniques et une autonomie financière des bénéficiaires par la mise en relation avec les structures financières existantes. Le projet s'inscrit dans les différents programmes de développement de l'Etat auxquels participent plusieurs ONG.

C'est aussi un programme régional dont le volet lié à la normalisation est géré directement par l'ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel) et la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest). Ce volet mettra aux normes le système de contrôle des laboratoires en Mauritanie et permettra la certification des produits mauritaniens.

2. Activités principales menées en 2021

Filière aviculture

- ▶ Construction et équipements de points de vente de poulets de chair dans les communes de Nouakchott
- ▶ Etude de capitalisation de la filière avicole dans les communes de Nouakchott
- ▶ Formation d'éleveurs et transporteurs de volailles en gestion selon l'approche GERME
- ▶ Suivi conseil d'exploitation des aviculteurs de Nouakchott
- ▶ Dotation des transporteurs de volailles et des Coopératives féminines en moto tricycle
- ▶ Signature de convention avec l'Institution de Micro Finance (IFM) Djikké pour les coopératives des aviculteurs et artisans appuyées par le projet à Nouakchott
- ▶ Dépôt caution auprès de l'IMF Djikké pour les coopératives des aviculteurs et artisans appuyés par le projet à Nouakchott

Filière Peau et Cuir

- ▶ Organisation d'une campagne de sensibilisation sur la conservation des peaux dans les médias (presse, radio, télé, affiches publicitaires) dans les communes de Nouakchott
- ▶ Construction d'un centre de tannage moderne à Nouakchott
- ▶ Dotation en intrants et équipements des coopératives féminines bénéficiaires du projet

- ▶ Dotation en Kit d'équipement aux fédérations de bouchers
- ▶ Formation des coopératives féminine bénéficiaires en Couture des peaux et équipement en matériels de travail
- ▶ Formation des femmes des coopératives artisanes et tanneuses en gestion coopérative et associative
- ▶ Formation des femmes leaders des Coopératives artisanes bénéficiaires du projet en gestion selon l'approche GERME
- ▶ Participation des artisans et cordonniers appuyés par le projet à la foire de Timbedra
- ▶ Séances de sensibilisation des éleveurs et des bouchers sur la conservation de la peau

Filière Gomme Arabique

- ▶ Signature de convention avec l'Institution de Micro Finance Djikké à Selibaby et Kiffa
- ▶ Distribution d'équipement (Brouette, sonki arrosoirs matériels aratoires, etc. à Guidimakha et l'Assaba
- ▶ Formation de Femmes pépiniéristes à Guidimakha et l'Assaba
- ▶ Implantation de plants de pépinières à Goudiowol
- ▶ Implantation de pépinière de Plants à Guerrou, Kankossa, Kiffa, Bouilly et Ghabou
- ▶ Reboisement à Kiffa, Baydiam, Ghabou, Selibaby et Guerrou

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Filière Aviculture

- ▶ 2 blocs de 3 points de vente de poulets de chair construits dans les communes de Ryad et de Dar naim
- ▶ 24 éleveurs et transporteurs de volailles formés en gestion selon l'approche GERME
- ▶ 43 aviculteurs dans 8 communes de Nouakchott ayant bénéficié d'un suivi conseil de leurs exploitations
- ▶ 10 transporteurs de volailles et 6 coopératives féminines dotés de moto tricycle
- ▶ 9 conventions signées avec l'Institution de Micro Finance Djikké pour 9 coopératives des aviculteurs et artisans à Nouakchott
- ▶ 9 cautions déposées auprès de l'IMF Djikké pour 9 coopératives des aviculteurs et artisans à Nouakchott

Filière Peau et Cuir

- ▶ 1 campagne de sensibilisation sur la conservation des peaux dans les médias (presse, radio, télé, affiches publicitaires) menée dans chacune des 11 communes de Nouakchott
- ▶ 1 centre de tannage moderne construit et inauguré dans la commune d'El mina

- ▶ 9 coopératives féminines dotées d'intrants et équipements
- ▶ 4 fédérations de bouchers ayant reçu un kit d'équipement
- ▶ 4 coopératives féminine formées en couture des peaux et équipées en machine à coudre électriques
- ▶ 103 femmes issues de 08 coopératives artisanes et tanneuses formées en gestion coopérative et associative et sont élargies aux jeunes femmes
- ▶ 8 coopératives féminines formées en couture des peaux et équipées en machine à coudre électrique dans 4 communes de Nouakchott
- ▶ 40 femmes leaders issues de 08 Coopératives artisanes formées en Gestion selon l'approche GERME
- ▶ 10 artisans et cordonniers accompagnés et pris en charge à la foire de Timbedra
- ▶ 200 éleveurs et bouchers sensibilisés sur la conservation de la peau

Filière Gomme Arabique

- ▶ 2 Conventions signées avec l'Institution de Micro Finance Djikké à Selibaby et Kiffa
- ▶ Des équipements (Brouette, sonki arrosoirs matériels aratoires) distribués sur 5 sites de Guidimakha et de l'Assaba
- ▶ 44 Femmes pépiniéristes formées dans 4 villages de Guidimakha et de l'Assaba
- ▶ 17 personnes dont 14 femmes formées pour la création/ développement d'un GIE
- ▶ 5000 plants de pépinières implantés à Goudiowol
- ▶ 16000 Plants de pépinière implantés à Guerrou, Kankossa, Kiffa, Bouilly et Ghabou
- ▶ 21 ha reboisés à Kiffa, Baydiam, Ghabou, Selibaby et Guerrou

4. Perspectives pour l'année 2022

Filière Aviculture

- ▶ Catégorisation des producteurs selon leur profil
- ▶ Construction d'un troisième point de vente de poulet à Nouakchott
- ▶ Mise en opération des points de vente des poulets construits
- ▶ Subvention des exploitations bénéficiaires selon des plans d'affaires claires
- ▶ Formation des exploitations bénéficiaires
- ▶ Suivi conseil des exploitations
- ▶ Animation de cadre de concertation inter acteurs de la filière
- ▶ Marketing des produits et sous-produits de la gomme arabique

Filière Peau et Cuir

- ▶ Equipement du centre de tannage et formation qualifiante du personnel opérationnel par des experts internationaux

- ▶ Formation/recyclage des coopératives en gestion financière et structuration
- ▶ Animation de cadre de concertation inter acteurs de la filière
- ▶ Marketing des produits et sous-produits de la gomme arabique

Filière Gomme Arabique

- ▶ Signature de protocole avec les DREDD de Guidimakha et de l'Assaba
- ▶ Identification et sélection des PME et AGCL partenaires pour le reboisement
- ▶ Identification et formation des brigades de surveillance des sites de reboisement
- ▶ Production des pépinières et plantation sur sites
- ▶ Marketing des produits et sous-produits de la gomme arabique

5. Documents produits en 2021

- ▶ SOS SAHEL - Cartographie des utilisateurs actuels de gomme arabique sur le marché intérieur et à l'export pour l'identification de nouveaux débouchés dans 5 communes de Nouakchott, Guidimakha et Assaba - Mars 2021 - 54 pages
- ▶ MEC Consulting – Compilation des études réalisées sur la filière viticole en Mauritanie - Octobre 2021 - 29 pages
- ▶ Noémie Poblador - Evaluation à mi-parcours Programme de la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest -Mauritanie - Septembre 2021 - 61 pages



32. PROMOPÊCHE GIZ

Création d'emploi décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale

Instrument de financement	Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)
Pilier du consensus européen	Prospérité
ODD	8
SCAPP Pilier et Chantier	1 - 1
Montant contribution UE en €	2 000 000
Montant total en €	6 874 746 (4 874 746 BMZ)
Date début – Date fin	18/01/2018 - 31/09/2022
Objectif global	Promouvoir la création d'emplois dans le secteur de la pêche pour accroître les opportunités économiques des jeunes et potentiels migrants et stabiliser la population au niveau local
Mise en œuvre par	GIZ
Ministères partenaires	Pêches-Economie Maritime
Wilayas d'intervention	National
Contact	Dr. Alexandre Sessouma – Coordinateur GIZ – alexandre.sessouma@giz.de

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

La filière de consommation locale et sous-régionale des produits de la pêche artisanale en Mauritanie reste très peu valorisée alors qu'elle constitue un potentiel d'apport nutritionnel, de revenu et d'emploi pour la population mauritanienne. Si les poissons petits pélagiques, dits « poissons du pauvre », sont les plus accessibles en termes de prix pour les populations mauritaniennes, ils restent essentiellement exploités pour la production de farine et d'huile de poisson destinée à l'exportation avec une très forte pression exercée sur cette ressource.

En accord avec la stratégie nationale de gestion responsable pour un développement durable des pêches et de l'économie maritime, la composante GIZ du Promopêche contribue à améliorer la qualité et la valeur des produits de la pêche artisanale, en ciblant prioritairement ces petits pélagiques.

L'action vise à en réduire les pertes post-captures, à augmenter la disponibilité de ce poisson pour les populations et à encourager sa transformation pour mieux le valoriser et créer de l'emploi sur cette filière. Elle met en place les conditions techniques pour accroître la part des captures destinées à la consommation humaine et améliore la qualité des produits tout au long de la chaîne de valeur afin de protéger les consommateurs. Elle contribue enfin à lutter contre la pêche INN (illégal, non déclarée et non réglementée) et à assurer une gestion durable de la ressource « petits pélagiques ».

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Finalisation d'une enquête de référence pour l'évaluation du niveau de consommation nationale des produits de la pêche en Mauritanie
- ▶ Production et installation des innovations techniques sur les pirogues pour réduire les pertes post captures et améliorer la qualité des petits pélagiques débarqués destinés à la consommation humaine à Nouakchott et à Nouadhibou
- ▶ Mise en œuvre du plan de formation en Hygiène et Qualité national des groupes cibles, acteurs de la chaîne de valeur de la pêche artisanale aux « petits pélagiques » (640 bénéficiaires ciblés)
- ▶ Evaluation à froid pour déterminer l'application des contenus sur les règles d'hygiène véhiculées dans les formations en Hygiène et Qualité des groupes cibles de la chaîne de valeur de la pêche artisanale aux petits pélagiques
- ▶ Appui à l'organisation d'un voyage d'étude/échanges pour 3 cadres de l'Office national d'inspection sanitaire des produits de la pêche et l'aquaculture (ONISPA) à Dakar pour renforcer aussi la coopération avec le laboratoire national d'analyses et de contrôle (LANAC)
- ▶ Établissement d'un plan d'action pour le respect des normes d'hygiène et de qualité au MPN (Marché au poisson de Nouakchott)
- ▶ Élaboration et réalisation d'une campagne de communication nationale « Notre poisson (houtna) » avec la production de différents produits de communication (label de la campagne, court-métrage, spots filmés et radio en plusieurs langues, affiches et vidéos de recettes, canal Facebook et Youtube)
- ▶ Appui du Ministère de la pêche et de l'économie maritime (MPEM) pour l'élaboration du plan d'aménagement de gestion des petits pélagiques visant à réduire la pression sur la ressource et la gérer durablement
- ▶ Mise en place d'un système informatique numérique pour l'enregistrement et le contrôle des autorisations et des licences de pêche au MPEM avec des modules sur les concessions, les licences, les quotas de pêche et les caractéristiques des bateaux
- ▶ Collecte de données sur les débarquements dans le secteur de la pêche commerciale (suivi de l'abondance, de la distribution, de la taille, du poids et de l'évolution des prix des espèces pêchées) et suivi des sennes en mer par l'IMROP (Institut mauritanien de recherches océanographiques et des pêches) afin de réaliser une évaluation des stocks conforme aux normes de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Equipements fournis : 19 pirogues plastifiées, 67 pirogues équipées avec des glacières amovibles, 4 pirogues équipées avec des filets et des filets de pêche à la dérive
- ▶ 644 personnes opérateurs/opératrices de la chaîne de valeur pêche artisanale aux petits pélagiques formées (385 hommes et 259 femmes)
- ▶ 4 guides de bonnes pratiques d'hygiène réalisés
- ▶ 9 modules pédagogiques développés pour les formations (dont un sur la sensibilisation à la covid 19)
- ▶ Taux global d'application des contenus de formation de 83%
- ▶ Ebauche de convention de partenariat entre l'ONISPA et LANAC adopté en attendant sa validation pour signature au cours de l'année 2022
- ▶ 42 agents de l'ONISPA formés
- ▶ Phase diagnostic et concertation réalisée et plan d'action de mise aux normes du marché au poisson de Nouakchott développé
- ▶ Campagne de communication réalisée sur quatre canaux de communication avec un taux d'exposition national de 20,7%

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Poursuite du programme mis en place avec le groupe technique Innovations sur la limitation des pertes post captures des petits senneurs artisanaux pour leur utilisation dans la consommation nationale
- ▶ Elaboration et mise en place d'un programme de diffusion des innovations sur l'ensemble de la filière des petits pélagiques
- ▶ Contribution à la stabilité de l'offre et de l'accès aux produits de petits pélagiques pour la consommation nationale et le renforcement de la sécurité alimentaire
- ▶ Renforcement des capacités de l'ONISPA dans le contrôle de la salubrité des produits de la pêche artisanale et l'inspection sanitaire des conditions d'hygiène sur les différents maillons de la chaîne de valeur pêche artisanale aux petits pélagiques
- ▶ Consolidation/duplication (formation de formateurs) des acteurs de la filière petits pélagiques en hygiène et qualité
- ▶ Mise en œuvre des activités du plan d'action pour l'accompagnement vers une mise aux normes en hygiène et qualité du marché au poisson de Nouakchott

- ▶ Contribution à la gouvernance de la filière des petits senneurs artisanaux et à la gestion durable des petits pélagiques
- ▶ Appui aux cantines scolaires à travers des produits du poisson
- ▶ Soutien au processus consultatif du FiTI (Fishery Transparency Initiative) pour l'élaboration et l'approbation du rapport annuel du GNM (Groupe National multipartite)

5. Documents produits en 2021

- ▶ BUMEC -Enquête de référence pour l'évaluation du niveau de consommation national des produits de la pêche en Mauritanie – Mars 2021
- ▶ Quali Consult - Quatre Guides de Bonnes Pratiques d'Hygiène et qualité pour la chaîne de valeur pêche artisanale – Septembre 2021
 - Guide de bonnes pratiques pour la manipulation et la transformation des poissons filière artisanale de poisson séché et huile de poisson
 - Guide de bonnes pratiques pour le mareyage, le transport et l'entreposage des poissons pour les groupes mareyeurs/transporteurs
 - Guide de bonnes pratiques pour les ports artisanaux et sites de débarquement et les marchés de vente.
 - Guide de bonnes pratiques pour les pêcheurs de la filière de la pêche artisanale en Mauritanie
- ▶ 9 modules pédagogiques développés pour les formations - Janvier 2021
 - Introduction sur les bonnes pratiques et les gestes barrière à appliquer face à la pandémie de la COVID-19
 - Sensibilisation sur le monde microbien
 - Infections et maladies alimentaires
 - Hygiène personnelle
 - Utilisation de la glace
 - Nettoyage et désinfection
 - Les Bonnes Pratiques d'Hygiène relatives au transport des produits de la pêche
 - Les Bonnes Pratiques d'Hygiène pour les mareyeurs
 - Test interactif sur les Bonnes Pratiques d'Hygiène « chercher l'erreur/bonne pratique)
- ▶ Champions Consulting - Plan d'action pour la mise aux normes en hygiène du MPN – Décembre 2021
 - Fiche de contrôle du débarquement
 - Fiche de suivi de l'hygiène manipulateurs
 - Formulaire de diagnostic des procédures documentaires
 - Formulaire de diagnostic des conditions structurelles
 - Formulaire de diagnostic des bonnes pratiques d'hygiène
- ▶ DNS Consulting Projet de plan d'aménagement des petits pélagiques de Mauritanie – Novembre 2021



33. PROMOPÊCHE BIT

Création d'emploi décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale

Instrument de financement	Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)
Pilier du consensus européen	Prospérité
ODD	8
SCAPP Pilier et Chantier	1 - 1
Montant contribution UE en €	14 000 000
Montant total en €	14 000 000
Date début – Date fin	01/10/2017 - 31/01/2024
Objectif global	Promouvoir la création d'emplois durables et décents dans le secteur de la pêche artisanale pour accroître les opportunités économiques des jeunes des régions littorales, de Nouakchott et Nouadhibou en Mauritanie
Mise en œuvre par	Bureau International du Travail (BIT)
Ministères partenaires	Pêches-Economie Maritime, Emploi-Formation professionnelle
Wilayas d'intervention	Trarza – Nouakchott - Nouadhibou - Dakhlet
Contact	Federico Barroeta – Point focal du BIT coordinateur du projet – barroeta@ilo.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Malgré son statut de pays à revenu intermédiaire, la Mauritanie accuse des déficits considérables en matière de développement social : un indice de développement humain assez bas (161ème rang sur 187 pays), des taux de pauvreté (40%) et d'analphabétisme (48%) élevés, et une prépondérance d'emploi vulnérable dans l'économie informelle (67%). Dans le document de stratégie d'intervention dans les pays à revenu intermédiaire (PRI) du BIT Afrique, la Mauritanie occupe le 20ème rang parmi les 28 PRI africains et est considéré comme un pays affecté simultanément par des déficits économiques, sociaux et de gouvernance.

A travers le projet Promopêche, le BIT vise à améliorer l'accès à des emplois décents et la consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale. Il intervient dans les régions littorales de la Mauritanie, essentiellement dans les régions du Trarza et de Nouadhibou Dakhlet. Le projet focalise principalement sur (i) l'amélioration du cadre juridique et institutionnel du secteur de la pêche artisanale, (ii) l'amélioration des conditions du travail dans le secteur, (iii) le soutien aux petites et moyennes entreprises, (iv) la formation et l'insertion au travail des jeunes et (v) le développement d'infrastructures au niveau des Points de Débarquements Aménagés (PDA).

Plus particulièrement, le projet propose d'améliorer les opportunités d'emplois décents dans le secteur de la pêche artisanale à travers une approche de développement global de la « chaîne de valeur » halieutique, et d'améliorer la gestion durable de la ressource halieutique et la bonne gouvernance du secteur.

2. Activités principales menées en 2021

Développement d'infrastructures structurantes pour la pêche artisanale (PA) en zone centre et sud du littoral

- ▶ Construction en cours (depuis juin 2021) du point de débarquement aménagé (PDA) à Legweichich (PK93), sur un terrain de 24800 m2 avec notamment une unité de dessalement pour une alimentation ultérieure du PDA et du village (30 m3 par jour), un équipement de froid et glace comprenant des machines frigorifiques pour produire le froid et des chambres thermiques isolées pour le stockage des produits frais et un système de génération d'énergie off-grid avec des équipements comprenant des panneaux solaires, des groupes électrogènes et des batteries de stockage. De plus, construction d'un poste de santé et d'une école primaire complète (6 classes) sur la base de la modalité Chantier Ecole, une modalité testée dans les projets du BIT.
- ▶ Pour la gestion de ce PDA PK93, proposition au MPEM et aux représentants des pêcheurs, pour le site du PK93 d'un système de gestion intégré d'aménagement du site, de fonctionnement budgétaire et de modalités de gestion inclusif et durable
- ▶ Reconstruction d'une piste routière en terre de 16 km au PK93 pour faciliter l'accès au PDA, sous la modalité Chantier-Ecole

Actions connexes aux PDA

- ▶ Suite à l'identification par la FNPA (Fédération nationale de la pêche artisanale) de 36 coopératives de transformation à Mhajjrat (744 membres), lancement du projet d'aménagement d'un local pour la valorisation des produits halieutiques avec les équipements (réservoirs d'eau, claies de séchage de poissons)
- ▶ Elaboration d'un plan de gestion des déchets pour les PDA de Legweichich et de Mhajjrat
- ▶ Au PK 93, mise en place du projet pilote de gestion des déchets défini avec redéfinition du système de redevance et de taxes

Promotion des chaînes de valeur des produits de la pêche artisanale destinés aux marchés nationaux

- ▶ Recherche-action en cours les acteurs de la filière de la pêche artisanale (pêcheurs, transformatrices et industriels potentiels) sur la transformation artisanale des produits de la PA (PK 93 et Mhajjrat) pour permettre l'amélioration des produits, des processus de production, de transformation, de stockage, de conservation, de distribution, de traçabilité, d'information de marché, etc.
- ▶ En collaboration avec les institutions de formation, la Direction du Développement et de la Valorisation des Produits (DVPP), les associations professionnelles et les professionnels de la transformation, élaboration de 2 guides méthodologiques des produits de séchage artisanal, et d'emploi-métiers sur la transformation

et la manipulation des produits de la pêche (hygiène, équipements etc.)

- ▶ En collaboration avec la DVPP, établissement d'un plan d'action conjoint intégrant les activités de valorisation des produits halieutiques programmées dans le cadre du projet Promopêche, et dans le cadre d'autres projets de la DDVP

Formation—emploi et insertion professionnelle dans le secteur de la pêche artisanale

- ▶ Formation de 184 jeunes (dont 20 femmes) sur 52 métiers de la pêche artisanale et métiers connexes auprès des antennes du CQFMP situées dans 4 zones d'intervention du projet (Nouakchott, la zone du PK 28, Ndemeich (PK 144) et Belwakh)

Protection sociale et émancipation des travailleurs dans le secteur de la pêche artisanale et de ses filières

- ▶ Statut des travailleurs amélioré : dans le cadre des formations professionnelles dans le secteur du BTP mises en place par le projet, pour 92 jeunes, inscription à la CNSS et bourse mensuelle équivalente à 3000 MRU (dont 300MRU en épargne) pendant 7 mois
- ▶ Dialogue social renforcé : élaboration (i) d'un projet d'arrêté pour la mise en place d'un cadre de dialogue social des parties prenantes du secteur de la pêche avec l'intégration du segment de la pêche artisanale (ii) d'une charte du dialogue social servant de code de conduite des acteurs en la matière (aux Fédérations Professionnelles et aux Syndicats)

Autres actions du Promopêche contribuant aux emplois dans l'économie nationale

- ▶ Ingénierie de formation dans le secteur du BTP : renforcement du dispositif national de formations professionnelles insérantes, en accompagnant le Ministère chargé de la formation professionnelle, dans la finalisation des textes (décrets et arrêtés) relatifs à l'apprentissage et l'alternance pour l'introduction de la modalité Chantier école. Le 17 août 2021, en conseil des Ministres, adoption du décret ministériel intégrant la modalité Chantier-Ecole
- ▶ Processus en cours (conjointement avec le Département Développement des compétences et le projet SKILLUP du BIT) d'expérimentation et d'institutionnalisation de la certification des professionnels par la validation des acquis de l'expérience (VAE). Elaboration de projets d'arrêtés ministériels pour la mise en œuvre de la VAE de 6 métiers dans les secteurs de la pêche et du BTP
- ▶ Dispositif de formation certifiante et qualifiante renforcé et diversifié : formation initiale de 7 mois suivie d'un perfectionnement technique de 3 mois de 92 jeunes dans les métiers du bâtiment (BTP), (maçonnerie générale et maçonnerie en terre, maçonnerie de finition et entretien de bâtiment, électricité de bâtiment et énergies renouvelables). Obtention par tous du diplôme du Certificat de compétences (CC) émis par Ministère en charge de la formation professionnelle

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ 102 jeunes (dont 24 femmes) ayant bénéficié d'un perfectionnement technique dans leurs profils respectifs de formation initiale sur le chantier de réhabilitation de la piste en terre du PK 93 longue de 16 km entre la localité de Tiguint et le village des pêcheurs de Leghweichich (Commune de Tiguint), notamment en conduite d'engins de chantier, topographie routière, terrassement et travaux polyvalents
- ▶ Dans la wilaya du Trarza, 110 jeunes sélectionnés pour suivre une formation initiale dans les métiers du BTP, dans l'antenne de l'EEFTP Rosso, pour la construction de 2 infrastructures sociales (une école primaire et un poste de santé) au village des pêcheurs de Leghweichich suivant la modalité « chantier école
- ▶ 47 formateurs et tuteurs du CQFMP (dont 9 formatrices) formés dans le domaine des pêches, de la transformation des produits halieutiques, de la santé, de l'hygiène et de la sécurité
- ▶ 22 formateurs (dont 8 femmes) formés par les experts du BIT en éducation financière
- ▶ Capacités de 17 bénéficiaires en comptabilité et en calcul des coûts renforcées
- ▶ 15 AVEC de 25 personnes créées et ayant bénéficié d'un appui sur l'organisation et la gestion des caisses
- ▶ Produit financier, le « MOOL », créé, adapté au financement des activités de la pêche artisanale et mis en place au niveau des PDA et à Nouakchott (plus de 200 acteurs de la pêche artisanale sensibilisés)
- ▶ Capacités de 06 formateurs en éducation financière renforcées avec la méthodologie d'animation et de conduite de sessions de formation aux bénéficiaires finaux
- ▶ Connaissances de 72 femmes (6 classes de 12 femmes) renforcées en éducation financière sur la base du manuel de l'éducation financière adapté à la pêche artisanale
- ▶ Guide SAE élaboré contenant 15 thématiques destinés aux futurs formateurs SAE ; et, 24 formateurs formés issus des différents partenaires du BIT (dont 14 formateurs certifiés pour former et accompagner les micro-entrepreneurs et les acteurs vulnérables dans le secteur de la pêche artisanale)
- ▶ 70 micro-entrepreneuses formées et encadrées (2 groupes de 10 femmes formatrices de poisson et 5 groupes de 10 femmes mareyeuses et vendeuses de poisson sur l'entreprenariat)
- ▶ 73 acteurs de la pêche artisanale alphabétisés en langues hassanya et en wolof (22 formatrices et 51 femmes mareyeuses et vendeuses de poisson)
- ▶ 20 femmes formatrices de produits halieutiques formées sur les techniques de transformation suivant des normes d'hygiène et de qualité au niveau du centre la Sirène de Nouakchott, avec l'appui de la GIZ, ONISPA et le CQFMP
- ▶ 500 adultes et 250 jeunes acteurs de la pêche artisanale sensibilisés sur les thématiques de la santé et la sécurité au travail, sur l'environnement/ la gestion et valorisation de déchets et sur la réglementation des associations en Mauritanie
- ▶ 1 projet de gestion et de valorisation des déchets issus de l'activité de la pêche artisanale et des ménages mis en place en collaboration avec la commune de Tiguint et les populations locales au niveau de PK-93
- ▶ Centre de formation de la Sirène réhabilité et équipé en petits matériels, en claies de séchage et en tables d'égouttage ; femmes formatrices formées sur les techniques de transformations des produits halieutiques, en collaboration avec la GIZ, l'ONISPA (Office National d'Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche et l'Aquaculture) et le CQFMP ; 1 fiche descriptive de l'activité à la Sirène élaborée ; 1 guide sur les métiers de la pêche artisanale rédigé
- ▶ 111 jeunes formés dans les métiers liés au BTP au travers de la modalité chantier école au Trarza en partenariat avec les centres de formation professionnelle publics
- ▶ 427 jeunes formés dans les métiers de la pêche artisanale à Nouakchott et au Trarza en partenariat avec les centres de formation professionnelle publics
- ▶ 1 Bureau Mauritanien de l'Insertion mis en place et 111 jeunes accompagnés pour leur insertion au Trarza
- ▶ 1 programme de coaching Teampreneurhip pour la promotion de la l'entrepreneuriat chez les jeunes mis en place
- ▶ 8 organismes socioprofessionnels de protection sociale dans le domaine de la pêche artisanale renforcés techniquement et en organisation
- ▶ 1 stratégie de redynamisation du Comité National de Dialogue Social dans la Pêche (CNDSP) élaborée afin d'approfondir et renforcer le dialogue social
- ▶ Opérateurs formés sur la sécurité et la santé au travail et les conditions minimales requises pour le travail à bord des navires de pêche
- ▶ 1 répertoire des métiers et le référentiel des formations de métiers de la pêche élaborés constituant la base de la structuration des interventions sectorielles
- ▶ Compétences de 11 syndicats et organisations socio-professionnelles (tout au long de la chaîne de valeur) renforcées au niveau organisationnel et technique pour leur participation dans le dialogue social
- ▶ 10 curricula de formation mis en place ou améliorés en collaboration avec le CQFMP
- ▶ 16 km de piste en terre entre Tiguint et le village des pêcheurs Legweichich, dont un tronçon expérimental de 400 m réalisés et achevés suivant la technologie « Do- nou », adaptée au contexte des pistes en zones inondables

- ▶ Démarrage effectif du chantier de construction du point de débarquement aménagé du PK93
- ▶ Renforcement des capacités de 200 professionnels de la pêche artisanale avec le centre de qualification et de formation des métiers de la pêche réalisé
- ▶ 184 jeunes (dont 20 femmes) formés sur 10 métiers de la pêche artisanale et métiers connexes, auprès des antennes du CQFMP situées dans 4 zones d'intervention du projet (Nouakchott, la zone du PK 28, Ndemeich (PK 144) et Belwakh).
- ▶ 92 jeunes ayant bénéficié d'une formation initiale de 7 mois suivie d'un perfectionnement technique de 3 mois dans les métiers du bâtiment (BTP), (maçonnerie générale et maçonnerie en terre, maçonnerie de finition et entretien de bâtiment, électricité de bâtiment et énergies renouvelables) et ce dans le cadre de la construction du PDA dans la zone de Legweichich PK93, et en collaboration avec l'EEFTP Rosso
- ▶ Rapport sur l'Opérationnalisation du mécanisme de Dialogue social élaboré et plateforme de concertation des acteurs de la pêche en Mauritanie mise en place
- ▶ 1179 personnes dans les communautés de pêcheurs sensibilisées à Tiwilit, Mehayjeratt, PK93, PK144 et Nouakchott sur la santé et sécurité au travail, dans les points de débarquements de Legweichich, Ndemeich, Mhajibatt et Tiwilit
- ▶ 79 relais communautaires formés sur la SST et la prévention de la COVID-19, et 396 personnes ayant bénéficié de soins primaires et de mesures préventives à Tiwilit, Mehayjeratt, PK93, PK144 et Nouakchott
- ▶ 12 claies de séchage de poisson mis à disposition au bénéfice du CQFMP pour sa filière « transformation »
- ▶ 15 AVEC mises en place dans les différents PDA et suivies et encadrées avec l'appui du Consortium, notamment celles de Mhajibatt et de Tiwilit ; demande reçu de 8 nouveaux AVEC pour être accompagnées dans un nouveau cycle
- ▶ 28 personnes ayant bénéficié de la formation SAE service d'appui aux entreprises
- ▶ 581 personnes dont 89 femmes à Nouakchott, PK93 et Mhajibatt sensibilisées sur le cadre légal et réglementaire des groupements d'acteurs économiques (GIE, Associations et Coopératives)
- ▶ Un guide métier de la transformation produit décrivant tout le processus et la démarche des activités liées au métier de la transformation

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Démarrage effectif de la construction des PDA de PK93 et de Mhajibatt
- ▶ Appui aux jeunes formés dans le cadre des chantiers école infrastructures à l'obtention des stages en entreprise (50 stagiaires placés en 2022)
- ▶ Réalisation d'une formation/perfectionnement de 15 ouvriers en entretien et maintenance des équipements de production sur les sites des PDA (15 techniciens formés)
- ▶ Identification des besoins de formation spécifiques des fédérations professionnelles et des professionnels en activités dans le secteur de la pêche artisanale et élaboration d'un plan de formation continue 2022- 2023
- ▶ Suivi externe des formations et stages de pré-insertion des sortants du CQFMP
- ▶ Formation initiale et continue des professionnels du secteur de la pêche artisanale 364 bénéficiaires en formation initiale, continue et qualifiante dans le secteur de la pêche artisanale (dont 60 femmes formatrices)
- ▶ Appui à la filière de formation en transformation des produits au CQFMP (formation des formateurs des formatrices et des tuteurs de la filière transformation artisanale) en renforçant l'implication des professionnels du secteur et la formation continue
- ▶ Finalisation et adoption du modèle de gestion adapté et consensuel avec le MPEM
- ▶ Rédaction des statuts et cahiers de charges de gestion des PDA
- ▶ Elaboration d'un modèle de business et de plan d'affaire pour le PDA de PK-93 et de Mhajibatt
- ▶ Elaboration d'un plan de délégation du système off grid
- ▶ Formation des comités locaux de gestion des PDA
- ▶ Organisation de la journée prévue sur l'inclusion financière avec la Banque Centrale et l'Aprumi

5. Documents produits en 2021

- ▶ Promopêche - Etude sur l'extension de la protection sociale aux pêcheurs artisanaux et la faisabilité de mise en place d'une Caisse de solidarité des gens de mer en Mauritanie
- ▶ Promopêche - Etude sur l'Opérationnalisation du mécanisme de Dialogue social et la mise en place d'une plateforme de concertation des acteurs de la pêche en Mauritanie
- ▶ Promopêche - Un guide métier de la transformation
- ▶ Promopêche - Guide de prévention sur les risques d'accidents professionnelle dans le secteur de la pêche artisanale



34. PROMOPÊCHE AECID

Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de Mauritanie

Instrument de financement	Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)
Pilier du consensus européen	Prospérité
ODD	8
SCAPP Pilier et Chantier	1 - 1
Montant contribution UE en €	7 700 000
Montant total en €	7 700 000
Date début – Date fin	18/04/2018 - 17/04/2023
Objectif global	Prévenir la migration irrégulière et les déplacements forcés et faciliter la gestion de la migration ainsi que les retours
Mise en œuvre par	Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) - Tragsa Mauritanie/Annajah
Ministères partenaires	Pêches-Economie Maritime
Wilayas d'intervention	Daklet Nouadhibou
Contact	Gemma Pérez Arroyo - Coordinatrice du projet - gpa@tragsa.es

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Cette action, qui fait partie du programme Promopêche avec les composantes mises en œuvre par le BIT et la GIZ, vise à contribuer à la promotion de l'emploi et à améliorer les conditions de vie et de travail de la population la plus vulnérable de la partie nord de Mauritanie, qui comprend principalement les jeunes pêcheurs artisanaux et les femmes travaillant dans la transformation du poisson de la zone de Nouadhibou.

Actuellement, la structure économique existante dans cette région dans le secteur de la pêche fait que les bénéfices de l'activité se concentrent sur un petit nombre d'entrepreneurs et exportateurs.

L'action envisage une meilleure distribution de la richesse tirée des ressources de la pêche pour réduire la pauvreté et intervenir sur les causes profondes de la migration. La stratégie du changement de l'action est basée sur le maintien de la capacité génératrice d'emploi du secteur de la pêche artisanale à Nouadhibou par le biais de, non seulement la promotion des pratiques qui garantissent sa durabilité et employabilité mais aussi du renforcement des activités complémentaires qui l'accompagnent et qui contribuent à la chaîne de valeur du secteur.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Amélioration du Système de Suivi de la Pêche Artisanale et Côtière (SSPAC)
- ▶ Formation de 250 vendeuses sur l'hygiène et la qualité dans la vente du poisson frais
- ▶ Réalisation de deux journées de sensibilisation pour la promotion de la consommation des produits halieutiques à Nouadhibou
- ▶ Réalisation d'une journée d'épanouissement des actrices de la pêche artisanale
- ▶ Fourniture de matériel informatique (45 ordinateurs fixes complets) et de mobilier (40 tables, 40 chaises)
- ▶ Fourniture de matériel SSPAC (2 serveurs, 50 tablettes (35 endurci) avec housses de protection, OS : 2 Windows serveur et 2 firewall Cisco ASA 5506, 1 chargeur solaire, 50 housses de protection)
- ▶ Participation des écoliers au programme éducatif de Baie de l'Étoile : activités en classe et visites à la Baie de l'Étoile (4477 écoliers : 2438 filles et 2039 garçons)
- ▶ Élaboration de matériels de sensibilisation pour les écoliers « La mer est une amie généreuse » : cahier élèves, casquettes et T-shirt (3.700 unités), sac à dos et bouteilles d'eau (4.000 unités)
- ▶ Impression de matériel didactique pour les programmes éducatifs de Baie de l'Étoile et de la Réserve satellite du Cap Blanc (cahier d'activités pour les élèves, 8 000 unités)
- ▶ 3 formations en éducation à l'environnement de 120 enseignants du primaire à Nouadhibou
- ▶ Renouvellement du contrat avec Radio Mauritanie pour la diffusion de nouveaux contenus sur la pêche responsable et durable
- ▶ Rediffusion de six (6) annonces conçues sur des thèmes de la pêche responsable et soutenable (diffusion quotidienne) et 4 émissions radio de « Histoires de mer » sur les thèmes de la pêche responsable et durable (1 programme quotidien)
- ▶ Réalisation et diffusion de 3 programmes trimestriels de débats radiophoniques destinés aux professionnels du secteur de la pêche
- ▶ Programme de télévision nationale de la série « Notre environnement » : activités de sensibilisation réalisées par Annajah dans les écoles primaires dans le cadre du programme PROMOPÊCHE
- ▶ Réalisation de la brochure : « Code de bonnes pratiques pour une pêche responsable »

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Système de Suivi de la Pêche Artisanale et Côtière (SSPAC) amélioré

Etudes

- ▶ Données sur la chaîne de valeur de la pêche artisanale à Nouadhibou collectées (pirogues et capitaines de pêche artisanale, mareyeurs, vendeuses et transformatrices de poisson) ; et rapport de Analyses de la chaîne de valeur à Nouadhibou et rapport Chaîne de valeur poisson : Hygiène et Qualité produit
- ▶ Analyses des conditions de marchés de poisson de la ville de Nouadhibou
- ▶ Analyses de besoins d'amélioration du Système de Suivi de la Pêche Artisanale et Côtière (SSPAC) de l'IMROP + Analyse de procédure actuelle de collecte de données + proposition d'amélioration effectuées avec l'appui de trois (3) experts en statistique, informatique et biologie
- ▶ Étude technique et économique des produits de poisson et analyses des nouvelles opportunités du marché
- ▶ Collecte de données et réalisation de l'étude d'Amélioration de transport de produits halieutiques dans le port artisanal de Nouadhibou (EPBR) pour le remplacement des chariots de transports accord à les normes de salubrité

Travaux

- ▶ Travaux de maintenance des installations du centre de visiteurs de la RSCB et de leur circuit interprétatif extérieur réalisés

Equipements

- ▶ Equipements et matériel didactique fournis à l'ISSM pour aménager une salle d'apprentissage informatique avec 45 ordinateurs fixes et du matériel du bureau (40 tables et 40 chaises)
- ▶ Equipements et de matériel didactique fournis au CQFMP pour renouveler les matériaux éducatifs (7 pirogues et 10 moteurs hors-bords)
- ▶ 100 plateaux en inox et 300 caisses à poisson pour les chariots de transports fournis à l'EPBR

Formations

Plusieurs formations dispensées : conception des programmes éducatifs pour l'éducation environnementale, destiné aux représentants de la Direction régionale de l'Éducation nationale (directeur et inspecteur départemental), deux inspecteurs et deux directeurs d'école de Nouadhibou ; 280 professeurs des écoles de primaire sur les programmes éducatifs de la Réserve Satellite du Cap Blanc et Baie de l'Étoile, (7 cours); 5983 élèves participant aux activités des programmes éducatifs Baie de l'Étoile (3243 filles et 2740 garçons) ; participation de la Direction régionale de l'Éducation nationale (DREN) à toutes les

actions destinées aux enseignants et aux écoliers ; 300 personnes professionnelles en hygiène et qualité) ; 25 jeunes filles formées en transformation de poisson et 15 jeunes formés en réparation de moteurs hors-bord avec la collaboration de l'Académie Naval (CQFMP et ISSM) ; cours de langues : Espagnol et Anglais Niveau A2 pour les enseignantes de l'Académie Navales ; visites des écoliers et activités en classe pour les programmes éducatifs de RSCB et la Baie de l'Etoile.

Communication

- ▶ Réalisation et émission quotidienne de 6 annonces de radio sur la contamination des océans, la pêche responsable, la pêche fantôme, les tailles minimales des poissons, les aires marines protégées et les arrêts biologiques
- ▶ Dessin et émission du programme de radio trimestriel « Histories de la mer » (4 programmes) sur le traitement des déchets des navires de la pêche, l'importance de l'éducation environnementale dans le cadre scolaire, le rôle des femmes dans le secteur halieutique et l'impact des usines de farine de poisson
- ▶ Création d'un itinéraire d'interprétation autoguidé sur les valeurs naturelles de la Baie de l'Etoile
- ▶ Diffusion de 3 programmes de débat trimestriels à destination des professionnels du secteur de la pêche : l'importance de l'éducation environnementale dans l'enseignement formel, l'importance de l'arrêt biologique et le rôle des femmes dans le secteur halieutique et sur leur importance pour l'économie locale
- ▶ Réalisation de 2 (deux) journées de sensibilisation pour la promotion de la consommation des produits halieutiques en Nouadhibou

Support de formation/communication

- ▶ Collecte d'études techniques pour l'élaboration des contenus du programme éducatif de la Baie de l'Etoile
- ▶ Dessin et impression du matériel didactique du programme éducatif de la Réserve Satellite du Cap Blanc (RSCB) : cahier guide du professeur (500 exemplaires) et cahier des activités de l'élève (8-14 ans, 10500 exemplaires)
- ▶ Dessin et élaboration du matériel didactique du programme éducatif de la Baie de l'Etoile : cahier guide du professeur (500 exemplaires) et cahier des activités de l'élève (8-14 ans, 3000 exemplaires)
- ▶ Révision et édition du manuel d'éducation environnemental pour professeurs d'éducation primaire et secondaire en Mauritanie (500 exemplaires)
- ▶ Dessin, impression et collocation de 6 panneaux dans le parcours autoguidé explicatif environnemental de la Baie de l'Etoile
- ▶ Dessin conceptuel et graphique pour les matériels de sensibilisation environnemental pour les écoles avec la phrase gagnante : « La mer est une amie généreuse » (T-shirt, casquette, sac à dos, bouteille d'eau et cahier - 7200 unités)
- ▶ Dessin conceptuel des matériels de communication des journées de consommations de poisson (tabliers, T-shirts – sac à dos)
- ▶ Brochure sur la pêche responsable : « Code de bonnes pratiques pour une pêche responsable ». 1000 unités
- ▶ Création et production de T-shirts et casquettes (destinés aux pêcheurs) : « Si tu prends soin de la mer, elle prendra soin de toi. En pêchant d'une façon responsable, tu garantis ton avenir et celui de la mer » 51500 unités)

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Rénovation et récupération de 3 marchés/poissonnerie de la ville de Nouadhibou
- ▶ Appui en infrastructures et dotation de matériels et équipement pour les acteurs de la chaîne de valeur des produits halieutiques (vendeuses et vendeurs de poisson, mareyeurs et pêcheurs artisanales) : fourniture de 750 kits (1 kit=1 couteau de découpe, 1 couteau pour fileter, 1 aiguiser, 1 paire de ciseaux, 1 écailleur et une table à couper) et de 750 tabliers PVC
- ▶ Construction et équipement du hangar pour l'ISSM destiné à la réalisation d'une conserverie de sardines.
- ▶ Appui aux PME de la production du Sel de Nouadhibou
- ▶ Fourniture du Matériel de laboratoire pour l'ISSM
- ▶ Fourniture d'équipements didactique au CQFMP: construction d'une piscine d'eau de mer pour améliorer les conditions de sécurité des pêcheurs artisanales
- ▶ Formation de vendeuses sur la vente et transformation de poisson (étêté, éviscéré, filetage, etc.)
- ▶ Formation des 650 nouveaux jeunes pêcheurs sur des compétences techniques dans le secteur de la pêche artisanale (formation de base pour jeunes pêcheurs, formation en réparation et construction des engins de pêche artisanale et ramandage)
- ▶ Formation pour la construction et réparation des engins de pêche artisanale
- ▶ Formation de 63 mareyeurs déjà en activité
- ▶ Formation en économie de base et alphabétisation pour les acteurs de la chaîne de valeur des produits halieutiques (vendeuses et vendeurs de poisson, mareyeurs et pêcheurs artisanales)
- ▶ Appui formatif aux enseignantes du CQFMP en construction et réparation des engins de pêche artisanale.
- ▶ Formation des membres du club environnement en éducation environnementale

- ▶ Rapport final sur l'impact des actions d'éducation à l'environnement en milieu scolaire
- ▶ Préparation et diffusion de nouvelles annonces et programmes de radio sur une pêche responsable et durable
- ▶ Peinture murale du port et affiches interprétatives
- ▶ Réalisation d'une vidéo sur la pêche responsable et durable
- ▶ Conférence sur la pêche responsable à destination des pêcheurs
- ▶ Vidéo sur les valeurs écologiques de Baie de l'Étoile et son potentiel en tant qu'outil pédagogique
- ▶ Création de classes vertes (8) pour réaliser des activités d'éducation environnementale
- ▶ Amélioration des structures et des moyens d'éducation environnementale de la Réserve Satellite du Cap Blanc
- ▶ Participation à des événements qui poursuivent les objectifs du programme Promopêche

5. Documents produits en 2021

- ▶ Promopêche AECID - Guide de bonnes pratiques d'hygiène pour la vente de poisson
- ▶ Promopêche AECID - Diagnostic participatif en genre
- ▶ Promopêche AECID - Guide pour l'inclusion du Genre Coopératives pêche artisanale
- ▶ Promopêche AECID - Stratégies de développement et des orientations de vente et distribution visant la valorisation des ressources halieutiques, notamment de ceux qui ont une haute valeur commerciale
- ▶ Promopêche AECID - Stratégie pour l'amélioration de la production, de la productivité et de la réduction des pertes des non vendus, sous les principes de sécurité sanitaire, pour les acteurs de la transformation artisanale de produits halieutiques
- ▶ Promopêche AECID - Stratégie de distribution et vente des produits élaborés dans la conserverie de l'ISSM et présentation aux institutions gouvernementales concernées
- ▶ Promopêche AECID - Analyse et proposition pour l'amélioration de la qualité, de l'efficacité et de la rentabilité de l'activité de marais salant dans la Baie De L'étoile, Nouadhibou, Mauritanie
- ▶ Promopêche AECID - Brochure sur la pêche responsable : « Code de bonnes pratiques pour une pêche responsable »



35. PECOBAT

Amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME dans le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisant dans les chantiers écoles construction

Instrument de financement	Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)
Pilier du consensus européen	Prospérité
ODD	8
SCAPP Pilier et Chantier	1 - 2
Montant contribution UE en €	3 200 000
Montant total en €	6 700 000 (cofinancement AFD)
Date début – Date fin	01/11/2016 - 31/03/2022
Objectif global	Dynamiser l'économie et développement local à partir de l'exploitation des ressources locales dans les régions de Brakna, l'Assaba, du Gorgol et du Guidimakha
Mise en œuvre par	Bureau international du Travail (BIT)
Ministères partenaires	Education nationale, Emploi- formation professionnelle, Habitat, urbanisme et aménagement du territoire
Wilayas d'intervention	Brakna - Assaba - Gorgol - Guidimakha - Nouakchott
Contact	Sidi Mohamed ould Cheikh– Coordinateur National du projet – cheikh@ilo.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Malgré son statut de pays à revenu intermédiaire, la Mauritanie accuse des déficits considérables en matière de développement social : un indice de développement humain assez bas (161ème rang sur 187 pays), des taux de pauvreté (40%) et d'analphabétisme (48%) élevés, et une prépondérance d'emploi vulnérable dans l'économie informelle (67%). Dans le document de stratégie d'intervention dans les pays à revenu intermédiaire (PRI) du BIT Afrique, la Mauritanie occupe le 20ème rang parmi les 28 PRI africains et est considéré comme un pays affecté simultanément par des déficits économiques, sociaux et de gouvernance.

Les zones d'intervention du projet PECOBAT sont les Wilayas de Brakna, de l'Assaba, du Gorgol et du Guidimakha. Ce sont des zones considérées comme extrêmement pauvres. Plus particulièrement, le Guidimakha et l'Assaba qui ont un taux de pauvreté supérieur à 40% selon l'Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique et Economique (2014). Ces zones sont caractérisées par une forte prédominance de population jeune et de l'emploi précaire, ce qui a des effets directs sur les migrations en Mauritanie.

La stratégie du projet s'appuie sur les trois piliers suivants : (i) la formation professionnelle et l'insertion, (ii) la création d'infrastructures, et (iii) la promotion d'activités économiques pour dynamiser le processus de développement local dans le Brakna, le Gorgol, l'Assaba et le Guidimakha. Le projet inclue donc des actions concrètes sur le terrain, portant principalement sur la création d'emploi à travers des projets d'infrastructures publiques ainsi qu'à travers la promotion de création de petites et moyennes entreprises et le renforcement des entreprises déjà existantes, favorisant l'insertion socio-économique des jeunes à long terme. Le projet met ainsi l'accent sur le développement et la création d'opportunités d'emploi, en prêtant un regard attentif aux secteurs porteurs vecteurs de développement local

2. Activités principales menées en 2021

Formations diplômantes sous la modalité chantier école

- ▶ Formation professionnelle duale et diplômante sous la modalité Chantier de 50 jeunes en formation théorique sur les métiers de construction et de réhabilitation des pistes en terre École dans la région de l'Assaba (Kankossa, Sani)
- ▶ Lors du chantier sous modalité chantier-école de la piste rurale reliant Sani à l'axe Kiffa-Kankossa, formation pratique de 36 jeunes (dont 18 femmes) sur les métiers de construction de pistes rurales (maçonnerie générale (14), terrassement (8), coffrage (8) et topographie (6)). Obtention, en août 2021, du diplôme de Certificat de Compétences (C.C.) part 31 élèves (dont 16 femmes).

Qualification en production de Brique de Terre Compactée (BTC)

- ▶ Le BTC ayant été identifiée comme un matériau local en terre avec un potentiel supérieur pour la construction d'infrastructures en milieu côtier, formation d'experts locaux et diffusion de ce produit pour utilisation
- ▶ Lors de la construction de 50 logements sociaux en BTC à Sélibabi, avec l'ETR-ML comme maître d'ouvrage délégué du MUHAT (Ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire), formation de 49 jeunes maçons en maçonnerie de briques BTC dans une situation de chantier pédagogique pendant mois dont 40 proposés par ETR-ML et la direction de l'habitat et 9 (jeunes diplômés du chantier école de Sélibabi C.C. 2018) proposés par le BIT. Formation également d'1 ingénieur et 3 techniciens en Génie Civil à la demande de l'ETR-ML

Autres formations

- ▶ Au niveau des guichets emplois, formation initiale de 20 conseillers (dont 2 femmes) de la jeunesse du Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle en vue de les convertir en conseillers emplois

- ▶ Renforçant des capacités de 30 conseillers (dont 4 femmes) de l'agence TECHGHIL (ex ANAPEJ) pour l'appui à l'insertion et aux entreprises avec des modules centrées sur les métiers d'orientation pour le suivi et l'accompagnement de jeune en formation
- ▶ Renforcement de capacités de 13 de membres dont 3 femmes de 5 GIE dans la ville de Kankossa autour de trois thématiques (administration et fonctionnements des GIE, GERME et éducation financière)
- ▶ Formation de 10 jeunes professionnels en énergies renouvelables dans le cadre de l'équipement en panneaux solaires des collèges de Kankossa et de Sani

Système de formation professionnelle

- ▶ Suite à une demande de la Direction Générale de la Formation Technique et Professionnelle (DGFTP) pour l'assistance technique du BIT dans le développement du cadre réglementaire de la formation professionnelle en Mauritanie, mobilisation d'un expert international pour animer le processus d'élaboration d'1 décret et de 3 arrêtés ministériels sur l'apprentissage. En octobre 2021, rentrée en vigueur du décret fixant les conditions d'organisation de l'apprentissage

En termes d'infrastructures

- ▶ Construit de 4 écoles primaires dotées en installations d'énergies renouvelables (solaires) et de points d'eau, (Sélibabi, Dar Salam, Mbagne, Gouraye). Pouvant accueillir chacune 240 élèves
- ▶ Achèvement la construction de 2 collèges complets en matériaux locaux à Kankossa et à Sani.
- ▶ Construction d'1 piste rurale munie d'un radier a sous la modalité Chantier Ecole pour le désenclavement de la localité de Sani.
- ▶ Construction d'1 centre de transformation de produits agroalimentaires et mis à disposition des autorités locales dans le département de Kankossa, Wilaya de l'Assaba

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Avec la modalité Chantier-Ecoles à Haute intensité de main d'œuvre (HIMO), 8 infrastructures de Développement Local construites (4 écoles primaires, 2 collèges, 1 centre agroalimentaire, et 1 piste routière) avec 392 jeunes de 15 à 35 ans mobilisés en Assaba (Kankossa, Sani), au Brakna (Sélibabi, Mbagne), au Gorgol (Dar Salam) et au Guidimakha (Gouraye)
- ▶ En partenariat avec les centres de formation professionnelle publiques, 526 jeunes de 16 à 35 ans formés dans les métiers liés au BTP (392 jeunes en formation HIMO au travers de la modalité chantier école en Assaba (Kankossa, Sani), au Brakna (Sélibabi, Mbagne), au Gorgol (Dar Salam), au Guidimakha (Gouraye) ; et 134 jeunes de 16 à 35 ans formés en énergies renouvelables à Nouakchott
- ▶ 41 jeunes entre 16 et 35 ans ayant reçu une formation diplômante en maçonnerie terre à Kankossa, lors de la formation duale en Chantier école dispensée en partenariat avec l'EEFTP de Kiffa
- ▶ 44 jeunes entre 16 et 35 ans formés en maçonnerie terre à Sani, lors de la formation duale diplômante en Chantier école dispensée en partenariat avec l'EEFTP de Kiffa
- ▶ 50 jeunes entre 16 et 35 ans ayant bénéficié de la partie théorique de la formation duale diplômante en Chantier école sur les métiers de la construction de pistes routières, dispensée en partenariat avec l'EEFTP de Kiffa (20 ont suivi le cursus de maçonnerie générale, 10 en topographie, 10 en coffrage, et 10 en terrassement.
- ▶ 36 jeunes ayant reçu des formations qualifiantes en énergies renouvelables (13), en plomberie sanitaire (12), et en réparation de Motopompes/GMP(11) à Boghé (Brakna)
- ▶ 75 jeunes ayant bénéficié de la formation en développement d'entreprise, à raison de 25 par site, sur des modules tels que l'économie sociale et solidaire, l'éducation financière, le marketing etc.
- ▶ Centres de formation publics en Assaba, au Brakna, au Gorgol, au Guidimakha et à Nouakchott appuyés techniquement et financièrement pour le développement de formations adaptées aux besoins du marché du travail local.
- ▶ En partenariat avec l'Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle en Mauritanie (INAP-FTP), 3 curricula de formation dans les métiers de BTP revus avec mise à niveau des formateurs sur ces curricula
- ▶ Bureau Mauritanien de l'Insertion mis en place pour améliorer l'employabilité des jeunes. 152 jeunes formés dans le cadre de ses activités en Assaba, au Brakna, au Gorgol, au Guidimakha, et à Nouakchott insérés. Un programme de coaching Teampreneurhip mis en place pour la promotion de la l'entrepreneuriat chez les jeunes
- ▶ 88 professionnels (80 hommes 8 femmes) du secteur du BTP formés sur des thématiques liées à la conception et construction des bâtiments en terre (ADE 2017, ADE 2018, ADE 2019)
- ▶ 52 personnes (45 hommes 7 femmes) œuvrant dans le secteur du BTP formées en Écoconstruction sur le développement durable, l'innovation, et l'urbanisation dans le secteur du BTP
- ▶ 22 jeunes (dont 7 femmes) formés sur les techniques de construction de briques en terre compactée (BTC) à Nouakchott
- ▶ Inauguration des écoles de Dar Salam (Kaédi) et Sélibaby organisée les 5 et 6 février 2020
- ▶ 50 jeunes ayant reçu leur formation théorique sur les métiers de construction et de réhabilitation des pistes routières
- ▶ Dans le cadre des travaux d'exécution de construction sous modalité chantier-école de la piste rurale reliant Sani à l'axe Kiffa-Kankossa (17/05 au 17/072021), 36 jeunes (dont 18 femmes) ayant bénéficié de la formation pratique sur les métiers de construction de pistes rurales
- ▶ 10 jeunes électriciens issus des deux localités de Sani et Kankossa formés en énergies renouvelables relative à l'installation des équipements solaires
- ▶ Dans le cadre du projet de construction de 50 logements BTC à Sélibabi, dont l'ETR-ML est le maître d'ouvrage délégué par le MUHAT, 50 jeunes formés à la maçonnerie de briques BTC dans une situation de chantier pédagogique pendant 4 mois
- ▶ Dans le cadre du chantier-école de réhabilitation de l'école primaire Moctar Hamidoune Sebkhha pour sa réhabilitation, 1 pavillon de 2 salles de classes, 1 mur de clôture et des latrine différenciées construites
- ▶ Réception technique par les autorités du Ministère de l'Education Nationale réalisée des 2 écoles primaires construites à Mbagne et Gouraye
- ▶ Un centre agroalimentaire construit à Kankossa
- ▶ 31 stagiaires ayant suivi des formations liées aux métiers de la piste de Kiffa ayant obtenu leurs diplômes de certificats de compétences (CC)
- ▶ 20 conseillers de la jeunesse du MEJS formés en vue de les convertir en conseillers emploi et en renforçant les capacités de 30 conseillers de l'agence TECHGHIL (ex ANAPEJ) sur les techniques d'accompagnement et d'appui à l'insertion des jeunes
- ▶ Capacités en entrepreneuriat dans le secteur de la construction (administration et fonctionnements des GIE, GERME et éducation financière) renforcées de 5 GIE dans la ville de Kankossa (13 membres dont 3 femmes)

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Inauguration officielle des infrastructures finies, les collèges de Sani et Kankossa, les écoles primaires de M'bagne et de Gouraye, le centre agroalimentaire de Kankossa et la piste de Sani
- ▶ Lancement de la construction du parc de Tevragh Zeina
- ▶ Achèvement de la réhabilitation de l'école primaire Moctar Hamidoune à Sebkha et d'une école primaire à Diaguily
- ▶ Formation initiale de 50 Jeunes en formation en maçonnerie terre
- ▶ Formation de continue de 50 Jeunes certifiés en maçonnerie terre
- ▶ Production du rapport de capitalisation du projet



36. FORMAEMPLO – MAURITANIE

Formation professionnelle et innovation pour renforcer l'employabilité et l'entrepreneuriat en Mauritanie (BTP, énergies et femmes)

Instrument de financement	Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE) – Programme ARCHIPELAGO
Pilier du consensus européen	Prospérité
ODD	8
SCAPP Pilier et Chantier	1 - 2
Montant contribution UE en €	593 000
Montant total en €	593 000
Date début – Date fin	01/12/2019 - 31/10/2022
Objectif global	Améliorer les compétences formatives et répondre à la demande de main-d'œuvre qualifiée dans les secteurs BTP (bâtiment et travaux publics) et de l'énergie renouvelable afin de renforcer l'employabilité de jeunes mauritaniens ; et former des jeunes porteurs de projets
Mise en œuvre par	Cámara Oficial de Comercio, Industria, Servicios y Navegación de España – Espagne, en partenariat avec la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Mauritanie (CCIAM)
Ministères partenaires	Emploi - Formation Professionnelle
Wilayas d'intervention	Région de Nouakchott
Contact en Espagne	Carmen Ayllon - Directrice du projet - carmen.ayllon@camara.es
Contact en Mauritanie	Cheikh Mohamedou - Directeur Formation et Emploi à la CCIAM - Coordinateur Formaemploi en Mauritanie - cheikh.mohamedou@cciam.mr

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le projet vise à accroître les opportunités d'emploi des jeunes et des femmes de Mauritanie sur base de l'analyse des déficits de compétences dans les entreprises de la région de Nouakchott des secteurs du bâtiment et travaux publics (BTP) et des énergies renouvelables (énergie solaire).

Le projet développe des modules de formation professionnelle en alternance (Électricité bâtiment, plomberie sanitaire, froid Industriel et énergies renouvelables, entrepreneuriat) avec le but d'obtenir des Certificats de Compétences pour chaque spécialité.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Organisation de la formation en entrepreneuriat pour 7 formateurs et 83 femmes
- ▶ Signature d'une convention avec le Centre EETFP-BTP (Ecole d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle de Bâtiment et de Travaux Publics) pour organiser la formation professionnelle en alternance avec 300 jeunes, formation de 4 formateurs par des formateurs espagnols venus à Nouakchott et sélection de 300 jeunes pour la formation professionnelle
- ▶ En décembre 2021, démarrage de la formation pour 100 jeunes (Electricité bâtiment, plomberie sanitaire, froid industriel et Énergies Renouvelables)

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ 1 enquête sur les besoins de compétences des métiers dans le BTP, l'énergie solaire et la maintenance navale réalisée
- ▶ 7 formateurs en entrepreneuriat formés pendant 25 heures (1 femme et 6 hommes)
- ▶ 96 personnes (86 femmes et 10 hommes) formées en entrepreneuriat
- ▶ 4 formateurs du centre EETFP-BTP formés
- ▶ Formation de 100 élèves - formés par des formateurs espagnols- en 4 spécialités de formation professionnelle débutée
- ▶ Formation de 40 chefs d'entreprise sur la Formation Professionnelle en Alternance débutée

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Formation de 150 jeunes (hommes et femmes) à l'entrepreneuriat
- ▶ Formation de 300 jeunes (en total) dans les 4 spécialités cités ci-avant
- ▶ Organisation des examens de Certificats de Compétences pour les 300 jeunes
- ▶ Formation de 90 chefs d'entreprise en total sur la Formation Professionnelle en Alternance
- ▶ Formation de 18 formateurs additionnels pour atteindre un total de 30 formateurs
- ▶ Organisation d'une foire de l'emploi et d'ateliers sur les thématiques du projet

5. Documents produits en 2021

- ▶ Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Mauritanie - Enquête sur les besoins de compétences des métiers dans le BTP, l'énergie solaire et la maintenance navale
- ▶ 4 documents de Programmation des cours dans les 4 spécialités de la Formation Professionnelle
- ▶ 1 manuel sur formation en Entrepreneuriat en Français
- ▶ 4 manuels de formation pour 4 spécialités (Electricité bâtiment, plomberie sanitaire, froid industriel et Énergies Renouvelables)

	<p style="text-align: center;">37. SAFIRE (SÉCURITÉ ALIMENTAIRE FORMATION INSERTION RÉSILIENCE ET EMPLOI)</p> <p style="text-align: center;">Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie</p>
Instrument de financement	Fonds Fiduciaire d'Urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)
Pilier du consensus européen	Prospérité
ODD	8
SCAPP Pilier et Chantier	1 - 1
Montant contribution UE en €	10 000 000
Montant total en €	10 526 527 (+ co-financement ONG)
Date début – Date fin	01/03/2019 - 28/02/2023
Objectif global	Contribuer à la stabilité nationale à travers le renforcement des liens urbains-ruraux, de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la création d'opportunités économiques et d'insertion socioprofessionnelle pour les populations les plus vulnérables
Mise en œuvre par	un Inter consortia porté par Oxfam et 3 consortia portés par le Gret, CRf et Oxfam comprenant 14 ONG nationales et internationales
Ministères partenaires	Emploi - Formation Professionnelle, Enseignement secondaire, Développement rural, Elevage, Affaires économiques-Promotion des secteurs productifs, Intérieur - décentralisation, Environnement
Wilayas d'intervention	3 Wilayas de Nouakchott – Trarza – Brakna – Gorgol - Guidimakha - Hodh El Gharbi - Hodh Ech Chargui
Contact	Ibrahima Ndao - Coordonnateur de l'Inter consortia - ibrahima.ndao@oxfam.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le programme SAFIRE (Sécurité Alimentaire Formation Insertion Résilience et Emploi) a pour objectif l'augmentation de l'insertion professionnelle et sociale à travers l'appui à la formation professionnelle, l'accompagnement des jeunes et des femmes vers l'emploi, le renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la promotion des complémentarités économiques et sociales entre territoires urbains et ruraux et les opportunités liées aux dynamiques migratoires.

En lien avec le Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle, SAFIRE est mis en œuvre par trois consortia regroupant 14 ONG : OXFAM avec Action Contre la Faim, Terre des Hommes Lausanne, ARDM, AFCF, AMAD, ODZASAM ; Croix rouge française avec GRDR, ECODEV, Terre des Hommes Italie, Croissant Rouge Mauritanien et GRET avec Caritas Mauritanie.

L'année 3 du programme SAFIRE a été particulièrement chargée, avec des temps forts comme la 1ère collecte des évidences du programme et sa restitution sur l'ensemble des zones d'intervention, l'évaluation à mi-parcours menée par un cabinet indépendant sans oublier l'accompagnement du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle dans la formalisation et le déploiement des Guichets Emploi Techghil dans les zones d'intervention, qui ont essentiellement servi de territoires pilotes. Les attributions du MEFP ont changé courant 2021, entraînant ainsi une période de flottement quant à la présidence du Comité de Pilotage de SAFIRE, assurée jusqu'alors par un cadre du Ministère de la Jeunesse et des Sports. Ce flottement, qui a été réglé seulement en fin d'année par la nomination d'un cadre du MEFP.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Mise en œuvre des recommandations d'études complémentaires sur les secteurs porteurs qui s'est traduite par la mise en place de formations répondant aux besoins économiques locaux
- ▶ Réactivation des missions d'appuis des sièges de certaines ONG, notamment le Gret et Oxfam
- ▶ Mise en place effective des Espaces Jeunes (équipement, réhabilitation) sur les zones Gret
- ▶ Formation de toutes les équipes sur la communication, la visibilité du bailleur et le respect de la charte graphique dans le Gorgol
- ▶ Appui des consortia sur la mise en œuvre effective du volet « complémentarités économiques entre territoires ruraux et urbains » et valorisation des dynamiques migratoires via une foire socioéconomique et culturelle à Nkt, qui a regroupé les partenaires de l'ensemble des 3 consortia du programme SAFIRE
- ▶ Actualisation du dispositif SEAR (Suivi Evaluation Apprentissage Redevabilité) et renforcement des compétences des équipes terrain renforcées via des missions terrain sur les 3 zones du projet
- ▶ Partage des recommandations du 1er COPIL National et préparation des équipes à l'évaluation à mi-parcours de SAFIRE mais aussi aux enjeux de la collecte des évidences via des missions terrain sur les 3 zones du projet
- ▶ Collecte des évidences du programme sur les 3 zones par un cabinet externe
- ▶ Réalisation de l'évaluation à mi-parcours de SAFIRE par un cabinet international
- ▶ Formations techniques et professionnelles des groupements de femmes, des jeunes et femmes (gestion entreprises, coiffure, vidéo vigilance, vente pharmacie, énergie solaire, maraichage, élevage, transformation des produits laitiers et végétaux, embouche etc.)
- ▶ Appui et renforcement des centres de formation afin de garantir la qualité des formations des jeunes
- ▶ Appui en équipement, matériaux des entreprises qui accueillent des jeunes en stage
- ▶ Formation d'agriculteurs et de maraîchers et accompagnement à la mise en place de leurs propres périmètres agricoles ou maraîchers ; mise en place des jardins Hydroponiques
- ▶ Elaboration des plans d'affaires des jeunes et femmes et mise en relation avec les IMF
- ▶ Création de la coopérative AI Jena, des personnes sortant de l'espace test PK17

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Plusieurs formations et d'appui à la production des ASP organisées
- ▶ Groupements féminins accompagnés et activités de sensibilisation nutritionnelle et de résilience mises en place
- ▶ 18 réunions organisées par l'inter consortia
- ▶ Jeunes formés et bénéficiant d'insertion socioprofessionnelle dans les filières classiques, les métiers verts et ruraux au niveau de la zone du Gret
- ▶ Renforcement des capacités et dotation en semences et petit matériel des groupements d'agropasteurs dans le Brakna
- ▶ Jeunes soutenus pour leur installation dans leur terroir au Brakna et au Trarza
- ▶ Collaboration effective avec les diasporas pour l'accompagnement des jeunes au niveau de Rosso
- ▶ Participation effective aux foires et fora pour la promotion des métiers des jeunes

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Mise en œuvre des recommandations de l'évaluation à mi-parcours et de nos partenaires (comités de gestion et de pilotage)
- ▶ Mise en œuvre des rencontres de capitalisation par thématique au sein des consortia
- ▶ Appui, suivi et accompagnement des jeunes en parcours d'insertion
- ▶ Poursuite du renforcement des capacités organisationnelles des groupements de femmes
- ▶ Renforcement des capacités en gestion des entreprises des jeunes et des femmes
- ▶ Reconnaissance des groupements de femmes (club de mères)
- ▶ Poursuite de l'élaboration des plans d'affaires pour les AGR
- ▶ Financements des AGR et porteurs de projets
- ▶ Mise en liaison des porteurs de projets avec la diaspora et les IMF
- ▶ Poursuite du travail de sensibilisation ANJE
- ▶ Poursuite de l'appui à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes dans les filières classiques, les métiers verts, les métiers ruraux et innovants
- ▶ Poursuite de l'appui aux groupements d'agropasteurs dans le Brakna (renforcement des capacités et dotation en semences et petit matériel)
- ▶ Organisation de foires sur l'entrepreneuriat et la promotion de l'emploi des jeunes
- ▶ Promotion des cultures fourragères : accompagner la diffusion dans la zone du projet
- ▶ Introduction des techniques de production innovantes
- ▶ Renforcement de la concertation communale sur les questions liées à la gestion de la mobilité interne

5. Documents produits en 2021

- ▶ Anne Boutin, Oumoul Khayri Ba Tall - Rapport provisoire d'évaluation à mi-parcours du programme SAFIRE
- ▶ GRDR - Guide de la stratégie de commercialisation destiné aux sortants de l'espace test agricole PK 17 - Maelys Lambert - Juin 2021



38. ARCHIPELAGO FAIDOP

Formation Accompagnement et Insertion dans le Domaine Portuaire Mauritanie

Instrument de financement	Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE) – Programme ARCHIPELAGO
Pilier du consensus européen	Prospérité
ODD	8
SCAPP Pilier et Chantier	1-2
Montant contribution UE en €	499 320
Montant total en €	499 320
Date début – Date fin	15/09/2020 - 14/09/2022
Objectif global	Améliorer l'employabilité des jeunes par des mesures ciblées de formation technique et professionnelle et renforcer les compétences entrepreneuriales des PME dans 12 pays de la région du Sahel et du Lac Tchad
Mise en œuvre par	Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence, Chambre de Commerce d'Industrie et d'Agriculture de Mauritanie et le Grand Port Maritime de Marseille
Ministères partenaires	Emploi - Formation Professionnelle
Autres partenaires	Port Autonome de Nouakchott, Fédération des Services, Grand Port maritime de Marseille
Wilayas d'intervention	Nouakchott
Contact	Marie Vialard – Chef du Projet (CCIAMP Marseille) - marie.vialard@cciamp.com Abderrahmane Doua – Chef du Projet (CCIAM Mauritanie) – a.doua@cciam.mr Cheikh Mohamedou – Directeur Formation (CCIAM Mauritanie) – cheikh.mohamedou@cciam.mr

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

La Mauritanie constitue un véritable carrefour de routes commerciales terrestres et maritimes et un espace de contact privilégié entre la façade méditerranéenne, l'Afrique de l'Ouest et l'Océan Atlantique.

Malgré une croissance économique soutenue, le chômage n'a reculé que modestement et l'accent a été mis, entre autres, sur la formation technique et professionnelle qui reste cependant faible au niveau secteur portuaire.

L'objectif spécifique du projet est d'insuffler dans le secteur portuaire une nouvelle dynamique en matière de formation et d'insertion professionnelles en cohérence avec les besoins des entreprises.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Organisation du lancement officiel du projet FAIDOP, le 23 mars 2021
- ▶ Enquête sur les besoins du secteur portuaire en Mauritanie (en cours)
- ▶ Organisation de 3 sessions de formation en Entrepreneuriat pour 51 jeunes
- ▶ Organisation de 3 sessions de formation Sécurité et Efficience en Manutention pour 81 dockers du Port Autonome de Nouakchott (PANPA)
- ▶ Signature d'une convention avec l'OIM (Office International des Migrations)

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ 81 dockers formés en Sécurité et Efficience
- ▶ 51 jeunes formés en Entrepreneuriat

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Formation pour les agents de sécurité (ADS) du PANPA et des sociétés privées MSS/MSP (2 sessions pour 30 agents)
- ▶ Formation pour les grutiers du PANPA (6 grutiers)
- ▶ Formation des Formateurs/Tuteurs (3 sessions pour 30 personnes)
- ▶ Formation en Entrepreneuriat pour 100 personnes
- ▶ Signature d'une Convention avec le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
- ▶ Organisation d'un atelier regroupant les acteurs de la formation professionnelle et les acteurs du secteur portuaire
- ▶ Organisation de journée de sensibilisation pour les filières Logistique et Transport



39. Réseaux et partenariats pour l'agropastoralisme au Guidimakha, au Gorgol et au Brakna

Instrument de financement	Instrument de financement de la Coopération au développement
Pilier du consensus européen	Prospérité
ODD	1
SCAPP Pilier et Chantier	1 -1
Montant contribution UE en €	0,5
Montant total en €	0,5
Date début – Date fin	01/07/2020 – 01/07/23
Objectif global	Soutenir les actions des organisations de la société civile concourant au développement et à l'amélioration des conditions de vie des populations
Mise en œuvre par	AMAD, GRET, APHG
Ministères partenaires	Développement rural, Action Sociale-Enfance-Famille
Wilayas d'intervention	Guidimakha, Gorgol, Brakna
Contact	Elhaj Mamadou Ba, Président ONG AMAD – ongamad1@gmail.com

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Dans un contexte de décentralisation et de développement local, les acteurs associatifs de manière générale doivent se constituer en partenaires des collectivités locales et de manière spécifique renforcer leur participation dans le développement politique, socio-économique et culturel des communes, des régions et du pays et jouer leur rôle de contrôle citoyen de l'action publique. Dans le même ordre d'idées, l'action doit permettre l'émergence d'organisations représentatives de la société paysanne qui soient réellement autonomes, efficaces dans les services qu'elles rendent à leurs membres, et porteuses des demandes de leurs bases afin de pouvoir dialoguer avec les pouvoirs publics.

Les cibles de cette action sont constituées de 15 mini-laiteries situées dans les zones du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha, de 40 coopératives maraîchères du Guidimakha et du Gorgol, de 10 groupements paysans du Guidimakha (cultures pluviale et décrue), d'un groupement paysans du Gorgol (cultures irriguée, pluviale et décrue) et d'un groupement paysans du Brakna (cultures irriguée, pluviale et décrue). Bien qu'étant des acteurs de premiers plans dans le développement local, ces acteurs sont très souvent faiblement organisés et sans orientation claire. Ils sont aussi peu informés, peu formés et peu outillés sur des politiques et stratégies sectorielles pour assurer leur pleine citoyenneté.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Des ateliers des restitutions chez tous les groupements diagnostiqués (mini laiteries du Guidimakha, mini laiteries du Gorgol, mini laiteries du Brakna, diagnostics menés auprès des GIE de l'association des producteurs horticoles du Gorgol (APHG), groupements maraichers du Brakna (coopératives et 3 GIE : Boghé, Bababé et M'Bagne)
- ▶ Mission de sensibilisation sur le rôle et l'importance de s'organiser en GIE
- ▶ Organisation des missions d'écoutes auprès des tous les groupements présents aux ateliers de restitution
- ▶ Organisation des ateliers de formation sur l'organisation, gestion financière, marketing et sur le genre et la mise en réseau (mini laiteries du Brakna à Boghén, mini laiteries du Gorgol à Kaédi, mini laiteries du Guidimakha à Sélibabi, GIE Brakna à Bababé, GIE de Arifounda à Arifounda, GIE Djewol à Djewol, GIE Lixeiba à Lixeiba, GIE Hirnagué Bossoya à Sylla, GIE Tokomadji à Tokomadji, GIE de Kaédi à Kaédi
- ▶ Suite aux formations des GIE, appui au renouvellement des bureaux, à la fixation du prix des cotisations les adhésions
- ▶ La mise en place des réseaux après les formations pour les mini laiteries du Brakna, les mini laiteries du Gorgol, les mini laiteries du Guidimakha et le Réseau pour les GIE agricole du Brakna
- ▶ Sensibilisation relative au COVID 19 dans les wilayas du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ 5 ateliers des restitutions réalisés
- ▶ 33 groupements touchés par la mission d'écoute : 7 mini laiteries au Guidimakha, 9 mini laiteries au Gorgol, 8 mini laiteries au Brakna, 6 GIE (APHG) au Gorgol, 3 GIE agricole au Brakna
- ▶ 10 ateliers de formation organisés sur l'organisation, la gestion financière, le marketing et sur le genre et la mise en réseau.
- ▶ 4 réseaux mis en place dans 03 Wilaya du projet
- ▶ 36 groupements sensibilisés à la prévention de l'épidémie de la COVID-19

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Appui à l'organisation de l'Assemblée générale de l'APHG pour le renouvellement du bureau élu depuis 2013, de l'Assemblée générale de réseaux
- ▶ Organisation de formations sur le réseautage et Assemblées constitutives des réseaux
- ▶ Organisation d'une série d'ateliers d'information et sensibilisation sur le Plan National de Développement agricole 2015 - 2025, le Plan National de Développement de l'élevage 2018-2025 et la Stratégie Nationale pour le Développement du Maraichage
- ▶ Accompagnement des réseaux d'organisations de base pour créer des partenariats avec des acteurs du secteur privé afin d'écouler leurs produits (maraîchers et laitiers) sur les marchés urbains et ruraux locaux
- ▶ Accompagnement des réseaux d'organisations de base pour faire évoluer les politiques publiques



40. PRO COOP

Projet de Renforcement des Coopératives du Guidimakha pour le Développement Durable en Mauritanie

Instrument de financement	Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)
Pilier du consensus européen	Prospérité
ODD	2
SCAPP Pilier et Chantier	2 - 7
Montant contribution UE en €	630 000
Montant total en €	840 889,68
Date début – Date fin	01/02/2019 – 30/04/2021
Objectif global	Contribuer au développement et professionnalisation des organisations de la société civile en Mauritanie
Mise en œuvre par	Action Contre la Faim - Union des Coopératives Féminines de Guidimakha (UCFG)
Ministères partenaires	Développement Rural
Wilayas d'intervention	Wilaya d'intervention : Guidimakha
Contact	Jean Luc Lambert Directeur Pays - jllambert@mr.acfspain.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Démarré en mars 2019, le projet mis en œuvre par Action contre la Faim en Collaboration avec l'Union des Coopératives Féminines de Guidimakha (UCFG), vise à appuyer la structuration de ces dernières afin de favoriser leur intégration dans le processus du développement régional. La cible prioritaire du projet est l'UCFG, couvrant l'ensemble des coopératives féminines de la région, mais qui ne parvenait pas à les structurer et à les fédérer autour du développement de la région.

L'objectif général recherché est de contribuer au développement et la professionnalisation des organisations de la société civile en Mauritanie, à travers les objectifs spécifiques suivants : (i) Les coopératives de la région du Guidimakha, en tant qu'organisations de la société civile, sont dynamiques, organisées et fédérées autour du développement local ; (ii) l'Union des Coopératives féminines du Guidimakha est renforcée et opérationnelle dans l'accompagnement des OSC de base.

En mars 2020, après 12 mois de mise en œuvre du projet, le pays a été frappé par la pandémie de la covid-19 imposant l'état mauritanien à prendre des mesures draconiennes permettant ainsi de limiter la propagation du virus. Parmi les mesures prises dans ce sens nous pouvons citer la fermeture des mosquées et des écoles, la fermeture partielle des marchés, l'interdiction des rassemblements, la restauration du couvre-feu et l'interdiction des voyages inter régions pour ne citer que cela. Les organisations nationales et internationales étaient dans l'obligation de respecter ces mesures précitées recommandées par le Ministère de la Santé. Obligatoires pendant environ 4 mois, ces mesures ont été assouplies progressivement jusqu'à nos jours.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Mise en œuvre et suivi des microprojets
- ▶ Suivi et accompagnement des coopératives dans la gestion des AGR
- ▶ Réalisation des travaux de réhabilitation et surcreusement des puits
- ▶ Equipement des puits réhabilités par le système d'exhaure (pompes solaire)
- ▶ Acquisition des motopompes pour les coopératives sises au bord du fleuve (wompou, khabou, tagoutalah et sollou)
- ▶ Appui conseil des coopératives lors de la campagne maraichère
- ▶ Atelier de capitalisation du projet
- ▶ Administration de l'enquête End line
- ▶ Enquête d'évaluation du projet

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ 60 microprojets suivis, accompagnés et mis en œuvre au niveau à l'échelle de 47 localités réparties sur les 18 communes du Guidimakha (33 coopératives maraichères et 27 coopératives AGR dans les domaines de l'aviculture, du commerce communautaire, du maraichage, de boucherie et de moulin à grain)
- ▶ 18 puits des coopératives maraichères réhabilités
- ▶ 19 puits équipés de 19 pompes solaires
- ▶ 4 motopompes réceptionnées et distribuées au profit de 4 coopératives maraichères sises au bord du fleuve
- ▶ 33 coopératives maraichères ayant bénéficié des appuis conseils pour démarrer à bien leur campagne maraichère
- ▶ Un atelier de capitalisation réalisé pour tirer les leçons apprises lors de la mise en œuvre des activités du projet dans une démarche de qualité (bonnes pratiques & écueils) et de durabilité (perspective & recommandation)
- ▶ Une Enquête End line réalisée avec une collecte de données permettant d'évaluer l'impact de la mise en œuvre des activités et faire une comparaison de la situation de départ avec la situation finale des coopératives bénéficiaires du projet
- ▶ Evaluation finale effectuée

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Fin du projet en avril 2021

5. Documents produits en 2021

- ▶ ACF - Rapport de capitalisation du projet produit - 12 avril 2021
- ▶ ACF - Rapport d'enquête End line produit - 19 avril 2021
- ▶ ACF - Rapport d'évaluation d'impact - Juin 2021
- ▶ ACF - Rapport de fin du projet - Août 2021

	<p>41. Appui à la Contribution Effective de la société civile à la bonne gouvernance et au développement de la pêche artisanale en Mauritanie</p>
Instrument de financement	Instrument de financement de la Coopération au Développement (ICD)-Avec son Programme thématique « Organisation de la Société Civile et aux autorités locales dans le développement » (OSC/AL)
Pilier du consensus européen	Prospérité
ODD	8
SCAPP Pilier et Chantier	
Montant contribution UE en €	372 713
Montant total en €	414 126
Date début – Date fin	01/03/2020 - 28/02/2023
Objectif global	Contribuer à consolider la participation de la société civile à la gouvernance et au développement durable de la pêche artisanale maritime et continentale en Mauritanie
Mise en œuvre par	ASSPCI - Association pour la Sauvegarde Sociale et la Promotion de la Culture Imraguen et Fédération nationale de la pêche artisanale (FNPA)
Ministères partenaires	Pêches-Economie Maritime
Wilayas d'intervention	Nouakchott – Nouadhibou – Trarza – Brakna - Gorgol
Contact	Ahmedou Abderrahmane - Président de l'ASSPCI BA Ibrahima - Coordinateur National du projet - chefdeprojetasspci@gmail.com

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Comme feuille de route d'accompagnement et de contrôle de la stratégie des pêche 2020-2024, la Fédération Nationale de la Pêche Artisanale (FNPA) à renforcer sa participation à la gouvernance en adoptant un nouveau plan stratégique 2018-2022, définissant en détail la nature de la contribution de la société civile.

Ce plan s'articule sur trois axes : a) l'appui à la structuration institutionnelle et organisationnelle des acteurs de la pêche artisanale et côtière (PAC), b) le support dans la fourniture des biens publics essentiels pour la mise en valeur des chaînes de valeur de la PAC et c) la promotion du développement du secteur privé productif.

L'action ici proposée constitue l'un des volets opérationnels des axes 1 et 2, contribuant ainsi à l'atteinte de l'objectif global du plan. Pour sa conception appel a été fait à la collaboration synergique avec les acteurs du secteur à savoir les adhérents des Bureaux Régionaux de la FNPA, les personnes ressources du secteur et le comité de cogestion des pêches de Nouakchott et des acteurs intervenants dans le secteur.

Le pilotage de la mise en œuvre est confié à ASSPCI (Association pour la Sauvegarde Sociale et la Promotion de la Culture Imraguen), qui depuis six ans assume le rôle de promoteur et leader du développement du sous-secteur pêche artisanale en Mauritanie dans ses dimensions, institutionnelles, économiques, sociales, environnementales et culturelles.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Rencontre de dialogue et concertation des acteurs de la sous-région de la pêche
- ▶ Sessions de formation au profit des instances de gouvernance de la FNPA
- ▶ Sessions d'information et renforcement des acquis des commissions stratégiques de la FNPA
- ▶ Journées de réflexions sur le suivi-évaluation des enjeux de la stratégie de la FNPA comme outils de contrôle et de participation à la gouvernance du secteur de la pêche artisanale et côtière
- ▶ Formation et recyclage de capitaines d'embarcations artisanales et côtières pour le fonctionnement du système de suivi et de contrôle environnemental communautaire
- ▶ Accompagnement et mentorat des présidents et des cadres des bureaux régionaux de la FNPA
- ▶ Renforcement du plateau technique du bureau national et des nouveaux bureaux régionaux (Foumgueleita et Mhayjeratt)
- ▶ Configuration et suivi des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) au niveau du littoral nord
- ▶ Formation et affectation des relais info-pêche affectés auprès des Bureaux Régionaux de la FNPA
- ▶ Appui à l'opérationnalisation du système info-pêche à Nouakchott et Nouadhibou
- ▶ Formation et accompagnement des acteurs de PAC et continental dans le cadre du développement de la microfinance locale (AVEC)
- ▶ Fourniture des services nécessaires aux adhérents de la fédération à travers les guichets unique de services initiés par le projet

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ 1 rencontre de dialogue et concertation des acteurs de la sous-région de la pêche organisée
- ▶ 6 sessions de formation au profit des instances de gouvernance de la FNPA organisées
- ▶ 6 sessions d'information et renforcement des acquis des commissions stratégiques de la FNPA organisées
- ▶ 6 journées de réflexions organisées sur le suivi-évaluation des enjeux de la stratégie de la FNPA comme outils de contrôle et de participation à la gouvernance du secteur de la pêche artisanale et côtière
- ▶ 45 capitaines d'embarcations artisanales et côtières formés pour le fonctionnement du système de suivi et de contrôle environnemental communautaire
- ▶ Accompagnement et mentorat effectués pour les 7 présidents et 21 cadres des bureaux régionaux de la FNPA
- ▶ Renforcement réalisé du plateau technique du bureau national et 2 nouveaux bureaux régionaux (Foumgueleita et Mhayjeratt) équipés
- ▶ 31 associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) au niveau du littoral nord accompagnées
- ▶ 30 relais info-pêche affectés auprès des Bureaux Régionaux de la FNPA
- ▶ Système info-pêche opérationnel à Nouakchott et Nouadhibou
- ▶ 777 acteurs dont 598 des femmes de PAC et continental formées et accompagnés dans le cadre du développement de la microfinance locale avec la mise en place de 31 AVEC
- ▶ 9023 services nécessaires rendus par la FNPA aux adhérents de la fédération à travers les guichets unique de services initiés par le projet

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Consolidation des capacités des membres de la FNPA
- ▶ Consolidation des acquis des commissions thématiques de la FNPA (Professionnelle, Environnementale, Juridique-Sociale, Recherche et Développement)
- ▶ Planification stratégique d'une nouvelle stratégie de la FNPA 2023-2027
- ▶ Organisation d'un atelier de restitution, de concertation et de partage des résultats SCS (suivi, contrôle environnemental)
- ▶ Organisation de la rencontre transfrontière de N'Diago des acteurs de la société civile de la PAC
- ▶ Mise en place et accompagnement de 9 nouvelles associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC)
- ▶ Organisation d'un atelier national de concertation de la société civile de la pêche artisanale et côtière

5. Documents produits en 2021

- ▶ FNPA - Manuel de procédures de la FNPA - 2021



42. Construction du Pont de Rosso

Instrument de financement	Union Européenne- Facilité d'Investissement pour l'Afrique, Banque Européenne d'Investissement, Banque Africaine de Développement et Etats (Mauritanie et Sénégal)
Pilier du consensus européen	Prospérité
ODD	8
SCAPP Pilier et Chantier	1 - 3
Montant contribution UE en €	20 000 000 (don), 22 300 000 (prêt BEI)
Montant total en €	87 290 000
Date début – Date fin	01/08/2018 - 31/12/2023
Objectif global	Contribuer au renforcement de la coopération et de l'intégration en Afrique par la réduction des chaînons manquants du Corridor Transafricain N°1 (le Caire-Dakar)
Mise en œuvre par	Unité de Gestion du Projet (UGP)
Ministères partenaires	Equipement - Transports de la Mauritanie / Infrastructures - Transport - Désenclavement du Sénégal
Wilayas d'intervention	Wilaya du Trarza en Mauritanie et Région de Saint-Louis au Sénégal
Contact	Amadou Samba SOW Coordonnateur du Projet - ugp.pcpr@yahoo.com

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le secteur du transport joue un rôle très important dans les économies de la Mauritanie et du Sénégal. La contribution du secteur à la formation de la valeur ajoutée dans le PIB en Mauritanie est de l'ordre de 7%. Au Sénégal, elle est de 4% en moyenne, alors que sa part dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire est de 9% en moyenne. Le transport routier a un rôle prépondérant dans la mobilité des personnes et des biens à travers les deux pays et dans la sous-région. Il assure en moyenne 90% des mouvements des marchandises et plus de 80% des déplacements des personnes.

Le pont constituera un maillon important de l'infrastructure d'intégration et de développement des échanges entre les pays de l'Union du Maghreb Arabe, de l'Afrique de l'Ouest et au-delà. Sa construction permettra de développer les activités de transport le long des corridors transafricains notamment celui devant relier Tanger – Nouakchott – Dakar - Lagos et des routes d'interconnexions. Le projet est financé par la Banque Européenne d'Investissement (prêt – 22,3 M€), la Facilité d'Investissement pour l'Afrique (don Union Européenne – 20M€), la Banque Africaine de Développement (prêt – 40,8 M€) qui assure également la gestion des fonds européens via une convention de contribution, les gouvernements mauritaniens et sénégalais (3,5 et 1 M€ respectivement).

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Démarrage des prestations du consultant en charge de la supervision des travaux en date du 9 août 2021
- ▶ Démarrage des travaux par l'entreprise adjudicataire des travaux en date du 26 juillet 2021
- ▶ Soumission par l'entreprise des documents techniques contractuels tels que le Plan de Gestion Environnemental et Social de chantier - PGES (validé sous réserves) et le Plan d'Assurance Qualité - PAQ
- ▶ Réalisation de la campagne de sondages géotechniques du côté du Sénégal et en cours du côté de la Mauritanie
- ▶ Réalisation en cours de la base vie de l'entreprise ainsi que leur base de production
- ▶ Organisation de la cérémonie de lancement du projet de construction du Pont de Rosso en date du 30 novembre 2021 à Rosso Sénégal
- ▶ Transmission du rapport final du Plan de Gestion de l'Afflux des Travailleurs à la BEI le 22 octobre 2021 pour validation
- ▶ Transmission de la version provisoire du rapport final du Plan d'Engagement des Parties Prenantes assorti d'un Mécanisme de Gestion des Plaintes le 18 octobre 2021 à la BEI pour validation
- ▶ Mise à jour du Plan d'Action de Réinstallation assorti d'un Plan de Restauration des Moyens de Subsistance en cours de finalisation
- ▶ Poursuite des travaux connexes côté Mauritanie : renforcement du système d'AEP de Rosso, voirie urbaine de Rosso, infrastructures d'appui aux femmes, jeunes et personnes vulnérables, infrastructures urbaines (gare routière, marché, complexe social, complexe omnisport)
- ▶ Finalisation des travaux connexes côté Sénégal : 65 km de pistes rurales, réhabilitation de 4 écoles élémentaires, construction d'une gare routière, d'un marché d'une plateforme multifonctionnelle et d'un poste de santé
- ▶ Mise en œuvre des mesures de facilitation du transport et du transit (études et fonctionnalité des postes de contrôle frontaliers juxtaposés et de l'harmonisation des procédures douanières, formation des agents des 2 pays)
- ▶ Mise en œuvre de la Sensibilisation des populations (protection environnement, sécurité routière, infections sexuellement transmissibles (IST))

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Plan d'action de réinstallation mis à jour
- ▶ Plan d'Engagement des Parties Prenantes assorti d'un Mécanisme de Gestion des Plaintes élaboré
- ▶ Étude d'impact environnemental et sociale réalisée
- ▶ Marché pour la réalisation des travaux du Pont et de ses voies d'accès ainsi que pour le contrôle et la supervision de l'ouvrage attribués
- ▶ Entreprise et Mission de contrôle notifiées et mobilisées
- ▶ Installation de chantier en cours d'exécution
- ▶ Travaux d'aménagements connexes en Mauritanie et au Sénégal démarrés
- ▶ Marchés relatifs à la sensibilisation des populations de la ZIP, au suivi évaluation de l'impact économique et à l'audit financier attribués

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Mise en œuvre de la stratégie de communication et de visibilité du projet
- ▶ Paiement des indemnités des personnes impactées par le projet
- ▶ Finalisation des études d'exécution du projet de construction du Pont
- ▶ Construction de la voie d'accès au pont
- ▶ Construction du Pont Principal, mise en place des pieux et coulage des premières piles
- ▶ Finalisation de la procédure de passation des marchés

5. Documents produits en 2021

- ▶ UGP - PTBA - Plan de travail et budget annuel 2021
- ▶ UGP - Rapports d'activités - Janvier-février-mars 2021 / Avril-Mai-Juin 2021 / Juillet-Août-Septembre 2021 / Octobre - Novembre-Décembre 2021
- ▶ UGP - Rapport annuel - Décembre 2021



Planète – Protection de l’environnement, gestion des ressources naturelles et lutte contre le changement climatique

43. AMCC Phase 2 - Programme Alliance Mauritanienne Contre le Changement Climatique Mauritanie -----	147
44. PICODEV - Projet d’Initiative Locale Concertée pour le Développement Durable des Oasis des Communes d’Atar et de Tawaz -----	151
45. ARENDDRE - Appui à la région de Nouakchott pour un Développement Durable Résilient et Equitable ----	153
46. FLEURIR - Favoriser L’écosystème urbain, environnemental, économique et social intégré de Rosso -----	155
47. MORSE - Maîtrise d’Ouvrage Renforcée des Services Environnementaux -----	157
48. GUDDRN - Gouvernance Urbaine et Développement Durable de la Région de Nouakchott-----	159
49. Mise en place d’un dispositif de gestion des déchets solides de la ville de KIFFA et alentours -----	161

	<p>43. AMCC PHASE 2 Programme Alliance Mauritanienne Contre le Changement Climatique Mauritanie</p>
Instrument de financement	Programme Inter ACP
Pilier du consensus européen	Planète
ODD	13
SCAPP Pilier et Chantier	3 - 15
Montant contribution UE en €	5 900 000
Montant total en €	6 965 682,80
Date début – Date fin	02/01/2019 - 01/01/2023
Objectif global	Renforcer de manière durable la résilience des systèmes naturels et les services éco systémiques au bénéfice des populations les plus vulnérables.
Mise en œuvre par	Assistance Technique (Bureau Eptisa) + 3 Consortiums d'ONG menés par GRDR, Caritas et Concordis
Ministères partenaires	Environnement-Développement Durable
Wilayas d'intervention	Trarza – Brakna – Gorgol – Guidimakha - Assaba
Contact	Pascal Maes Chef de mission de l'AT - pmaes@eptisa.com

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

En septembre 2007, l'Union européenne lançait l'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique (AMCC) afin de lutter contre le changement climatique dans les pays en développement les plus pauvres et les plus vulnérables à ce phénomène. Vers la fin de 2011, la plupart des pays les moins avancés (PMA) étaient associés à l'AMCC.

En septembre 2014, la Mauritanie a obtenu un financement, pour la première phase de son Programme national (AMCC 1), suivi de la 2ème phase à partir de janvier 2019 (AMCC 2). La formulation de ce dernier s'est appuyé sur les expériences de la première phase et s'inscrit notamment en complémentarité des interventions du premier secteur de concentration du 11ème FED en Mauritanie : « sécurité alimentaire et l'agriculture durable ».

L'AMCC 2 s'articule autour de 2 axes : i) un renforcement institutionnel exécuté par une AT de l'entreprise espagnole Eptisa ; et ii) un soutien à des initiatives locales d'adaptation au changement climatique des systèmes agro-sylvo-pastoraux visant la restauration des ressources naturelles, exécuté par trois consortiums d'ONG ayant comme chefs de file : le GRDR, Caritas et Concordis. Les appuis de terrain de ces ONG sont mis en œuvre dans les wilayas du Trarza, du Brakna, du Gorgol, du Guidimakha et de l'Assaba.

Cette année 2021 a été marquée par la continuité de la pandémie de la Covid-19 et les contraintes résultantes, la fin des activités du consortium Concordis et la suspension du contrat du consortium Caritas par le bailleur.

2. Activités principales menées en 2021

Au niveau de l'ATI

- ▶ Appui institutionnel au Ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD)
 - ▶ Coordination et suivi de l'ensemble des interventions
 - ▶ Animation et appui technique de la plateforme de dialogue inclusive de GTRN en co-lead avec l'IPAR (Initiative agricole et rurale)
 - ▶ Communication et partage des connaissances
 - ▶ 2 Missions Court Terme : (1) élaboration d'un système de suivi/évaluation qui s'est réorientée vers l'élaboration d'un Système Information Environnemental, non informatisé ; (2) étude des Risques Climatiques
 - ▶ Collaboration avec la Direction Climat et Emplois Verts et le Rim Youth Climate Movement pour l'organisation et la communication de l'Atelier Emplois Verts
 - ▶ Initiation de la capitalisation sur les pratiques en agro écologie dans la vallée du fleuve Sénégal au niveau des actions mises en œuvre par le programme AMCC
- ▶ Élaboration des plans locaux intégrant le CC (Changement climatique)
 - ▶ Élaboration et diffusion d'outils d'aide à la décision pour prendre les mesures appropriées et durables en terme de lutte contre le changement climatique
 - ▶ Réalisation de campagnes de communication participatives axées sur les enjeux climatiques du projet
 - ▶ Formation et appui aux comités de surveillance en gestion des ressources naturelles: formation sur le code forestier et formation et équipement pour la valorisation des PFNL (Produits forestiers non ligneux)
 - ▶ Formation des membres des CCCI (Cadre de Concertation Communale Intégré), OSC, médiateurs locaux, facilitateurs régionaux aux techniques de médiation et de résolution des conflits et à la gestion et suivi coresponsables des projets communautaires

Au niveau des 3 Consortiums d'ONG

- ▶ Mise en place de bonnes pratiques de gestion durable des terres dans des écosystèmes agricoles et pastoraux

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

- ▶ Appui pour l'installation d'ateliers de couture par le consortium Concordis qui, en plus de leurs activités propres, ont permis la confection de masques de protection contre la Covid-19

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Au niveau de l'ATI

- ▶ Note consolidée fournie sur l'état des lieux de l'environnement
 - ▶ Note de propositions produite pour le renforcement des capacités du MEDD
 - ▶ Note conceptuelle sur le programme de restauration des écosystèmes produite
 - ▶ 34 réunions de coordination organisées avec les ONG et 6 missions de terrain réalisées
 - ▶ Mission Court Terme réalisée pour le « Plan de Communication du MEDD et Stratégie et Plan de Communication et de visibilité du Programme AMCC 2 » et le Plan de Communication élaboré intégrant le plan de sensibilisation environnementale 2020-2022
 - ▶ Mission Court Terme (MCT) pour l'élaboration d'un système de S/E, réorienté depuis juin 2021 vers l'élaboration d'un Système Information Environnemental, non informatisé, est réalisée et le rapport fut remis au MEDD en décembre 2021
 - ▶ Pour la MCT Évaluation des Risques Climatiques (ERC), proposition de termes de référence remise au MEDD
 - ▶ Plateforme de dialogue inclusive GTRN gérée et animée en collaboration avec l'IPAR
- ▶ Plans de communication et de sensibilisation mise en application et appuyés
 - ▶ MEDD appuyé pour l'organisation d'une série d'événements dans le cadre des Journées Mondiales de l'Environnement
 - ▶ Dans le cadre de l'appui fourni au plan de sensibilisation 2020-2022 du MEDD, collaboration mise en place avec l'Institut Pédagogique National (IPN) pour des travaux d'intégration de sensibilisation environnementale dans le manuel scolaire "Éveil et Éducation civique "
 - ▶ Avec le MEDD et rimrural.org, documents techniques et stratégiques partagés sur la Mauritanie et fiches de lectures rédigées pour 45 de ces documents
 - ▶ 1er Comité Technique de Suivi Opérationnel (CTSO) organisé au MEDD (19 novembre 2020) et planification d'un deuxième CTSO pour le 27 janvier 2022

**Au niveau des 3 Consortiums d'ONG
Formation/Sensibilisation et Renforcement
des capacités
Bénéficiaires directs : 4701 (dont 2545
femmes)**

- ▶ OPA formées en gestion des Ressources Naturelles
- ▶ Bénéficiaires formés et sensibilisés sur les sujets en lien avec la durabilité des systèmes ruraux sahéliens : adaptations des pratiques agropastorales aux changements climatiques, sécurisation foncière et prévention des conflits, gouvernance environnementale
- ▶ Actions collectives et concertées réalisées pour la gouvernance environnementale locale pour la cohésion sociale autour de la sécurisation foncière
- ▶ Appui-conseil en agro-écologie effectué au profit de 488 producteurs dont 58 % de femmes : maraichage et riziculture
- ▶ Recherche-action probante réalisée en riziculture agroécologique : rendement similaire au système conventionnel sans intrant chimique (Brakna)
- ▶ 98 personnes membres des organisations communautaires, des STD et des OSC locales formées sur les techniques de construction (cordons pierreux, diguette en terre, digue filtrante, Zaï) ;
- ▶ 40 personnes dans 6 groupements (Guidimakha et Brakna) formées et équipées pour la valorisation des produits forestiers non ligneux (Doum, Balanites aegyptiaca, Acacia nilotica, miel d'acacias)
- ▶ 204 foyers améliorés fabriqués par les 4 artisans formés par le projet, campagnes de vulgarisation des foyers améliorés effectuée avec offre promotionnelle pour les coopératives agricoles et groupements féminins, GIE de jeunes à proximité des forêts
- ▶ Initiative « Tremplin jeunes » organisée sur la sensibilisation et la promotion sur l'agroécologie et du "consommer local" au profit de 515 personnes dont 311 femme (Guidimakha)
- ▶ Sensibilisation effectuée dans les écoles sur la préservation de l'environnement, la gestion des ressources naturelles, la promotion des foyers améliorés, les pépinières forestières et le reboisement dans 11 écoles au bénéfice de 3 252 élèves dont 1 754 filles (Brakna)

**Aménagement ou restauration
d'écosystèmes agricoles et pastoraux pour
lesquels de bonnes pratiques de gestion
durable des terres mises en place :
Bénéficiaires directs : 966 (569 H et 397 F)
– Superficie totale: 1189 ha**

**B.1 Agroécologie et aménagement :
174 ha**

- ▶ Aménagement de conservation des sols et de lutte contre l'érosion hydrique réalisé au niveau de la mare de Wompou (60 ha) et à Kalinioro (50 ha)
- ▶ Maraichage en agroécologie développé au profit de 12 coopératives au Brakna (41 ha), de 20 au Guidimakha et de 10 au Gorgol (aménagement, appui matériel et suivi conseil (gestion de la fertilité, lutte biologique contre les ennemis des cultures)
- ▶ Visites d'échange sur les pratiques agro écologiques en cultures pluviales, maraichage et riziculture organisée par l'AT, entre 21 techniciens (ONG et STD) et producteurs de la vallée du fleuve au Brakna et au Gorgol (6-10 décembre 2021)

**B.2 Régénération agropastorale et
gestion forestière : 1268 ha**

- ▶ Mise en défens rotatif et temporaire d'espace de forêt et réactivation des comités de surveillance pour favoriser sa régénération : 3 forêts classées (Dar El Barka, Lopel, Walaldé) et le massif forestier de Loboudou
- ▶ Dispositif local de gestion impliquant villageois et STD mis en œuvre pour la gestion d'espaces d'action de préservation environnementale et d'exploitation des produits non ligneux
- ▶ 5 GIE de jeunes constitués pour des emplois verts (3 fermes pilotes agro sylvicoles) et de la sensibilisation en périphérie des forêts gérées
- ▶ Gestion locale des ressources agropastorales et prévention des conflits : 2 aires de repos pastoral de 18ha (Gorgol et Guidimakha), 4 tracées de couloirs de transhumance (80 km au total) identifiées et 13 comités de négociation mis en place

Activités Génératrices de Revenus

- ▶ 150 AGR rurales supplémentaires créées en 2021 : 117 au Brakna, 10 au Gorgol, et 23 au Guidimakha :
- ▶ Valorisation des fruits de Balanites Aegyptiaca, et des gousses d'Acacia radiana, dans 4 forêts classées et la forêt de Loboudou (Brakna)
- ▶ Apiculture : mise en place et équipement de 16 ruchers : Walaldé (2), Lopel (10) et la réserve forestière de Loboudou (4), appui au conditionnement du miel sur le site de production de l'AGLC de Kalinioro (Bourgou), employant 30 personnes
- ▶ Valorisation du doum en aliment bétail dans 2 AGLC et 1 coopérative du bassin du Karakoro (Ould Yengé et Kalinioro)
- ▶ Agriculture agroécologique : 39 AGR collectives en maraichage, (Brakna, Gorgol, Guidimakha)
- ▶ Appui matériel pour le démarrage d'exploitation maraichère sur 3 sites au profit de 44 femmes (clôture plus matériel horticole)
- ▶ Dépôt de gaz : 5 unités de distribution en périphérie de forêt classée, gérées par 5 comités de gestion composées de 29 membres au profit

des villages riverains (1 379 ménages bénéficiaires) (Brakna)

- ▶ 50 AGR créées en lien avec la mise en place des Communautés de crédit et d'épargne interne (commerces locaux)
- ▶ 15 ateliers de couture et de confection de masques anti-covid mis en place
- ▶ Emplois temporaire HIMO créés pour l'aménagement de 110 ha pour la conservation des

sols : Wompou, Kalinioro (Guidimakha) et Téthiane (Gorgol).

Renforcement du dispositif institutionnel du point de vue de sa gestion des enjeux liés au changement climatique

- ▶ 34 plans locaux intégrant le CC élaborés : 2 Plans de Développement Communautaire, 3 Plans environnementaux intercommunaux, 29 Plans d'Action Villageoise

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Validation des TdR de la MCT Évaluation des Risques Climatiques (ERC) et réalisation
- ▶ Validation du rapport de la MCT pour l'élaboration d'un Système d'Information Environnementale
- ▶ Réalisation du 2° CTSO fin janvier 2022 suivi de la tenue du COPIL du programme AMCC2
- ▶ Animation du groupe de travail Gestion Territoriale de Ressources Naturelles (GTRN) et recherche d'une autre structure pour reprendre le co-lead technique en 2023
- ▶ Poursuite et amélioration de la qualité du suivi et de la coordination des 2 Consortiums d'ONG actifs et appui à l'adoption de bonnes pratiques d'adaptation et de gestion durable des systèmes agro-sylvo-pastoraux
- ▶ Rapprochement des dispositifs du MEDD en matière de GRN ou de gestion de zones pastorales protégées avec les dispositifs locaux créés ou appuyés par l'AMCC2, constituant une base locale d'auxiliaires aux services de l'Environnement
- ▶ Accompagner l'émergence d'un réseau de producteurs en agro écologie en maraichage, cultures pluviales et riziculture au niveau national

5. Documents produits en 2021

- ▶ Hicham Ezzine - Rapport provisoire pour l'élaboration d'un Système d'Information Environnementale non informatisé - Décembre 2021
- ▶ Rachel Touyer - Compte rendu des visites d'échanges en agroécologie aux Brakna et Gorgol - Décembre 2021

	<p style="text-align: center;">44. PICODEV</p> <p style="text-align: center;">Projet d’initiative locale concertée pour le développement durable des oasis des communes d’Atar et de Tawaz</p>
Instrument de financement	Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Son Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)
Pilier du consensus européen	Planète
ODD	2
SCAPP Pilier et Chantier	1 - 1
Montant contribution UE en €	342 293
Montant total en €	380 265
Date début – Date fin	01/09/2018 - 31/03/2022
Objectif global	Contribuer au développement durable des Oasis d’Atar et de Tawaz par la sauvegarde et la valorisation des ressources naturelles, économiques et sociales, à travers le renforcement des acteurs locaux et leur articulation avec les acteurs oasiens au niveau régional, national et international
Mise en œuvre par	Tenmiya
Ministères partenaires	Développement Rural
Wilayas d’intervention	Adrar
Contact	Mohamed Tourad Directeur – mohamed_tourad@yahoo.fr

1. Contexte et enjeux de l’action mis à jour

L’action proposée par le consortium Tenmiya, le Centre d’Actions et de Réalisations Internationales (CARI) et l’association El Velah vise à soutenir les actions des organisations de la société civile et des autorités locales concourant au développement et à l’amélioration des conditions de vie des populations des oasis des communes d’Atar et de Tawaz. Depuis plus de 15 ans, Tenmiya et le CARI, et plus récemment l’association El Velah, viennent en appui aux organisations de la société civile dans la région de l’Adrar, notamment dans le cadre du Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADD) et ses Programmes d’Actions Concertées dans les Oasis (PACO). Ces interventions sont l’occasion pour les promoteurs de l’action d’identifier, d’évaluer et d’échanger avec les organisations de la société civile oasienne et les autorités locales sur leurs besoins en renforcement des capacités, leur autonomisation et leur participation aux cadres de concertation.

L’enjeu principal est de contribuer au développement durable des Oasis d’Atar et de Tawaz par la sauvegarde et la valorisation des ressources naturelles, économiques et sociales, à travers le renforcement des acteurs locaux et leur articulation avec les acteurs oasiens au niveau régional, national et international.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Organisation d'un atelier de présentation de l'appel à proposition : Canevas, éligibilité, grille de notation
- ▶ Réception des appels à proposition et évaluation
- ▶ Mise en œuvre des 18 microprojets sélectionnés
- ▶ Signature des conventions avec les AGPO (Associations de Gestion Participative des Oasis) et UAGPOS (Union des associations de gestion participative oasiennes) bénéficiaire des fonds destinés au financement des microprojets

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Conventions de partenariat élaborées et signées entre les partenaires
- ▶ Equipement du projet acquis (Equipement de bureau et véhicule du projet)
- ▶ Stratégie de communication définie
- ▶ Recensement des OSCs d'Atar et de Tawaz réalisé
- ▶ Atelier de lancement organisé
- ▶ Risques et menaces environnementaux, phytosanitaires, sociaux et économiques identifiés lors d'un atelier participatif organisé à l'endroit des acteurs (oasiens, AGPO, Communes et Services techniques déconcentrés)
- ▶ Risques et menaces identifiés, catégorisés et des réponses idoines apportées
- ▶ Membres des AGPO sensibilisés sur les risques et menaces de l'économie oasienne et sur les réponses
- ▶ Pour chaque menace et risques, des outils de mitigation élaborés
- ▶ Conseils municipaux des communes d'Atar et Tawaz formés et informés sur la mise en place d'un cadre communal de concertation citoyenne pour chaque commune
- ▶ 20 membres des associations oasiennes formés sur les techniques de gestion administrative, financière et réseautage
- ▶ 20 personnes, membres des associations oasiennes, des services techniques décentralisés et des communes sensibilisées sur la nécessaire gestion concertée de la problématique locale de développement
- ▶ Plateforme des acteurs oasiens mise en place et intégrée au RADD0 (Réseau associatif de développement durable des Oasis)
- ▶ Diagnostic participatif pour l'élaboration d'une stratégie communal de développement des oasis réalisé
- ▶ Intégration au RADD0
- ▶ Mise en place de la plateforme des acteurs oasiens
- ▶ Mise en place des Cadre de Concertation Communal (CCC)
- ▶ Diagnostic participatif réalisé pour l'élaboration de la stratégie communale de développement oasien
- ▶ Elaboration, restitution et validation de la stratégie communale de développement oasien réalisée
- ▶ 1 atelier de présentation de l'appel à proposition organisé portant notamment sur les canevas des propositions, les critères d'éligibilité et la grille de notation
- ▶ Signature des conventions avec les AGPOs et UAGPOS bénéficiaire des fonds destinés au financement des microprojets suite à l'évaluation des propositions
- ▶ 18 microprojets sélectionnés, mis en œuvre et suivi

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Organisation d'un atelier final
- ▶ Rédaction du rapport narratif final du projet
- ▶ Audit final et évaluation finale du projet



45. ARENDDRE

Appui à la région de Nouakchott pour un Développement Durable Résilient et Equitable

Instrument de financement	Instrument de financement de la Coopération au développement
Pilier du consensus européen	Planète
ODD	7
SCAPP Pilier et Chantier	1-3
Montant contribution UE en €	3 586 657,17
Montant total en €	3 775 428,60
Date début – Date fin	01/09/2020 – 31/08/2024
Objectif global	Contribuer au développement urbain durable, équitable et résilient en améliorant les conditions de vies des populations des quartiers périphériques de Nouakchott
Mise en œuvre par	Région de Nouakchott
Ministères partenaires	Transport et Equipement, Environnement - Développement Durable, Pétrole-Mines-Energie
Wilayas d'intervention	Nouakchott-Ouest, Nouakchott-Sud, Nouakchott-Nord
Contact	Fatimetou Boukhreiss – Coordinatrice du projet - boukhreiss.fatimetou@gmail.com Saleck Ould Moulaye – Directeur des Etudes, Projets et de la Coopération de la Région – oudlmoulayes@yahoo.fr

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

La ville de Nouakchott a connu un accroissement rapide et incontrôlé de sa population depuis des années, dû à un exode rural massif, qui a eu des conséquences néfastes sur l'accès aux services de proximité, mettant en défi les départements de l'État concernés, qui sont engagés à les relever, chacun dans ses compétences.

Dans ce contexte, la région de Nouakchott travaille sans relâche afin de contribuer, dans le cadre de ses compétences, à résoudre et surmonter les difficultés des citoyens dans divers domaines.

En conséquence, et vu les problèmes dont souffre la capitale, plus particulièrement dans les domaines du transport urbain et de l'éclairage public, et leurs graves répercussions sécuritaires sur la vie des citoyens, la région de Nouakchott à travers le projet Appui à la Région de Nouakchott pour un Développement Durable Résilient et Equitable (ARENDDRE) travaille sur la création des lignes de transport urbain avec des systèmes intelligents dans des zones périphériques dont l'accès est difficile pour le transport public et privé. Pour réaliser ce projet la Région de Nouakchott s'appuie sur ses partenaires le Grand Paris Sud, le Centre International d'Études pour le Développement Local (CIEDEL) et le Fonds Mondial de Développement des Villes (FMDV).

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Mise en place de l'équipe du projet et des relations avec les codemandeurs
- ▶ Préparation de l'atelier de diagnostic du déplacement urbain (rencontres avec les acteurs du transport : Ministère de l'équipement et des transports - MET, Société des transports publics - STP, Autorité d'organisation et de régulation des transports - AORTR, Fédérations)
- ▶ Organisation de 3 Webinaires sur le transport (Echanges autour des expériences des villes en matière de transport urbain le 08/02/21, Expérience de Dakar le 30/03/21, Gouvernance 03/06/21)
- ▶ Préparation de l'atelier de diagnostic de l'éclairage public (rencontre avec les acteurs de l'Eclairage Public)
- ▶ Organisation d'un Webinaire de préparation de l'atelier de diagnostic de l'Eclairage Public avec les villes du RECOPACTE (13/07/21)
- ▶ Atelier de diagnostic de l'éclairage public à Nouakchott du 25 au 29 octobre 2021
- ▶ Rédaction des TDR, inspiré de Mobilise Your City, et lancement de l'appel d'offres pour l'étude du Plan de mobilité urbaine durable (PMUD)
- ▶ Rédaction des TDR pour l'étude du schéma de l'éclairage public
- ▶ Préparation des travaux d'inventaire des lampadaires pour éclairage public en collaboration avec la SOMELEC
- ▶ Réalisation des Webinaires d'échanges avec codemandeurs et divers décideurs politiques et parties prenantes du projet

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Renforcement des capacités d'échange et collaboration entre paires effectués (Région de Nouakchott-FMDV-CIEDEL et GPS – RECOPACT)
- ▶ Unité transport urbain et de l'éclairage public (UTUEPS) préparée et mise en place
- ▶ Mécanisme de dialogue entre Région, acteurs nationaux, locaux et opérateurs de transport mis en place
- ▶ Etude réalisée sur le niveau de satisfaction des habitants des quartiers périphériques concernés par le projet vis-à-vis des services publics et leur optimisme

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Opérationnalisation de l'unité de transport urbain et de l'éclairage public solaire (UTUEPS)
- ▶ Création du cadre de Concertation et tenue des réunions
- ▶ Enquête de diagnostic de départ dans les quartiers pilotes, identification des lignes de transport pilotes et de l'éclairage
- ▶ Contractualisation et suivi de l'avancement des activités du bureau en charge d'élaborer le PMUD
- ▶ Organisation de l'atelier de lancement de l'étude du PMUD de la ville de Nouakchott
- ▶ Conception des différents modèles économiques pour la gestion des lignes de transport public
- ▶ Recrutement du prestataire en charge de l'achat des bus, de la nacelle et du matériel d'entretiens de l'UTUEPS
- ▶ Achat du matériel de l'UTUEPS et formation des agents
- ▶ Acquisition des 5 bus pour desservir les lignes test
- ▶ Formations et voyages d'études pour les élus, les techniciens RN et acteurs locaux
- ▶ Enquête avec l'aide de la SOMELEC pour inventorier l'éclairage public de la ville de Nouakchott
- ▶ Production du rapport de l'analyse des résultats de l'inventaire de l'éclairage public de la ville de Nouakchott
- ▶ Elaboration du schéma directeur de l'éclairage public
- ▶ Etude pour l'élaboration du Schéma directeur de l'éclairage public
- ▶ Conception de différents modèles économiques et systèmes de gestion intelligents pour la gestion des lignes de transport et de l'éclairage public
- ▶ Aménagement des arrêts de bus

5. Documents produits en 2021

- ▶ RN, FMDV, CIEDEL, GPS - Synthèse des informations pour la préparation des TDR de la mobilité urbaine - Janvier 2021
- ▶ RN, FMDV, CIEDEL, GPS - Cahier du participant de l'atelier éclairage public – Octobre 2021
- ▶ RN, FMDV, CIEDEL, GPS - Rapport de l'atelier sur l'éclairage public – Octobre 2021



46. FLEURIR
**Favoriser L'écosystème urbain,
 environnemental, économique et social
 intégré de Rosso**

Instrument de financement	Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)
Pilier du consensus européen	Planète
ODD	11
SCAPP Pilier et Chantier	3-15
Montant contribution UE en €	987.594
Montant total en €	1.039.572,89
Date début – Date fin	01/02/2021 - 31/01/2025
Objectif global	Consolider la gouvernance pour un développement urbain intégré et durable de Rosso à travers des actions de coopération triangulaire de collectivités locales et la valorisation de la ressource transfrontalière du Fleuve
Mise en œuvre par	Association Fonds Andalou de Municipalités pour la Solidarité Internationale (FAMSI) –Mairie de Rosso Mauritanie - Commune de Podor (Sénégal)
Ministères partenaires	Intérieur - Décentralisation
Wilayas d'intervention	Trarza
Contact	Anna Artigas Molina Responsable bureau technique en Mauritanie - aartigas@andaluciasolidaria.org

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le projet FLEURIR prétend Favoriser L'Écosystème Urbain, environnemental, économique et social Intégré de Rosso. Le partenariat triangulaire composé par le FAMSI, la Commune de Rosso et la Commune de Podor au Sénégal a pour objectif général (OG) de « Consolider la gouvernance pour un développement urbain intégré et durable de Rosso à travers des actions de coopération triangulaire de collectivités locales et la valorisation de la ressource transfrontalière du Fleuve, en centrant son intervention sur l'écosystème du Fleuve transfrontalier ».

Pour cela le projet vise plus spécifiquement à : (OS1) Renforcer et consolider la bonne gouvernance sociale et environnementale de Rosso-Mauritanie avec l'appui des villes paires partenaires dans la gestion et mise en œuvre efficace de ses affaires urbaines en concertation et avec la participation active de ses habitants ; à (OS2) Ecologiser le paysage naturel, l'activité économique de Rosso et son entourage à travers l'instauration de mécanismes pour la protection et valorisation de ses ressources endogènes ; et (OS3) Améliorer ainsi l'employabilité et l'inclusion sociale à travers l'appui d'activités économiques innovantes propres et circulaires respectueuses de l'environnement comme le préconise le Pacte Vert.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Elaboration d'un plan de formation en outils techniques de gouvernance locale
- ▶ Campagne de sensibilisation et d'information pour la concertation avec les habitants et acteurs locaux
- ▶ Signature de convention entre les partenaires et de conventions avec les associés
- ▶
- ▶ Organisation de visites d'échange à Podor
- ▶ Organisation de visites pédagogiques et d'échange en Mauritanie
- ▶ Organisation d'un atelier de diagnostic d'expériences et mécanismes innovants, avec un accent mis sur les usages du typha

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ 1 plan de formation élaboré (3 types de formation : stratégie, gestion, participation)
- ▶ 1 diagnostic de mécanismes éco systémiques innovants réalisé
- ▶ 1 cadre de concertation multi niveau et transfrontalier de collectivités territoriales mis en place
- ▶ 1 campagne de sensibilisation sur l'environnement organisée

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Formation en gouvernance urbaine durable
- ▶ Formation en outils de gestion de projets et de la commune de Rosso
- ▶ Campagne de sensibilisation pour la concertation avec les habitants
- ▶ Diagnostic de mécanismes de gouvernance participative
- ▶ Formation en dynamisation et participation citoyenne
- ▶ Création et renforcement d'espaces de gouvernance et participation citoyenne
- ▶ Dispositif numérique pour les citoyens et les services municipaux
- ▶ Atelier pour l'élaboration du plan stratégique territorial
- ▶ Constitution du Comité de Planification Stratégique (CPSP)
- ▶ Elaboration du Plan stratégique territorial, organisation d'un atelier pour sa validation puis publication et diffusion
- ▶ Visites pédagogiques et d'échange au Sénégal et en Mauritanie
- ▶ Diagnostic d'expériences et mécanismes innovants
- ▶ Définition et établissement du Fonds Vert
- ▶ Création du Comité du Fonds Vert avec budget participatif
- ▶ Campagne de sensibilisation sur l'environnement
- ▶ Introduction de modules de sensibilité environnementale et reboisement-potagers dans les écoles
- ▶ Atelier pour l'élaboration du Plan Local de politiques Sociales
- ▶ Création du Comité Local Social (CLS)
- ▶ Publication et validation du plan
- ▶ Service Appui aux Entreprises
- ▶ Création du comité transfrontalier de gestion touristique du Patrimoine

	<p>47. MORSE Maîtrise d’Ouvrage Renforcée des Services Environnementaux</p>
Instrument de financement	Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)
Pilier du consensus européen	Prospérité
ODD	11
SCAPP Pilier et Chantier	2 - 7
Montant contribution UE en €	490 000
Montant total en €	538 767
Date début – Date fin	01/02/2019 – 31/07/2022
Objectif global	Contribuer à la croissance verte et inclusive par l'amélioration de la bonne gouvernance des communes mauritaniennes
Mise en œuvre par	Association Mauritanienne des Communes du Sud (AMCS)
Ministères partenaires	Intérieur-Décentralisation, Habitat-Urbanisme-Aménagement
Wilayas d’intervention	Trarza, Brakna
Contact	Ibrahima Niang - Chef de projet - amcsgps@yahoo.com Kane Mamadou Isma – adjoint chef de projet par intérim - kane.mr@gret.org

1. Contexte et enjeux de l’action mis à jour

L’action proposée s’inscrit dans le cadre du Programme thématique pour les Organisations de la société civile et les Autorités locales (OSC-AL) et l’Instrument européen pour la démocratie et les droits de l’homme (IEDDH) qui visent à favoriser la contribution des Autorités (AL) aux processus inclusifs et participatifs de formulations et de mise en œuvre des politiques publiques. Cela participe à permettre aux citoyens de structurer et de relayer leurs positions collectives, à encourager la transparence, la gouvernance et le développement territorial local, à lutter contre toutes les formes d’injustice et d’inégalité, améliorer l’accès à des services publics de qualité et profiter de la création de richesse et d’emploi.

L’action s’inscrit en continuité et en complémentarité du programme intercommunal de renforcement des communes dans la maîtrise d’ouvrage et la gestion des services locaux (PIROG) et des démarches de renforcement de la maîtrise d’ouvrage communale menées précédemment dans le Trarza et le Brakna (projet AICHA, ALADIN, RAP).

2. Activités principales menées en 2021

Maitrise d'ouvrage communale renforcée par un dispositif mutualisé d'appui

- ▶ Mise en place du fonds d'investissement dans les 6 communes bénéficiaires
- ▶ Financement des microprojets de gestion des ordures ménagères
- ▶ Appui des services dans la bonne gouvernance

Dynamique de concertation pérennisée au sein et entre les communes de l'AMCS

- ▶ Accompagnement des cadres de concertation et structuration
- ▶ Elaboration d'un rapport d'étude sur la dynamisation des (Cadre de concertation communal) CCC et le fonctionnement de l'AMCS
- ▶ Réunion de planification pour le réaménagement budgétaire

Cadre de vie des populations avec accès à des services publics environnementaux optimisés

- ▶ Mise en place des services de gestion des déchets

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Maitrise d'ouvrage communale renforcée par un dispositif mutualisé d'appui

- ▶ Principaux investissements pour la mise en place des services de gestion des déchets ont réalisés au niveau de quatre communes sur les six, à savoir les communes de Boghé, Boutilimit, Keur Macène et Rosso
- ▶ Au niveau des six communes, les services appuyés par l'équipe technique pour assurer une meilleure gestion et un transfert de compétences

Dynamique de concertation pérennisée au sein et entre les communes de l'AMCS

- ▶ Instances des CCC renouvelées et les membres formés sur leurs rôles et missions
- ▶ Choix des investissements et des modes de gestion effectués en collaboration avec les CC

Cadre de vie des populations avec accès à des services publics environnementaux optimisés

- ▶ Services de gestions des déchets opérationnel et rendant la vie des populations plus saine.
- ▶ Equipements achetés ne servant pas seulement dans le service de gestion des déchets (par exemple, à Boutilimit, le chargeur acheté utilisé en cas de besoin de dégager le sable du goudron pour éviter des accidents routiers)

4. Perspectives pour l'année 2022

Maitrise d'ouvrage communale renforcée par un dispositif mutualisé d'appui.

- ▶ Poursuite du suivi des services des déchets au niveau de chaque commune
- ▶ Poursuite de la mise en œuvre le paquet des formations prévues

Dynamique de concertation pérennisée au sein et entre les communes de l'AMCS

- ▶ Organisation de réunions régulières des instances de concertation
- ▶ Mise en place du réseau des instances de concertation

Cadre de vie des populations avec accès à des services publics environnementaux optimisés

- ▶ Appui à la fonctionnalité des services

Enseignements et pratiques du projet capitalisés et diffusés au sein de l'AMCS, au niveau national et international

- ▶ Publication d'un livrable de capitalisation
- ▶ Réalisation d'un atelier de capitalisation
- ▶ Organisation d'un séminaire international (visite d'échanges au Sénégal)

5. Documents produits en 2021

- ▶ AMCS- GPS - Rapport d'Etude sur le fonctionnement de l'AMCS et la dynamisation des CCC – Aout 2021
- ▶ GRET – Document actualisé : Gestion des déchets, diagnostic et éléments de stratégies pour les communes de Tiguët, Mederdra et Keur Macène- Février 2021
- ▶ GRET – Rapport Gestion des déchets, éléments de stratégies pour les Communes de Boghé, Rosso et Boutelimit – Octobre 2021

	<p>48. GUDDRN</p> <p>Gouvernance Urbaine et Développement Durable de la Région de Nouakchott</p>
Instrument de financement	Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)
Pilier du consensus européen	Planète
ODD	11
SCAPP Pilier et Chantier	3 - 7
Montant contribution UE en €	495 000
Montant total en €	550 000
Date début – Date fin	01/01/2019 - 30/12/2021
Objectif global	Contribuer au développement durable et à l'amélioration des conditions de vie des populations de Nouakchott
Mise en œuvre par	Région de Nouakchott
Ministères partenaires	Intérieur-Décentralisation
Wilayas d'intervention	Région
Contact	Mariam Mangane Chef de projet - manganemariam7@gmail.com

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

L'action proposée s'inscrit dans le cadre du Programme de support aux activités des organisations de la société civile et des autorités locales pour le développement, soutien à la consolidation de la démocratie et au respect des droits humains.

Le projet GUDDRN vise à renforcer la gouvernance des autorités locales de Nouakchott par une meilleure implication des acteurs locaux dans la planification et la gestion de leur territoire, la prise en compte de la dimension du développement durable pour une meilleure adaptation aux effets du changement climatique afin d'assurer un meilleur accès des populations aux services urbains.

Ce projet s'inscrit dans la dynamique des actions entreprises par l'ex CUN, à savoir :

- ▶ L'adoption, en 2015, d'une politique de développement durable par le conseil urbain de l'ex Communauté Urbaine de Nouakchott (CUN) et actuelle Région de Nouakchott (RN) qui vise à définir et mettre en œuvre une stratégie de croissance économique, sociale et spatiale de la ville fondée sur un développement durable participatif, inclusif et solidaire prenant en compte la vulnérabilité de la ville de Nouakchott ;
- ▶ La mise en œuvre du projet d'Appui à la Résilience Environnementale et au Développement Durable (ARREDUN) et du schéma directeur d'aménagement urbain de la ville de Nouakchott (SDAU).

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Validation du PDR
- ▶ Impression et publication du PDR
- ▶ Organisation d'un forum pour le PDR
- ▶ Facilitation de la concertation et la coordination périodiques des acteurs
- ▶ Formation des agents de santé sur la gestion des déchets biomédicaux
- ▶ Identification des besoins dans les protocoles des structures de santé
- ▶ Sensibilisation/information des bénéficiaires directs pour pérenniser les systèmes innovants mis en place dans l'équipement réhabilités
- ▶ Supervision conjointe et monitoring périodique de fonctionnement du circuit des déchets biomédicaux
- ▶ Inauguration de l'école TSB sebkha en date du 12/10/2021
- ▶ Achat et installation d'un incinérateur type MP 100 au centre de santé Ibn Sina dans la commune d'Arafat.
- ▶ Mise en place des dispositifs de lavage des mains durables adaptés au contexte de COVID-19 dans les 6 structures sanitaires qui n'en disposent pas.
- ▶ Remise en service du broyeur/stérilisateur de l'hôpital Mère et enfant et le soutien de la mise en place d'une équipe de main

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Cadre de concertation régional (CCR) mis en place et fonctionnel
- ▶ Plan de développement régional (PDR) élaboré en cours de finalisation
- ▶ Gaps dans la coordination des acteurs concernés par la gestion des DBM identifiés
- ▶ Formateurs formés sur la gestion des déchets biomédicaux
- ▶ Circuits et du matériel de gestion des déchets biomédicaux dans les structures de santé identifiés
- ▶ Ecole TSB Sebkhha inaugurée en date du 12/10/2021
- ▶ Incinérateur type MP 100 installé au centre de santé Ibn Sina dans la commune d'Arafat

	49. Mise en place d'un dispositif de gestion des déchets solides de la ville de KIFFA et alentours
Instrument de financement	Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)
Pilier du consensus européen	Planète
ODD	11
SCAPP Pilier et Chantier	2 - 4
Montant contribution UE en €	467 037
Montant total en €	713 657
Date début – Date fin	01/02/2019 - 30/04/2022
Objectif global	Renforcer les capacités des municipalités de KIFFA et proches de KIFFA en matière de management d'un service de base
Mise en œuvre par	Collectif régional des maires de l'Assaba - Corail Développement
Ministères partenaires	Intérieur-Décentralisation
Wilayas d'intervention	Assaba
Contact	Jemal Keboud – Président du CRMA - jemalkeboud@gmail.com

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

La ligne budgétaire de l'UE à partir de laquelle le présent projet a été financée vise la contribution des Autorités locales à encourager la gouvernance et le développement territorial en vue d'améliorer l'accès aux services publics de qualité et la création d'emplois.

Le présent projet porté par le Collectif Régional des maires de l'ASSABA a pour objectifs :

- ▶ D'organiser et équiper à la Municipalité de KIFFA un dispositif de gestion des déchets solides de la ville ;
- ▶ De créer de l'ordre de 80 emplois pérennes dont au moins la moitié réservé aux femmes ;
- ▶ De mobiliser et sensibiliser les populations aux nécessités de contribuer (y compris financièrement) au bon fonctionnement du service ;
- ▶ In fine, d'améliorer les conditions sanitaires de vie des populations de la ville

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Structuration de la Gouvernance du projet
- ▶ Mise en place d'un dispositif de suivi comptable et contrôle financier de développement du projet
- ▶ Information et formation des dirigeants locaux au respect des procédures d'achat exigées par l'UE
- ▶ Redéfinition du programme de développement du projet sur recommandations du Comité Technique
- ▶
- ▶ Organiser la collecte des déchets solides de la ville
- ▶ Création et gestion d'un « Centre d'Enfouissement technique »
- ▶ Mise en place les organisations de gestion et de contrôle du dispositif
- ▶ Information / sensibilisation / mobilisation des populations
- ▶ Acquisition du premier engin (chargeuse) et nettoyages des décharges sauvages de la ville

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ Objectifs et méthode de travail établie dans le programme contractuel appropriés par la nouvelle équipe du CRMA
- ▶ Comité de Pilotage et Comité technique mis en place
- ▶ Programme adapté aux sensibilités et exigences de la nouvelle équipe
- ▶ Equipe municipale en charge du suivi d'exploitation du dispositif désignée
- ▶ Premiers équipements fonctionnels (chargeuse)
- ▶ Première vague d'assainissement des décharges sauvages de la ville réalisée avec l'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage
- ▶ Assainissement des points noirs effectué
- ▶ Organisation des « quartiers pilote » réalisée
- ▶ Capitalisation des enseignements tirés des quartiers pilote réalisée et définition des organisations du service étendu à l'ensemble de la ville élaborée
- ▶ Campagnes d'information et de sensibilisation des « usagers » réalisées
- ▶ Renforcement de capacités des services de la Municipalité effectué

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Organisation des « coopératives de gestion » sur les deux premiers « quartiers pilote » / sélection et formation des dirigeantes, et accompagnement au fonctionnement du service
- ▶ Réalisation des quais de transfert sur les quartiers pilote
- ▶ Equipement du centre d'Enfouissement technique
- ▶ Acquisition du matériel de transport et de stockage (camions / bennes / poubelles / ...) pour les deux quartiers pilote
- ▶ Lancement d'une campagne de sensibilisation des populations aux bénéfices et exigence de fonctionnement d'un service de gestion des déchets
- ▶ Conception d'un « business plan » d'exploitation du dispositif, et formation des équipes de la Municipalité à l'exploitation, la gestion et le contrôle du dispositif

PARTENARIAT

UNION EUROPEENNE - MAURITANIE



Partenariat – l'Union européenne en tant qu'acteur de la mise en œuvre du programme à l'horizon 2030

PAMO FED 11 - Programme d'Appui à la Mise en Œuvre du 11ème FED -----164

 <p>Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED</p>	<p>PAMO FED 11 Programme d'Appui à la Mise en Œuvre du 11^{ème} FED</p> <p>Composantes 1et 2 : Appui à l'Ordonnateur National et Facilité de Coopération Technique</p>
Instrument de financement	11 ^{ème} FED
Pilier du consensus européen	Partenariat
ODD	17
SCAPP Pilier et Chantier	3 - 12
Montant contribution UE en €	14 000 000
Montant total en €	14 000 000
Date début – Date fin	21/10/2016 - 21/10/2022
Objectif global	Renforcer la bonne gouvernance en Mauritanie pour contribuer aux objectifs de développement
Ministères partenaires	Finances, Développement Rural, Equipement-Transports, Santé, Culture-Jeunesse-Sports, Emploi-Formation professionnelle, Hydraulique-Assainissement, Justice, Intérieur-Décentralisation, Défense
Wilayas d'intervention	National
Contact	Mamadou Bal – Régisseur - madoubal@economie.gov.mr Mohamed Lemine Ould Maouloud - Comptable, Chef de section administration - mlmloud@economie.gov.mr

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour

L'appui à l'Ordonnateur National (ON) du FED s'inscrit dans le schéma de la coopération prévu par l'Accord de Cotonou qui lui confie des responsabilités très larges dans la conception, le pilotage, le contrôle et la mise en œuvre des projets et programmes de partenariat ACP-UE. Cette fonction est actuellement assurée par le Ministre des Affaires Économiques et de la Promotion des Secteurs Productifs, avec son service technique – la cellule d'appui à l'ON (CAON) - qui est rattachée à la Direction Générale des Financements et de la Coopération Economique (DGFCE). Le Directeur Général de cette Direction assure la fonction d'Ordonnateur National Suppléant (ONS).

Le Programme d'Appui à la Mise en Œuvre du 11^{ème} FED (PAMOFED11) couvre une période de mise en œuvre opérationnelle de 72 mois ayant débuté le 21 octobre 2016. Il s'élève à 36 Millions d'euros suite à un avenant pour allouer 14 Millions d'euros pour finaliser les travaux de réhabilitation de la route Nouakchott-Rosso. Il vise une amélioration du système d'ordonnancement des fonds FED et de la gestion des finances publiques.

La CAON met en œuvre la composante d'appui à l'ON et la composante Facilité de Coopération Technique. La 3^{ème} composante d'appui à la gestion des finances publiques est mise en œuvre par Expertise France.

L'année 2021, comme celle de 2020 a aussi été impactée par la pandémie de la COVID-19 mais dans une moindre mesure que 2020. Cependant, l'apparition du nouveau variant OMICRON a aussi limité la mise en œuvre de certaines activités du PAMO FED 11 telles que les formations, les réunions du CTC, entre autres.

2. Activités principales menées en 2021

- ▶ Mise en œuvre du 5ème plan de communication et de visibilité pour le Partenariat UE-RIM
- ▶ Diffusion de 600 exemplaires de la Revue du Partenariat UE-RIM pour l'année 2020
- ▶ Diffusion des kits et des articles promotionnels de fin d'année du Partenariat UE-RIM
- ▶ Opérationnalisation de la plateforme/portail du Partenariat UE-RIM
- ▶ Actualisation des besoins en formation des acteurs du Partenariat UE-RIM et mise en œuvre du plan de formation (fiscalité, informatique, etc.)
- ▶ Signature d'un marché de service d'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage à la CAON pour appuis à trois programmes du 11ème FED : Programme d'Appui au Secteur de la Santé (PASS), SEMAH - Prévention des conflits et promotion du dialogue interculturel, Programme d'Appui à la Réforme de la Justice (PARJ)
- ▶ Financement (i) en partie de l'étude architecturale pour le PARJ, (ii) d'une expertise en conseil stratégique à l'Agence TECHGHIL au profit du Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports, de l'appui au Programme National de Développement Sanitaire (PNDS) au profit du Ministère de la Santé, (iii) du diagnostic de la chaîne du livre au profit du Ministère de l'Education, (iv) de la mission complémentaire de contrôle des travaux pour le Projet d'Appui à la Sécurité et au Développement et (v) en partie du Festival de Ouadane (villes anciennes)

3. Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- ▶ 9 personnes recrutées dont 8 cadres accompagnés pleinement opérationnels et autonomes
- ▶ 1 stratégie de communication pluriannuelle élaborée et 5 plans annuels de communication déclinés
- ▶ 1 plan pluriannuel de formation (fondamentaux, capacités et spécialisations) élaboré et 5 mises à jour annuelles réalisées
- ▶ 33 formations réalisées avec la participation de plus 370 acteurs du Partenariat UE-RIM
- ▶ 13 études et appuis financés
- ▶ 4 revues annuelles du Partenariat UE-RIM publiées et diffusées
- ▶ 2 chartes graphiques du Partenariat UE-RIM actualisées
- ▶ 1 plateforme du Partenariat UE-RIM conçue et opérationnelle
- ▶ 2 Magazines «Caravane» du Partenariat UE-RIM produits et diffusés

4. Perspectives pour l'année 2022

- ▶ Poursuite de la dynamique de concertation périodique entre les différents acteurs du Partenariat UE-RIM : Interface, coordination, facilitation
- ▶ Contrôle qualité des documents et appuis/conseils de proximité aux projets/programmes du 10ème et 11ème FED
- ▶ Rédaction et diffusion de la Revue du Partenariat UE-RIM pour l'année 2021
- ▶ Mise en œuvre du 6ème plan de communication et de visibilité pour le Partenariat UE-RIM
- ▶ Dynamisation de la plateforme/portail du Partenariat UE-RIM
- ▶ Appui à l'Organisation de la Semaine de l'Europe
- ▶ Actualisation régulière des besoins en formation des acteurs du Partenariat UE-RIM et mise en œuvre du 6ème plan de formation
- ▶ Structuration de l'appui à apporter à la SCAPP et opérationnalisation de leur plan de formation
- ▶ Structuration de l'appui à apporter à la Société Civile et au Secteur Privé
- ▶ Diverses études à la demande et appui aux événements culturels et autres activités

5. Documents produits en 2021

- ▶ Appui en conseil stratégique et opérationnel à l'Agence TECHGHIL en Mauritanie - Yves-Thomas LUNDY-Décembre 2021
- ▶ Appui à l'élaboration du PNDS horizons 2030 – Hera & Miloud KADDAR - Août 2021
- ▶ Diagnostic de la chaîne du livre en Mauritanie - Vincent BONTOUX – Mars 2022
- ▶ CAON – Revue du Partenariat UE-RIM portant sur les actions mises en œuvre en 2020



**EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DANS
CINQ WILAYAS DE MAURITANIE**
Borne-fontaine du projet 5 Wilayas
© Félix Vigné, AFD

LES CHIFFRES CLÉS DÉTAILLÉS DE L'ANNÉE 2021

1. APPUI INSTITUTIONNEL AU GOUVERNEMENT

Appui à la définition de nouvelles réformes, politiques, stratégies sectorielles

Thèmes	Contenus	Actions et sources de financement
Migration	Mise à jour de la Stratégie Nationale de Gouvernance de la Migration (2010) et de son plan d'action Type d'appuis apportés : Assistance technique Détails : le plan d'action et la SNGM ont été mise à jour et la validation au niveau technique est en cours, elle sera suivie par une validation officielle au niveau du Conseil de Ministres, prévue pour 2022	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie - FFUE
Santé	Réforme Hospitalière - Elaboration de la politique hospitalière, l'arrêté des normes hospitalières publiques et de la carte hospitalière Type d'appuis apportés : Appui technique, ateliers, consultance, réunions En attente d'adoption	PASS - 11 ^{ème} FED
Santé	Evaluation du PNDS 2012 - 2020 et formulation du PNDS 2021 – 2030 et ses Annexes Type d'appuis apportés : Appui technique, ateliers, consultance, réunions En attente d'adoption	PAMO - 11 ^{ème} FED
Santé	Financement de la Santé - Elaboration des Comptes Nationaux de la Santé de 2017 et 2018 Type d'appuis apportés : Appui technique, ateliers, consultance, réunions	PASS - 11 ^{ème} FED
Santé	Secteur Pharmaceutique - Elaboration de la PPN et de son plan directeur 2021-2025 Type d'appuis apportés : Appui technique, ateliers, consultance, réunions En attente d'adoption	PASS - 11 ^{ème} FED
Santé	Secteur Pharmaceutique - Elaboration de la stratégie nationale d'approvisionnement des médicaments Type d'appuis apportés : Appui technique, ateliers, consultance, réunions En attente d'adoption	PASS - 11 ^{ème} FED

Appui à la mise en œuvre de stratégies sectorielles

Thèmes	Contenus	Actions et sources de financement
Guichets Emploi Techghil - Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle	Formalisation Cahier des Charges des Guichets Emploi Techghil	SAFIRE - FFUE
S y s t è m e d'enregistrement numérique des concessions et des licences de pêche	Engagement d'un expert IT pour la mise en place d'un système informatique numérique pour l'enregistrement et les contrôle des concessions et des licences de pêche au MPEM (Ministère des Pêches et de l'Économie Maritime)	PROMOPECHE - FFUE
Valorisation et de commercialisation des produits de la pêche artisanale	Etablissement d'un plan d'action pour engager la mise aux normes en hygiène et qualité du MPN (Marché au Poisson de Nouakchott). Le plan d'action adopté par les autorités de gestion du marché au poisson de Nouakchott.	PROMOPECHE - FFUE
Aviculture	Capitalisation des études réalisées dans le secteur de l'aviculture	PACAO - PIR 11 ^{ème} FED
Gomme arabique	Cartographie des utilisateurs de la gomme arabique en Mauritanie	PACAO - PIR 11 ^{ème} FED
Santé	Secteur Pharmaceutique - Manuel de procédures et des outils de gestion de stock des Formations Sanitaires En attente d'adoption	PASS - 11 ^{ème} FED
Santé	Ressources humaines - Elaboration du plan carrière du MS En attente d'adoption	PASS - 11 ^{ème} FED
Santé	Ressources humaines - Elaboration d'un plan de formation initiale et continue 2021-25 En attente d'adoption	PASS - 11 ^{ème} FED
Santé	Financement de la santé/offre de soins - Manuel de procédure Administratif et financier pour les centres de santé et postes de santé	PASS - 11 ^{ème} FED
Education	Education - Diagnostic approfondi de la chaîne du livre et du manuel scolaire en Mauritanie	PAMO - 11 ^{ème} FED
Education	Education - Diagnostic approfondi de la chaîne du livre et du manuel scolaire en Mauritanie	PAMO - 11 ^{ème} FED
Chantier école	Ingénierie de formation dans le secteur du BTP - Décrets et arrêtés relatifs à l'apprentissage et l'alternance pour l'introduction de la modalité Chantier école. Un décret ministériel, intégrant la modalité Chantier-Ecole, a été adopté en conseil des Ministres le 17 août 2021	PROMOPECHE - FFUE
Plan d'Aménagement des Pêcheries de petits pélagiques	Appui au Ministère pour la formulation du Plan d'Aménagement des Pêcheries de petits pélagiques en Mauritanie 2022-2027	PROMOPECHE - FFUE
SIG pour les infrastructures rurales	Appui à l'élaboration d'un dispositif BDD – SIG pour les infrastructures rurales	RIMDIR - 11 ^{ème} FED
Qualité technique des infrastructures réalisées	Appui à l'élaboration et à la diffusion d'un référentiel technico-économique des infrastructures réalisées et de leur adaptation au contexte socio-économique et environnemental	RIMDIR - 11 ^{ème} FED

Infrastructures rurales productives	Appui à la finalisation du cadre légal des IRP en lien avec la LOAP (Loi d'orientation agropastorale)	RIMDIR - 11 ^{ème} FED
Infrastructures rurales productives	Appui à l'élaboration d'un guide de gestion et de maintenance des infrastructures rurales	RIMDIR - 11 ^{ème} FED
Commercialisation des produits mauritaniens	Développement politiques publiques en faveur de la commercialisation des produits mauritaniens et amélioration - Cadre harmonisé PNL mis en place et Coaching suivi sectoriel engagé	RIMFIL - 11 ^{ème} FED
Nomenclature budgétaire et comptable	Appui à la réalisation d'une nouvelle nomenclature budgétaire et comptable des dépenses et des recettes	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie - FFUE
LOLF	Appui à la réalisation du TOFE, CBMT, DPBMT, CDMTg et CDMT ministériels	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie - FFUE
LOLF	Appui au déploiement du Système d'Information ARKAM / Appui à la déconcentration du système de gestion de la paie RATEB	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie - FFUE

Formations à destination du personnel de l'administration

Thèmes	Contenus	Actions et sources de financement
Agroécologie	Renforcement de capacités en agroécologie Nombre de personnes formées total : 2 personnes Durée en heures : 40 Exemples de compétences acquises : Itinéraires techniques de cultures maraichères/céréalières adaptées aux Changements climatiques	SAFIRE - FFUE
Finances	Education financière Cibles : Coordinatrice MASEF et Directeur guichet Techghil Aioun Nombre de personnes formées total : 2 Nombre de femmes formées total : 1 Nombre d'hommes formés total : 1 Durée en heures : 40 Exemples de compétences acquises : éducation financière (élaboration de business plan, comptabilité de caisse, compte d'exploitation, cahier des charges...)	SAFIRE - FFUE
Management des juridictions mauritaniennes	Management des juridictions mauritaniennes Cibles : chefs de juridictions + procureurs + chefs de greffe Nombre de personnes formées total : 20 Nombre de femmes formées total : 3 Nombre d'hommes formés total : 17 Durée en heures : 15h Exemples de compétences acquises : GRH, pilotage et suivi des activités, animation et communication Autres infos : Déclinaison de la formation sur les autres cours d'appel (Nouadhibou, Aleg et Kiffa)	Projet d'appui à la réforme de l'Etat -11 ^{ème} FED

Langue française	<p>Formation linguistique / français Cibles : magistrats et personnels de greffe Nombre de personnes formées total : 20 dont 14 sur NKT et 6 sur Nouadhibou Nombre de femmes formées total : 1 Nombre d'hommes formés total : 19 Durée en heures : 112h Exemples de compétences acquises : niveau A1/A2 compréhension et communication en langue française</p>	Projet d'appui à la réforme de l'Etat -11 ^{ème} FED
Justice juvénile restauratrice	<p>Formation des magistrats et greffiers des villes de Nouakchott, Nouadhibou, Sélibaby, Kiffa et Zouérate sur les principes de la justice juvénile restauratrice Cibles : magistrats et greffiers Nombre de personnes formées total : 33 Nombre de femmes formées total : / Nombre d'hommes formés total : / Exemples de compétences acquises : application des principes de la justice pour mineurs et des mesures alternatives</p>	Projet d'appui à la réforme de l'Etat -11 ^{ème} FED
Enfants en conflit avec la loi	<p>Formation des acteurs de Justice pour mineurs de Nouakchott, Nouadhibou, Rosso sur les enfants en conflit avec la loi Cibles : Magistrats (Parquet Général ; Parquet de la République ; Cabinet d'instruction ; Chambre pénale des mineurs ; Cour criminelle des mineurs) policiers, assistants sociaux, greffiers ; Brigade des mineurs ; personnel des CARSEC et des CPISE Nombre de personnes formées total : 100 Nombre de femmes formées total : / Nombre d'hommes formés total : / Durée en heures : 18 heures Exemples de compétences acquises : l'application des mesures alternatives a la détention ; la détermination de l'âge de l'enfant ; les garanties légales applicables au traitement judiciaire des ECL et la spécificité de la justice pour mineurs</p>	Projet d'appui à la réforme de l'Etat -11 ^{ème} FED
Forces armées et de sécurité	<p>Formation de formateurs des Forces armées et de sécurité en Mauritanie dans le cadre de l'Académie mauritanienne de la paix et de la sécurité Cibles : La Garde Nationale, la Police nationale, la Gendarmerie, le Groupement Général de la Sécurité des Routes (GGSR) le Service de Santé des Armées et des Forces de Sécurité Nombre de personnes formées total : 36 officiers supérieurs et subalternes Nombre de femmes formées total : / Nombre d'hommes formés total : 36 Durée en heures : 01 février au 09 juillet 2021 Exemples de compétences acquises : Les compétences acquises comportaient, outre les cours spécifiques liés à l'Ingénierie de formation, six grandes spécialités : Intervention, Planification et Conduite des opérations, Gestion de l'information, Gestion de la sécurité en contexte coercitif urbain, Stabilisation en milieu désertique, Santé opérationnelle</p>	Projet sécurité et développement - 10 ^{ème} FED

Normes et standards de l'Education en situations d'urgence (INEE)	<p>Formateurs des acteurs du secteur sur les normes et standards de l'Education en situations d'urgence (INEE) Cibles : 45 Nombre de personnes formées total : 37 Nombre de femmes formées total : 11 Nombre d'hommes formés total : 26 Durée en heures : (15 heures de formation) Exemples de compétences acquises notamment la connaissance de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La place de l'éducation dans la réponse humanitaire : le NEXUS ▪ Concepts de la qualité de l'Education en Urgence ; ▪ Principes de la préparation et la gestion des crises et catastrophes pour l'éducation ; ▪ Plan de préparation et de réponses aux situations d'urgence dans l'éducation ; ▪ Rôle clef de l'Éducation et mise en œuvre de stratégies qui sauvent en vue de la protection des enfants en cas de situations d'urgence ; ▪ Coordination de la réponse de l'éducation dans le cadre de l'action humanitaire. 	Protection et Education des enfants et jeunes du Camp MBerra (refugiés maliens) et de la communauté hôte du département de Bassiknou via une approche intégrée visant à renforcer leur résilience et participer à la cohésion sociale - ECHO
Santé	<p>Management Gestion qualité et gestion médicaments Cibles : Equipes cadres de Moughataa et des DRS Nombre de personnes formées total : 25 Nombre de femmes formées total : / Nombre d'hommes formés total : / Durée en heures : 40h Exemples de compétences acquises : gestion d'équipe, amélioration de la communication, apprendre à coordonner, déléguer et responsabiliser/ qualité des médicaments, stockage, gestion etc.</p>	PASS - 11 ^{ème} FED
Santé	<p>Formation supervision intégré Cibles : Equipes cadres de Moughataa Nombre de personnes formées total : 31 Nombre de femmes formées total : / Nombre d'hommes formés total : / Durée en heures : 80h Exemples de compétences acquises : Préparer, réaliser et reporter une supervision intégrée en respectant toutes les étapes garantissant la qualité conformément aux acquis.</p>	PASS - 11 ^{ème} FED
Santé	<p>Formation en SONU (soins obstétricaux et néonataux d'urgence) Cibles : Prestataires des soins Nombre de personnes formées total : 54 Nombre de femmes formées total : / Nombre d'hommes formés total : / Durée en heures : 80h Exemples de compétences acquises : solide acquis en gestion de l'accouchement et le suivi du post partum</p>	PASS - 11 ^{ème} FED
Santé	<p>Formation soins infirmiers et technique Soins plaints traitements Cibles : prestataires des soins et ECM Nombre de personnes formées total : 64 Nombre de femmes formées total : / Nombre d'hommes formés total : / Durée en heures : 40h Exemples de compétences acquises : révision des techniques pratiques en soins infirmiers/ réflexion sur le diagnostic en santé avec utilisation d'un outil d'algorithme basé sur l'examen clinique</p>	PASS - 11 ^{ème} FED
Santé - Langue	<p>Formation en français Cibles : ECM et prestataires de soins et cadres du MS Nombre de personnes formées total : 14 Nombre de femmes formées total : 9 Nombre d'hommes formés total : 5 Durée : 96h Exemples de compétences acquises : langue française expression et écriture</p>	PASS - 11 ^{ème} FED

Santé	<p>Planification sanitaire et gestion de district Cibles : membres des équipes cadres des Moughataas et DRS Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 16 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 04 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 12 Contenu de la formation : Les éléments du processus de planification sanitaire au niveau DRS et Moughataa : comment suivre et évaluer le niveau de mise en œuvre du plan de développement sanitaire/Plan d'action annuel de la DRS et de la Moughataa, comprendre la démarche du travail en équipe en vue d'une atteinte optimale des objectifs de la DRS/Moughataas Principales compétences acquises : Maîtrise de la planification sanitaire basée sur le management. Informations complémentaires : Grâce à cette formation, les équipes cadres des Moughataas et DRS sont outillées pour non seulement pouvoir renforcer les capacités des ICP dans la micro planification des CS/PS, mais aussi pour construire leur propre planification annuelle</p>	<p>Projet de renforcement de capacités des autorités sanitaires et d'accompagnement à la résilience des communautés, dans la prise en charge de la malnutrition aigüe des enfants de 0-59 mois dans la région du Gorgol - ECHO</p>
Santé	<p>PCIME (Prise en Charge Intégrée de la Maladie de l'Enfant) Cibles : Infirmiers nouvellement affectés aux postes de santé Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 15 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 08 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 07 Contenu de la formation : Evaluer les signes et symptômes des principales maladies de l'enfant (paludisme, diarrhée, IRA, malnutrition), s'assurer de l'état vaccinal et classer la maladie dans la catégorie appropriée afin d'identifier le traitement approprié. Prendre en charge l'éducation de la mère pour lui apprendre à administrer un traitement spécifique à domicile, tel qu'un antibiotique ou un antipaludique, ou bien réaliser le traitement d'une infection locale</p>	<p>Projet de renforcement de capacités des autorités sanitaires et d'accompagnement à la résilience des communautés, dans la prise en charge de la malnutrition aigüe des enfants de 0-59 mois dans la région du Gorgol - ECHO</p>
Santé	<p>HEALTH SURGE Cibles : Infirmiers chefs de poste Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 78 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 21 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 57 Contenu de la formation : ▪ Phase 1 : Mise en place – Analyse et planification pour le niveau CSPS ▪ Phase 2 : Suivi et action en temps réel Principales compétences acquises : maîtrise du calcul sur la détermination des seuils de surcharge dans une structure sanitaire. Informations complémentaires : L'Approche SURGE prépare le système de santé à planifier, à détecter et à réagir efficacement aux pics de la prévalence et du nombre de cas des maladies. Elle renforce les capacités du système sanitaire gouvernemental à gérer efficacement un nombre important de cas tout en maintenant la qualité dans l'offre de soins</p>	<p>Projet de renforcement de capacités des autorités sanitaires et d'accompagnement à la résilience des communautés, dans la prise en charge de la malnutrition aigüe des enfants de 0-59 mois dans la région du Gorgol - ECHO</p>
Santé	<p>Supervision intégrée Cibles : 11 Nombre de personnes formées total : 10 Nombre de femmes formées total : 04 Nombre d'hommes formés total : 06 Durée en heures : 18h Exemples de compétences acquises : Préparer, réaliser et reporter une supervision intégrée en respectant toutes les étapes garantissant la qualité conformément aux acquis.</p>	<p>PASS ECMU - Parlement européen</p>

Santé	<p>Management qualité des soins Cibles : 15 Nombre de personnes formées total : 15 Nombre de femmes formées total : 06 Nombre d'hommes formés total : 09 Durée en heures : 21h Exemples de compétences : Plus de communication, mieux coordonner, déléguer et responsabiliser</p>	PASS ECMU - P a r l e m e n t européen
Santé	<p>Gestion Médicaments Cibles : 14 Nombre de personnes formées total : 14 Nombre de femmes formées total : 06 Nombre d'hommes formés total : 09 Durée en heures : 14h Exemples de compétences : qualité du médicament, stockage</p>	PASS ECMU - P a r l e m e n t européen
Santé	<p>SONU Cibles : 30 Nombre de personnes formées total : 22 Nombre de femmes formées total : 21 Nombre d'hommes formés total : 01 Durée en heures : 66h*3=196h Exemples de compétences : solide acquis en gestion de l'accouchement et le suivi du post partum</p>	PASS ECMU - P a r l e m e n t européen
Santé	<p>Soins infirmiers Cibles : 20 Nombre de personnes formées total : 22 Nombre de femmes formées total : 17 Nombre d'hommes formés total : 05 Durée en heures : 14h Exemples de compétences : révision des techniques pratiques en soins infirmiers</p>	PASS ECMU - P a r l e m e n t européen
Santé	<p>Hygiène Cibles : 90 Nombre de personnes formées total : 88 Nombre de femmes formées total : 76 Nombre d'hommes formés total : 13 Durée en heures : 34h Exemples de compétences : révision protocole d'hygiène, mise en place de stratégies et procédures</p>	PASS ECMU - P a r l e m e n t européen
Santé	<p>Stratégie Plan Traitement (SPT) Cibles : 20 Nombre de personnes formées total : 22 Nombre de femmes formées total : 17 Nombre d'hommes formés total : 05 Durée en heures : 28h Exemples de compétences : réflexion sur le diagnostic en santé avec utilisation d'un outil d'algorithme basé sur l'examen clinique</p>	PASS ECMU - P a r l e m e n t européen
Santé - Langue	<p>Langue française Cibles : 09 Nombre de personnes formées total : 09 Nombre de femmes formées total : 05 Nombre d'hommes formés total : 04 Durée en heures : en cours Exemples de compétences : amélioration orale et écrite</p>	PASS ECMU - P a r l e m e n t européen
S a n t é Informatique	<p>Informatique Cibles : 24 Exemples de compétences : Word, Excel, Internet en cours de maîtrise</p>	PASS ECMU - P a r l e m e n t européen

S é c u r i t é alimentaire	Dispositif national de prévention et de réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles Cibles : CSA, OSA, Taazour, MAEPSP, MDR, ME, MIDEDEC, PTF, OSC Nombre de personnes formées total : 115 Nombre de femmes formées total : 13 Nombre d'hommes formés total : 92 Durée en heures : 24 Exemples de compétences : outils SAP, coordination de plan de réponse, planification de plan de réponse aux chocs, paramétrisation ARV	PAM - ECHO
Juridique	Formation juridique Cibles : Leaders juridiques de région Nema, Nouadhibou, Bassikounou, Nouakchott Nombre de personnes formées total : 75 Nombre de femmes formées total : 27 Nombre d'hommes formés total : 48 Durée en heures : 6h par session (sans compter les pauses) par groupe (il y a eu 3 groupes de 25). Exemples de compétences acquises : Formation sur le système judiciaire national, la jurisprudence nationale et internationale, le plaidoyer international et la récolte de preuves	Stratégie pour éradiquer l'esclavage en Mauritanie - IEDDH
Agence d'emploi	Renforcement de capacités de conseillers en emploi de l'agence TECHGHIL Cibles : Professionnels du conseil et de l'orientation en emploi de l'agence TECHGHIL Nombre de personnes formées total : 30 Nombre de femmes formées total : 4 Nombre d'hommes formés total : 26 Durée en heures : Exemples de compétences acquises : Conseil et Orientation	P E C O B A T - FFUE
Jeunesse	Renforcement de capacités d'action des 15 directions régionales de la jeunesse Cibles : Les directeurs régionaux, inspecteurs et cadres au niveau central Nombre de personnes formées total : 35 Nombre de femmes formées total : 01 Nombre d'hommes formés total : 34 Durée en heures : 25 Exemples de compétences acquises : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Maitrise des outils de planification des actions, des activités et des chronogrammes ▪ Aptitudes en conception de plans d'action spécifiques aux administrations publiques régionales ▪ Aptitudes en conception des budgets prévisionnels d'actions locales ▪ Aptitudes en techniques de plaidoyer, de création de partenariats et de mobilisation des fonds pour l'exécution d'action envers les jeunes 	S E M A H - Prévention des conflits et dialogue interculturel - 11 ^{ème} FED

Techniques de gestion de cycle de projet et accompagnement des jeunes dans la formulation et la rédaction de leurs projets et actions au niveau local	<p>Techniques de gestion de cycle de projet et accompagnement des jeunes dans la formulation et la rédaction de leurs projets et actions au niveau local</p> <p>Cibles : les inspecteurs départementaux de jeunesse dans 06 wilayas</p> <p>Nombre de personnes formées total : 12</p> <p>Nombre de femmes formées total : 00</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 12</p> <p>Durée en heures : 35</p> <p>Exemples de compétences acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Maitrise de la terminologie de gestion de projet ▪ Aptitude à remplir correctement le canevas simplifié de demande de subvention modèle UE ▪ Aptitude à remplir correctement le canevas des budgets prévisionnels modèle UE (budget, justification de dépense set sources de financement) ▪ Aptitudes et capacités d'appui et d'accompagnement des jeunes dans la formulation et la rédaction de leurs projets et actions au niveau local 	SEMAH - Prévention des conflits et dialogue interculturel - 11 ^{ème} FED
Management institutionnel	<p>Formation sur le management institutionnel</p> <p>Cibles : Personnel du Parc National du Diawling</p> <p>Nombre de personnes formées total : 10</p> <p>Nombre de femmes formées total : 2</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 8</p> <p>Durée en heures : 18</p> <p>Exemples de compétences acquises : Elaboration d'un plan d'affaires, planification budgétaire, préparation des états financiers</p>	Accord de Partenariat de Pêche UE-RIM - Budget de l'UE
Système de Suivi de la Pêche Artisanale et Côtière	<p>Utilisation nouvelle application SSPAC</p> <p>Cibles : personnelle de l'Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et de Pêche - IMROP (enquêteurs et cadre)</p> <p>Nombre de personnes formées total : 40</p> <p>Nombre de femmes formées total : 12</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 28</p> <p>Durée en heures : 30h / groupe</p>	PROMOPECHE - FFUE
Langues	<p>Langues étrangères (espagnol – anglais)</p> <p>Cibles : formateurs Académie Naval</p> <p>Nombre de personnes formées total : 16 + 20</p> <p>Nombre de femmes formées total : 2</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 34</p>	PROMOPECHE - FFUE
Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche	<p>Renforcement des capacités techniques et d'élargissement des activités de l'ONISPA (Office National d'Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche et l'Aquaculture)</p> <p>Nombre de personnes formées total : 3</p> <p>Nombre de femmes formées total : 0</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 3</p> <p>Durée en heures : (20.12-26.12.2021) à Dakar.</p> <p>Exemples de compétences acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement de l'échange et de la collaboration avec les institutions de la sous-région dont les missions et activités sont similaires à celles de l'ONISPA ▪ Appropriation des expériences sous régionales pour améliorer le système du contrôle sanitaire notamment en termes d'analyses de laboratoire réalisées par l'ONISPA ▪ Développement des connaissances des participants pour les plans de contrôle sanitaire conformément aux réglementations en vigueur ▪ Mise en place d'un partenariat cadre entre l'ONISPA et les laboratoires de la Direction du Commerce Interne du Sénégal (LCI) 	PROMOPECHE - FFUE

<p>E d u c a t i o n à l' e n v i r o n n e m e n t</p>	<p>Formation en éducation à l'environnement pour les enseignants du primaire à Nouadhibou Programme éducatif Baie de l'Étoile Cibles : 280 enseignants du primaire à Nouadhibou (160 en 2019 et 120 en 2021) Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 122 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 73 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 49 Contenu de la formation : Introduction à l'éducation environnementale et le développement du propre programme éducatif conçu autour du paysage naturel de la Baie de l'Etoile, méthodologie « avant – durant – depuis ». Principales compétences acquises : Les enseignants sont formés pour développer le programme d'activités d'éducation environnementale autour du site naturel de Baie de l'Étoile à l'aide de matériaux didactiques édités. Manuel d'éducation environnementale pour les enseignants du primaire et du secondaire en Mauritanie, cahier des activités de l'élève 8-11 et 12-14 ans et cahier guide du professeur</p>	<p>PROMOPECHE - FFUE</p>
<p>i n f r a s t r u c t u r e s r u r a l e s p r o d u c t i b l e s</p>	<p>Formation sur le cadre légal et sur le guide de mise en œuvre des infrastructures rurales Cibles : Hakems, SG communes, et Inspecteurs des ministères de l'agriculture et de l'élevage Nombre de personnes formées total : 35 Nombre de femmes formées total : 5 Nombre d'hommes formés total : 30 Durée en heures : 120 Exemples de compétences acquises : Les acteurs pertinents du point de vue légal / institutionnel connaissent les dispositions légales relatives aux infrastructures rurales productives (IRP) et prennent en compte la « participation des communautés » à même d'assurer la valorisation et la gestion des IRP</p>	<p>RIMDIR - 11^{ème} FED</p>
<p>O u t i l s d e s é c u r i s a t i o n s o c i o - f o n c i è r e</p>	<p>Formation sur les outils de sécurisation socio-foncière Cibles : Services techniques déconcentrés des ministères de l'agriculture et de l'élevage des Wilayas de l'Assaba, du Guidimakha et des deux Hodhs Nombre de personnes formées total : 35 Nombre de femmes formées total : 5 Nombre d'hommes formés total : 30 Durée en heures : 40 Exemples de compétences acquises : Maitrise et diffusion des outils afin d'assurer une sécurisation foncière maximale des investissements réalisés dans le cadre du RIMDIR et du RIMFIL, avec comme finalité de favoriser leur appropriation et leur valorisation</p>	<p>RIMDIR - 11^{ème} FED</p>
<p>A r c h i v a g e - D é v e l o p p e m e n t r u r a l</p>	<p>Formation sur l'archivage de dossiers Cibles : Chefs de services + Responsables BDD (DAR, DPCSE, DDFAP, DDFA) Nombre de personnes formées total : 15 Nombre de femmes formées total : 2 Nombre d'hommes formés total : 13 Durée en heures : 8 Exemples de compétences acquises : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Enregistrer les fichiers et les nommer ▪ Ranger les fichiers dans des classeurs + organiser une arborescence ▪ Partager des dossiers via le cloud (transfert de fichiers lourds) </p>	<p>RIMDIR - 11^{ème} FED</p>

<p>Google Earth - Production de KMZ</p>	<p>Formation sur Google Earth - Production de KMZ Cibles : Chefs de services + Responsables BDD (DAR, DPCSE, DDFAP, DDFA) Nombre de personnes formées total : 15 Nombre de femmes formées total : 2 Nombre d'hommes formés total : 13 Durée en heures: 8 Exemples de compétences acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Visualisation de waypoints et tracés (GPX) sur Google Earth ▪ Mesure de distance et de trajet ▪ Visualisation de profil ▪ Production de KMZ 	<p>RIMDIR - 11^{ème} FED</p>
<p>Cartographie</p>	<p>Formation sur QGIS 1 - Création de carte à partir de données terrain Cibles : Chefs de services + Responsables BDD (DAR, DPCSE, DDFAP, DDFA) Nombre de personnes formées total : 15 Nombre de femmes formées total : 2 Nombre d'hommes formés total : 13 Durée en heures : 24 Exemples de compétences acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Manipulation basique du logiciel QGIS ▪ Digitalisation sur base d'images aériennes ▪ Chargement de fichiers de points sous format txt ou csv (données GPS ou DGPS) ▪ Visualisation/téléchargement/géo référencement de couche raster ▪ Production de carte 	<p>RIMDIR - 11^{ème} FED</p>
<p>D o n n é e s topographiques</p>	<p>Formation sur QGIS 2 - Traitement et analyse de données topographiques Cibles : Chefs de services + Responsables BDD (DAR, DPCSE, DDFAP, DDFA) Nombre de personnes formées total : 15 Nombre de femmes formées total : 2 Nombre d'hommes formés total : 13 Durée en heures : 24 Exemples de compétences acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Création d'un modèle numérique de terrain (MNT) sur base d'un levé de points ▪ Extraction des courbes de niveau ▪ Analyse et publication de profils en long (analyse des pentes et de la dénivellation) ▪ Courbes hauteur-volume et hauteur-surface (courbes HSV) d'une cuvette 	<p>RIMDIR - 11^{ème} FED</p>
<p>Bassins versants</p>	<p>Formation sur QGIS 3 - Délimitation de bassins versants Cibles : Chefs de services + Responsables BDD (DAR, DPCSE, DDFAP, DDFA) Nombre de personnes formées total : 15 Nombre de femmes formées total : 2 Nombre d'hommes formés total : 13 Durée en heures : 16 Exemples de compétences acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Téléchargement des modèles numériques de surface open source SRTM, Copernicus, ... ▪ Extraction du réseau hydrographique ▪ Extraction des bassins versants et calcul des superficies 	<p>RIMDIR - 11^{ème} FED</p>
<p>Q G I S 4 – Occupation du sol</p>	<p>Formation sur QGIS 4 – Occupation du sol Cibles : Chefs de services + Responsables BDD (DAR, DPCSE, DDFAP, DDFA) Nombre de personnes formées total : 15 Nombre de femmes formées total : 2 Nombre d'hommes formés total : 13 Durée en heures : 16 Exemples de compétences acquises : Création de cartes d'occupation du sol sur base d'images satellites par classification supervisée</p>	<p>RIMDIR - 11^{ème} FED</p>

Relevé de terrain géographique	<p>Formation sur le relevé de terrain géographique Cibles : Chefs de services + Responsables BDD (DAR, DPCSE, DDFAP, DDFA) Nombre de personnes formées total : 15 Nombre de femmes formées total : 2 Nombre d'hommes formés total : 13 Durée en heures : 40 Exemples de compétences acquises : Relevé de terrain géographique</p>	RIMDIR - 11 ^{ème} FED
Bulletins hydrologiques	<p>Formation sur les techniques d'élaboration de bulletins hydrologiques en période de campagne et d'annuaires en fin de campagne Cibles : Chef de division et ingénieur associé + 2 agents désignés par le DAR Nombre de personnes formées total : 4 Nombre de femmes formées total : 2 Nombre d'hommes formés total : 2 Durée en heures : 2112 (coaching continu) Exemples de compétences acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Conduite de tâches administratives ▪ Elaboration des notes synthétiques ▪ Collecte et traitement des données hydrauliques ▪ Elaboration des bulletins périodiques ▪ Elaboration des annuaires 	RIMDIR - 11 ^{ème} FED
Informatique	<p>Formation sur Excel - Fonctions de base à usage du technicien et de l'ingénieur Cibles : Chefs de services + Responsables BDD (DAR, DPCSE, DDFAP, DDFA) Nombre de personnes formées total : 15 Nombre de femmes formées total : 2 Nombre d'hommes formés total : 13 Durée en heures : 24 Exemples de compétences acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Manipulation de données dans Excel, réalisation de bilan par interpolation ▪ Production de tableaux/graphiques et export vers Word (métré quantitatif, devis estimatifs) ▪ Gestion de larges jeux de données et extraction d'info pertinentes 	RIMDIR - 11 ^{ème} FED
Bureau du Lait	<p>Accompagnement de la mise en place du Bureau du Lait au sein du Ministère de l'Elevage Cibles : Cadres de la DDFA Nombre de personnes formées total : 5 Nombre de femmes formées total : 0 Nombre d'hommes formés total : 5 Durée en heures : 168 (coaching via missions ponctuelles) Exemples de compétences acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Préparation d'une note technique sur le Bureau du lait ▪ Préparation et rédaction du projet d'arrêté portant création du Bureau du Lait ▪ Technique d'élaboration des fiches de collecte des données (Objectifs, éléments à prendre en compte, contenu...) ▪ Elaboration et validation des fiches ▪ Rédaction des TDR et des courriers pour les rencontres avec les acteurs et les missions dans les Wilayas 	RIMFIL - 11 ^{ème} FED

Dispositif de suivi évaluation sectoriel	<p>Coaching (service suivi évaluation de la DSCSE et de la direction DSSIA)</p> <p>Cibles : Directeurs Adjoints, chefs services</p> <p>Nombre de personnes formées total : 6</p> <p>Nombre de femmes formées total : 0</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 6</p> <p>Durée en heures : 2112 (coaching continu)</p> <p>Exemples de compétences acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Maîtrise et utilisation des outils de coordination des IRP ▪ Opérationnalisation et ancrage d'un dispositif de suivi évaluation sectoriel fonctionnel et efficient, en mesure de produire de façon régulièrement les informations et les analyses nécessaires au suivi des performances du MA & ME et au renseignement des indicateurs sectoriels 	RIMFIL - 11 ^{ème} FED
Comptabilité générale de l'Etat	<p>Comptabilité générale de l'Etat</p> <p>Cibles : formation de formateurs</p> <p>Nombre de personnes formées total : 25 personnes</p> <p>Nombre de femmes formées total :</p> <p>Nombre d'hommes formés total :</p> <p>Durée en heures : 170 heures de formation</p>	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie - FFUE
Cour des Comptes	<p>Formation initiale pour la Cour des Comptes</p> <p>Cibles : auditeurs nommés à la Cour des Comptes</p> <p>Nombre de personnes formées total : 5 personnes</p> <p>Nombre de femmes formées total : 1 femme</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 4 hommes</p> <p>Durée en heures : 400 heures de formation</p> <p>Exemples de compétences acquises : Organisation et fonctionnement de la Cour des comptes, contrôle juridictionnel, contrôle de gestion, contrôle de conformité et contrôle de performance, méthodologie de contrôle, normes de contrôle, audit financier, introduction générale au droit, droit fiscal, services publics, finances publiques, comptabilité publique, décentralisation, marchés publics, sondages statistiques, financements extérieurs et procédures des PTF, code pénal, loi anti-corruption et déontologie des magistrats</p>	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie - FFUE
Inspection générale des finances	<p>Formation au profit de l'IGF</p> <p>Cibles : Inspecteurs des Finances Publiques</p> <p>Nombre de personnes formées total : 25 personnes</p> <p>Nombre de femmes formées total :</p> <p>Nombre d'hommes formés total :</p> <p>Durée en heures : 150 heures de formation</p> <p>Exemples de compétences acquises : Formation audit, contrôle interne, valorisation des comptes de l'Etat, guide des procédures budgétaires, cartographies des risques, guides des procédures fiscales</p>	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie - FFUE
Contrôle financier	<p>Module de formation des contrôleurs financiers</p> <p>Cibles : Contrôleurs financiers de la DGB</p> <p>Nombre de personnes formées total : 20</p> <p>Nombre de femmes formées total : 3</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 17</p> <p>Durée en heures : 240 heures</p> <p>Exemples de compétences acquises : Nomenclature des pièces justificatives, gestion en CE-CP, budgétisation de la masse salariale, Elaboration des CDMT ministériels.</p> <p>Autres infos : cette formation a connu la participation des cadres de la DGB ainsi que certains cadres des ministères dépensiers</p>	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie - FFUE
Réforme fiscale	<p>Nouvelles règles fiscales</p> <p>Cibles : Cadres de province de la DGI</p> <p>Nombre de personnes formées total : 20</p> <p>Nombre de femmes formées total : 4</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 16</p> <p>Durée en heures : 30</p> <p>Exemples de compétences acquises : Maitrise de la réforme fiscale</p>	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie - FFUE

Gestion des risques- Finances	<p>Renforcement des capacités des cadres de l'UGR (unité de gestion des risques)</p> <p>Cibles : Cadres de l'unité de gestion des risques</p> <p>Nombre de personnes formées total : 10</p> <p>Nombre de femmes formées total : 2</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 08</p> <p>Durée en heures : 25 heures</p> <p>Exemples de compétences acquises : Maitrise des outils d'aide à la production de la cartographie des risques la réforme fiscale</p>	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie - FFUE
Evaluation diagnostique de l'administration fiscale	<p>Formation à l'évaluation TADAT</p> <p>Cibles : DGI</p> <p>Nombre de personnes formées total : 60 personnes</p> <p>Nombre de femmes formées total :</p> <p>Nombre d'hommes formés total :</p> <p>Durée en heures : 16 heures</p> <p>Exemples de compétences acquises : Connaissance de l'évaluation TADAT</p>	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie - FFUE
Réforme de la Fonction publique	<p>Réforme de la Fonction publique : Répertoire métier, élaboration des fiches de postes, élaboration des plans de formation et analyse fonctionnelle.</p> <p>Cibles : Cadres de la DFFP, M Santé, M Education, MESRS...</p> <p>Nombre de personnes formées total : 30 personnes</p> <p>Nombre de femmes formées total : 5 femmes</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 25 hommes</p> <p>Durée en heures : 270 heures</p> <p>Exemples de compétences acquises : Répertoire métier, élaboration des fiches de postes, élaboration des plans de formation et analyse fonctionnelle</p> <p>Autres infos : Ces formations ont permis d'aboutir à des livrables concrets, modèle de fiche de poste, guide d'élaboration de plans de formation, trois plans de formation pour 3 départements, la rédaction du répertoire métier est en cours</p>	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie - FFUE
Budget de l'Etat	<p>Renforcement des capacités des groupes de travail de la DGB : Nomenclature, Budget opérationnel et Budgétisation masse salariale</p> <p>Cibles : Groupe de travail DGB élargi (intégrant d'autres départements)</p> <p>Nombre de personnes formées total : 30 personnes</p> <p>Nombre de femmes formées total : 4 femmes</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 26 hommes</p> <p>Durée en heures : 115 heures</p> <p>Exemples de compétences acquises : Maitrise des principes d'élaboration de nomenclatures, maîtrise des règles de déclinaison opérationnelles des programmes, initiation au pilotage et budgétisation de la masse salariale</p> <p>Autres infos : ces formation ont permis de réaliser des avancée sur les nomenclatures et déclinaisons opérationnelles des programmes, des formations complémentaires seront prévus pour renforcer les nouveaux outils de budgétisation et pilotage de la masse salariale</p>	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie - FFUE
Comptabilité patrimoniale	<p>Formation à la comptabilité patrimoniale et à l'inventaire et la valorisation des biens de l'Etat</p> <p>Cibles : Cadres de la DGDPE, IGF, DACI, DCM et agents DPE</p> <p>Nombre de personnes formées total : 55 personnes</p> <p>Nombre de femmes formées total : 11 femmes</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 44 hommes</p> <p>Durée en heures : 28 jours, 112h</p> <p>Exemples de compétences acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Enjeux de la comptabilité patrimoniale dans le cadre du lancement de l'opération d'inventaire des biens de l'Etat ▪ Capacité à réaliser une opération d'inventaire des biens de l'Etat ▪ Méthodes d'enquêtes et d'analyse des valeurs immobilières à Nouakchott 	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie - FFUE

Natation	<p>Formation de formateurs en natation pour la Gendarmerie Nationale (GN) et la Garde Côtes Mauritanienne (GCM)</p> <p>Cibles : Au moins 100 agents des forces maritimes capables de nager</p> <p>Nombre de personnes formées total : 25 (GCM 11 ; GN 14)</p> <p>Nombre de femmes formées total : 0</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 25</p> <p>Durée en heures : 56</p> <p>Exemples de compétences acquises : capacitation pour donner de la formation basique en natation</p> <p>Autres infos : L'objectif de ce cours a été améliorer des services d'intervention et sauvetage, contribuer avec la Gendarmerie Nationale (GN) et la Garde- Côtes (GCM) à renforcer les capacités opérationnelles d'intervention et sauvetage avec la réalisation d'un cours natation en la modalité de formateurs, ainsi que définir le cours standard de natation. Il y avait, aussi, dotation de matériel spécifique la post formation par GCM et GN eux-mêmes.</p>	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie - FFUE
Natation	<p>Cours basique en natation pour la Gendarmerie Nationale (GN) et la Garde Côtes Mauritanienne (GCM)</p> <p>Cibles : Au moins 100 agents des forces maritimes capables de nager</p> <p>Nombre de personnes formées total : 119 (72 garde côtes ; 67 gendarmes)</p> <p>Nombre de femmes formées total : 0</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 119</p> <p>Durée en heures : chaque cours d'une semaine, 36 h, pour la Garde Côtes Mauritanienne (GCM), et 28 h pour la Gendarmerie Nationale (GN).</p> <p>Exemples de compétences acquises : initiation à la natation</p> <p>Autres infos : L'objectif de cette activité a été la formation basique en natation du personnel de la GN et de la GCM. Il est souhaitable que ce personnel après soit chargé de faire des services maritimes et/ou fluviaux.</p>	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie - FFUE

2. AIDE HUMANITAIRE URGENCE : aide alimentaire et nutrition

INSTRUMENT FINANCIER ECHO

Nombre de femmes enceintes et allaitantes ayant bénéficié de programmes de nutrition

Nombres	Régions	Organisations
16 448	Brakna	ALIMA
17 871	Gorgol	CRF
34 319		

Enfants de 0 – 59 mois ayant bénéficié de programmes de nutrition

Nombres	Régions	Organisations
59 633	Brakna	ALIMA
3539	Guidimakha	Action Contre la faim
3339	Hodh el Chargui	Action Contre la faim
3 385	Gorgol	CRF
4 759	National	UNICEF
74 655		

Nombre de personnes y compris les réfugiés et les personnes déplacées ayant bénéficié de transferts monétaires dans le cadre de l'assistance alimentaire

Nombres	Régions	Organisations
Nombre de personnes total : 71 902 Nombre de femmes total : 39 546 Nombre d'hommes total : 32 356	Tagant Guidimakha Gorgol	PAM
Nombre de personnes total : 64 288 réfugiés Nombre de femmes total : 35 358 Nombre d'hommes total : 28 930	Hodh el Chargui (Camp de M'Berá)	PAM
Nombre de personnes total : 8 946 soit 1250 ménages très pauvres (TP) Nombre de femmes total : 5368 Nombre d'hommes total : 3578	Brakna	Oxfam
Nombre de personnes total : 13 807 (1 377 ménages) Nombre de femmes total : 5 765 Nombre d'hommes total : 5 337	Gorgol	ACF Espagne
158 943		

Formations/Sensibilisations/Dépistage de la malnutrition

Maitrise du protocole ANJE	Promotion de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant. Contenu de la formation : sensibilisation aux pratiques adéquates pour la prévention de la malnutrition et la promotion de l'ANJE de 33627 personnes (29399 FEFA et 4228 hommes)	ACF Espagne
Sensibilisation sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant	Nombre de femmes enceintes et allaitantes : 4290 Nombre Enfants de 0 – 59 mois : Régions : 4 Districts sanitaires des régions de HEG (Kobeni, Aioun) et du Taguant (Moudjeiria, and in Tidjikja)	UNICEF
Dépistage de la malnutrition	Nombre Enfants de 0 – 59 mois : 41159 Régions : 4 Districts sanitaires des régions de HEG (Kobeni, Aioun) et du Taguant (Moudjeiria, and in Tidjikja)	UNICEF

AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS – FFUE ET 11^{ème} FED

Nombre de personnes ayant bénéficié de programmes de nutrition

Nombres	Régions	Organisations
5 364 dont 5 588 femmes 770 hommes + 36 points de vente créés et approvisionnés en farine enrichie au profit de 440 femmes	Hodh Ech Chargui, Hodh el Garbi	SAFIRE - FFUE
12 dont 12 femmes + 7 points de vente de la farine infantile Misola fonctionnels à Kaédi, Aleg et Boghé	Gorgol Brakna Trarza Nouakchott	SAFIRE - FFUE
3 697	Hod el Chergui Hodh el Gharbi Assaba Guidimakha	RIMRAP – 11 ^{ème} FED

Enfants de 0 – 59 mois ayant bénéficié de programmes de nutrition

Nombre	Régions	Organisations
100 668 enfants dépistés dont 1 214 MAM et 275 MAS	Hodh Ech Chargui (Amourj, Bougadoum, Adelbagrou et Néma)	SAFIRE - FFUE
55 146 enfants dépistés dont 1 816 MAM et 211 MAS	Gorgol	SAFIRE - FFUE

Formations

Prévention de la malnutrition	Production de Céramique Locale au Hodh El Gharbi servant pour la conservation et la transformation de légumes Nombre de personnes : 20 femmes	SAFIRE - FFUE
Prévention de la malnutrition	Alimentation de complément, les techniques de vente et la gestion Nombre de personnes : 20 femmes Nombre de personnes : 12 femmes Lieux : Kaédi, Aleg et Boghé	SAFIRE - FFUE
Prévention de la malnutrition	Sessions de sensibilisation nutritionnelle et ateliers de démonstrations culinaires sur la préparation des bouillies enrichies pour les enfants malnutris organisées et animées par les animatrices des clubs de mères et les volontaires du Croissant Rouge mauritanien Nombre de personnes : 1 410 FEFA Lieux : Gorgol	SAFIRE - FFUE
Dépistage de la malnutrition	Dépistage de la malnutrition Nombre de personnes : 17 835 FEFA Lieux : Gorgol	SAFIRE - FFUE
Maîtrise du protocole ANJE	Production de Céramique Locale au Hodh El Gharbi servant pour 18 séances de sensibilisations sur les PFE/ANJE couplées aux mesures barrière de COVID Nombre de personnes : 6 358 personnes Lieux : Hodh El Chargui (Amourj, Bougadoum, Adelbagrou et Néma)	SAFIRE - FFUE
Gouvernance locale	Domaine : Développement / renforcement institutionnel Types de structures : Comité Gestion/Santé et les maires, SG des mairies, conseillers régionaux/ DRS Types d'actions : renforcer les capacités des organes de gouvernance locale afin de les impliquer dans l'amélioration de la sécurité nutritionnelle des populations. Régions et départements : Guidimakha et Hodh El Chargi	ACF - ECHO

3. DEVELOPPEMENT DE COMPETENCES (en perspective d'un emploi)

Nombre de personnes ayant acquis une nouvelle compétence dans l'optique de l'employabilité

Thèmes	Contenus	Actions et sources de financement
12 filières : teinture, coiffure, pâtisserie, menuiserie, diagnostic-auto...	<p>Formation technique et professionnelle qualifiante</p> <p>Cibles : Jeunes</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 480</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 305</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 175</p> <p>Contenu de la formation : formation de jeunes dans 12 filières différentes</p> <p>Principales compétences acquises : compétences diverses (teinture, coiffure, pâtisserie, menuiserie, diagnostic-auto...)</p> <p>Informations complémentaires : 480 jeunes ont validé leur formation professionnelle dont 287 à NKTT (Facilitation à la création de parcours de formations professionnelles) et 133 jeunes sont en stage.</p> <p>Lieux : Nouakchott, Hodh Ech Chargui, Hodh el Gharbi</p>	SAFIRE - FFUE
8 filières : mécanique, soudure, coiffure, couture, électricité, maraîchage, plomberie et pâtisserie	<p>Formation technique et professionnelle qualifiante</p> <p>Cibles : Jeunes</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 289</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 139</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 96</p> <p>Contenu de la formation : Formation dans 8 filières classiques de métier (mécanique, soudure, coiffure, couture, électricité, maraîchage, plomberie et pâtisserie)</p> <p>Principales compétences acquises : Compétences diverses : mécanique, soudure, coiffure, couture, électricité, maraîchage, plomberie et pâtisserie</p> <p>Informations complémentaires : 235 jeunes formés dont 135 à Nouakchott par le CFIP-Caritas et 100 à Boghé par l'EETFP dans 8 filières classiques de formation professionnelle</p> <p>Lieux : Gorgol, Brakna, Trarza et Nouakchott</p>	SAFIRE - FFUE
BTP et énergies renouvelables	<p>Formation Professionnelle BTP et énergies renouvelables</p> <p>Cibles : 300 dans tout le projet</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 97 personnes ont débuté la FP (10% migrants régularisés)</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 26</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 71</p> <p>Contenu de la formation : Certificat de compétences en électricité bâtiment, plomberie sanitaire, froid industriel et énergies renouvelables</p> <p>Principales compétences acquises : Formation professionnelle pour devenir ouvrier et travailler dans de le chantier de chaque secteur</p>	Formation professionnelle et innovation pour renforcer l'employabilité et l'entrepreneuriat en Mauritanie (BTP, énergies et femmes) - Form a e m p l o i - ARCHIPELAGO
Construction et réhabilitation de pistes rurales	<p>Formation pratique sur les métiers de construction et réhabilitation de pistes rurales</p> <p>Cibles : jeunes vulnérables déscolarisés ou non scolarisés</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 50</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 18</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 32</p> <p>Contenu de la formation : Technique de réalisation et de réhabilitation de pistes rurales</p>	PECOBAT - FFUE

Maçonnerie de briques BTC	<p>Formation à la maçonnerie de briques BTC</p> <p>Cibles : jeunes maçons</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 49 jeunes</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation :</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation :</p> <p>Contenu de la formation : Techniques de production et construction en brique</p> <p>Principales compétences acquises : construction avec des matériaux locaux et des techniques innovantes</p>	PECOBAT - FFUE
Bâtiments	<p>Formation initiale et perfectionnement technique sur les métiers du BTP</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 92</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation :</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 92</p> <p>Contenu de la formation : maçonnerie générale et maçonnerie en terre, maçonnerie de finition et entretien de bâtiment, électricité de bâtiment et énergies renouvelables</p>	PROMOPECHE - FFUE
Pêche	<p>Formation sur les métiers de la pêche</p> <p>Cibles : jeunes hommes et femmes</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 184</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 20</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 164</p> <p>Contenu de la formation : transformatrice, filet-tournant, apprenti pêcheurs etc.</p>	PROMOPECHE - FFUE

Nombre de personnes ayant acquis une nouvelle compétence (pas dans l'optique de recherche d'un emploi)

Formation de formateurs

Thèmes	Contenus	Actions et sources de financement
Formation de formateurs de FP BTP et énergies renouvelables	<p>Formation de formateurs de FP BTP et énergies renouvelables</p> <p>Cibles : 20</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 5</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 1</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 4</p> <p>Contenu de la formation : Formation sur les contenus de Certificats de compétences avec les nouveaux contenus mis à jour par la coopération espagnole</p> <p>Principales compétences acquises : compétences pédagogiques et techniques de chaque spécialité (électricité bâtiment, plomberie sanitaire, froid industriel et énergies renouvelables)</p>	<p>Formation professionnelle et innovation pour renforcer l'employabilité et l'entrepreneuriat en Mauritanie (BTP, énergies et femmes) - Formaeemploi - ARCHIPELAGO</p>

Alphabétisation

Thèmes	Contenus	Actions et sources de financement
Alphabétisation des jeunes 14-18 ans hors de l'école	<p>Alphabétisation des jeunes 14-18 ans hors de l'école</p> <p>Cibles : 1363</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 545</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 300</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 245</p> <p>Contenu de la formation : Enseignement d'une langue écrite de communication et des bases de numération/calcul</p> <p>Principales compétences acquises : compétences linguistiques</p>	<p>Protection et Education des enfants et jeunes du Camp M'Berra (refugiés maliens) et de la communauté hôte du département de Bassiknou via une approche intégrée visant à renforcer leur résilience et participer à la cohésion sociale</p>

Agriculture - Elevage - Maraichage

Thèmes	Contenus	Actions et sources de financement
Gestion d'une organisation paysanne	<p>Mini laiteries et les GIE agricole (Brakna, Gorgol et le Guidimakha)</p> <p>Cibles : organisation et gestion administrative et financière et Marketing et Mise en réseau (réseautage)</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 179</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 106</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 73</p> <p>Contenu de la formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Module I : Organisation et fonctionnement d'une organisation paysanne. ▪ Module II: Rôles, responsabilités et profils requis des premiers responsables. ▪ Module III: présentation de quelques outils de gestion administrative et financière. ▪ Module IV : sur le réseautage (définition, objectifs, l'importance et son fonctionnement). <p>Principales compétences acquises : sur l'organisation et gestion administrative et financière et Marketing</p>	<p>Réseaux et partenariats pour l'agropastoralisme au Guidimakha, au Gorgol et au Brakna - ICD</p>
Genre en milieu rural	<p>Genre</p> <p>Cibles : Mini laiteries (Brakna, Gorgol et le Guidimakha)</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 73</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 71</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 02</p> <p>Contenu de la formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Module 1: Pourquoi le sujet genre et le développement ▪ Module 2: réflexions sur le genre sur le plan religieux et les coutumes ▪ Module 3: concept du genre et le développement dans le milieu rural. ▪ Participation de genre dans les différents secteurs du développement. ▪ Module 4 : Analyse de genre ▪ Module 5 : place des filles et des garçons dans le développement ▪ Module 6 : genre et plaidoyer. <p>Principales compétences acquises : connaissance sur le droit des femmes et des jeunes, ce qui leurs permettra de participer à la politique et développement local surtout / Outiller pour participer à la lutte contre les violences faites aux femmes et Jeunes</p>	<p>Réseaux et partenariats pour l'agropastoralisme au Guidimakha, au Gorgol et au Brakna - ICD</p>

<p>Gestion de coopérative et itinéraires techniques</p>	<p>Formation sur les itinéraires techniques Cibles : 60 Coopératives subventionnées Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 302 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 301 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 1 Contenu de la formation : Itinéraires techniques</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Saison de cultures & Principales spéculations cultivées <p>Gestion Financière et administrative</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les outils de gestion : la fiche de stock, des entrées, des sorties, liste des adhérents, planning d'activité, ▪ Principales compétences acquises : connaissance et mise à jour des outils de gestion financière simplifiée & renforcement des capacités en matière des techniques culturales 	<p>Projet de Renforcement des Coopératives du Guidimakha pour le Développement Durable en Mauritanie (PRO COOP) - ICD</p>
<p>Espace test agricole</p>	<p>Formation technique au sein de l'espace test agricole, technique CV et entretien, formation technique et professionnelle sur machinisme Agricole, Energie Solaire et Maraichage, Cibles : Jeunes Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 246 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 134 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 112 Contenu de la formation : Formations diverses Principales compétences acquises : Production maraichère, recherche d'emploi, compétences techniques diverses Informations complémentaires : 246 jeunes ont bénéficié de formations professionnelles et/ou développement de compétences Lieux : Gorgol</p>	<p>SAFIRE - FFUE</p>
<p>Production maraichère et avicole</p>	<p>Formation en production maraichère et avicole Cibles : Jeunes Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 30 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 16 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 14 Contenu de la formation : techniques de production, technique de vente, technique de gestion.... Principales compétences acquises : Production agricole et avicole Informations complémentaires : 30 jeunes ont bénéficié de cette formation professionnelle et/ou développement de compétences à l'espace test agricole PK17 (sortie de Nkt) Lieu : Nouakchott</p>	<p>SAFIRE - FFUE</p>
<p>Maraichage</p>	<p>Formation sur le maraichage Cibles : Jeunes Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 253 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 230 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 23 Contenu de la formation : Formation sur les techniques d'aménagement, de semis, de préparation de biopesticides, de gestion de l'eau, de gestion financière, de plantation d'arbres fruitiers et de cultures fourragères et d'animation</p>	<p>SAFIRE - FFUE</p>

Jardins hydroponiques	<p>Renforcement des groupements d'Agropasteurs et des clubs de mères Cibles : Femmes Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 307 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 307 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 0 Contenu de la formation : techniques de construction et d'entretien des jardins hydroponiques en s'appuyant sur la participation des membres aux travaux ; la mise en culture et le choix des espèces ; préparation des mélanges nutritifs et anti-insecte Principales compétences acquises : compétences en prévention de la malnutrition/compétences en agriculture Informations complémentaires : Lieux : Gorgol, Guidimakha, Nktt</p>	SAFIRE - FFUE
Production agricole	<p>Machinisme Agricole, Energie Solaire, Maraichage, Transformation & Conservation des Produits Laitiers et Végétaux et sur l'Embouche et la Culture Fourragère Cibles : Jeunes Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 45 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 45 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 0 Contenu de la formation : Formations diverses Principales compétences acquises : Production agricole Informations complémentaires : 45 jeunes femmes ont bénéficié de cette formation professionnelle et/ou développement de compétences Lieux : Gorgol</p>	SAFIRE - FFUE
Technique de production maraichère	<p>Technique de production maraichère Cibles : 47 Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 47 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 27 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 20 Contenu de la formation : choix des sites, technique d'installation des pépinières et de plantation, suivi et récolte des produits Principales compétences acquises : choix des spéculations fonction du marché et du poids de la spéculation dans l'économie locale Informations complémentaires : La formation en maraichage permet aux bénéficiaires producteurs et collecteurs de la gomme arabique de générer des revenus à court terme pour faire face à leur situation financière avant la gomme n'atteigne l'âge de saigné</p>	PACAO – PIR 11 ^{ème} FED
Conduite de moto pour le transport de poulet	<p>Conduite moto Cibles : 17 Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 17 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 0 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 17 Contenu de la formation : Respect du code de conduite, du démarrage, stationnement et d'entretien primaire de la moto</p>	PACAO – PIR 11 ^{ème} FED
Gestion des exploitations avicoles	<p>Gestion des exploitations avicoles Cibles : 27 Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 27 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 04 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 23 Contenu de la formation : Les normes des infrastructures et les normes sanitaires à respecter au moment de l'installation d'une ferme avicole, conduite à tenir au cours de l'élevage des poulets; Principales compétences acquises : maîtrise du cycle de production des poulets de chair et d'approvisionnement en intrants.</p>	PACAO – PIR 11 ^{ème} FED

Environnement

Thèmes	Contenus	Actions et sources de financement
C h a n g e m e n t climatique	Formation sur le changement climatique et les mécanismes de financement à travers les fonds climats Cibles : Les élus locaux (Maire et conseillers) Nombre de personnes formées total : 48 personnes dont 20 au Brakna et 28 au Gorgol Nombre de femmes formées total : 15 femmes Nombre d'hommes formés total : 33 hommes Durée en heures : 32 heures Exemples de compétences acquises : pouvoir élaborer des microprojets susceptibles d'atténuer les effets du changement climatique et capter les financements des fonds climats et sur la gestion de ces fonds.	SAFIRE - FFUE
C h a n g e m e n t climatique et autres	Agroforesterie <ul style="list-style-type: none"> ▪ Agroforesterie : 21 personnes dont 8 femmes, 13 hommes ▪ Leadership et Développement Personnel : 16 personnes dont 3 femmes 13 hommes ▪ Foyers Améliorés : 19 personnes dont 12 femmes 7 hommes ▪ Apiculture : 27 personnes dont 18 hommes 9 femmes ▪ Code Forestier : 19 personnes dont 19 hommes ▪ Agroécologie : 23 personnes dont 12 hommes 11 femmes ▪ Auxiliaires vétérinaire sur la santé animale et aliments de bétails : 10 personnes ▪ Techniques de production de fourrages et d'aliments de bétails : 8 personnes ▪ Recyclage des agents de terrain CECI : 12 personnes dont 11 femmes 1 homme ▪ Education financière pour les agents de terrain CECI : 11 personnes dont 10 femmes et 1 homme ▪ Gestion organisationnelle pour les GIE de BC, GIE de jeunes et Gérantes de gaz : 18 personnes dont 8 femmes et 10 hommes 	AMCC2
C h a n g e m e n t climatique et autres	Formation sur la prise de décision et dialogue intergénérationnel Cibles : GIE de jeunes, Femmes, CECI, les membres d'OPA, les STDs Nombre total de personnes ayant suivi les formations : 195 participants Nombre de Femmes ayant suivi les formations : 71 Nombre d'Hommes ayant suivi les formations : 124 Contenu des formations : Mise en place des AGR par la méthodologie CECI (communautés d'épargne et crédits internes) en organisation et gestion et en éducation financière ; Renforcement financier / GIE : gestion & Organisation, Développement personnel, AE, Agroforesterie, santé animale, technique de production de fourrages, technique de fabrication des foyers amélioré, apiculture ; Agroécologique, de l'agroforesterie et d'élevage ; Fabrication des foyers améliorés / Apiculture / Gestion et administration / Pratiques agroécologiques	AMCC2
Agroforesterie	Formation des 4 comités de surveillance en gestion des ressources naturelles au Brakna. Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 40 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : Contenu de la formation : sur le code forestier et équipement pour la valorisation des PFNL (vente des fruits de Balanites et des gousses d'Acacia nilotica, apiculture)	AMCC2

Technique de production des pépinières forestières ligneuses	<p>Technique de production des pépinières forestières ligneuses Cibles : 77 Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 77 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 65 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 12 Contenu de la formation : Technique de préparation des pots de pépinière, techniques de semis et d'entretien des plants Principales compétences acquises : maîtrise des techniques de production des plants en pépinière Informations complémentaires : cette activité est réservée uniquement aux femmes dans le cadre de ce projet, elle demande moins d'effort physique et représente une source de revenus pour elles</p>	PACAO - PIR 11ème FED
Saignée des gommerais	<p>Saignée des gommerais Cibles : 85 Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 85 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 27 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 58 Contenu de la formation : Les préalables aux opérations de saignée, méthode et outils utilisés, comment et quand faire la saignée</p>	PACAO - PIR 11ème FED
Agroforesterie et technique de reboisement	<p>Agroforesterie et technique de reboisement Cibles : 09 Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 09 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 01 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 08 Contenu de la formation : Régénération naturelle assistée des gommerais, entretien et protection des arbres; Principales compétences acquises : maîtrise des techniques de régénération naturelle des plantes, de préparation et ensemencement de la gomme arabique.</p>	PACAO - PIR 11ème FED

Pêche

Thèmes	Contenus	Actions et sources de financement
Hygiène et Qualité	<p>Hygiène et Qualité de la vente de poisson Cibles : vendeuses de poisson frais de la ville de Nouadhibou Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 250 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 244 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 6</p>	PROMOPECHE - FFUE
Hygiène et Qualité	<p>Formations sur les bonnes pratiques d'hygiène et qualité Cibles : Acteurs de la chaîne de valeur des petits pélagiques Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 587 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 259 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 328 Contenu de la formation : traitement des poissons à bord / manipulation et la transformation des poissons filière artisanale, poisson séché et huile de poisson / mareyage, transport et entreposage des poissons /traitement des poissons aux ports artisanaux et sites de débarquement et les marchés de vente Principales compétences acquises : Hygiène personnelle et du milieu / Organisation de la pirogue / Utilisation et conservation de la glace / Contamination du poisson / Transport des produits de la pêche / Règles générales Informations complémentaires : 4 guides de bonnes pratiques d'hygiène réalisés / 4 diagrammes de fabrication réalisés / 20 Formateurs relais formés</p>	PROMOPECHE - FFUE

Sécurité et efficience en manutention	<p>Sécurité et efficience en manutention (Dockers) Cibles : Dockers du Port de Nouakchott Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 81 (51 en Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 0 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 81 Contenu de la formation : former les dockers à la sécurité, la manutention manuelle et de produits dangereux. Principales compétences acquises : compétences en matière de sécurité, + Exécuter les opérations de manutention en respectant les règles de sécurité et de technicité propres à la profession et spécifiques à la place portuaire. Informations complémentaires : La plus-value des formations se trouve au niveau de la montée en compétences du personnel portuaire et de la mise à jour selon les standards internationaux. Dans le cadre de la réforme du secteur portuaire en Mauritanie, l'objectif est de passer d'environ 2500 dockers « occasionnels », employés à la tâche, à 400 dockers permanents employés de la SOGETRAP, la filiale du Port qui gère le volet ressources humaines. Le port s'est engagé à intégrer dans ces 400 dockers, ceux qui auront suivi les formations, sans qu'un accord formel soit conclu entre les parties.</p>	<p>FAIDOP - ARCHIPELAGO</p>
---------------------------------------	---	----------------------------------

Emploi

Thèmes	Contenus	Actions et sources de financement
Conseiller en emploi	<p>Formation initiale de conseiller en emploi Cibles : jeunes Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 20 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 2 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 18 Principales compétences acquises : Conseil et orientation</p>	<p>PECOBAT - FFUE</p>

Gestion de GIE et d'entreprises

Thèmes	Contenus	Actions et sources de financement
Entrepreneur	<p>Formation en entrepreneuriat Cibles pour tout le projet : 150 personnes Nombre total de personnes ayant suivi la formation en 2021 : 83 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 83 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 0 Contenu de la formation : Cours de 25 heures sur les aspects nécessaires pour ouvrir un entreprise/devenir entrepreneur Principales compétences acquises : vision et organisation de l'activité entrepreneuriale, plan de clients, de marketing et plan financier. Informations complémentaires : le programme du cours complet est disponible à la CCIAM</p>	<p>Formation professionnelle et innovation pour renforcer l'employabilité et l'entrepreneuriat en Mauritanie (BTP, énergies et femmes) - Formaeemploi-Mauritanie - ARCHIPELAGO</p>

<p>Gestion d'entreprise visant à améliorer la gestion des AGR</p>	<p>Formation de renforcement en Trouvez Votre Idée d'Entreprise (TRIE), Créez votre Entreprise (CREE), Gérez Mieux Votre Entreprise (GERME) visant à améliorer la gestion des AGR Cibles : Bénéficiaires de financements AGR des années précédentes du projet ; nouveaux bénéficiaires des activités relatives à l'économie verte (porteurs d'AGR et coopératives) Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 360 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 200 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 160 Contenu de la formation : Thèmes abordés : les différents types d'AGR, les étapes de création d'une AGR, savoir choisir une idée d'AGR adaptée au contexte des bénéficiaires, étude du marché, étude technique, marketing, séparer l'argent de la caisse et ceux de la famille, bien acheter pour votre AGR, estimation des coûts, planification financière, la tenue de la comptabilité, présentation du canevas de plan d'affaire, l'application du plan d'affaire et les travaux de groupe Principales compétences acquises : création et outils de gestion d'entreprises Informations complémentaires : formation dispensée par deux partenaires distincts, mais portant sur les mêmes thématiques ci-après le détail : 29F/ 21H anciens porteurs d'AGR - 132F / 128H coopératives - 39F /11H porteurs AGR vertes</p>	<p>Renforcement de la résilience des populations déplacées par l'instabilité au Nord du Mali et soutien à la coexistence pacifique entre communautés - FFUE</p>
<p>Capacités de GIE</p>	<p>Renforcement de capacités de 5 GIE Cibles : GIE Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 13 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 3 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 10 Contenu de la formation : gestion, comptabilité, marketing etc. Principales compétences acquises : compétences transversales en gestion d'entreprise</p>	<p>PECOBAT - FFUE</p>
<p>Gestion des coopératives et des GIE dans les filières aviculture, peau et cuire et gomme arabique</p>	<p>Gestion des coopératives et des GIE dans les filières aviculture, peau et cuire et gomme arabique Cibles : 137 Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 137 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 119 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 18 Contenu de la formation : procédure de création des OP et des GIE, élaboration des statuts et règlements intérieurs Principales compétences acquises : Identification et exploitation des opportunités de financement d'une OP ou d'un GIE Informations complémentaires : Ces formations ont été effectuées dans les trois filières (aviculture, peau et cuire et gomme arabique)</p>	<p>PACAO - PIR 11^{ème} FED</p>
<p>GERME (Gérer Mieux mon Entreprise)</p>	<p>GERME (Gérer Mieux mon Entreprise) Cibles : 64 Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 64 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 40 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 24 Contenu de la formation : Pourquoi un plan d'affaire ? comment élaborer un plan d'affaire ? Principales compétences acquises : identifier les besoins réels de son entreprise dans un contexte économique très particulier Informations complémentaires : la plupart des bénéficiaires formés sont des femmes membres des coopératives artisanes.</p>	<p>PACAO - PIR 11^{ème} FED</p>

<p>Développement organisationnel, gestion financière et administrative des groupements féminins</p>	<p>Développement organisationnel, gestion financière et administrative Cibles : femmes issues des groupements féminins Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 75 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 75 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 0 Contenu de la formation : bonne gouvernance, gestion financière et administrative Principales compétences acquises : Développement organisationnel, gestion financière et administrative Informations complémentaires : 75 femmes membres de groupements formés en développement organisationnel, gestion financière et administrative à NKTT Lieux : Nouakchott, Hodh Ech Chargui, Hodh el Garbi</p>	<p>SAFIRE - FFUE</p>
<p>Gestion et le marketing des femmes</p>	<p>Formation des femmes entrepreneurs Cibles : Jeunes Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 12 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 12 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 00 Contenu de la formation : Formation sur la gestion et le marketing Principales compétences acquises : Connaissances de l'alimentation de complément, des techniques de vente et de la gestion des stocks et des finances Informations complémentaires : 12 femmes de Kaédi, Aleg et Boghé formées et appuyées pour la commercialisation de la farine infantile Misola Lieux : Gorgol, Brakna, Trarza et Nouakchott</p>	<p>SAFIRE - FFUE</p>
<p>Entrepreneuriat</p>	<p>Formation à l'entrepreneuriat Cibles : Jeunes, femmes et migrants Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 75 dont 32 sur 2021 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 60 dont 29 en 2021 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 15 dont 3 en 2021 Contenu de la formation : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Module 1 : La Dimension humaine : La technique du hériçon ▪ Module 2 : Formaliser Votre entreprise : Comment ? ▪ Module 3 : Planification financière : achats /calculs des couts ▪ Module 4 : Comptabilité- tenue des registres ▪ Module 5 : Marketing mix Principales compétences acquises : Compétences interpersonnelles et leadership ; gestion et entrepreneuriat. Informations complémentaires : Ces formations à l'entrepreneuriat sont considérées comme étant dans l'optique de recherche d'un emploi car elles s'adressent à des personnes qui désirent créer leurs entreprises et donc créer leurs propres emplois, voire embaucher d'autres personnes</p>	<p>FAIDOP ARCHIPELAGO</p>

Métiers

Thèmes	Contenus	Actions et sources de financement
Savonnerie	<p>Formation en microprojets sur la saponification Cibles : Femmes réfugiées du camp de Mbera Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 47 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 47 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 0 Contenu de la formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Introduire les connaissances techniques en savonnerie moderne. ▪ Transformer les produits traditionnels qui peuvent être minéraux ou végétaux en savon. <p>Principales compétences acquises : Maitrise des nouvelles techniques en fabrication du savon ; Capacité de transformation des produits traditionnels qui peuvent être minéraux ou végétaux en savon ; Capacité à prendre en compte les aspects techniques, économiques, sociaux et environnementaux de la fabrication du savon.</p>	Renforcement de la résilience des populations déplacées par l'instabilité au Nord du Mali et soutien à la coexistence pacifique entre communautés - UNCHR
Energie renouvelable	<p>Renforcement de capacités sur des métiers DEL Cibles : professionnelles en Energie renouvelables Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 10 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 0 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 10 Contenu de la formation : Energie renouvelable</p>	PECOBAT – FFUE
Production et transformation de dattes	<p>Appui et accompagnement des femmes actives dans la production et la transformation des dattes Cibles : les membres des coopératives féminines de la commune de Tidjikja Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 150 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 150 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 00 Contenu de la formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Introduction de nouveaux procédés et techniques de production ▪ Accompagnement à l'innovation et au marketing ▪ Accompagnement dans les techniques de gestion de base (compte d'exploitation) <p>Principales compétences acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Appropriation de procédés modernes de fabrication des jus, de pâtisserie et d'autres produits compétitifs à base de dattes ▪ Aptitudes à diversifier et mieux répondre aux goûts et sensibilités des consommateurs ▪ Techniques de stockage et de traitement des matières premières 	SEMAH – Prévention des conflits et dialogue interculturel – 11ème FED
Vendeuses de couscous	<p>Renforcement de capacités de femmes vendeuses de couscous traditionnelles Cibles : femmes pauvres issues des Adwabas de la commune rurale de Ain Farba Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 20 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 20 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 00 Contenu de la formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Initiation aux techniques modernes de production en quantité ▪ Initiation aux conditions d'hygiène et de salubrité ▪ Initiation aux techniques d'emballage et de conditionnement du produit <p>Principales compétences acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Capacité d'emballage moderne et de conditionnement du produit ▪ Capacité de diversification des dérivés et sous-produits de farine de blé ▪ Capacité d'être compétitifs et de produire en quantité 	SEMAH – Prévention des conflits et dialogue interculturel – 11ème FED

Pierre taillée	<p>Formation en métier artisanal de la pierre taillée Cibles : des jeunes chômeurs de la commune de Tidjikja Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 10 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 00 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 10 Contenu de la formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Initiation à l'utilisation du petit matériel de taillage ▪ Initiation à la mise en marche de la machine scieuse ▪ Application soutenue sur les chantiers et zones de taillage <p>Principales compétences acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Maîtrise et bonne utilisation du petit matériel et autres équipements du métier ▪ Capacité de mise en marche et dépannage de la machine scieuse ▪ Appropriation de techniques et outils de montage de petites unités de production artisanales 	SEMAH – Prévention des conflits été dialogue interculturel – 11 ^{ème} FED
Pépinière	<p>Formation en gestion de pépinière, plantation d'arbre et fixation dunaire Cibles : jeunes bénévoles de la commune de Tidjikja Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 100 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 42 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 58 Contenu de la formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Initiation à la gestion des pépinières ▪ Initiation à l'utilisation du petit matériel ▪ Initiation à la technique de pose des plants et d'arrosage <p>Principales compétences acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Capacité de gérer durablement une pépinière ▪ Capacité de créer et suivre une fixation dunaire naturelle 	SEMAH – Prévention des conflits été dialogue interculturel – 11 ^{ème} FED
Nattes à base de typha	<p>Production et la commercialisation de nattes à base de typha Cibles : Jeunes Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 30 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 30 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 00 Contenu de la formation : Formation sur les techniques de tissage, le marketing et la gestion Principales compétences acquises : Connaissance de la préparation du typha, des techniques de tissage des nattes et de ventes, la vie associative et la gestion Informations complémentaires : 30 femmes formées sur la production et la commercialisation de nattes à base de typha Lieux : Gorgol, Brakna, Trarza et Nouakchott</p>	Consortium GRET – SAFIRE
Couture peau et cuir et textile	<p>Couture peau et cuir et textile Cibles : 73 Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 73 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 73 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 0 Contenu de la formation : Technique de coupe de nouveaux modèles, de couture de nouveaux modèles en vogue à Nouakchott ; Principales compétences acquises : maîtrise de l'utilisation de la machine électrique de couture et des coupes de nouveaux modèles</p>	PACAO

Journalisme

Thèmes	Contenus	Actions et sources de financement
Esclavage et discriminations des minorités	<p>Formation des journalistes Cibles : Journaliste Nombre de personnes formées total : 15 Nombre de femmes formées total : 7 Nombre d'hommes formés total : 8 Durée en heures : 6h (sans compter les pauses) Exemples de compétences acquises : Connaissances méthodologique (écriture et terminologie) et de contenu pour communiquer sur Esclavage et discriminations des minorités</p>	Stratégie pour éradiquer l'esclavage en Mauritanie –IEDDH

Communes/Services techniques/OSC

Thèmes	Contenus	Actions et sources de financement
Politique de jeunesse	<p>Renforcement de capacités et accompagnement de 06 communes en mise en œuvre des politiques et actions envers les jeunes Cibles : 06 Maires et 36 membres des commissions techniques communales, 48 membres des Cadres de Concertation Communale (CCC), 96 membres des Conseils de Concertation des Jeunes (CCJ) Nombre de personnes formées total : 180 Nombre de femmes formées total : 91 Nombre d'hommes formés total : 89 Durée en heures : 90 Exemples de compétences acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Maitrise du rôle et mission des jeunes pour une meilleure implication dans les politiques communales les concernant, ▪ Aptitudes en techniques et méthodes de création / animation des cadres de concertation de jeunes ▪ Aptitudes en conception et mise en œuvre de plan d'action portés et exécutés par les CCJ 	SEMAH – Prévention des conflits et dialogue interculturel – 11ème FED
Budget participatif / sensible au genre	<p>Formation sur le budget participatif et budget sensible au Genre (BPSG) d'une commune Cibles : Conseillers municipaux, Maire, membres de cadre de concertation et des réseaux locaux Nombre de personnes formées total : 38 personnes dont 17 élus locaux et 21 membres des réseaux locaux Nombre de femmes formées total : 16 femmes Nombre d'hommes formés total : 22 hommes Durée en heures : 24 heures Exemples de compétences acquises : Capacité à élaborer un budget participatif et sensible au genre, l'utilisation des outils d'évaluation des besoins prioritaires de chaque couche de la communauté, utilisation des outils (fiches et questionnaires) de recueil de données et d'information à intégrer dans la préparation budgétaire et une gouvernance participative mettant la société civile (hommes, femmes et jeunes) au service de l'action publique, en particulier celle communale</p>	Renforcement du pouvoir citoyen d'organisations communautaires de base de 3 communes au Brakna, au Gorgol et au Hodh El Gharbi - ICD

Montage de projet	<p>Recyclage des élus sur le montage des projets Cibles : Conseillers municipaux, Maire, membres de cadre de concertation et des réseaux locaux Nombre de personnes formées total 48 personnes Nombre de femmes formées total : 15 femmes Nombre d'hommes formés total : 33 hommes Durée en heures : 16 heures Exemples de compétences acquises : Capacité à faire à faire une différence entre un projet et un programme, connaissance du cycle de vie d'un projet, capacité à formuler des indicateurs objectivement vérifiable(IOV), mettre en œuvre un projet et d'en assurer le suivi.</p>	<p>Renforcement du pouvoir citoyen d'organisations communautaires de base de 3 communes au Brakna, au Gorgol et au Hodh El Gharbi - ICD</p>
Techniques de plaidoyer au sein des communes	<p>Formation sur les techniques de plaidoyer Cibles : Maires, Services techniques déconcentrées, Conseillers régionaux, OSC Nombre de personnes formées total : 25 Nombre de femmes formées total : 00 Nombre d'hommes formés total : 25 Durée en heures : 10Heures Exemples de compétences acquises : Maitrise des techniques de plaidoyer</p>	<p>Renforcement du pouvoir citoyen d'organisations communautaires de base de 3 communes au Brakna, au Gorgol et au Hodh El Gharbi - ICD</p>
Contrôle citoyen de l'action publique	<p>Intitulé de la formation : Formation sur le contrôle citoyen de l'Action Publique Cibles : Maires, Conseillers municipaux, Services techniques déconcentrés et OSC Nombre de personnes formées total : 24 Nombre de femmes formées total : 07 Nombre d'hommes formés total : 17 Durée en heures : 11 heures Exemples de compétences acquises : Renforcement des capacités en vue de l'organisation et de la structuration de la participation citoyenne et du contrôle citoyen de l'action publique au niveau local.</p>	<p>Renforcement du pouvoir citoyen d'organisations communautaires de base de 3 communes au Brakna, au Gorgol et au Hodh El Gharbi – ICD</p>
Obtention de titres fonciers	<p>Formation sur les procédures d'obtention des titres fonciers dans le cadre du projet OCB Cibles : Maires, Conseillers municipaux, Services techniques déconcentrés et OSC Nombre de personnes formées total : 16 Nombre de femmes formées total : 01 Nombre d'hommes formés total : 15 Durée en heures : 12 h Exemples de compétences acquises : Maitrise des textes sur les procédures d'obtention de titre foncier,</p>	<p>Renforcement du pouvoir citoyen d'organisations communautaires de base de 3 communes au Brakna, au Gorgol et au Hodh El Gharbi – ICD</p>
Requêtes de financement au niveau de communes	<p>formation sur les dispositifs de montage des requêtes de financement Cibles : Personnel communal, élus et les OSC Nom Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 25 personnes Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 18 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 7 Contenu de la formation : former les acteurs locaux sur le montage de projet Principales compétences acquises : Renforcer les compétences techniques de bénéficiaires sur le montage de requêtes de financement</p>	<p>Projet d'initiative locale concertée pour le développement durable des oasis des communes d'Atar et de Tawaz – ICD</p>

Jeunes

Thèmes	Contenus	Actions et sources de financement
Techniques de gestion de cycle de projet et accompagnement des jeunes dans la formulation et la rédaction de leurs projets et actions au niveau local	<p>Techniques et outils de gestion de projet Cibles : leaders et membres d'associations de jeunes Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 150 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 78 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 72 Contenu de la formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Maîtrise de la terminologie de gestion de projet en Arabe et en Français ▪ Maîtrise du canevas simplifié de demande de subvention modèle UE ▪ Maîtrise du canevas des budgets prévisionnels modèle UE (budget, justification de dépenses et sources de financement) ▪ Capacité de rédaction de demandes de subventions d'actions identifiées et portées les OSC jeunes <p>Principales compétences acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Capacité, à travers l'outil d'arbre à problèmes, d'identifier des actions pertinentes d'envergure locale ▪ Capacité, à travers l'outil de planification stratégique, de concevoir et monter des projets actions pertinentes d'envergure locale ▪ Capacité de remplir correctement le formulaire de demande de subvention simplifié modèle UE ▪ Capacité de concevoir des budgets prévisionnels modèle UE et de remplir le classeur 'Budget' sur Excel ▪ Maîtrise des conditions d'éligibilité au financement de l'UE ▪ Maîtrise du processus de sélection, de ses critères et de leur pondération respective 	SEMAH – Prévention des conflits et dialogue interculturel – 11 ^{ème} FED
Informatique et bureautique pour les jeunes à risques ou vulnérables	<p>Formation en informatique et bureautique Cibles : les jeunes à risques ou vulnérables de la commune de Tidjikja Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 30 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 15 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 15 Contenu de la formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Initiation à l'informatique, ▪ Familiarisation avec les logiciel Word et Excel ▪ Application pendant 15 jours fermes et continus <p>Principales compétences acquises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Aptitudes en traitement de texte Arabe et Français ▪ Aptitudes en tableur Arabe et Français ▪ Maîtrise du remplissage des documents et formulaires administratifs, d'état civil et judiciaires 	SEMAH – Prévention des conflits et dialogue interculturel – 11 ^{ème} FED
Installation et maintenance Système de vidéosurveillance	<p>Formation système de vidéosurveillance Cibles : Jeunes Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 15 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 6 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 9 Contenu de la formation : Installation et maintenance de systèmes de vidéosurveillance Principales compétences acquises : Informations complémentaires : 15 jeunes ont bénéficié de la formation en installation et maintenance de systèmes de vidéo surveillance Lieu : Nouakchott</p>	Consortium CRF – SAFIRE
Animateur socio-sportif	<p>Formation sur le métier d'animateurs socio-sportifs, relais d'animation dans les quartiers Cibles : Jeunes Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 30 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 02 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 28 Contenu de la formation : Formation sur le métier d'éducateur socio-sportif Principales compétences acquises : Maîtrise des techniques de mobilisation, d'animation, d'encadrement et de gestion de groupe orientées vers une pratique sportive Informations complémentaires : Cette formation est le fruit d'un partenariat avec la mairie de Rosso 30 jeunes animateurs socio-sportifs formés en collaboration avec la mairie de Rosso Lieu : Rosso</p>	Consortium GRET – SAFIRE

Gestion des risques

Thèmes	Contenus	Actions et sources de financement
Gestion des Risques et Catastrophes	<p>Formation des formateurs sur la Gestion des Risques et Catastrophes</p> <p>Cibles : 52</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 52</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 6</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 46</p> <p>Contenu de la formation :</p> <p>Principales compétences acquises :</p> <p>Informations complémentaires : les formateurs parviennent de diverses structures entrant en jeu dans la constitution de la communauté scolaire (31 enseignants, 08 Mahadra, 07 présidents d'association des parents d'élèves (APE), volontaire CRM 2, 03 éléments de la Brigade Anti Feu au camp Mberra et 01 représentant de la jeunesse au camp de MBerra)</p>	<p>Protection et Education des enfants et jeunes du Camp MBerra (refugiés maliens) et de la communauté hôte du département de Bassiknou via une approche intégrée visant à renforcer leur résilience et participer à la cohésion sociale – ECHO</p>
Plans de contingence par école	<p>Formation à l'élaboration de plans de contingence par école</p> <p>Cibles : 16 écoles</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 112</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 26</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 66</p> <p>Contenu de la formation : Initiation à la gestion des risques et catastrophes et à la planification</p> <p>Principales compétences acquises : élaborer les plans de contingence et établir la cartographie des risques</p>	<p>Protection et Education des enfants et jeunes du Camp M'Berra (refugiés maliens) et de la communauté hôte du département de Bassiknou via une approche intégrée visant à renforcer leur résilience et participer à la cohésion sociale – ECHO</p>

4. CREATION d'emplois

Emplois créés lors de la mise en œuvre de l'action

Thèmes	Contenus	Actions et sources de financement
Suite Formation technique et professionnelle	Emplois formels créés : 79 - Secteur d'activités : Services, Enseignement, Commerce, Agriculture, Pâtisserie - Nombre d'Hommes : 33 - Nombre Femmes : 46 - Informations complémentaires : Ce sont des emplois formels créés suite à l'accompagnement des jeunes via l'espace jeunes et aussi grâce au financement d'AGR par d'autres partenaires tels que la CRB et l'ONG citoyennes citoyens debout.	Consortium CRF – SAFIRE
Suite Formation technique et professionnelle	Emplois formels créés : 152 - Secteur d'activités : Construction, Textile et habillement, Transport, logistique, Assainissement, Informatique, Industrie, Agriculture, Pâtisserie, Artisanat, Commerce, Sport et Nutrition - Nombre d'Hommes : 62 - Nombre Femmes : 90 - Informations complémentaires : Employés dans des structures exerçant dans les secteurs d'activités cités ci-dessus	Consortium GRET – SAFIRE
Suite Formation technique et professionnelle	Emplois informels créés : 36 - Secteur d'activités : Services, Commerce, Bâtiment - Nombre d'Hommes : 15 - Nombre Femmes : 21 - Informations complémentaires : emplois informels acquis via accompagnement du projet notamment via espace jeune.	Consortium CRF – SAFIRE
Suite Formation technique et professionnelle	Emplois informels créés : 239 - Secteur d'activités : - Nombre d'Hommes : 19 - Nombre Femmes : 220 - Informations complémentaires : Exerçant leurs activités dans les secteurs d'activités cités ci-dessus	Consortium GRET – SAFIRE
Aviculture, filière peaux et cuirs et gomme arabique	Emplois informels créés : 365 - Secteur d'activités : Aviculture, filière peaux et cuirs et gomme arabique - Nombre d'Hommes : 357 - Nombre Femmes : 308	PACAO – PIR 11 ^{ème} FED
Pêche industrielle	Emplois formels créés : 711 - Secteur d'activités : pêche industrielle (emplois de marins et de dockers) - Nombre d'Hommes : 711 - Nombre Femmes : 0	Accord de Partenariat de Pêche UE-RIM - Budget de l'UE
Pêche et recherche	Emplois formels créés : 2 - Secteur d'activités : pêche et recherche - Nombre d'Hommes : 2 - Nombre Femmes : 0	PROMOPECHE – AECID – FFUE
Pêche artisanale pélagique	Emplois formels créés - Secteur d'activités : Chaîne de valeur de la pêche artisanale pélagique - Nombre d'Hommes : 1256 - Nombre Femmes : 105 - Informations complémentaires : les chiffres sont basés sur le calcul des équivalent temps plein (ETP) supplémentaires depuis le début du projet	PROMOPECHE – GIZ – FFUE

Agro écologie	Emplois formels créés : - Secteur d'activités : Paysans relais, Formateurs en agroécologie au Brakna - Nombre d'Hommes : 4 - Nombre Femmes : - Informations complémentaires : rémunération en CDD par le projet PASARC	AMCC2
Energie gaz	Emplois formels créés : - Secteur d'activités : Gérants de dépôts de gaz - Nombre d'Hommes : 5 - Nombre Femmes : - Informations complémentaires : AGR locale permanente	AMCC2
Foyers améliorés	Emplois formels créés : - Secteur d'activités : artisans formés pour 4 ateliers de soudure réalisant des foyers améliorés - Nombre d'Hommes : 5 - Nombre Femmes : - Informations complémentaires : AGR locale permanente	AMCC2
AGR	Emplois formels créés : - Secteur d'activités : petits commerces créés à partir des communautés d'épargne et de crédit interne - Nombre d'Hommes : 30 - Nombre Femmes : 1399 - Informations complémentaires : AGR locale de complément d'activité	AMCC2
Aménagement rural	Emplois informels créés : - Secteur d'activités : Aménagement antiérosifs pour la restauration de terre dégradées et mise en défens de forêts protégées - - Nombre d'Hommes : 363 (Guidimakha, Gorgol) - Nombre Femmes : - Informations complémentaires : emploi occasionnel	AMCC2
Aménagement rural	Emplois informels créés : - Secteur d'activités : Aménagement de pistes pastorales sécurisées - Nombre d'Hommes : 55 (Guidimakha, Assaba) - Nombre Femmes :)	AMCC2
Produits non ligneux	Emplois informels créés : - Secteur d'activités : Valorisation des produits non ligneux (dont apiculture) - Nombre d'Hommes : 268 (Brakna) - Nombre Femmes : 50 (Guidimakha) - Informations complémentaires : emploi saisonnier	AMCC2
Maraichage et riziculture	Emplois informels créés : - Secteur d'activités : Maraichage et riziculture - Nombre d'Hommes : 932 (Brakna) - Nombre Femmes : 1403 (Brakna, Gorgol et Guidimakha) - Informations complémentaires : emploi saisonnier	AMCC2

5. DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE BASE

Infrastructures

Thèmes	Contenus	Montant	Actions et sources de financement
Santé	Réhabilitation de 5 postes de santé	300 000 MRU	Projet de renforcement de capacités des autorités sanitaires et d'accompagnement à la résilience des communautés, dans la prise en charge de la malnutrition aigüe des enfants de 0-59 mois dans la région du Gorgol -ECHO
Eau	Réalisation de 10 réseaux adduction eau potable (Château d'eau, Bornes Fontaines, Abreuvoirs, Bassins) avec équipement en énergie solaire dans les wilayas de Tagant et Hodh El Chargui	530 600 EUR	Projet sécurité et développement - 10 ^{ème} FED
Sécurité	Construction d'un centre d'instruction Méharistes de la Garde Nationale à Achemim dans la Wilaya de Hodh Chargui constituée de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction d'un poste de commandement ▪ Construction d'un réfectoire ▪ Construction d'un logement pour commandant ▪ Construction de deux dortoirs ▪ Construction de deux salles de classe pour cours ▪ Construction d'un bloc de sanitaires ▪ Construction d'un poste de police ▪ Construction d'un magasin de stockage ▪ Construction d'un mur de clôture en agglos 	613 186,63 EUR	Projet sécurité et développement - 10 ^{ème} FED
Sécurité	Construction d'un Centre de Coordination Police, Douane Gendarmerie de la Mauritanie, le Mali et Sénégal (CCPDG)	29 924 669 MRU	Initiative conjointe UE-OIM pour le renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants en Mauritanie-FFUE

Equipements

Thèmes	Contenus	Montant	Actions et sources de financement
Sécurité - Aéronef	Fourniture de 3 aéronefs légers pour des missions d'observation et de logistique, avec les équipements radio et de téléphonie demandés, munis de 3 caméras d'observation. 2 remorques routières seront également livrées afin de faciliter les opérations de mise en œuvre en zone désertique	580 484,24 EUR	Projet sécurité et développement – 10 ^{ème} FED
Sécurité - Méharistes	Fourniture de cheptel (250 chameaux) avec accessoires à la Garde Nationale (Groupement nomade)	299 995 EUR	Projet sécurité et développement – 10 ^{ème} FED
Sécurité - l'Académie Mauritanienne de Paix et de Sécurité	Fourniture de matériels pédagogiques (équipements bureautique, électriques, mobilier et audiovisuel) pour l'Académie Mauritanienne de Paix et de Sécurité (AMPS)	82 543,66 EUR	Projet sécurité et développement – 10 ^{ème} FED
Sécurité	Equipement de bureau, informatique, dortoir cuisine d'un Centre de Coordination Police, Douane Gendarmerie de la Mauritanie, le Mali et Sénégal (CCPDG)	2 823 980 MRU	Initiative conjointe UE-OIM pour le renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants en Mauritanie-FFUE
Santé	Equipements de laboratoire	74 000 EUR	PASS – 11 ^{ème} FED
Santé	Equipement biomédical (lit d'accouchement, stérilisateurs, etc.) et de bureau (informatique, bureautique...)	132 000 EUR	PASS E C M U – Parlement européen

6. ENVIRONNEMENT - DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES INNOVANTES ET AUX ENERGIES RENOUVELABLES

Actions liées à l'environnement, aux infrastructures innovantes et aux énergies renouvelables

Thèmes	Contenus	Montant	Actions et sources de financement
Environnement	Pare-feu manuel/1431 kms Régions et département : Assaba, Guidimakha, Hodh El Chargui, Hodh El Gharby		RIMDIR - 11 ^{ème} FED
Lutte contre le changement climatique	2 ouvrages aménagés au Hodh El Chargui, Aménagement et/ou réhabilitation ouvrages/ infrastructures rurales et appui en équipement hydro-agricoles Informations complémentaires : au niveau de la commune d'Amourj 41 ha mis en valeur par 54 ménages exploitants dont la production a doublé dans la zone Régions et département : Hodh El Chargui	395 691 MRU	Consortium Oxfam - SAFIRE
Lutte contre le changement climatique	Techniques culturelles innovantes (CES/DRS, Irrigation californienne, forage manuel Informations complémentaires : 556 personnes dont 429 femmes sensibilisées sur les enjeux de la transition agro écologique et renforcés en capacités sur les pratiques agro écologiques en cultures céréalières (semences améliorées) Régions et département : Hodh El ghari – Tintane	58 507 MRU	Consortium Oxfam - SAFIRE
Produits forestiers non ligneux	Mise en place d'une Association de Gestion Locale Communautaire (AGLC) Régions et département : Hodh El Gharbi / Tintane Informations complémentaires : Appui à la valorisation des produits forestiers non ligneux	3 000 000 MRU	Consortium Oxfam - SAFIRE
Pratiques et techniques agroécologiques	2 Sites expérimentaux Actions spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 1,08 ha d'expérimentation et de démonstration des pratiques et techniques agroécologiques ▪ 12 coopératives maraichères, ▪ 13 rizicoles y ont été invitées ainsi que 5 paysans relais. Ces sites constituent un laboratoire ouvert de formation des membres de coopération et les pays relais afin de restituer à leurs pairs ▪ Les pays relais ont touchés 2764 producteurs 		AMCC2
Foncier	Formation des CCCI Actions spécifiques : Capacités renforcées de 300 membres des CCCI, médiateurs régionaux et locaux, et représentants de la SC locale en gestion des conflits fonciers, droits et lois relatifs à la propriété foncière		AMCC2

Conservation des sols	Aménagement de conservation des sols et de lutte contre l'érosion hydrique au niveau de la mare de Wompou (60 ha) et à Kaliniro (50 ha) Régions et département : Guidimakha		AMCC2
Energie Gaz	Energies renouvelables. Régions et département : Brakna. Informations complémentaires : 5 dépôts de Gaz butane ont été installés au sein de 5 villages (3 communes), L'implantation de ces dépôts est faite à proximité des forêts classées que le projet tente de préserver et de restaurer. Ils permettront de limiter la pression sur les coupes abusives d'arbres ; gérées par 5 comités de gestion composée de 29 membres (Brakna) au profit des villages riverains (1 379 ménages bénéficiaires) : unité fonctionnelle, déjà 2 à 4 ravitaillements.		AMCC2
Foyers améliorés	Energies renouvelables. Régions et département : Brakna. Informations complémentaires : Promotion des foyers améliorés : Fabrication de 204 foyers par les 4 artisans formés par le projet, campagnes de vulgarisation des foyers améliorés avec offre promotionnelle pour les coopératives agricoles et groupements féminins, GIE de jeunes à proximité des forêts.		AMCC2
Pêche	45 relais communautaires formés et équipés Régions et département : N'Diago, Nouadhibou, Mamghar, Mhayjeratt, Nouakchott, PK93 -Trarza Montant : o Informations complémentaires : l'appui à la consolidation participative et effective des communautés des pêcheurs au suivi/contrôle/surveillance des pêches (SCS-P) par l'approche du "community based monitoring" en phase de mise en œuvre par le précédent projet cofinancé par l'union européenne pour la société civile de la pêche artisanale.	3 834 EUR	Appui à la Contribution Effective de la société civile à la bonne gouvernance et au développement de la pêche artisanale en Mauritanie - ASSPCI - ICD
Pêche	30 relais communautaires formés et équipés Régions et département : N'Diago, Nouadhibou, Mamghar, Mhayjeratt, Nouakchott, PK93 -Trarza Informations complémentaires : développer et consolider les acquis du système de suivi du marché qui rende disponibles l'information sur les espèces, les prix et les quantités accessibles à l'ensemble des opérateurs	17 230 EUR	Appui à la Contribution Effective de la société civile à la bonne gouvernance et au développement de la pêche artisanale en Mauritanie - ASSPCI - ICD
Environnement marin et côtier - Parc National du Diawling	Etude préliminaire pour la demande d'inscription du Parc National du Diawling au patrimoine mondial de l'UNESCO Régions et département : Trarza ; Keur Macène	34 500 EUR	Accord de Partenariat de Pêche UE-RIM - Budget de l'UE
Energies renouvelables	Dotations d'un chargeur solaire Régions et département : PNBA – Nouadhibou	1 000 EUR	PROMOPECHE - FFUE

E d u c a t i o n à l'environnement	Campagnes de sensibilisation destinées aux écoliers du primaire à Nouadhibou. Régions et département : Ville de Nouadhibou Montant : Informations complémentaires : En 2021, 4477 élèves des 30 écoles de Nouadhibou ont participé à des activités d'éducation à l'environnement (2438 filles et 2039 garçons).		P R O M O P E C H E - FFUE
Gomme arabique	Reboisement de gomme arabique Régions et département : Guidimakha / Old Yangé	658 463 MRU	PACAO - PIR 11 ^{ème} FED
Gomme arabique	Reboisement de gomme arabique Régions et département : Assaba / Kiffa	354 557 MRU	PACAO - PIR 11 ^{ème} FED
E d u c a t i o n à l'environnement	Activités de Support aux Enfants, notamment aux Enfants Démunis et de lutte contre le changement climatique (Association des parents d'élèves d'Atar) Actions spécifiques : Lutte contre la déperdition des Filles à l'école et action de reboisement dans les Ecoles Régions et département : Atar (Adrar) Informations complémentaires : Activités de sensibilisation sur l'importance du maintien des jeunes à l'école dans les trois moughatas de Tiris Zemmour (Zouerate, Bir Moughrein, F'derik) et de sensibilisation pour promouvoir la culture environnementale +séances de reboisements (plantation d'arbre dans les écoles et leur entretien).	300 000 MRU	Le Nord en Réseau – Coordination d'OSC de niveau 1 pour le développement local, la cohésion sociale et la participation de la société civile dans les régions du Tiris Zemmour et de l'Adrar - ICD
E d u c a t i o n à l'environnement-Reboisement	Protection de l'Environnement (Réseau départemental des Jeunes de l'Adrar) Actions spécifiques : Actions de reboisement de la place OUHOUD en plaine centre-ville d'Atar Régions et département : Atar (Adrar) Informations complémentaires :	120 000 MRU	Le Nord en Réseau – Coordination d'OSC de niveau 1 pour le développement local, la cohésion sociale et la participation de la société civile dans les régions du Tiris Zemmour et de l'Adrar - ICD
E d u c a t i o n à l'environnement	Ensemble pour un environnement éducatif plus propre et plus propre (Mouvement des Scott F'Derick) Actions spécifiques : Former les étudiants des établissements, les enseignements sur l'importance de l'environnement - Mettre en place une pépinière modèle qui comprend des graines de fruits et des arbres ornementaux dans les écoles, réaliser des dessins muraux montrant l'importance de l'environnement à l'intérieur du milieu scolaire Régions et département : F'derick (Tiris Zemmour)	120 000 MRU	Le Nord en Réseau – Coordination d'OSC de niveau 1 pour le développement local, la cohésion sociale et la participation de la société civile dans les régions du Tiris Zemmour et de l'Adrar - ICD
E d u c a t i o n à l'environnement	Construction Citoyenne avec la réalisation d'espace verte au sein de l'école de Dimez (Association la ligue de Dimez pour le Développement de la Patrie) Actions spécifiques : Initiatives de Promotion du Bénévolat comme Instrument de Cohésion Sociale Régions et département : Quartier Dimez à Zouerate (Tiris Zemmour)	100 000 MRU	Le Nord en Réseau – Coordination d'OSC de niveau 1 pour le développement local, la cohésion sociale et la participation de la société civile dans les régions du Tiris Zemmour et de l'Adrar - ICD

<p>E d u c a t i o n à l'environment</p>	<p>Culture environnementale (Mouvement des Scott Zoueirat) Actions spécifiques : Activités de Sensibilisation aux Problématiques Environnementales Régions et département : Zouerate (Tiris Zemmour) Informations complémentaires : Organiser des campagnes de sensibilisation sur l'intérêt de protéger l'environnement Ramasser et recycler les matières plastiques pour les utiliser de manière écologiques pour réaliser des pépinières comme le tetrabrique et les bouteilles de plastique ou autres matériel. Faire des pépinières pour contribuera à l'approvisionnement du marché local en bourgeons et Arbres fruitiers implantables</p>	<p>120 000 MRU</p>	<p>Le Nord en Réseau – Coordination d'OSC de niveau 1 pour le développement local, la cohésion sociale et la participation de la société civile dans les régions du Tiris Zemmour et de l'Adrar - ICD</p>
<p>E d u c a t i o n à l'environment</p>	<p>Espace vert et Hygiène (l'Association des Parents d'élèves de Zouerate) Régions et département : Zouerate (Tiris Zemmour) Informations complémentaires : Créer, dans nos deux lycées, un environnement sain, dans le respect des règles standard d'hygiène pour préserver la santé de nos enfants.</p>	<p>120 000 MRU</p>	<p>Le Nord en Réseau – Coordination d'OSC de niveau 1 pour le développement local, la cohésion sociale et la participation de la société civile dans les régions du Tiris Zemmour et de l'Adrar - ICD</p>
<p>E d u c a t i o n à l'environment</p>	<p>Ensemble pour un environnement éducatif plus propre (Association Noujoum Bir Moghreïn) Actions spécifiques : contribuer à l'éducation des élèves sur les questions environnementales (Activités de Sensibilisation aux Problématiques Environnementales) Régions et département : Bir Moughreïne (Tiris Zemmour)</p>	<p>120 000 MRU</p>	<p>Le Nord en Réseau – Coordination d'OSC de niveau 1 pour le développement local, la cohésion sociale et la participation de la société civile dans les régions du Tiris Zemmour et de l'Adrar - ICD</p>

7. APPUI A LA PRODUCTION EN MILIEU RURAL ET EN MILIEU URBAIN

Actions d'appui à la production créées en milieu rural et en milieu rural

Thèmes	Contenus	Montant	Actions et sources de financement
Infrastructures rurales productives	Construction/Réhabilitation des Infrastructures rurales productives Détail de l'action : Construction/Réhabilitation de 8 barrages Régions et départements : Assaba (4), Guidimakha (0), Hodh El CHargui (2), Hodh El Gharby (2)	142 00 000 MRU	RIMDIR - 11 ^{ème} FED
Cordons pierreux	Cordons pierreux Régions et départements : Assaba (5), Guidimakha (0), Hodh El CHargui (0), Hodh El Gharby (0)	195 000 MRU	RIMDIR - 11 ^{ème} FED
Seuils filtrants en gabions/Seuils d'épandage	Seuils filtrants en gabions/Seuils d'épandage Régions et départements : : Assaba (36), Guidimakha (6), Hodh El CHargui (2), Hodh El Gharby (1)		RIMDIR - 11 ^{ème} FED
Digues/Diguettes	Digues/Diguettes Régions et départements : Assaba (2), Guidimakha (5), Hodh El CHargui (3), Hodh El Gharby (5)		RIMDIR - 11 ^{ème} FED
Demi-lune	Intitulé : CES-DRS Détail de l'action : Demi-lune Régions et départements : Assaba (0), Guidimakha (0), Hodh El Chargui (0), Hodh El Gharby (1)		RIMDIR - 11 ^{ème} FED
Protection	1 mur de protection à Néma et une clôture de 10 Ha dans le département de Tintane Régions et départements : Assaba (0), Guidimakha (0), Hodh El Chargui (1), Hodh El Gharby (1)		RIMDIR - 11 ^{ème} FED
AGR rurales	12 AGR rurales pour diversifier les revenus des agropasteurs Détail de l'action : financement de projets innovants (valorisation de PFNL, embouche, maraichage.) Régions et départements : Région du Hodh El Gharbi (Tintane)		Consortium Oxfam - SAFIRE
Mini Laiterie	Mini Laiterie Détail de l'action : L'appui consiste à la formation, à la dotation en équipement et construction des 03 bâtiments, la formation était sur la gestion financière, les techniques transformations et commercialisations. Régions et départements : Gorgol et Brakna	4 110 372 MRU	Consortium Oxfam - SAFIRE
Restauration du sol	Aménagement des sites dégradés pour la restauration du sol Détail de l'action : Consiste à identifier des sites sécurisés dont le sol est dégradé afin d'utiliser les techniques de restauration et de conservation de sol (demi lunes, zais et diguettes, cordons pierreux et gabions). Régions et départements : Gorgol et Brakna	6 991 875 MRU	Consortium Oxfam - SAFIRE
Barrages	Intitulé : Réhabilitation de barrages Détail de l'action : Réhabilitation, construction de seuils et diguettes, aménagements CES/DRS Régions et départements : Hodh El Gharbi -Tintane	7 939 172 MRU	Consortium Oxfam - SAFIRE

Réhabilitation	Type d'action : réhabilitation Détail de l'action : un projet d'aménagement d'un local, pour la valorisation des produits halieutiques. Une visite a permis d'identifier le matériel existant (2 réservoirs d'eau de 6000 litres chacun, et 6 claies de séchage de poisson) et de constater l'état de la situation des locaux à réhabiliter. Des claies de séchage ont été mises à disposition du centre de transformation de Mhajratt. Régions et départements : Inchiri		PROMOPEC HE - FFUE
Piste rurale	Intitulé : construction d'une piste rurale Détail de l'action : Le projet a également reconstruit une piste routière en terre de 16 km au PK93 pour faciliter l'accès au PDA, sous la modalité Chantier-Ecole. Régions et départements : Tiguent		PROMOPEC HE - FFUE
Aliment bétail	Domaine : Aliment de bétail Nombre de personnes total : 1578 Nombre de femmes total : 299 Nombre d'hommes total : 1279 Régions : Hod el Chergui, Hodh el Gharbi, Assaba et Guidimakha		RIMRAP – 11 ^{ème} FED
Produits vétérinaires	Domaine : Produits vétérinaires Nombre de personnes total : 710 ménages Nombre de femmes total : 110 Nombre d'hommes total : 600 Régions : Hod el Chergui, Hodh el Gharbi, Assaba et Guidimakha		RIMRAP – 11 ^{ème} FED
Jardins maraichers	Type d'action : Appui en matériel, sécurisation du site et intrants agricoles pour les productions vivrières des ménages agricoles, en particulier les jardins maraichers féminins. Détail de l'action : soutien à 12 coopératives maraichères avec introduction de la culture de Maralfalfa Régions et départements : Hodh el Chergui, Hodh el Gharbi, Assaba et Guidimakha	2 251 000 MRU	RIMRAP – 11 ^{ème} FED
Pêche	Type d'action : Équipement des pirogues de pêche artisanale avec des innovations techniques Détail de l'action : Plastification de 19 pirogues, équipement de 67 pirogues avec des glacières amovibles, ainsi que quatre pirogues avec ses filets, et des filets de pêche à la dérive Régions et départements : Nouakchott et Nouadhibou		PROMOPEC HE - FFUE
Conseil agricole	Type d'action : Renforcement du dispositif de conseil agricole Détail de l'action : Formation de 1160 facilitateurs et producteurs (dont 400 femmes) de cultures de décrue et de 543 facilitateurs pastoraux et acteurs de la filière lait à travers l'approche champ école paysan Régions et départements : Assaba ,Guidimakha, Hodh El Chargui,Hodh El Gharby	5 000 000 MRU	RIMFIL – 11 ^{ème} FED

Pistes à bétail	<p>Type d'action : Sécurisation de 80 km de pistes à bétail sur quatre axes (signature des accords sociaux et démarrage des aménagements) Détail de l'action : 4 tracées de couloirs de transhumance Régions et départements :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Assaba: Smeine et Lekhchab (commune de Hamoud) et Hsey Ahmed Taleb Seivre et Kondendji (commune de Blajmil) ▪ Guidimakha - Bassin du fleuve: mare de Wompou ▪ Guidimakha - Karakoro: Digoni – Arkhaw – Sabou Ciré ▪ Djeol – Tokomadji: Potokone – Téthiane – Gourel Gobi – Eron 		AMCC2
Aires de repos pastoraux	<p>Type d'action : Aires de repos pastoraux Détail de l'action : 2 aires de repos pastoral de 18ha Régions et départements : Gorgol et Guidimakha</p>		AMCC2
Puits	<p>Type d'action : Puits Détail de l'action : réhabilitation et équipements de 3 puits Régions et départements :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Hel Diom (commune de Souvi) dans le Karakoro ▪ Louguéré (commune de Tokomadji) Djewol-Tokomadji ▪ Korokoro (commune de Gouraye) 		AMCC2
CES DRS	<p>Type d'action : Sites CES DRS Détail de l'action : 3 sites CES DRS (140 ha) Régions et départements :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Kalinioro (50 ha) (Guidimakha) ▪ Wompou (60 ha) (Guidimakha) ▪ Tethiane (30 ha) (Gorgol) 		AMCC2
Aliments bétail	<p>Type d'action : Banques d'aliment bétail Détail de l'action : 5 Banques d'aliments bétail, construction de 3 bâtiments à Gouraye, Ould Yengé, Djéol (finalisation des travaux), Achat et stockage de 284 tonnes d'aliments bétail Régions et départements : 13 communes, Assaba, Guidimakha et Gorgol</p>		AMCC2

AGR Rurales	<p>Type d'action : Création de 117 AGR rurales supplémentaires en 2021 au Brakna, 10 au Gorgol, et 23 au Guidimakha</p> <p>Détail de l'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Valorisation des fruits de <i>Balanites Aegyptiaca</i>, et des gousses d'<i>Acacia raddiana</i>, dans 4 forêts classées et la forêt de Loboudou (Brakna) ▪ Apiculture : mise en place et équipement de 16 ruchers ▪ Valorisation du doum en aliment bétail dans 2 AGLC et 1 coopérative du bassin du Karakoro (Ould Yengé et Kalinioro) ▪ Agriculture agroécologique : 39 AGR en maraichage, (Brakna, Gorgol, Guidimakha) ▪ Appui matériel pour le démarrage d'exploitation maraichère sur 3 sites au profit de 44 femmes (clôture plus matériel horticole) ▪ 50 AGR créées en lien avec la mise en place des Communautés de crédit et d'épargne interne (commerces locaux). ▪ Mise en place de 2 parcelles expérimentales à Sélibaby et Diaguily ▪ Formation en agroécologie (30 femmes issues de 10 coopératives au Gorgol) ▪ Appui en semences et petits matériels (10 coopératives au Gorgol et 4 au Guidimakha) <p>Régions et départements : Brakna, Gorgol, Guidimakha</p>		AMCC2
Construction d'un centre de tannage	<p>Type d'action : Appui à l'artisanat</p> <p>Détail de l'action : construction d'un centre de tannage</p> <p>Régions et départements : Nouakchott / Elmina</p>	247 300 MRU	P A C A O - 11 ^{ème} PIR
Construction des deux points de vente de volailles modernes	<p>Intitulé : Appui à l'aviiculture</p> <p>Détail de l'action : construction des deux points de vente de volailles modernes</p> <p>Régions et départements : Nouakchott / Dar naim et Ryadh</p>	3 681 600 MRU	P A C A O - 11 ^{ème} PIR
Reboisement des espaces dégradés	<p>Intitulé : Appui à la filière gomme arabique</p> <p>Détail de l'action : reboisement des espaces dégradés</p>	1 013 020 MRU	P A C A O - 11 ^{ème} PIR
Moringa	<p>Femmes Autonomes, Support à l'autoproduction et la Transformation du Moringa dans le Tiris Zemmour (Coopérative Chiva)</p> <p>Régions et départements : Tiris Zemmour et Moughatas de Zouerate</p>	6 000 000 MRU	Le Nord en Réseau – ICD
Teinture	<p>Projet de d'amélioration des conditions de production dans le domaine de la Teinture de tissus (Coopérative Djiké)</p> <p>Régions et départements : Tiris Zemmour et Moughatas de Zouerate</p>	100 000 MRU	Le Nord en Réseau – ICD
Tapis traditionnel	<p>Projet d'appui aux activités de Confection de tapis Traditionnel (Coopérative El Vowz Elkebir)</p> <p>Détail de l'action : Projets de Promotion et Visibilité des Produits Artisanaux de la Région</p> <p>Régions et départements : Tiris Zemmour et Moughatas de Zouerate</p>	200 000 MRU	Le Nord en Réseau – ICD

Tapis traditionnel	Projet d'appui aux activités de Confection de tapis Traditionnel (Coopérative Tawvik 1) Régions et départements : Tiris Zemmour et Moughatas de Zouerate	170 000 MRU	Le Nord en Réseau – ICD
Laine - Chameau	Projet de Maintien de l'activité traditionnel de confection de laine partir de la laine de chameau (Coopérative lyhaa Tourath) Régions et départements : Tiris Zemmour et Moughatas de Zouerate	100 000 MRU	Le Nord en Réseau – ICD
Taille de pierre	Projet de Renforcement de Capacité des Femmes Tailleuses de Pierre (Union de Cooperative El Emene) Régions et départements : Tiris Zemmour et Moughatas de Zouerate	100 000MRU	Le Nord en Réseau – ICD
Taille de pierre	Projet de Renforcement de Capacité des Artisanes de Pierre (Coopérative Mouftakh Elkheir) Régions et départements : Tiris Zemmour et Moughatas de Zouerate	100 000MRU	Le Nord en Réseau – ICD

Autres actions de conseils en milieu rural et en milieu rural

Thèmes	Contenus	Montant	Actions et sources de financement
Dispositif de conseil agro-pastoral de proximité	Mise en place d'un dispositif de conseil agro-pastoral de proximité basé sur l'échange entre pairs et l'expérimentation paysanne Détail de l'action : Appuis en semences et petit matériel aux coopératives maraichères Régions et départements : Brakna (Boghé, Aleg, Maghta Lajahr, Bagne et Bababé)	600 000 MRU	SAFIRE - FFUE
Gestion concertée des ressources naturelles	Mise en place de conventions locales pour la gestion concertée des ressources naturelles dans le Brakna (3 conventions élaborées) Détail de l'action : Financement des ateliers de concertation et d'élaboration des conventions locale pour la gestion des espaces partagées Régions et départements : Brakna (M'Bagne et Bababé)	200 000 MRU	SAFIRE - FFUE

8. GOUVERNANCE

Organisations de la société civile mauritanienne ayant bénéficié de financements/subvention dans les domaines de la gouvernance

Thèmes	Contenus	Montant	Actions et sources de financement
Associations	Appui institutionnel et formalisation des associations Types de structures : Associations informelles et regroupement de ressortissants Types d'actions : structuration et renforcement de capacités des associations Régions et départements : les deux Hodh et à Nktt (Néma, Aioun, Arafat, sebkha et Toujounine)	158 875 MRU	SAFIRE - FFUE
Migration	Protection des migrants et assistance directe aux migrants pour leur accès aux services de base Types de structures : organisations de la société civile Types d'actions : programme de formation, donation d'équipement, et subventions au bénéfice de 10 OSC Régions et départements : Nouadhibou, Nouakchott et Sélibaby	2 546 373 MRU	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie - FFUE
Prévention des conflits	Prévention des conflits Types de structures : OSC (Organisations de la Société Civile) Types d'actions : Formations, sensibilisation sur la cohabitation pacifique (prévention et gestion des conflits) Régions et départements : Brakna, (Aleg, Boghé, Dar El Barka, M'bagne, Bababé et Maal)	2 250 000 MRU	Projet d'Appui à la Culture, à l'Artisanat et à la Cohésion Sociale dans le pôle d'activités de Boghé - ICD
Maraichage	Maraichage Types de structures : OSC (organisations de la Société Civile) Types d'actions : Financement en cascade pour la : construction/ réhabilitation point d'eau, la sécurisation des périmètres maraichers, la fourniture du matériel horticole et des semences Régions et départements : Brakna, (Aleg, Boghé, Dar El Barka, M'bagne, Bababé, et Maal)	6 250 000 MRU	Projet d'Appui à la Culture, à l'Artisanat et à la Cohésion Sociale dans le pôle d'activités de Boghé - ICD
Artisanat	Subvention sous forme de caution auprès des IMF Types de structures : Coopérative des artisanes et tanneuses artisanales Types d'actions : Régions et départements : Nouakchott (TVZ, Dar naim, Sabkha)	438 372 MRU	PACAO - PIR 11 ^{ème} FED
Aviculture	Subvention sous forme de caution auprès des IMF Types de structures : Coopérative des producteurs de poulets de chair Types d'actions : Régions et départements : Nouakchott (TVZ, Dar naim, Sabkha)	221 400 MRU	PACAO - PIR 11 ^{ème} FED

Santé	Octrois de matériel de sonorisation et les séances de sensibilisation/dépistage du Covid-19, l'hypertension et prévention des maladies endémiques Types de structures : OSC (organisations de la Société Civile) Types d'actions : Régions et départements : Brakna, (Aleg, Boghé, Dar El Barka, M'bagne, Bababé, et Maal)	250 000 MRU	Projet d'Appui à la Culture, à l'Artisanat et à la Cohésion Sociale dans le pôle d'activités de Boghé - ICD
Santé	Mise en place de COGES Types de structures : COGES (Comités de Gestion des Structures Sanitaires) Types d'actions : Régions et départements : Gorgol dans les 5 départements (Kaédi, Lexeiba, Mbout, Monguel et Maghama)	167 750 MRU	Projet de renforcement de capacités des autorités sanitaires et d'accompagnement à la résilience des communautés, dans la prise en charge de la malnutrition aiguë des enfants de 0-59 mois dans la région du Gorgol - ECHO
Artisanat	Création d'AGR pour la valorisation de l'artisanat Types de structures : OSC (organisations de la Société Civile) Régions et départements : Brakna, (Aleg, Boghé, Dar El Barka, M'bagne, Bababé, et Maal)	3 750 000 MRU	Cohésion Sociale dans le pôle d'activités de Boghé - ICD
Cohésion sociale	Appuis aux organisations de la société civile de niveaux 1 intervenant dans le domaine de culture et de la cohésion sociale. Types d'actions : Réseautage, renforcement des capacités et subvention en cascade. Régions et départements : Nouakchott et Nouadhibou	933 300 MRU	Une société civile mauritanienne renforcée pour promouvoir les droits des enfants et des jeunes à travers des activités de cohésion sociale, culturelles et citoyennes - ICD
Prévention des conflits	Appel à Manifestation d'intérêt (AMI) Types de structures : 25 associations ou consortia de jeunes et organisations de la société civile d'envergure locale Régions et départements : Hodh Echargui, Guidimagha, Gorgol, Hodh el Gharby et Assaba	4 000 000 MRU	SEMAH - Prévention des conflits été dialogue interculturel - 11 ^{ème} FED
Prévention des conflits	Subventions directes Types de structures : 04 ONG d'envergure nationale Types d'actions : Régions et départements : Nouakchott, Tagant et Hodh El Gharby	3 000 000 MRU	SEMAH - Prévention des conflits été dialogue interculturel - 11 ^{ème} FED
Prévention des conflits	Attributions directes Types de structures : 160 associations ou consortia de jeunes Types d'actions : Régions et départements : Nouakchott, Inchiri, Brakna, Adrar, Nouadibhou Tiris Zemmour	8 000 000 MRU	SEMAH - Prévention des conflits été dialogue interculturel - 11 ^{ème} FED

Autorités locales ayant bénéficié de financement/subvention dans les domaines de la gouvernance

Thèmes	Contenus	Montant	Actions et sources de financement
Concertation locale	Réunion et renforcement de capacités Types d'autorités locales : élus et société civile (les membres des Cadres de concertations communales) Types d'actions : Régions et départements : Hodh El chargui, Amourj et Néma	82 000 MRU	C o n s o r t i u m OXFAM – SAFIRE
Echanges entre acteurs ruraux et urbains	Sensibilisation, participation à des festivals et ateliers d'échanges entre acteurs ruraux et urbains Types d'autorités locales : Maires Régions et départements : Hodh El Gharbi et Hodh El Chargui (Néma, Amourj, Aioun et Tintane)	157 317 MRU	C o n s o r t i u m OXFAM – SAFIRE
Gestion des ressources naturelles	Financement de la session de validation de la convention locale sur la GRN par les élus locaux Types d'autorités locales : Mairie de Bagodine Types d'actions : Régions et départements : Brakna (M'Bagne)	22 500 MRU	Consortium GRET - SAFIRE
Fonctionnement	Achat véhicule, renforcement personnel, équipements bureau, fonctionnement (eau, électricité...) Types d'autorités locales : Commune de Rosso Types d'actions : Régions et départements : Région du Trarza, département de Rosso	1 227 570 MRU	

9. EGALITE ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE

Actions contre les violences basées sur le genre (VBG)

Thèmes	Contenus	Montant	Actions et sources de financement
VBG	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pose de 60 banderoles géantes dans tous les quartiers de Nouakchott ▪ Un communiqué de presse sur le web et envoyé au réseau de médias ▪ Une banderole animée sur le site du cridem.org avec plus de 850 000 vues - Suivie de 14 affiches 4*3 géantes à Nouakchott entre le 6 mars et le 15 avril 2021 ▪ Sensibilisation de 52 structures de santé dans 9 Moughataas de Nouakchott (1er mars – 16 avril) ▪ Dans le Guidimakha : 71 structures de santé dans 3 Moughataas (19 avril – 28 juin) ▪ Ateliers de street art pour la Journée Internationale des droits des femmes 8 Mars 2021 ▪ Réalisation d'une fresque sur les VBG par trois artistes (7 et 8 mars) ▪ Sensibilisation de 19 adolescent.es aux VBG ▪ Mobilisation d'une centaine de personnes : OSC, partenaires, militant.es, artistes ▪ Interviews et réalisation d'une vidéo sur le thème : « Et vous, que souhaitez - vous pour les femmes et les filles de demain ? » ▪ Affichage de 32 banderoles géantes dans le Guidimakha ▪ Affichage de 30 banderoles géantes à Kiffa (Assaba) ▪ Sensibilisations OSC et jeunes ▪ Création de spot radio, et affiches, et banderoles pendant les seize jours d'activisme <p>Populations ciblées : Jeunes, femmes et filles de la population mauritanienne de toutes langues confondues comme acteurs de changement. Nombre de Femmes : Le projet cible majoritairement les femmes et les jeunes filles (Indicateur non défini) Nombre d'Hommes : Non défini. Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Trois Wilayas de Nouakchott (Dans tous les départements), Wilaya du Guidimakha ; Wilaya d'Assaba</p>	75 000 EUR	Communiquer sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) et la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) en période de pandémie COVID-19

10. LUTTE CONTRE LA COVID-19

Actions de lutte contre la pandémie de la COVID-19

Thèmes	Contenus	Montant	Actions et sources de financement
Sensibilisation COVID-19	Diffusion de la chanson Veydak Lakdar sur les réseaux sociaux (250.000 vues) pour rappeler les gestes et mesures barrières contre le COVID 19 Partenaire étatique : Ministère de la santé Lieu(x) d'intervention : territoire national Informations complémentaire : et une seconde version a été sous-titrée à destination public européen	40 000 EUR	PASS - 11 ^{ème} FED
Sensibilisation COVID-19	Mesures barrières de COVID-19 Populations ciblées : 6358 Nombre de Femmes: 5588 Nombre d'Hommes : 770 Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Hodh El Chargui Amourj et Néma Partenaires (étatiques ou autres) : DRASS Informations complémentaires : la sensibilisation ANJE et COVID couplée	385 113 MRU	SAFIRE - FFUE
Sensibilisation VBG/ COVID	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Affichage Web sur les réseaux sociaux pour la sensibilisation sur les VBG/ COVID ▪ Des banderoles géantes animées ▪ Panneaux urbains pour la sensibilisation sur les VBG et les mesures barrières contre le COVID19 ▪ Campagne de communication sur les mécanismes de signalement contre les VBG en période de pandémie Populations ciblées : Des jeunes et des femmes de toutes langues confondues comme acteurs de changement Lieu(x) d'intervention (Trois wilayas de Nouakchott, Wilaya de Guidimakha, et la Wilaya de l'Assaba) Partenaires : Ministère de la Santé, Ministère des Affaires Sociales-Enfance-Famille, Ministère de la Culture-Artisanat-Relations avec le Parlement, Ministère de l'Emploi-Jeunesse-Sports	75 000 EUR	Communiquer sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) et la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) en période de pandémie COVID-19
Sensibilisation	Introduction d'un module de formation prenant en compte le contexte de la pandémie Covid-19 pendant les ateliers de formation en hygiène qualité.		PROMOPECHE - FFUE
Appui à vaccination	Appui à la vaccination contre la Covid-19 Populations ciblées : 88050 Nombre de Femmes: 44641 Nombre d'Hommes : 43409 Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Brakna (Aleg, Maghtaa Lahjar, Boghé, Bababé et M'bagne), Hodh El Chargui (Bassikounou) Partenaires (étatiques ou autres) : Ministère de la santé	600 000 MRU	Améliorer l'accès des populations vulnérables dans la Wilaya du Brakna, en Mauritanie à des soins médico-nutritionnels de qualité - ECHO

Equipements	Appui aux structures de santé dans la réponse COVID-19 (dotation en équipement de protection et produit d'hygiène pour renforcer la PCI - Prévention et Contrôle des Infections) Populations ciblées : Personnel des structures de santé Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Guidimakha et Hodh el Chargui Partenaires (étatiques ou autres) : DRAS		ACF - ECHO
Mesures barrières	Types d'actions : Sensibilisation sur les mesures barrières à l'occasion des visites à domicile Montant : 0 car associé aux visites à domicile Populations ciblées : 18549 personnes Nombre de Femmes : 1546 Nombre d'Hommes : 3003 Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : 15769 au Guidimakha, et 2780 au Hodh el Chargui Partenaires (étatiques ou autres) : DRAS		ACF -ECHO
Matériel de protection	Livraison de masques et gel hydro alcoolique Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Nouadhibou		PROMOPECHE - FFUE
Matériel de protection	Achat et mise à disposition de masques de protection et de gel hygiénique Informations complémentaires : Dans le cadre de la lutte contre la pandémie du COVID-19, des masques de protection ont été distribués à tous les participants à l'ensemble des ateliers organisés		PROMOPECHE -FFUE
Ateliers de couture	Promouvoir la prévention de la Covid 19 Populations ciblées : 21 ateliers de Couture Contenu : Développement d'activités génératrices de revenus (AGR) pour des ateliers de couture afin de renforcer la composante AGR dans 15 sites, à travers le financement de petits ateliers villageois de production de masques, turbans et autres accessoires susceptibles à la fois de protéger en urgence les bénéficiaires immédiats ainsi que les populations environnantes contre la contamination du Covid 19, contribuer au changement des comportements d'hygiène des populations, générer des revenus au profit des villageois contribuant à leur résilience et au renforcement de l'interaction économique communautaire afin de consolider la cohésion sociale Principales compétences acquises : compétences en fabrication de masques anti-covid Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : (Trarza, Brakna, Gorgol) Partenaires (étatiques ou autres) : FONADH, ROSA, autres Associations féminines villageoise		AMCCC2

LES PRINCIPAUX DOCUMENTS PRODUITS EN 2021

AGRICULTURE - ELEVAGE

- Anne Boutin, Oumoul Khayri Ba Tall - Rapport provisoire d'évaluation à mi-parcours du programme SAFIRE
- GRDR - Guide de la stratégie de commercialisation destiné aux sortants de l'espace test agricole PK 17 - Maelys Lambert - Juin 2021
- Sidi Mohamed Hmeida / GRET - Capitalisation de la formation des facilitateurs en cultures de décrue de l'Assaba, du Guidimakha, du HEG et du HEC - Juin 2021
- AGRIDEV - Capitalisation approche champs écoles pastoraux des bassins laitiers de Guerou (Assaba) et Timbedra (HEC) - Octobre 2021
- BRM Int. - Appui à l'élaboration d'une théorie du changement dans le cadre de l'appui institutionnel du RIMFIL - Mars 2021
- Sagès Consult - Etat des lieux des OSP agricoles & pastorales dans la zone d'intervention du RIMDIR/RIMFIL - Octobre 2021
- Ernst & Young - Assistance à la mise en place d'un plan de développement stratégique de la Société Mauritanienne des Produits Laitiers (SMPL) - Septembre 2021

DEVELOPPEMENT URBAIN

- AMCS - GPS - Rapport d'Etude sur le fonctionnement de l'AMCS et la dynamisation des CCC - Août 2021
- GRET - Document actualisé : Gestion des déchets, diagnostic et éléments de stratégies pour les communes de Tiguent, Mederdra et Keur Macène - Février 2021
- GRET - Rapport Gestion des déchets, éléments de stratégies pour les Communes de Boghé, Rosso et Boutilimit - Octobre 2021
- RN, FMDV, CIEDEL, GPS - Synthèse des informations pour la préparation des TDR de la mobilité urbaine - Janvier 2021
- RN, FMDV, CIEDEL, GPS - Cahier du participant de l'atelier éclairage public - Octobre 2021
- RN, FMDV, CIEDEL, GPS - Rapport de l'atelier sur l'éclairage public - Octobre 2021

EDUCATION

- Vincent Bontoux - Diagnostic de la chaîne du livre en Mauritanie - Mars 2022
- UNESCO - Rapport d'étude sur la cartographie des actions en cours sur la gouvernance et la gestion des enseignants et la définition des activités de soutien au projet en Mauritanie - Juillet 2021
- UNESCO - État des lieux des institutions et programmes de formation initiale du personnel enseignant du primaire et du premier cycle du secondaire et des principales initiatives de formation continue dans les pays du G5 Sahel - Septembre 2021

EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

- Yves-Thomas Lundy - Appui en conseil stratégique et opérationnel à l'Agence TECHGHIL en Mauritanie - Décembre 2021
- Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Mauritanie - Enquête sur les besoins de compétences des métiers dans le BTP, l'énergie solaire et la maintenance navale
- Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Mauritanie - 1 manuel sur formation en Entrepreneuriat en Français

ENERGIE

- BURGEAP - Etude de faisabilité détaillée du projet d'électrification rurale au sud-est de la Mauritanie – RIMDIR Energie. Rapport #3 Complémentaire – version définitive - Avril 2021
- BURGEAP - RIMDIR - Mise en place de services énergétiques renouvelables. Convention de Délégation DUE-AFD n°407-103 du 17/06/2019. Rapport d'exécution 2 - Juin 2021
- AFD - Aide-mémoire relatif à la supervision des projets énergie en Mauritanie (Agence Française de Développement (AFD) - Juin 2021
- Ministère du pétrole, des mines et de l'énergie - Procès-verbal de la réunion du 1er COPIL du projet RIMDIR - Septembre 2021

ENVIRONNEMENT

- Hicham Ezzine - Rapport provisoire pour l'élaboration d'un Système d'Information Environnementale non informatisé - Décembre 2021
- Rachel Touyer - Compte rendu des visites d'échanges en agroécologie aux Brakna et Gorgol - Décembre 2021

FINANCES

- Expertise France - Guide d'élaboration des programmes et cadre de performance des programmes
- Expertise France - Etude et analyse de la loi relative aux moyens de paiement électroniques en Mauritanie

G5 SAHEL

- Equipe d'assistance technique PAGES et experts court-terme - Etude de faisabilité sur la mise en place des centres de coopération policière et douanière (CCPD) dans l'espace G5 Sahel
- Equipe d'assistance technique PAGES et experts court-terme - Elaboration d'un rapport identifiant la volonté politique et technique des pays membres de participer au projet et détermination des éventuels emplacements des CCPD dans l'espace du G5 Sahel ainsi que des difficultés et risques observés
- Equipe d'assistance technique PAGES et experts court-terme - Appui au projet d'Académie régionale de police (ARP) au Tchad. Contributions techniques apportées au comité de pilotage de l'ARP, en forme de livrables de l'expert, et prises en compte par différents CDS
- Equipe d'assistance technique PAGES et experts court-terme - Etude sur la mise en place d'un Guichet Unique pour les contributions des Etats membres du G5 Sahel
- Equipe d'assistance technique PAGES et experts court-terme - Etude sur la place des Femmes dans les forces de sécurité des Etats du G5 Sahel
- Equipe d'assistance technique PAGES et experts court-terme - Etude de faisabilité sur la mise en place d'un Fonds pour l'emploi des Jeunes du G5 Sahel
- Equipe d'assistance technique PAGES et experts court-terme - Etude de faisabilité sur la mise en place de la police de proximité afin de concourir au renforcement de la présence de l'Etat dans les zones sensibles du G5 Sahel

MIGRATION

- UNHCR - [Factsheet - Renforcement de la résilience des populations déplacées par l'instabilité au Nord-Mali et soutien à la coexistence pacifique entre communautés](#) - Juin 2021
- Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique et Economique (ANSADE) - Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) - Enquête sur la migration à Nouadhibou - Rapport d'analyse - Mars / Avril 2021
- Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique et Economique (ANSADE) - Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) - Enquête sur la migration à Nouakchott, Rapport d'analyse - Mars / Avril 2021
- OIM - Mauritanie - Rapport d'analyse: Enquête sur la migration à Nouadhibou - Mars - Avril 2021 <https://migration.iom.int/reports/mauritanie-rapport-danalyse-enquete-sur-la-migration-nouadhibou-mars-avril-2021?close=true>
- OIM - Mauritanie - Rapport sur le suivi des mouvements transhumants - Alertes – Février 2021
<https://migration.iom.int/reports/mauritanie-%E2%80%94-rapport-sur-les-suivi-des-mouvements-transhumants-%E2%80%94-alerte-1-f%C3%A9vrier-2021?close=true>
- OIM - Mauritanie - Rapport sur le suivi des mouvements transhumants - Alertes - Mai 2021
<https://migration.iom.int/reports/mauritanie-%E2%80%94-rapport-sur-le-suivi-des-mouvements-transhumants-%E2%80%94-alerte-mai-2021?close=true>
- OIM - Mauritanie - Rapport sur le suivi des mouvements transhumants - Alertes - Juin 2021
<https://migration.iom.int/reports/mauritanie-%E2%80%94-rapport-sur-les-suivi-des-mouvements-transhumants-alertes-6-juin-2021?close=true>
- OIM - Mauritanie - Rapport sur le suivi des mouvements transhumants - Alertes 2 - Juillet 2021
<https://migration.iom.int/reports/mauritanie-rapport-sur-le-suivi-des-mouvements-transhumants-alertes-2-juillet-2021?close=true>
- OIM - Mauritanie — Rapport sur les suivi des mouvements transhumants #4 - Août 2021
<https://migration.iom.int/reports/mauritanie-rapport-sur-les-suivi-des-mouvements-transhumants-4-aout-2021?close=true>
- OIM - Mauritanie - Rapport sur les suivi des mouvements transhumants #5 - Septembre 2021
<https://migration.iom.int/reports/mauritanie-rapport-sur-les-suivi-des-mouvements-transhumants-5-septembre-2021?close=true>
- OIM - Mauritanie - Rapport sur les suivi des mouvements transhumants #6 - Octobre 2021

- <https://migration.iom.int/reports/mauritanie-rapport-sur-les-suivi-des-mouvements-transhumants-6-octobre-2021?close=true>
- OIM - Mauritanie — COVID-19 — Restrictions de mobilités - Mai 2021
- <https://migration.iom.int/reports/mauritanie-covid-19-restrictions-de-mobilites-mai-2021?close=true>
- OIM - Mauritanie - COVID-19: Connaissances parmi les éleveurs - Octobre - Novembre 2021
- <https://migration.iom.int/reports/mauritanie-covid-19-connaissances-parmi-les-eleveurs-octobre-novembre-2021?close=true>
- OIM - Mauritanie — Cartographie des directions de la transhumance (Novembre 2019 - Octobre 2020)
- <https://migration.iom.int/reports/mauritanie-%E2%80%94-cartographie-des-directions-de-la-transhumance-novembre-2019-octobre-2020-0?close=true>

APPUI AUX MINISTÈRES TECHNIQUES

- Expertise France - Feuille de route de la réforme de la fonction publique validée
- Expertise France - Malette et documents produits pour le séminaire relatif à la réforme de la fonction publique tenu en décembre 2021 (distribuée à 90 participants)
- Bureau BECP - Etude d'audit organisationnel des DRCJS - Août 2021
- Bureau BECP - Etude d'audit organisationnel des Directions Régionales de la Culture, de la Jeunesse et des Sports - Août 2021

ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

- World Vision Deutschland e.V. et Tenmiya - Rapport de l'Atelier de redynamisation et de renforcement du réseau des OSC – 10 au 12 octobre 2021
- World Vision Deutschland e.V. et Tenmiya - Rapport de l'Atelier de redynamisation et de renforcement des capacités du conseil d'administration du réseau et du comité de gestion de la société civile - 15 au 17 octobre 2021
- World Vision Deutschland e.V. et Tenmiya - Rapport de l'Atelier sur la CVA (action voix citoyenne) - 2 au 4 novembre 2021

PARTENARIAT UE-RIM

- CAON - Revue du Partenariat UE-RIM portant sur les actions mises en œuvre en 2020

PECHE

- Promopêche AECID - Guide de bonnes pratiques d'hygiène pour la vente de poisson
- Promopêche AECID - Diagnostic participatif en genre
- Promopêche AECID - Guide pour l'inclusion du Genre Coopératives pêche artisanale
- Promopêche AECID - Stratégies de développement et des orientations de vente et distribution visant la valorisation des ressources halieutiques, notamment de ceux qui ont une haute valeur commerciale
- Promopêche AECID - Stratégie pour l'amélioration de la production, de la productivité et de la réduction des pertes des non vendus, sous les principes de sécurité sanitaire, pour les acteurs de la transformation artisanale de produits halieutiques
- Promopêche AECID - Stratégie de distribution et vente des produits élaborés dans la conserverie de l'ISSM et présentation aux institutions gouvernementales concernées
- Promopêche AECID - Analyse et proposition pour l'amélioration de la qualité, de l'efficacité et de la rentabilité de l'activité de marais salant dans la Baie De L'étoile, Nouadhibou, Mauritanie
- Promopêche AECID - Brochure sur la pêche responsable : « Code de bonnes pratiques pour une pêche responsable »
- Promopêche BIT - Etude sur l'extension de la protection sociale aux pêcheurs artisanaux et la faisabilité de mise en place d'une Caisse de solidarité des gens de mer en Mauritanie
- Promopêche BIT - Etude sur l'Opérationnalisation du mécanisme de Dialogue social et la mise en place d'une plateforme de concertation des acteurs de la pêche en Mauritanie
- Promopêche BIT - Un guide métier de la transformation
- Promopêche BIT - Guide de prévention sur les risques d'accidents professionnels dans le secteur de la pêche artisanale
- BUMEK - Enquête de référence pour l'évaluation du niveau de consommation nationale des produits de la pêche en Mauritanie - Mars 2021

- DNS Consulting - Projet de plan d'aménagement des petits pélagiques de Mauritanie - Novembre 2021
- Quali Consult - Quatre Guides de Bonnes Pratiques d'Hygiène et qualité pour la chaîne de valeur pêche artisanale - Septembre 2021
 - Guide de bonnes pratiques pour la manipulation et la transformation des poissons filière artisanale de poisson séché et huile de poisson
 - Guide de bonnes pratiques pour le mareyage, le transport et l'entreposage des poissons pour les groupes mareyeurs/transporteurs
 - Guide de bonnes pratiques pour les ports artisanaux et sites de débarquement et les marchés de vente.
 - Guide de bonnes pratiques pour les pêcheurs de la filière de la pêche artisanale en Mauritanie
- PROMOPECHE GIZ - 9 modules pédagogiques développés pour les formations - Janvier 2021
 - Introduction sur les bonnes pratiques et les gestes barrière à appliquer face à la pandémie de la COVID-19
 - Sensibilisation sur le monde microbien
 - Infections et maladies alimentaires
 - Hygiène personnelle
 - Utilisation de la glace
 - Nettoyage et désinfection
 - Les Bonnes Pratiques d'Hygiène relatives au transport des produits de la pêche
 - Les Bonnes Pratiques d'Hygiène pour les mareyeurs
 - Test interactif sur les Bonnes Pratiques d'Hygiène « chercher l'erreur/bonne pratique »
- Champions Consulting - Plan d'action pour la mise aux normes en hygiène du MPN - Décembre 2021
 - Fiche de contrôle du débarquement
 - Fiche de suivi de l'hygiène des manipulateurs
 - Formulaire de diagnostic des procédures documentaires
 - Formulaire de diagnostic des conditions structurelles
 - Formulaire de diagnostic des bonnes pratiques d'hygiène

PROTECTION DE L'ENFANCE

- Save the Children - Rapport sur l'élaboration des 5 guides relative à la protection de l'enfant, la participation de l'enfant, le développement personnel de l'enfant, l'équité genre et la cohésion sociale - Octobre 2021

SANTE

- Abdellahi Ould Ahmed Ould Doua, Cabinet DOUA. Manuel de procédures pour les postes et centres de santé, Ministère de la santé avec appui AI-PASS- Décembre 2021
- Michel Vigneul, Conseil Santé. Rapport Final, Etude de tarification harmonisée de tous les actes offerts dans les structures publiques et privées du secteur de la santé en Mauritanie. MS avec appui de l'AI-PASS-décembre 2020
- Dr. Dahada et Dr. Mohamed Lemine, Bureau BUMESP. Elaboration de la documentation pour la Carte sanitaire nationale et appui à son opérationnalisation. Ministère de la santé avec appui AI-PASS- Avril 2021
- Elaboration des documents nationaux sur les Normes quant aux prestations, aux ressources humaines, aux infrastructures et aux équipements, en attente d'adoption, Ministère de la santé avec appui AI-PASS-novembre 2021
- Elaboration de documents de la politique hospitalière, l'arrêté des normes hospitalières publiques et de la carte hospitalière, en attente d'adoption, Ministère de la santé avec appui OMS et AI-PASS-Juin 2021
- Bureau Hera (Jack Labeew) et Miloud Kaddar Evaluation du PNDS 2012 - 2020 et formulation du PNDS 2021 – 2030 et ses Annexes. Décembre 2021, MS avec l'Appui du AI-PASS,
- Florence Vandendorpe, Regard socio-anthropologique sur les pratiques en matière de santé, Deuxième mission. AI-PASS. Février 2021
- Florence Vandendorpe, Regard socio-anthropologique sur les pratiques en matière de santé, Troisième mission. AI-PASS. Septembre 2021
- Mohamed Ali Ag Ahmed. Note conceptuelle analyse DRAS en Mauritanie. AI-PASS/IMT, Janvier 2021
- Aissatou Sarassa SOUGOU. Analyse du sous-secteur pharmaceutique Mauritanie. Ministère de la Santé, avec l'appui de l'OMS et l'AI-PASS. Avril 2021
- Politique Pharmaceutique Nationale et de son plan directeur 2021-25, en attente d'adoption ; Ministère de la santé avec appui AI-PASS et OMS, avril 2021
- JC PELISSIER QUAMED. Mise en place de bonnes pratiques pharmaceutiques en Mauritanie, Rapport 1 : Résumé succinct des activités de la mission et livrables, Juin 2021
- JC PELISSIER, QUAMED. Mise en place de bonnes pratiques pharmaceutiques en Mauritanie Rapport 2 : État des lieux des grossistes privés en Mauritanie sur base du référentiel des BPSD de l'OMS, juillet 2021
- JC PELISSIER, QUAMED. Mise en place de bonnes pratiques pharmaceutiques en Mauritanie Rapport 3 : AUDIT MQAS CAMEC, Juillet 2021
- Professeur Serge Antoine AMARI, QUAMED. Mise en place de bonnes pratiques pharmaceutiques en Mauritanie. Rapport 4 : État des lieux de la réglementation et de la législation pharmaceutique en République Islamique de Mauritanie. Juillet 2021

- Dr JC PELISSIER et Professeur Serge Antoine AMARI, QUAMED. Mise en place de bonnes pratiques pharmaceutiques en Mauritanie. Rapport 5 : Cahier de charges pour la régulation des grossistes pharmaceutiques - Proposition d'un mécanisme de labélisation des grossistes pharmaceutiques - Grille d'inspection pharmaceutique - Feuille de route de la Certification BPSD
- Rino MEYERS. Elaboration de la stratégie nationale d'approvisionnement des médicaments, (en attente d'adoption) ; Ministère de la santé avec appui d'Expertise France (DATP) et AI-PASS, Novembre 2021
- Dr Aliou BA, CAPRAD. Audit organisationnel et cadre organique de la DPL et DOQS du Ministère de la santé en Mauritanie. Ministère de la santé avec l'appui du AI-PASS, juin 2021.
- BEFEC. Programme formation 17 spécialités, école de santé. Ministère de la santé et ENSSS avec l'appui de l'AI-PASS. Mars 2021
- Plan de développement des ressources humaines de la santé en Mauritanie (PDRHS, 2022-2026) (pas adopté). Ministère de la santé avec l'appui de l'OMS et de l'AI-PASS. Aout 2021
- Rapport, Mission d'appui à la mise en place d'un « Fonds Commun Santé » en Mauritanie, Dr Fabienne Ladrière, Mars 2021
- Rapport de formation sur la supervision intégrée destinée aux équipes cadres et managériales des DRAS de Guerrou, Boghé et Tiguint, Ministère de la santé avec appui AI-PASS, juin 2021
- Rapport de formation des points focaux régionaux et points focaux hôpitaux sur le DHIS2, Ministère de la santé avec appui AI-PASS, mars 2021
- Saskia BRAND, MDF. Rapport Théorie du Changement AI-PASS. Décembre 202.
- Bruno GALLAND, BG CONSULTTING. Rapport d'exploitation des données d'enquêtes ménages/focus group. CNASS avec l'appui de l'AI-PASS. Février 2021
- Rapport « Appui pour l'implémentation et le suivi des outils de gestion de la pharmacie dans les structures sanitaires publiques des Moughataas d'intervention du Programme PASS (Dar Naim, Sebkha, Bababé, Boghé, Aleg) », AI-PASS, novembre 2021

SÉCURITE ALIMENTAIRE

- Premier Ministère - Décret n°061-2021/P.M/ portant réaménagement du cadre national de concertation sur la sécurité alimentaire et instituant un Dispositif National de Prévention et de Réponse aux Crises Alimentaires et Nutritionnelles (DCAN)
- PAM - Guide méthodologique sur le système d'alerte précoce sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en République Islamique de Mauritanie - Mai 2021
- ACFR-PAM-CSA-GNAP - Bulletin de surveillance pastorale de la Mauritanie – N°7 Décembre-Janvier 2021 / N°8 Février-Mars 2021 / N°9 Avril-Mai 2021
- ACF - Rapport de Diagnostic de performance des CRENAS - Décembre 2021
- Alima - Rapport d'évaluation de 13 centres de santé selon les 6 piliers de l'OMS - Octobre 2021

SIGLES ET ACRONYMES

AC	Accord Communautaire
ACF	Action Contre la Faim
ACP	Afrique, Caraïbes, Pacifique
ACPS	Alliance Cash pour la Protection Sociale
ADL	Association de Développement Local
ADS	Agent De Sécurité
AECID	Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement
AEM	Action de l'État en Mer
AEP	Adduction d'Eau Potable
AES	Accident d'Exposition au Sang
AESA	Agriconsulting Europe S.A
AFCF	Association des Femmes Chef de Famille
AFD	Agence Française de Développement
AFIF	Facilité d'Investissement pour l'Afrique
AGLC	Association de Gestion Locale Collective
AGPO	Associations de Gestion Participative des Oasis
AGR	Activité Génératrice de Revenu
AI-PASS	Projet Appui Institutionnel du PASS
AJ	Assistance Judiciaire
AL	Autorité Locale

AMAD	Association Mauritanienne pour l'Auto-Développement
AMCC	Alliance Mondiale contre le Changement Climatique
AMCS	Association Mauritanienne des Communes du Sud
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
AME	Allaitement Maternel Exclusif
AMO	Assistant Maitrise ouvrage
ANAC	Agence Nationale de l'Aviation Civile
ANAPEJ	Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes
ANJE	Alimentation du Nourrisson et Jeune Enfant
ANRPTS	Agence Nationale du Registre des Populations et des Titres Sécurisés
APD	Aide Publique au Développement
ANSADE	Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique et Economique
APF	Animateur Point focal
APE	Associations des Parents d'Elèves
APHG	Association des producteurs horticole du Gorgol
APS	Avant-Projet Sommaire
APSDN	Association pour la Promotion de la Santé
AREDDUN	Appui à la Résilience Environnementale et Développement Durable de la ville de Nouakchott
AREDDRE	Appui à la Région de Nouakchott pour un Développement Durable Résilient et Equitable
ASI	Anti-Slavery International
ASME	Association Mauritanienne pour la Santé de la Mère et de l'Enfant

ASSPCI	Association pour la Sauvegarde Sociale et la Promotion de la Culture Imraguen
AT	Assistance Technique
ATPE	Aliment Thérapeutique Prêt à l'Emploi
AVEC	Association Villageoise d'Épargne et de Crédit
BAC	Baccalauréat
BAD	Banque Africaine de Développement
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BID	Banque Islamique de Développement
BACOMAB	Fonds fiduciaire pour le Banc d'Arguin et la Biodiversité Côtière et Marine
BIT	Bureau International du Travail
BM	Banque Mondiale
BTC	Brique de Terre Compactée
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
C4D	Techniques de Communication et de Plaidoyer
CA	Conseil d'Administration
CA	Cour d'Appel
CAC	Centre d'Accueil des Citoyens
CAON	Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National
CAP	Connaissances Attitudes Pratiques
CAPI	Cadre Action Prioritaire Intégré
CARI	Centre d'Actions et de Réalisations Internationales

CARSEC	Centre d'Accueil et de Réinsertion Sociale des Enfants en Conflit avec la Loi
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CC	Cadre de Concertation
CC	Certificat de Compétence
CCAP	Contrôle Citoyen de l'Action Publique
CCC	Cadre de Concertation Communal
CCCI	Cadre de Concertation Communal Intégré
CCFH	Comité Codex sur l'Hygiène Alimentaire
CCIAM	Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Mauritanie
CCJ	Conseil Communal de Jeunesse
CCPD	Centre de Coopération Police Douanes
CCPDG	Centre de Coopération Police Douanes Gendarmerie
CCPNCC	Cellule de Coordination du Programme National sur le Changement Climatique
CCR	Cadre de Concertation Régional
CDD	Comités des Droits des Détenus
CDE	Comité des Droits de l'Enfant
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CDMT-g	Cadre de Dépenses à Moyen Terme-Global
CDS	Centre De Santé
CE	Commission Européenne
CEAP	Champ Ecole Agro-Pastoral

CE-CP	Crédit d'Engagement et Crédit de Paiement
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CELLRAD	Cellule Régionale de Prévention de la Radicalisation
CERFIP	Cellule des Études et des Réformes des Finances Publiques
CES	Conservation des Eaux et Sols
CFIP	Centre Formation Insertion Professionnelle
CFMN	Centre Fermé pour Mineurs de Nouakchott
CG	Comité de Gestion
CH	Centre Hospitalier
CHN	Centre Hospitalier de Nouakchott
CIEDEL	Centre International d'Études pour le Développement Local
CIVIPOL	Opérateur de coopération technique Internationale du Ministère de l'Intérieur
CMAM	Community-based Management of Acute Malnutrition
CMU	Couverture Maladie Universelle
CNASS	Caisse Nationale de Solidarité en Santé
CNC	Comité National de Coordination
CNSS	Caisse Nationale Sécurité Sociale
CNDSP	Comité National de Dialogue Social dans la Pêche
CNRADA	Centre National de Recherche Agronomique et de Développement Agricole
CODEP	Comité Départemental de Développement
COGES	Comités de Gestion des Ecoles

COOPI	Coopération internationale italienne
COPCO	COvid – Post COvid
COFIL	Comité de Pilotage
CoM SSA	Convention des Maires en Afrique Sub-Saharienne
Co-RIM	Projet d'appui à la Résilience et la Cohésion Culturelle et Sociale
COSAN	Comité de Santé
COVID	Corona Virus Disease
CPISE	Centre de Protection et d'Insertion Sociale
CPN	Consultation Périnatale
CPoN	Consultation Post Natale
CPSP	Comité de Planification Stratégique
CQFMP	Centre de Qualification et de Formation aux Métiers de la Pêche
CRD	Comité Régional de Développement
CRENAS	Centre de Réhabilitation Nutritionnelle en Ambulatoire
CRENI	Centre de Récupération et d'Education Nutritionnelle Intensif
CRESS	Caisse Régionale Solidarité Santé
CRF	Croix Rouge Française
CRMA	Collectif Régional des Maires de l'Assaba
CRM	Croissant Rouge Mauritanie
CS	Centre de Santé
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire

CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CSM	Conseil Supérieur de la Magistrature
CSS	Collège Sahélien de Sécurité
CSO	Comité de Suivi Opérationnel
CSU	Couverture de Santé Universelle
CTA	Centre de Tirs Adapté
CUN	Communauté Urbaine de Nouakchott
CVA	Voix et Action Citoyenne
CVC	Compétences de Vie Courantes
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DAPAP	Direction des Affaires Pénales et de l'Administration Pénitentiaire
DAR	Direction de l'Aménagement Rural
DBM	Déchet Bio Médical
DCAN	Dispositif de Prévention et de Réponse aux Crises Alimentaires et Nutritionnelles
DDFA	Direction de Développement des Filières Animales
DDFAP	Direction de Développement des Filières Animales et Pastorales
DEF	Diplôme d'Etudes Fondamentales
DEVCO	Développement et Coopération – EuropeAid
DGAT	Direction Générale de l'Administration du Territoire
DGB	Direction Générale du Budget
DGFCE	Direction Générale des Financements et de la Coopération Economique

DGDPE	Direction Générale des Domaines et du Patrimoine de l'Etat
DGI	Direction Générale des Impôts
DGSED	Direction Générale de la Sécurité Extérieure et de la Documentation
DGSN	Direction Générale de la Sûreté Nationale
DGIT	Direction Générale des Infrastructures et des Travaux
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de Comptabilité Publique
DGTT	Direction Générale des Transports Terrestres
DHIS	District Health Information Software
DHP	Direction de l'Hygiène Publique
DIPECHO	Reducing the Impact of Natural Disasters
DISSE	Direction de l'Information Sanitaire et la Surveillance Épidémiologique
DPAF	Direction de la Police de l'Air et des Frontières
DPCIS	Direction de la Planification, de la Coopération et de l'Information Sanitaire
DPCSE	Direction des Politiques, des Statistiques, du Suivi - Evaluation et de la Coopération
DPBMT	Document de programmation budgétaire à moyen terme
DPJE	Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfant
DPME	Déficit global de Protection de Moyens d'Existence
DPP	Devis Programme Pluriannuel
DPL	Direction Pharmaceutique et de Laboratoire
DRAS	Direction Régionale de l'Action Sanitaire
DREDD	Délégué Régional de l'Environnement et du Développement Durable

DRCJS	Délégation Régionale de la Jeunesse et des Sports
DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale
DREJS	Direction Régionale de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports
DRH	Direction des Ressources Humains
DRICE	Document de Répartition Initiale des Crédits et des Emplois
DS	Déficit de Survie
DTT	Displacement Tracking Matrix
DUE	Délégation de l'Union Européenne
DVPP	Direction du Développement et de la Valorisation des Produits
ECHO	European Commission Humanitaire Aid Office
ECMU	Extension de la Couverture Maladie Universelle
ECODEV	ONG Ecole Développement
ECOWAS	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
EDS	Ensemble pour la Solidarité et le Développement
EEAS	European External Action Service
EEFTP	Education Enseignement et Formation Techniques et Professionnels
EM	Etat Membre
EMGA	Etat-Major Général des Armées
ENABEL	Agence Belge de Développement
ENAJM	Ecole Nationale d'Administration du Journalisme et de la Magistrature
ENI	Ecole Normale d'Instituteurs

ENFVA	Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricole de Kaédi
ENS	Ecole Normale Supérieure
EPA	Enquête Permanente Agricole
EPA	Etablissement Public Administratif
EPBR	Établissement Portuaire de la Baie du Repos de Nouadhibou
EPI	Equipement de Protection Individuelle
ERC	Évaluation des Risques Climatiques
EPU	Examen Périodique Universel
ESS	Économie Sociale et Solidaire
FADES	Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social
FAIDOP	Formation Accompagnement et Insertion dans le Domaine Portuaire
FAMI	Fonds Asile, Migration et Intégration
FAMSI	Association Fonds Andalou de Municipalités pour la Solidarité Internationale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FED	Fonds Européen de Développement
FEDD	Fonds Européen de Développement Durable
FEFA	Femmes Enceintes et Femmes Allaitantes
FFUE	Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union Européenne
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FIIAPP	Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas
FiTi	Fishery Transparency Initiative

FMDV	Fonds Mondial de Développement des Villes
FNPA	Fédération Nationale de la Pêche Artisanale
FNRCAN	Fond National de Réponse aux Crises Alimentaires et Nutritionnelle
FOC	Capacité Opérationnelle Finale
FOSA	Formation Sanitaire
FSI	Forces de Sécurité Intérieure
FSMS	Système de Surveillance de la Sécurité Alimentaire
FTP	Formation Technique et Professionnelle
GAP	Plan d'Action Genre
GAR	Gestion Axée sur le Résultat
GAR-SI	Groupe d'Action Rapide de Surveillance et d'Interventions au Sahel
GCM	Garde Côtes Mauritanienne
GDBM	Guide de Gestion des Déchets Biomédicaux
GDK	Guidimakha
GERME	Gérez Mieux Votre Entreprise
GFD	Cash and Food
GFP	Gestion des Finances Publiques
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GIS	Groupement d'Intérêt Scientifique
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GN	Garde Nationale

GNM	Groupe National Multipartite
GPS	Grand Paris Sud
GRDR	Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural
GRET	Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques
GRH	Gestion des Ressources Humaines
GSA	Groupe de Sécurité Alimentaire
GTRN	Gestion Territoriale des Ressources Naturelles
GTT	Groupe de Travail Technique
GUDDRN	Gouvernance Urbaine et Développement Durable de la Région de Nouakchott
GVT	Glissement Vieillesse Temps
HCR	Haut Commissariat des Réfugiés
HEC	Hodh El Chargui
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
HMC	Hôpital Mobile de Campagne
ICD	Instrument de Coopération au Développement
ICP	Infirmier Chef de Poste
IDH	Indice de Développement Humain
IEDDH	Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme
IGAJP	Inspection Générale de l'Administration Judiciaire et Pénitentiaire
IGE	Inspection Générale d'Etat
IGF	Inspection Générale des Finances

IMF	Institution de Micro finance
IMROP	Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches
IMT	Institut de Médecine Tropicale
INAP-FTP	Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle
INEE	Normes Minimales pour l'Education en Situations d'Urgence
INRSP	Institut National de Recherche en Santé Publique
IOC	Capacité Opérationnelle Initiale
IPDEV	Soutenir les Entrepreneurs et les Petites PME en Afrique de l'Ouest
IPP	Incapacité Partielle Permanente
IRAM	Institut de Recherche et d'Applications des Méthodes de Développement
IRP	Infrastructure Rurale Productive
ISSET	Institut Supérieur d'Enseignement Technologique
ISSM	Institut Supérieur des Sciences de la Mer
IST	Infection Sexuellement Transmissible
IVCICI	Instrument de Voisinage, de Coopération au Développement et de Coopération Internationale
JGC	Jobs and Growth Compact
LANAC	Laboratoire National d'Analyses et de Contrôle
LQAS	Lot Quality Assurance Sampling
LOAP	Loi d'Orientation Agropastorale
LOLF	Loi Organique relative aux Lois de Finances
LT	Long Terme

MA	Malnutrition Aigüe
MA	Ministère de l'Agriculture
MAE	Ministère des Affaires Etrangères
MAEPSP	Ministère des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs
MAIEO	Ministère des Affaires Islamiques et de l'Enseignement Originel
MAG	Malnutrition Aigüe Globale
MAM	Malnutrition Aigüe Modérée
MAS	Malnutrition Aigüe Sévère
MASEF	Ministère de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Famille
ME	Ministère de l'Elevage
MEAL	Monitoring Evaluation
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEDEVAC	Evacuation Médicale d'Urgence
MEFP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MCJS	Ministère de Culture, de la Jeunesse et des Sports
MdM	Medicos del Mundo
MET	Ministère de l'Equipement et des Transports
MFR	Maison Familiale Rurale
MGF	Mutilation Génitale Féminine
MIDEC	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
MJ	Ministère de la Justice

MM	Mortalité Maternelle
MORSE	Maîtrise d'Ouvrage Renforcée des Services Environnementaux
MPEM	Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime
MRG	Minority Rights Group International
MS	Ministère de la Santé
MSF	Médecin Sans Frontières
MUAC	Mid-Upper Arm Circumference
MUHAT	Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire
NKTT	Nouakchott
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
LNCQM	Laboratoire National de Contrôle Qualité des Médicaments
OEACP	Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
OCB	Organisations Communautaires de Base
ODD	Objectifs de Développement Durable
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ON	Ordonnateur National
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
ONG	Organisation Non Gouvernementale

ONISPA	Office National d'Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche et l'Aquaculture
ONS	Ordonnateur National Suppléant
ONS	Office National de la Statistique
ONSER	Office National des Services en Eau en milieu Rural
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDC	Office des Nations Unies contre les Drogues et le Crime
OPA	Organisation Producteurs Agricoles
OSA	Organisme de Suivi Alimentaire
OSC	Organisation de la Société Civile
OSP	Organisation Socio Professionnelle
PAAEDC	Plan d'Action d'Accès à l'Energie Durable et du Climat
PAC	Pêche Artisanale et Côtière
PACAO	Programme d'Appui à la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest- Volet Mauritanie
PACO	Programme d'Actions Concertées dans les Oasis
PAGEFIP	Projet d'Appui à la Gestion des Finances Publiques
PAGS	Programme d'appui au G5 Sahel pour la Sécurité au Sahel
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAMO FED11	Programme d'Appui à la Mise en Œuvre du 11 ^{ème} FED
PARJ	Programme d'Appui à la Réforme de la Justice
PASS	Programme d'Appui au Secteur de la Santé
PAV	Plan d'action Villageois

PAQ	Plan d'Assurance Qualité
PB	Périmètre Brachial
PCAM	Prise en Charge Communautaire de la Malnutrition Aigue
PCI	Prévention et Contrôle des Infections
PCIMA	Protocole de Prise en Charge de la Malnutrition
PCIME	Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant
PCMS	Protocole de prise en Charge Intégrée de la Malnutrition
PCP	Planification Communautaire Participative
PCR	Polymerase Chain reaction
PDA	Point de Débarquement Aménagé
PDC	Plan de Développement Communal
PDM	Post Distribution Monitoring
PDR	Plan de Développement Rural
PDSRH	Plan de Développement Santé Ressources Humaines
PEC	Prise en Charge Malnutrition
PECMAS	Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë Sévère
PECOBAT	Programme d'amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME dans le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisant dans les chantiers écoles construction
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PFE	Pratique Familiale Essentielle
PFNL	Produits Forestiers Non Ligneux

PEGS	Plan de Gestion Environnemental et Social
PICODEV	Projet d'Initiative locale Concertée pour le Développement Durable des Oasis des communes d'Atar et de Tawaz
PIE	Plan d'Investissement Externe
PIN	Programme Indicatif National
PIP	Programme d'Investissement Prioritaire
PIP	Programme d'Investissement Public
PIP	Programme Indicatif Pluriannuel
PIR	Programme Indicatif Régional
PIROG	Programme Intercommunal de Renforcement des Communes dans la Maîtrise d'Ouvrage et la Gestion des Services Locaux
PK	Point Kilométrique
PME	Petite Moyenne Entreprise
PMA	Pays les Moins Avancés
PMUD	Plan de Mobilité Urbaine Durable
PNBA	Parc National Banc Arguin
PNDA	Plan National de Développement Agricole
PND	Parc National du Diawling
PNDE	Plan National de Développement de l'Elevage
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
PNR	Plan National de Réponse
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PON	Procédure Opérationnelle Normalisée

POS	Procédure d'Opération Standard
PPBSE	Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi-Evaluation
PPN	Politique Pharmaceutique Nationale
PPP	Partenariat Public Privé
PPPC	Partenariat Public Privé à vocation Communautaire
PRI	Pays à Revenu Intermédiaire
PRI	Plan Régional d'Investissement
PRO-COOP	Projet de Renforcement des Coopératives du Guidimakha pour le développement durable
PROGES-Lait	Programme Régional d'Extension de l'Horizon des Opportunités de Valorisation de la Chaîne de valeur Lait par l'Accès aux Services Energétiques durables
PROPEP	Programme Prioritaire Elargi du Président
PS	Poste de Santé
PSJ	Politique Sectorielle Justice
PSME	Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence
PSS	Appui psychosocial en milieu scolaire
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
PTF	Partenaire Technique et Financier
PTOM	Pays et Territoire d'Outre-Mer
PZT	Primes de Zones et de Technicité
RADDO	Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis
RAME	Réseau des Associations Mauritaniennes d'Europe
RECOPACTE	Réseau des Collectivités pour la Participation Citoyenne des Territoire

RENAPESS	Réseau National de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire au Mali
RGGBCP	Règlement Général de la Gestion Budgétaire et de la Comptabilité Publique
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RH	Ressources Humaines
RHS	Ressources Humaines Santé
RIM	République Islamique de Mauritanie
RIMDIR	Renforcement des Investissements Productifs et Energétiques en Mauritanie pour le Développement Durable des zones rurales
RIMFIL	Promotion du développement de filières agricoles et pastorales durables
RIMRAP	Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale
RISAP	Revue Institutionnelle du Secteur Agricole et Pastoral
RN	Région de Nouakchott
RN	Ressources Naturelles
RNV	Revue Nationale Volontaire
RRC	Réduction des Risques de Catastrophes
RS	Registre Social
RSCB	Réserve Satellite du Cap Blanc
RUTF	Ready to Use Therapeutic Food
SAE	Services d'Appui aux Entreprises
SAFIRE	Sécurité Alimentaire, Formation, Insertion, Résilience et Emploi
SAM	Société des Aéroports de Mauritanie
SANAD	Sécurité Alimentaire Nutritionnelle et Agriculture Durable

SAP	Système d'Alerte Précoce
SARA	Service Availability & Readiness Assessment
SC	Société Civile
SC	Save the Children
SCAPP	Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée
SCS	Contrôle, Suivi et Surveillance
SDAU	Schéma directeur d'aménagement urbain de la ville de Nouakchott
SDR	Schéma Directeur Régional
SE	Secrétariat Exécutif
SI	Système d'Information
SIG	Système d'Information Géographique
SNE	Stratégie Nationale de l'Emploi
SIMEX	Exercice de. Simulation Humanitaire
SNJ	Stratégie Nationale de la Jeunesse
SONU	Soin Obstétrical et Néonatal d'Urgence
SSPAC	Système de Suivi de la Pêche Artisanale et Côtière
SEMAH	Projet Prévention des conflits et Promotion du Dialogue Interculturel
SMART	Simple Mesurable Acceptable Réalisable Temps
SMPL	Société Mauritanienne des Produits Laitiers
SNDSR	Stratégie Nationale de Développement du Secteur Rural
SNE	Stratégie Nationale de l'Emploi

SNGM	Stratégie Nationale pour la Gestion de la Migration
SNIM	Société Nationale Industrielle et Minière
SNIS	Système National d'Informations Sanitaires
SNGM	Stratégie Nationale de Gestion des Migrations
SNPS	Stratégie Nationale de Protection Sociale
SNSA	Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire
SNSR	Stratégie Nationale de Sécurité Routière
SOMELEC	Société Mauritanienne d'Electricité
SOP	Standard Operating Procedures
SPC	Système de Protection Communaux
SPE	Système de Protection de l'Enfant
SSC	Sites Sentinelles Communautaires
SSPAC	Système de Suivi de la Pêche Artisanale et Côtière
SQUEAC	Évaluation Semi Quantitative de l'Accessibilité et de la Couverture
SSR	Services de santé de la reproduction
STD	Services Techniques Décentralisés
TADAT	Tax Administration Diagnostic Assessment Tool
TAF	Facilité d'Assistance Technique
TDH	Terre Des Hommes
THEMIS	The Management Institute for International Security
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat

TP	Ménage Très Pauvre
TRP	Tables Régionales de Protection
TTM	Transhumance Tracking Tool
TV	Télévision
UA	Union Africaine
UAGPOS	Union des Associations de Gestion Participative Oasiennes
UCFG	Union des Coopératives Féminines du Guidimakha
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UE-RIM	Union Européenne – République Islamique Mauritanie
UGR	Unité de Gestion des Risques
UGP	Unité de Gestion de Projet
ULM	Ultra Léger Motorisé
ULPI	Unités Locales de Propriété Immobilisées
UMA	Union du grand Maghreb Arabe
UN	Nations Unies
UNHAS	Service Aérien Humanitaire des Nations Unies
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNOPS	United Nations Office for Project Services
USPEC	Unité de Prise en Charges des Victimes de Violences Basées sur le Genre

UTUEPS	Unité de Transport Urbain et de l'Eclairage Public
VAC	Violences à l'encontre des enfants
VAE	Validation des Acquis de l'Expérience
VBG	Violence Basée sur le Genre
VEDAN	Violence, Exploitation, Discrimination, Abus, et Négligence
VRPC	Volontaire Réfugiés pour la Propreté du Camp
VVS	Victime de Violence Sexuelle
WASH	Eau, assainissement et Hygiène
ZRS	Zone à Régime Spécial

Délégation de l'Union européenne
BP : 213 - Nouakchott - Mauritanie
Standard : + 222 45 25 27 24
Site web : eeas.europa.eu/delegations/mauritania

**Ministère des Affaires Economiques et
de la Promotion des Secteurs Productifs
Ordonnateur National du FED
Cellule d'Appui à l'ON du FED**
BP : 3006 Nouakchott - Mauritanie
Standard : + 222 45 25 25 63
Site web : umauritanie.org